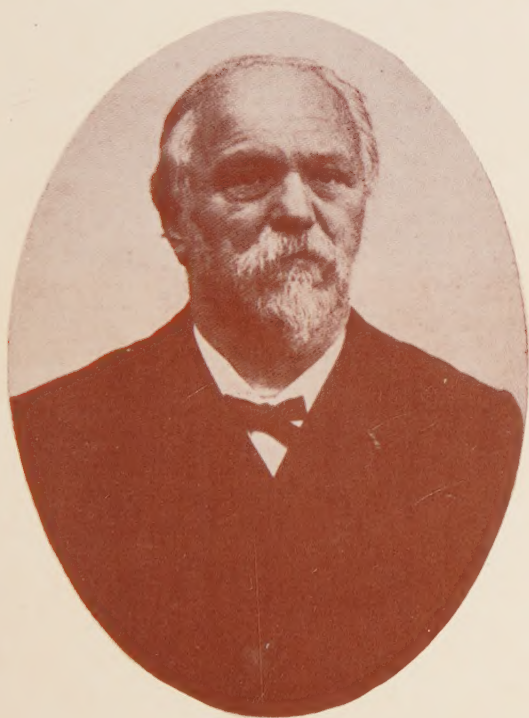


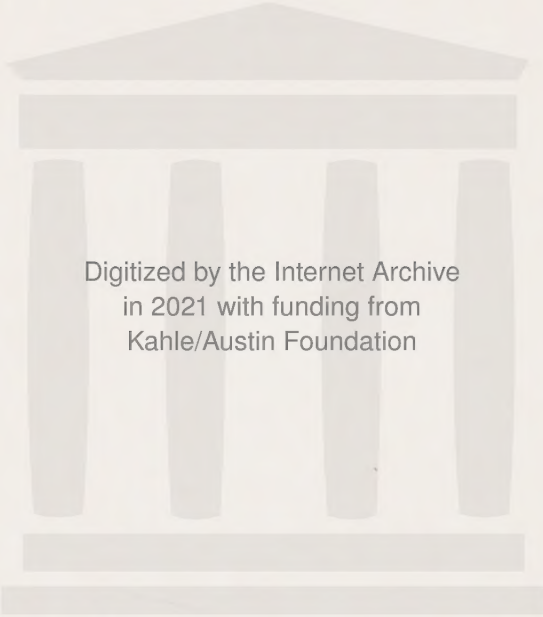
Larry Portis

# Georges Sorel

Présentation et textes choisis



PCM/ Histoires



Digitized by the Internet Archive  
in 2021 with funding from  
Kahle/Austin Foundation

petite collection maspero

*Handwritten signature*

Larry Poole

Georges Sorel

Presentation of letters closing

Publication of *Marxism*  
in *Comunist* (1907)

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN  
LIBRARY  
ANN ARBOR, MICHIGAN  
48106





petite collection maspero

M. Giron

Larry Portis

Georges Sorel  
Présentation et textes choisis

traduction de Martine Echard  
et Christiane Passevant

FRANÇOIS MASPERO  
1, place Paul-Painlevé  
PARIS V<sup>e</sup>  
1982

Si vous désirez être tenu régulièrement au courant de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Editions François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel *Livres Partisans*.

© Larry Portis, 1980. Édition originale en langue Anglaise, Photo Press Ltd., Londres, 1980.

© Librairie François Maspero, Paris, 1982 pour l'édition en langue Française.

ISBN 2-7071-1330-1

# L'Éducation de Georges Sorel

## I --- Présentation

Le livre de Georges Sorel intitulé "Les sources de la pensée de Platon" (Paris, 1906) est un ouvrage de philosophie qui a exercé une influence considérable sur la pensée française de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Les sources de la pensée de Sorel sont à chercher dans l'histoire, notamment dans l'étude des conditions sociales et politiques de son époque. L'ouvrage de Sorel est une œuvre de philosophie, une œuvre de philosophie qui a exercé une influence considérable sur la pensée française de la fin du XIXe et du début du XXe siècle.

Le livre de Georges Sorel intitulé "Les sources de la pensée de Platon" (Paris, 1906) est un ouvrage de philosophie qui a exercé une influence considérable sur la pensée française de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Les sources de la pensée de Sorel sont à chercher dans l'histoire, notamment dans l'étude des conditions sociales et politiques de son époque. L'ouvrage de Sorel est une œuvre de philosophie, une œuvre de philosophie qui a exercé une influence considérable sur la pensée française de la fin du XIXe et du début du XXe siècle.

Le livre de Georges Sorel intitulé "Les sources de la pensée de Platon" (Paris, 1906) est un ouvrage de philosophie qui a exercé une influence considérable sur la pensée française de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Les sources de la pensée de Sorel sont à chercher dans l'histoire, notamment dans l'étude des conditions sociales et politiques de son époque. L'ouvrage de Sorel est une œuvre de philosophie, une œuvre de philosophie qui a exercé une influence considérable sur la pensée française de la fin du XIXe et du début du XXe siècle.



# 1. La situation de Georges Sorel

La vie de Georges Sorel couvre une période très importante de l'histoire sociale française. Il s'opère, en effet, une très profonde mutation de société entre 1847 et 1922. La société française passe au stade « moderne », transformée par l'industrie capitaliste en démocratie parlementaire. Un an après sa naissance, la révolution de 1848 marque la volonté de la petite bourgeoisie de tendre vers une conjoncture plus libérale. Elle provoque également une prise de conscience, encore floue mais en progression, par la classe ouvrière de sa vulnérabilité et de son besoin d'organisation face au pouvoir. L'enfance et l'adolescence de Georges Sorel se déroulent durant le règne de Louis-Napoléon Bonaparte. Pendant vingt ans de réaction, la grande bourgeoisie édifie les fondations du capitalisme moderne : chemins de fer, mines, banques et moyens de communication. C'est, pour la classe ouvrière, une longue nuit, brièvement éclairée par la flambée des communes ouvrières révolutionnaires, sursaut consécutif à la défaite française dans la guerre contre la Prusse. La principale répercussion du massacre des communards est la mise en place d'un dispositif de contrôle de la classe ouvrière qui s'exerce par des moyens d'actions répressifs physiques et juridiques. Mais la réaction se poursuivra, même après l'instauration de la III<sup>e</sup> République en 1871. Le syndicalisme restera interdit jusqu'en 1884.

Au cours de ces années, malgré l'apparente stabilité de la société française, des courants agitent cette carapace rigide et vont bientôt faire éclater le système. L'industrie progresse rapidement dans tous les

domaines : l'acier, l'industrie chimique et l'industrie lourde, ce qui accélère l'afflux des populations rurales vers les centres urbains. Après l'échec de la tentative de droite pour rétablir une forme de gouvernement autoritaire en 1876 (le 16 mai du général Mac-Mahon), le renforcement du pouvoir parlementaire encouragera l'engagement politique des socialistes. De plus, le retour des communards amnistiés dans les années quatre-vingt et l'autorisation des syndicats en 1884 contribueront à un développement du militantisme ouvrier et à la fréquence des grèves. Néanmoins, les mouvements organisés de travailleurs restent sous la coupe des formations socialistes encore embryonnaires. Il faut attendre le début des années quatre-vingt-dix pour qu'existe un mouvement ouvrier indépendant et actif dans les conflits sociaux et politiques. En 1892 sont créées des bourses du travail, organisées et contrôlées par les travailleurs. En 1895, fondation de la CGT, Confédération générale du travail, qui se veut indépendante de l'influence des partis politiques.

En 1892, Sorel observe activement le mouvement social, au moment où le système socio-économique atteint sa pleine modernité. Il est à noter que ses analyses restent, pour l'essentiel, applicables au contexte actuel : dilemme et lutte, dans les partis de gauche, entre réformistes et révolutionnaires ; conflit entre le centralisme démocratique et des formes de fédéralisme anarchisant ; mouvements pour l'autonomie ouvrière ; terrorisme, sectarisme révolutionnaire. Son esprit d'analyse et de synthèse permettra à Sorel de replacer ces événements dans une perspective plus juste et l'empêchera d'adopter une vision utopique ou simpliste du socialisme.

La dynamique de la lutte révolutionnaire devenait trop complexe et trop ancrée dans la quotidienneté pour entretenir le millénarisme ou les utopies des générations précédentes. Dès lors, il n'y avait que l'opportunisme ou la stérilité analytique qui permettaient de maintenir des considérations déterministes de la lutte. Le rôle essentiel de Sorel fut de dénoncer et de contrer ces



facteurs de régression au sein même du mouvement ouvrier.

De 1892 jusqu'à sa mort, Sorel cherchera, à travers des ouvrages, des articles, des conférences et des contacts informels avec de jeunes révolutionnaires, à clarifier le développement de la lutte sociale en France et à définir les moyens les plus propices à l'essor de la capacité révolutionnaire du prolétariat. La caractéristique du marxisme dont Sorel se faisait le porte-parole réside dans son insistance sur la nécessité d'une action ouvrière autonome dans la lutte révolutionnaire. L'influence de Sorel est encore sensible aujourd'hui, même si elle est méconnue.

Qui est Sorel ? Comment est-il devenu un marxiste important pour nous ? Il s'agit d'un être marginalisé au sens actuel du terme. Il est né dans une famille que l'on peut qualifier de bourgeoise : son père est directeur d'une entreprise commerciale et sa mère est fille d'officier. Mais il faut nuancer cette étiquette sur sa position sociale, dans la mesure où les revers de fortune de son père, petit capitaliste, ainsi que les difficultés financières permanentes de sa famille ont dû influencer sa perspective sur les relations sociales en régime capitaliste. En tout cas, ces conditions de vie de son milieu familial ont dû l'encourager à rechercher la sécurité dans le fonctionariat. Après avoir obtenu son diplôme de l'Ecole polytechnique, Sorel commença à travailler, dès 1867, en tant qu'ingénieur des Ponts et Chaussées.

Ces détails biographiques ont leur importance pour comprendre les prises de position politiques de Sorel et la teneur de ses analyses de la société, qui apparaissent assez tardivement dans sa vie et sans véritable motivation apparente. Une fois ingéré dans sa fonction d'ingénieur, Sorel est, de fait, à l'écart de la société française moderne. De 1867 à 1871, années de la guerre contre la Prusse et de la Commune, Sorel travaille en Corse, île complètement coupée et isolée du continent il y a cent ans. En 1871, il est muté à Albi, puis à Gap, puis en Algérie pendant trois ans et enfin à Perpignan en 1879,

où il travaille jusqu'à sa retraite en 1892. Pendant toutes ces années, Sorel n'élabore pas de théorie sur la société, ni d'analyses du capitalisme et de son développement, ni de recherches sur la révolution prolétarienne.

Comment expliquer alors qu'au terme de vingt-cinq années d'isolement Sorel soit devenu une autorité du marxisme ? La réponse réside dans le cheminement mental qui a conduit Sorel à rompre avec sa classe sociale d'appartenance. Sorel a accepté son travail comme inéluctable, mais il a refusé de vivre comme un ingénieur fonctionnaire, cantonné à la périphérie du bouillonnement de la France. Mais quelle était la solution pour un jeune homme dépourvu de ressources financières et du goût des affaires, surtout en pleine période de réaction ? Sorel a été, en quelque sorte, isolé de la vie de société et s'est trouvé, en conséquence, dispensé de l'obligation de faire des compromis à son entrée dans l'âge adulte dus à son statut social. Toutes ces années qu'il a passées dans les provinces du sud de la France, en Corse et dans l'ambiance coloniale d'Algérie lui ont permis de garder intact son potentiel de clairvoyance. Il n'a jamais eu l'ambition de se frayer un chemin vers le succès et sa naïveté de jeunesse s'est trouvée protégée des pressions de la vie quotidienne : son ouverture intellectuelle n'a jamais été obstruée par la nécessité de se conformer aux us et coutumes conventionnels. Enfin, il a échappé à la mondanité qui est, dans les grandes villes, la condition pour être reconnu socialement. Que lui a-t-il manqué ? Si vingt-cinq années en dehors du tissu social ont préservé la force vitale de Sorel, quel vide a-t-il éprouvé ? Quelles expériences l'ont conduit à s'intéresser au développement social et à la politique ?

L'isolement est primordial pour la réflexion intellectuelle. Le souci de regarder le monde objectivement, chez les intellectuels, passe par une certaine mise à distance de l'environnement. Sorel avait reçu une bonne éducation, de type pratique, par opposition aux études littéraires ou philosophiques empreintes d'idéalisme. Il a suivi les événements frappants de son époque : chute du



Second Empire, l'établissement de communes révolutionnaires, leur répression brutale, l'opportunisme qui a amené au pouvoir la III<sup>e</sup> République. Mais il n'a pas pu, ou s'en abstint, prendre part à ces événements. Vraisemblablement, lorsqu'il faisait un repérage le long d'une route rocailleuse en Corse, ou qu'il se reposait dans son salon algérien, il devait penser que ces événements le dépassaient.

Une optique sociale ne s'élabore pas uniquement à partir de la connaissance de certaines idées, ni à partir d'un système de pensée inhérent à un groupe social donné. La perspective de Sorel est le résultat de sa connaissance de l'instabilité de la vie sociale dans la société capitaliste et de sa volonté de la surmonter.

Sorel a vécu complètement seul pendant huit ans. En 1875, il a connu une jeune femme, Marie David, qui était femme de chambre dans un hôtel de Lyon. Elle l'avait soigné dans cet hôtel alors qu'il était malade. Elle fut sa compagne pendant vingt ans, jusqu'à sa mort ce qui laissa Sorel dans un grand désarroi. Marie David n'était pas « politisée » au sens actuel du terme, mais elle était profondément lucide, dévouée à la cause ouvrière et consciente de l'injustice sociale. Alors que Sorel travaillait en Corse pendant la terrible année de 1871, Marie David se trouvait certainement à Lyon, où une commune avait été instaurée dans un grand élan de ferveur populaire. Peut-être faut-il voir en elle le catalyseur du développement, chez Sorel, de l'esprit critique révolutionnaire. La marginalisation sociale et intellectuelle de Sorel a été renforcée par l'influence affective de sa compagne qui s'était trouvée sur le terrain des luttes. Sorel a signalé très souvent que Marie David a été une source d'inspiration énorme pour ses travaux. Il est remarquable que la position politique de Sorel se soit inspirée d'un modèle d'engagement vécu et non pas d'un intérêt intrinsèque pour la politique en tant qu'idée abstraite.

En 1892, après avoir été promu ingénieur en chef et avoir reçu, l'année précédente, la Légion d'honneur en

récompense de ses années de travail, Sorel décide de changer radicalement de vie. A quarante-cinq ans, il prend sa retraite anticipée et se retrouve libre d'organiser sa vie après vingt-cinq années d'activité professionnelle. Il faut signaler que Sorel a refusé la pension dont il pouvait bénéficier jusqu'à la fin de ses jours. Il expliquera ce refus par la suite en alléguant sa volonté de n'être en rien compromis. Ce changement de vie avait été donc soigneusement pensé et préparé. Les études acharnées que Sorel entreprendra sur la dynamique sociale, dès son installation à Paris en 1892, sont la réalisation d'un projet de longue date.

La première partie de la vie de Sorel, avant sa participation au débat politique, n'était pas représentative de sa classe sociale ou typiquement bourgeoise comme l'ont prétendu certains commentateurs. Il ne pouvait s'épanouir ni dans son activité professionnelle, ni dans son milieu culturel. Plutôt que de se conformer aux normes — avoir des enfants, des aspirations à la respectabilité sociale, se plier à une carrière professionnelle sans surprise suivie de la retraite —, Sorel a mis au point son projet de rupture radicale. Il a pu ainsi se consacrer à l'analyse de la société et à l'étude politique. Homme solitaire et d'une grande puissance de travail, il fut rapidement reconnu comme le marxiste le plus important en France avant la Première Guerre mondiale.

L'engagement de Sorel se précisa progressivement. Durant les cinq ou six premières années qui ont suivi son installation à Paris, il s'est penché avec intérêt sur l'évolution des différentes doctrines sociales, marxistes ou universitaires. Il hantait la Sorbonne et lia rapidement connaissance avec les maîtres de la « sociologie » naissante. Il a peut-être assisté à la soutenance de thèse de Durkheim en 1893 et a publié, au cours des années suivantes, des analyses critiques de Gabriel Tarde, Gustave Le Bon et César Lombroso. Il se familiarisa avec les différents travaux sociologiques sur l'éducation, le phénomène de la foule, les changements d'opinion, les prisons, en un mot avec tous les aspects des recherches sociales non marxistes. Une fois qu'il eut disséqué les

principes de la pensée sociologique universitaire, il les mit en perspective en les isolant de leur terrain spécifique. Plus exactement, il examina leurs implications politiques, en refusant de s'égarer dans des débats universitaires et philosophiques. Par la suite, il allait réutiliser les concepts de la sociologie universitaire dans un but tactique pour soutenir et démontrer la logique de la perspective révolutionnaire.

Un an après son arrivée à Paris, Sorel adhéra au marxisme. Il n'a pas, évidemment, entrepris d'emblée de contributions critiques, mais entre 1893 et 1894 il a commencé à publier des articles et il a adressé une lettre à l'éditeur d'une revue universitaire pour souligner l'importance des écrits de Karl Marx (voir texte n° 1). En 1894, il a participé activement à *L'Ere nouvelle*, première revue française consacrée à l'analyse de la philosophie marxiste. A cette époque, Sorel dénonçait le fait que Marx n'était jamais étudié dans les universités, alors que sa pensée représentait « la plus grande innovation introduite dans la philosophie depuis plusieurs siècles ; elle marque le point de départ d'une transformation féconde dans le courant de nos spéculations. Toutes nos idées doivent aujourd'hui s'agréger autour des principes nouveaux, pensés par le socialisme scientifique<sup>1</sup> ».

*L'Ere nouvelle* n'a paru que pendant dix-sept mois, mais la revue a contribué à faire connaître en France beaucoup des écrits fondamentaux du marxisme, notamment certains textes de Marx, Engels, Kautsky et Plekhanov.

C'est en collaboration avec Paul Lafargue, gendre de Marx, Alfred Bonnet, un des fondateurs de *L'Ere nouvelle*, et Georges Deville, premier traducteur français du *Capital*, que Sorel fonde la revue *Le Devenir social* en 1895. En soi, la démarche de cette nouvelle revue est analogue à celle de *L'Ere nouvelle*, mais *Le Devenir social* tente de toucher un domaine plus large et d'être

---

1. G. SOREL, « L'Ancienne et la Nouvelle métaphysique », *L'Ere nouvelle*, 1894, p. 329.

plus élaboré. En novembre 1895, Sorel publie un long article de fond « Superstition socialiste ? » (voir texte n° 3), dans l'un des premiers numéros de cette revue. Dans cet article, il définit des positions auxquelles il restera fidèle toute sa vie. Il constate, par exemple, combien la conception marxiste peut être fondamentalement éloignée de la sociologie bourgeoise. En effet, il est difficile de percevoir aucun lien entre, par exemple, l'analyse de Durkheim définissant les sociétés comme « organiques » ou « mécaniques » et le marxisme. Sorel précise : « Les marxistes [...] ne reconnaissent point la distinction faite autrefois entre les institutions naturelles et légitimes et les institutions artificielles ou oppressives<sup>2</sup>. » Il souligne que cette dichotomie « organique-mécanique » est caractéristique d'un mode de pensée bourgeois qui, en légitimant certaines institutions — celles qui garantissent le contrôle social de la bourgeoisie —, condamne du même coup les courants sociaux subversifs taxés d'anormaux.

Sorel a également cherché à débarrasser le marxisme d'une approche anthropomorphiste caractéristique de la pensée bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle. Le matérialisme historique constituait un progrès pour la pensée humaine parce qu'il démystifiait le processus socio-historique. « Le capitalisme n'a pas une *idée*, une *volonté*, un *esprit*, qui puisse engendrer quoi que ce soit de lui suivant son *essence*. Le capitalisme est un mot et rien de plus ; ce qui est force et volonté, c'est l'homme travaillant dans les relations économiques, sociales propres à une ère caractérisée par le haut fonctionnement du capitalisme<sup>3</sup>. » Ainsi, plutôt qu'une « chose » se transformant au fil de l'histoire, le capitalisme est la dénomination d'un ensemble de relations sociales et économiques ou encore d'un mode particulier de production. La même logique doit s'appliquer à l'analyse des structures politiques.

---

2. G. SOREL, « Superstition socialiste ? », *Le Devenir social*, novembre 1895, p. 733.

3. *Ibid.*, p. 745.

En 1895, au moment où la pensée du mouvement socialiste se traduisait encore globalement en termes révolutionnaires, il n'existait pas encore de morale social-démocrate prônant « la maîtrise du pouvoir d'Etat » comme préalable à la révolution sociale, ou apportant un soutien actif à des projets sociaux visant à promouvoir la collaboration de classes et à affaiblir la lutte ouvrière. Sorel se sentait en terrain ferme et inattaquable en affirmant : « L'une des tâches qui s'imposent au prolétariat est, évidemment, de combattre, par tous les moyens possibles, l'extension de l'Etat et d'émanciper la vie sociale de l'intervention des fonctionnaires. L'étatisme, c'est l'idéal du petit-bourgeois, c'est l'inverse du socialisme <sup>4</sup>. »

C'est précisément pendant cette période que l'Etat français a étendu son influence et a renforcé ses institutions. En riposte aux différents succès électoraux des socialistes, à une vague de grèves et à deux années de terreur anarchiste (entre 1892 et 1894), le système politique français a opéré, pour se défendre, une réaction quasi instinctive. Le terrorisme a favorisé l'extension des pouvoirs de la police et la restriction des libertés civiles, alors que les grèves ont contraint le gouvernement à arbitrer le conflit entre les capitalistes et les travailleurs et à améliorer les programmes d'aide sociale. Tous ces événements ont incité les factions politiques bourgeoises à se regrouper au sein de coalitions plus stables, préfigurant les partis politiques de type moderne. Les événements politiques majeurs des années 1895-1905 peuvent se résumer par la réaction multiforme de l'Etat à l'opposition révolutionnaire croissante.

Lors de la célèbre affaire Dreyfus, la bourgeoisie progressiste et une partie du mouvement ouvrier se sont regroupés pour défendre cet officier accusé à tort d'avoir livré des documents secrets aux Allemands. Manifestement, ce procès a servi de moteur idéologique à la formation de partis et à amener au pouvoir, en 1898, un gouvernement bourgeois plus progressiste. La

---

4. *Ibid.*, p. 748.

campagne pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat a joué le même rôle lors des élections de 1902. La participation des socialistes à ces campagnes montrait, dans la pratique, l'acuité des questions touchant la stratégie révolutionnaire. Comment, en effet, défendre et favoriser le développement d'une conscience ouvrière révolutionnaire face au poids contraignant des campagnes politiques bourgeoises ? Quel devait être le rôle de l'électoratisme dans la lutte des classes ? Quels nouveaux problèmes se posaient au mouvement révolutionnaire, face au renforcement des institutions d'Etat et au perfectionnement de la formation idéologique ?

A partir de 1895 et jusqu'à sa mort, en 1922, Sorel a appliqué l'analyse marxiste à ces questions fondamentales. Il a également étudié le rôle de l'éducation dans la vie politique et sociale de la France, les fondements de la valeur économique d'un point de vue marxiste et les transformations de la vie politique française. De par l'importance qu'il a attachée à la dynamique idéologique du processus révolutionnaire, en milieu ouvrier et aussi en milieu bourgeois, le marxisme de Sorel se démarquait nettement du déterminisme économique alors prédominant.

Le marxisme de Sorel atteignait un haut niveau d'élaboration à la fin du siècle dernier, examinant avec attention les éléments hégéliens en jeu dans la pensée de Marx et dans la dialectique. Sorel a dû opérer une synthèse de ces éléments à partir des rares textes alors disponibles en France. A cette époque, définir la méthode dialectique était problématique, du fait que les premiers écrits explicitement philosophiques de Marx étaient totalement inconnus. Les efforts de Bergson pour sortir des limites conceptuelles du positivisme prédominant et pour explorer les problèmes du temps, de la durée, du flux et de la symbiose ont retenu quelques temps l'attention de Sorel, en quête des fondements philosophiques des travaux de Marx.

Dans *Réflexions sur la violence*, publié en 1908, Sorel a cherché à cerner une méthode qui permette d'isoler un



objet d'analyse socio-historique et de le comprendre qualitativement, à travers ses multiples interactions avec d'autres phénomènes. Il a intitulé cette démarche « diremption », et c'est l'une des rares fois où il a quitté le terrain philosophique et analytique pour s'aventurer sur un terrain purement théorique. Néanmoins, les recherches de Sorel pour comprendre et définir la perception du développement dialectique historique, ainsi que la « méthode dialectique », constituent une contribution essentielle à la philosophie marxiste et une source de référence pour d'autres marxistes, Antonio Gramsci par exemple : « Il est certain qu'il faut réétudier Sorel pour saisir, par-dessus les incrustations parasitaires qu'ont déposées sur sa pensée des admirateurs dilettantes et intellectuels, ce qu'elle contient de plus essentiel et de plus permanent <sup>5</sup>. » Gramsci exprimait ainsi l'opinion largement répandue dans les milieux marxistes du début du xx<sup>e</sup> siècle, à savoir que Sorel était le Plekhanov ou le Labriola français, c'est-à-dire la personne ayant le plus contribué au développement du marxisme dans son pays.

Lire superficiellement Sorel, malgré la clarté et la simplicité de son langage, peut néanmoins créer certains malentendus. Par exemple, lorsque Sorel critique les socialistes, cela ne signifie aucunement qu'il soit opposé au socialisme, mais marque plutôt son désaccord avec la stratégie et les idées de ceux qui prétendaient représenter le socialisme en France. Quant à son rejet de la « démocratie », il faut entendre démocratie capitaliste.

La démocratie bourgeoise est basée sur un système politique de droits égaux pour tous, mais cette égalité civile et purement formelle permettait, en pratique, de justifier les inégalités socio-économiques. La force idéologique de la formule « Liberté, Égalité, Fraternité » était réactionnaire, utilisée pour défendre une République capitaliste en voie d'industrialisation rapide. A cette démocratie politique renforçant la domination de la bourgeoisie, Sorel opposait une démocratie plus pro-

---

5. Antonio GRAMSCI, *Gramsci dans le texte*, Paris, 1975, p. 296.

fonde, provoquant le démantèlement des barrières sociales et la libération de la créativité individuelle.

S'il est possible d'analyser les écrits de Sorel en fonction de son influence sur l'émergence du marxisme en France et de sa contribution au syndicalisme révolutionnaire, il faut également souligner qu'il était imprégné de la philosophie morale du XIX<sup>e</sup> siècle. Sorel considérait que Marx avait remis en question la philosophie occidentale, mais d'un autre côté il conservait son intérêt pour les spéculations morales relatives au monde antique. Dans cet esprit, ses premières publications furent, en 1889, « *Contribution de l'étude profane de la Bible* » et « *Le Procès de Socrate*<sup>6</sup> ». La relation entre son intérêt pour les questions de philosophie morale et son application du matérialisme historique constitue la dynamique de son analyse de la dimension éthique et idéologique de la lutte historique des classes.

La pensée de Sorel reste importante aujourd'hui, en dehors de tout contexte universitaire, par son analyse rigoureuse et juste du marxisme et le soutien qu'il a apporté au syndicalisme révolutionnaire. C'est en percevant le syndicalisme comme le développement conscient d'une solidarité de classe et la grève générale comme la principale et inévitable tactique de la révolution prolétarienne que Sorel s'est opposé aux socialistes qui considéraient la formation d'un parti politique comme la condition préalable à l'organisation d'un mouvement révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire n'est pas une solution rapide aux problèmes d'organisation des travailleurs. Le mouvement syndicaliste comprenant le principe d'« action directe » — maximalisation des initiatives locales, autonomie et capacité de s'autogérer — est en soi un procédé lent d'évolution. Dans ce processus, la grève générale est à la fois un moyen et un objectif de la révolution. Elle permet de se rendre compte du degré de solidarité des travailleurs et a pour but de miner le

---

6. Voir *La Ruine du monde antique*, Paris, 1902 ; *Le Système historique de Renan*, Paris, 1906.



système qui les exploite. La grève générale est donc une épreuve de force, mais sa potentialité révolutionnaire est évidente ; les expériences faites en Russie, 1905, en Angleterre, 1926, en France, 1968 et en Pologne, 1980-81, le prouvent et témoignent de la difficulté et du pouvoir de telles grèves.

En Pologne, surtout, le rôle central de la grève générale était clair. Former un mouvement pour la grève générale est, en fait, encourager l'autonomie de la classe ouvrière à tous les niveaux. C'est changer la « démocratie » formelle, concept abstrait, en une réalité active, force primordiale et essentielle dans les relations sociales. C'est également inspirer les sentiments de dignité et de valeur de l'individu, qui découlent d'un climat d'égalité et de camaraderie dans le travail. Le but du syndicalisme révolutionnaire est de détruire le sentiment d'impuissance et d'infériorité de la classe ouvrière face aux classes dites supérieures. Intellectuel bourgeois lui-même, Sorel a travaillé à libérer la classe ouvrière de la domination idéologique de la culture bourgeoise.

Deux événements historiques ont récemment projeté l'œuvre de Georges Sorel au centre du débat politique contemporain. Le premier est la grève des ouvriers polonais à Gdansk en 1980, organisée par le mouvement syndicaliste Solidarité, qui s'est révélé être d'une importance capitale dans l'histoire du mouvement ouvrier. Le second, en France, est la victoire électorale du Parti socialiste en mai 1981. Ainsi, l'alternative classique de la stratégie révolutionnaire se repose à nouveau presque simultanément : le syndicat révolutionnaire et la voie électorale.

Quelle est la stratégie la plus réaliste ? Quelle voie peut être la plus efficace pour construire une société plus égalitaire et plus respectueuse des libertés civiles ? Ces deux phénomènes sociaux illustrent le clivage ancien entre le courant révolutionnaire et le courant réformiste. Sorel aurait certainement soutenu le mouvement Solidarité et Lech Walesa, car cette grève, qui a failli devenir une grève générale, s'est déroulée dans un climat de res-

ponsabilité et a dépassé de très loin ses objectifs économiques et politiques. Solidarité a démontré la prise de conscience profonde des travailleurs polonais et a prouvé par là même qu'un syndicat autonome pouvait provoquer une prise en charge totale des ouvriers par eux-mêmes dans l'organisation d'une grève générale.

Certes, ces deux tendances de la stratégie révolutionnaire reflètent toute la problématique des marxistes concernant l'application de la théorie à la pratique. Le syndicalisme révolutionnaire est une manière de mener la lutte des classes sur le terrain en étant confronté directement aux difficultés des ouvriers dans leurs rapports avec le pouvoir et à leurs problèmes de vie quotidienne dans le travail. La voie électorale, et le courant réformiste inhérent à celle-ci, risquent de susciter un décalage entre les gouvernants et la base, alors que tout mouvement révolutionnaire ou réformiste doit être engendré par la base. Il est impossible d'imposer une stratégie révolutionnaire aux ouvriers ; ils doivent être informés pour conduire leur propre lutte. La base doit participer activement au changement de société qui la concerne directement, ce qui établira une correspondance entre les objectifs des réformes et la capacité de la base à les assumer.

## 2. Marxisme et sociologie

La formation intellectuelle de Sorel en tant que marxiste est singulière : en effet, ce n'est ni un intellectuel socialiste issu de la classe ouvrière ni un étudiant ayant opéré une prise de conscience en milieu universitaire. Confronté au marxisme à une période où la plupart de ses problèmes de vie personnelle et sociale étaient résolus, en plein épanouissement intellectuel, l'enthousiasme de son engagement a échappé au dogmatisme. Il s'est efforcé de découvrir les véritables fondements scientifiques du marxisme et leurs liens avec les phénomènes socio-historiques. Une telle démarche impliquait de toute évidence la prise en compte des rapports entre la philosophie et les sciences sociales.

Avant l'existence d'une importante organisation ouvrière et les grandes vagues de grèves, la France ignorait les sciences sociales. Avant les années quatre-vingt-dix, l'idéologie bourgeoise s'appuyait sur une vision de la réalité sociale qui concordait sur les points fondamentaux avec les analyses marxistes. Cette conception se caractérisait essentiellement par l'idée que des fossés quasi infranchissables maintenaient la séparation des classes sociales. Durant presque toute la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, cette perspective sociale prédominait en France. Dotée d'un discours scientifique par l'école de Frédéric Le Play, cette vision de la société, que nous allons résumer brièvement, manifeste combien les classes dirigeantes ont été amenées à changer la fin du siècle dernier.

La théorie de Le Play s'est forgée au cours de la phase de réaction politique qui a suivi la répression de la

classe ouvrière après la révolution de 1848 et le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte. Le Play procédait à des enquêtes approfondies sur les modes de vie de la classe ouvrière ; celles-ci étaient destinées à dégager les grandes lignes de mesures sociales, telles qu'on pouvait les envisager à l'époque. Cette analyse sociale, dépourvue de la plupart des moyens statistiques modernes et fermée à la notion de « désintéressement » de la recherche, aboutissait à des projections inconscientes d'une vision d'un monde préindustriel. Si les nouveaux phénomènes d'urbanisation et d'industrialisation étaient pris en compte, la société restait conçue selon le même schéma de relations sociales qu'avant la Révolution de 1789. Jugée par nature passive, la classe ouvrière ne se mobilisait — pour le meilleur ou pour le pire — que sous l'injonction de ses supérieurs qualifiés carrément d'« autorités sociales » ou de « patrons ». Si les travailleurs cherchaient à transformer leur statut social, en faisant grève ou en constituant des comités de défense, en dernière instance les autorités sociales en place (patrons, prêtres, politiciens) assumaient le devoir « naturel » d'informer et d'encadrer les classes « inférieures ». En conséquence, même lors de la restructuration progressive des organisations ouvrières pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, les défenseurs du statu quo n'avaient aucune réelle inquiétude quant à la stabilité de la structure sociale.

Cette « présociologie » s'appuyait méthodiquement sur l'étude de terrain pour explorer la nature de la vie de famille et les coutumes des travailleurs. Les techniques de Le Play et de ses successeurs étaient similaires à celles actuellement mises en œuvre dans les recherches d'anthropologie culturelle. De fait, à cette époque, la classe ouvrière était considérée comme une population primitive, fondamentalement léthargique, impressionnable, qu'il fallait protéger d'influences néfastes. La visée idéologique de cette démarche s'affirmait au grand jour : il fallait encourager la classe ouvrière à accepter les structures sociales, à travers la valorisation des « autorités sociales » et la maintenance d'un paterna-

lisme intelligent. Il n'était pas question d'échange sur un pied d'égalité avec les ouvriers, mais plutôt d'une « démonstration » de la manière dont ils devaient se conduire. Cette perspective sociale s'harmonisait parfaitement avec le « moralisme » semi-spiritualiste de l'époque et de la suprématie des valeurs culturelles (éthiques, juridiques et familiales). Cette conception de la « sociologie », qu'a connue Sorel dans sa jeunesse, prédominait encore au moment de son installation à Paris en 1892.

Sorel s'est manifesté à point nommé, au moment précis où une série d'événements venaient battre en brèche la conception sociale de Le Play. Le 1<sup>er</sup> Mai a marqué le début dramatique d'une période de trois ans de tumulte et de bouleversements dans la société française. De graves événements se déroulèrent pendant la fête du 1<sup>er</sup> Mai : des manifestants furent chargés par la cavalerie à Marseille et à Lyon, et, fait essentiel, l'armée tira sur la foule à Fourmies. Treize personnes furent tuées, et parmi elles des jeunes filles participant à la manifestation. La France entière s'indigna de cette riposte meurtrière et injustifiée contre les ouvriers. Du sentiment général, les autorités avaient perdu leur intelligence politique et les factions qui s'y combattaient étaient devenues incapables de se concerter de manière à peu près sensée. Les mouvements de grève se succédèrent bientôt à une cadence jusque-là inconnue. En 1892, lors des élections municipales, et en 1893, lors des législatives, les socialistes enregistraient des scores électoraux encore jamais atteints. En juillet 93, des émeutes d'étudiants ont éclaté pendant plus d'une semaine, attirant à leur côté — au moins une fois — les ouvriers engagés dans leurs propres luttes contre le patronat et le gouvernement. Pour achever ce tableau, ces années ont marqué l'origine d'actions anarchistes de « propagande par le fait ». Les noms de Vaillant, Henry et Ravachol devaient bientôt provoquer la frayeur des bourgeois, à la suite de leurs attaques à la bombe contre des commissariats de police, des demeures de juges, des établisse-

ments publics, la Chambre des députés et même des restaurants et des cafés. Le concept de lutte « classe contre classe » était dans l'air et la tactique d'« agit' prop » était déjà très élaborée. Pour les révolutionnaires de toutes tendances, les années 1890-95 ont été une période d'activité frénétique, et les seules restrictions aux possibilités de transformation sociale semblaient résulter d'un manque d'expérience. Il est exact que les menées anarchistes, dont le paroxysme a été l'assassinat du président de la République en 1894, ont facilité la mise en place des « lois scélérates » octroyant les pleins pouvoirs à la police en vue d'intimider les révolutionnaires. Cependant, même cet état de fait ne ternissait pas l'optimisme croissant. Dans ce contexte, les socialistes se réjouissaient de leur percée électorale, avec une relative méconnaissance de la réaction qu'ils suscitaient dans les milieux du pouvoir. Cette réaction devait freiner sensiblement la lutte révolutionnaire. Par exemple, le développement d'une nouvelle « sociologie bourgeoise » agissait comme inspiration et justification de nouveaux dispositifs contre-révolutionnaires. Sorel a été, à l'époque, l'un des rares à comprendre l'importance de ces phénomènes.

La conjonction sans précédent de ces événements, au début des années quatre-vingt-dix en France, était perçue comme une désintégration profonde des liens sociaux essentiels. Cette perception annihilait, de fait, les idées de Le Play sur les relations « naturelles » paternalistes entre les classes et ridiculisait la conception d'un gouvernement jouant un rôle de « laisser-faire » en matière socio-économique. La pensée bourgeoise progressiste évoluait vers l'idée que l'Etat serait contraint de jouer un rôle de plus en plus important, non seulement dans les luttes du secteur industriel, mais également dans la formation des comportements sociaux. Le développement d'une sociologie moderne en France était la conséquence directe de ces révélations. Ses premiers représentants — Gabriel Tarde, Gustave Le Bon et Emile Durkheim — s'attachaient prioritairement à cerner la dynamique psychologique à l'origine de ces



manifestations de désintégration sociale et à indiquer des pistes permettant d'éliminer ces mises à l'écart dans l'intérêt du maintien de l'ordre social. Durkheim en particulier devait arriver à apporter son soutien aux changements de la politique de l'Etat, à travers un groupe de recherche moderne entretenant des liens privilégiés avec le gouvernement, intervenant activement dans les questions sociales et transformant fondamentalement les méthodes et les contenus de l'enseignement à tous les niveaux. Le développement de la sociologie était donc partie prenante d'une riposte politique du capitalisme contre la menace que constituait le développement d'un mouvement important de la classe ouvrière.

Alors que la majorité des socialistes essayaient de résoudre ce qui semblait être des problèmes plus concrets, Sorel, pour sa part, attachait une énorme importance au développement de la sociologie française. Sa connaissance toujours plus grande du milieu universitaire dans les années 1892-95 lui a permis de percevoir avec une rare perspicacité les moindres changements de comportement et de pensée des classes dirigeantes. Sorel n'était pas un jeune étudiant aux idées facilement influençables, mais un ingénieur en pleine maturité s'intéressant à la philosophie sociale sur des bases concrètes. Son optique scientifique lui permettait de percevoir des courants universitaires souterrains, qui pourraient à l'occasion faire surface pour contre-attaquer le prolétariat sur le plan idéologique et politique. C'est à travers sa critique de la nouvelle sociologie que Sorel est parvenu à enrichir la pensée marxiste de son époque d'une conception plus nuancée de l'« aliénation » sociale — question qui n'a retenu l'attention des marxistes que beaucoup plus tard.

En 1893, Sorel a publié trois articles consacrés à César Lombroso, leader de l'école italienne de criminalité, dont les idées sur le comportement des classes inférieures reflétaient les conceptions bourgeoises de l'époque. Lombroso s'efforçait d'étayer scientifiquement la notion simpliste et naturaliste à la manière du XIX<sup>e</sup> siècle

de « criminel de naissance ». La criminalité serait la manifestation d'une tare héréditaire et non pas la conséquence des conditions sociales. N'oublions pas que même des sympathisants de la classe ouvrière tel Zola étaient souvent victimes de ces conceptions. A l'encontre de la notion d'évolutionnisme — un des supports de la pensée élitaire de la bourgeoisie —, Sorel affirmait que la criminalité devait être analysée de manière plus approfondie, comme une manifestation de rébellion, délibérée ou non, contre l'autorité<sup>1</sup>. Il fallait bien comprendre que ces phénomènes devaient être analysés du point de vue des influences du milieu social, et non pas en termes biologiques. Par ailleurs, Sorel partageait le point de vue de Lombroso sur le fait qu'une grande partie de la législation parlementaire pouvait se comprendre comme une tentative délibérée pour endiguer les désordres sociaux<sup>2</sup>.

Les faits apportèrent certains démentis à la pensée de Lombroso : l'idée réconfortante que le crime est la conséquence d'une personnalité de « basse souche » était pour le moins contradictoire avec la constatation concrète que l'Etat pouvait modifier le comportement de par son mode de structuration de l'environnement socio-culturel.

C'est à travers sa réfutation de tels courants d'idées que Sorel a pris conscience de la signification d'un concept fondamental que Durkheim expliquait clairement dans le suicide. Durkheim démontrait que différentes formes de comportements humains peuvent avoir les mêmes motivations sociales. L'idée que la criminalité (délinquance) sous toutes ses formes (suicide, prostitution et autres manifestations de ce que les sociologues qualifiaient de comportement « anormal ») pouvait correspondre aux mêmes racines sociales constituait

---

1. G. SOREL, « La Position du problème de M. Lombroso », *La Revue scientifique*, vol. 61 (7), 18 février 1893, p. 206-209.

2. G. SOREL, « Le Crime politique », *La Revue scientifique*, vol. 60 (18), 6 mai 1893, p. 561.



— d'un point de vue marxiste — un grand progrès dans l'élaboration d'une conception de l'aliénation socio-culturelle<sup>3</sup>.

Sorel a réalisé l'importance de l'impact de Lombroso et de l'école italienne sur la nouvelle sociologie. Mais il a très rapidement découvert que la sociologie en France était beaucoup plus avancée. En se penchant sur les idées de Durkheim, Le Bon et Tarde, il a compris bien d'autres considérations. En dépit de son inquiétude pour les répercussions politiques des travaux de Durkheim, Sorel en reconnaissait la validité scientifique. Plutôt que de se borner à traduire la morale sociale dominante en termes pseudo-théoriques, Durkheim essayait d'exprimer une considération « scientifique » sur les événements et les phénomènes en termes logiques et relativement exempts de jugements de valeur.

Sorel a alors rapidement compris que l'« objectivité » scientifique que revendiquaient les marxistes d'alors trouvait des équivalences dans la conception durkheimienne de « normalité » scientifique du « fait social ». Même Tarde, dont les travaux témoignaient d'un progrès conceptuel sensible par rapport à l'école de Le Play, continuait à envisager l'étude de la société d'un point de vue de moraliste traditionnel. Tarde croyait que « le normal c'est la paix dans la justice, et la lumière c'est l'extermination complète du crime, de l'ignorance, de la misère, des abus ». Ainsi, bien qu'ayant apporté de multiples innovations dans le champ de la sociologie, Tarde en était encore « au naïf optimisme du XVIII<sup>e</sup> siècle : il croit à la bonté native de l'homme et à la guérison de tous les maux par la bonne volonté ». Durkheim, de son côté, était beaucoup plus réaliste. Sorel partageait son avis : « Il faut, dans toutes les recherches sur la nature, sous-entendre que nous opérons avec les forces données, dans des conditions qui nous sont imposées. Avant d'annoncer la fin du paupérisme et du crime, il faut savoir si le paupérisme et le

---

3. G. SOREL, « La Femme criminelle », *La Revue scientifique*, vol. 62 (15), 7 octobre 1893, p. 464.

crime ne dépendent pas de facteurs psycho-physiologiques et économiques, sur lesquels nous n'avons pas une action immédiate<sup>4</sup>. » C'est seulement en suivant ces lignes générales que les sociologues pouvaient prétendre à l'objectivité scientifique.

Néanmoins, il serait faux de croire que Sorel estimait que Durkheim était effectivement parvenu à une analyse véritablement « objective » des faits sociaux. Sa conception du « normal » était entachée de valeurs normatives dérivées de l'ancienne philosophie morale. Ce qui distinguait Durkheim, c'est son insistance sur la primauté du social par rapport au moral, dans une formulation générale, même si elle ne s'exprimait pas en termes épistémologiques. Cela marquait un tournant vers une compréhension plus réaliste des processus sociaux. Sorel a montré à quel point il jugeait importante cette nouvelle sociologie en consacrant l'article de fond du premier numéro de la revue *Le Devenir social* à une analyse critique de la récente publication de Durkheim : *Les Règles de la méthode sociologique*. Aux yeux de Sorel, Durkheim aurait été plus proche de la « science » que la plupart des sociologues s'il avait suivi les principes méthodologiques définis dans son ouvrage.

Durkheim semblait s'acheminer vers la résolution du problème crucial des sciences sociales : la dichotomie entre le « fait » et le « jugement de valeur ». Sorel a noté avec grand intérêt que l'étude d'une société ne se limite pas à la connaissance d'une ou de plusieurs relations empiriques. En effet, si chaque interaction démontrée empiriquement conduit à une hypothèse d'explication, il est nécessaire d'analyser chacune de ses interactions dans ses relations aux autres interactions<sup>5</sup>. La contribution essentielle de Durkheim était de dépasser une approche purement descriptive dans l'analyse des

---

4. G. SOREL, « Théories pénales de MM. Durkheim et Tarde », *Archivio di psichiatria, scienze penali ed antropologia*, vol. 16, 1895, p. 224.

5. G. SOREL, « Les Théories de M. Durkheim », *Le Devenir social*, vol. 1 (1), avril-mai 1895, p. 16.

phénomènes sociaux. A l'inverse des adeptes de Le Play, qui étaient persuadés de leur objectivité alors que leur démarche était minée de préjugés, Durkheim se référait à un cadre d'analyse systématique. Il affirmait ainsi la nécessité d'hypothèses de départ tout en s'efforçant, par une analyse rigoureuse et cohérente, de minimiser les distorsions dans les conclusions <sup>6</sup>. Sorel appréciait la rigueur conceptuelle qu'exigeait cette démarche, et ses rapprochements avec les techniques inhérentes à la sociologie marxiste. Ainsi, pour Sorel, l'« objectivité » dans l'analyse des faits sociaux était la résultante d'une démarche méthodologique systématique et d'orientations de pensée clairement précisées. Toutes les conclusions sur les phénomènes devaient rester cohérentes avec la réalité observée et se traduire en termes analogiques adaptés au projet initial. Mais les analogies utilisées devaient avoir des relations précises avec la société, exigence qui balayait l'imagerie biologique du XIX<sup>e</sup> siècle qui dominait toutes les conceptualisations sociologiques, y compris celles de Durkheim.

A travers sa critique des travaux de Durkheim, Sorel a exposé certains problèmes ayant trait à l'usage de l'analogie dans la conceptualisation sociologique ; en particulier, il en a montré les implications idéologiques. Outre la célèbre théorie organique des processus sociaux — avec ses métaphores spécifiques pour les différentes fonctions : hygiène, maladie, amputation, cerveau, système nerveux, etc. —, Sorel a envisagé d'autres systèmes d'analogies tout aussi pertinents. La météorologie, par exemple, offrait une terminologie dont l'application à la dynamique sociale permettait une plus grande clarté. Le concept de « fréquence » servait à enregistrer l'apparition et la répétitivité des phénomènes, celui de « noyau central » illustre bien l'administration du gouvernement, système d'irrigation ou de point d'éclatement des tempêtes. La difficulté d'utiliser un système d'analogie réside dans le fait de transgresser rapidement le champ conceptuel pour construire un substitut imagi-

---

6. *Ibid.*, p. 156.

naire de la réalité qu'on cherche à dépeindre. A preuve, l'utilisation de la terminologie biologique était si inextricable qu'elle avait quasiment vidé de leur substance les processus sociaux. Sorel a inlassablement déclaré que la biologie de son époque avait emprunté ses principales conceptions à des travaux antérieurs sur la société (par exemple ceux de Malthus sur la population). Il est allé jusqu'à affirmer que « les expressions employées dans la biologie sont presque toutes empruntées au domaine de la sociologie <sup>7</sup> ».

Dans sa critique des travaux de Durkheim, Sorel soulevait également le problème de la notion de « milieu », environnement qualitatif autour de ou à l'origine d'un événement. Il montrait beaucoup de réserve sur cette expression puisque, par sa nature même, un « milieu » ne peut se définir empiriquement. Sorel signalait qu'il serait préférable de faire appel à la notion de « système », plus précisément délimitée. Dès lors, d'une certaine manière, un « milieu » pourrait se résumer en un système, délimitant le réseau de relations qui environnent l'objet d'étude. Malgré le danger des analogies, il était impossible de les proscrire.

Loin de souhaiter l'élimination des abstractions dans la conceptualisation, Sorel préconisait de remplacer les analogies organiques ou géologiques par celles empruntées au domaine de la physique, qui lui paraissaient plus adéquates au fonctionnement de la société capitaliste industrielle. Des termes tels que force, friction, masse, moment, accélération et mouvement en général étaient, pour Sorel, les plus adaptés à la description de la dynamique sociale moderne. Par exemple, pour décrire ou définir un milieu, Sorel expliquait qu'on pouvait légitimement le considérer comme une sorte de « champ de forces » où des éléments s'attirent et se repoussent dans un mouvement de tension réciproque. Cette conception lui semblait en mesure d'explicitier convenablement, en termes matérialistes, la politique et la société. A terme,

---

7. *Ibid.*, p. 150.

son souci de comprendre les relations entre les phénomènes impliquait la prise en compte d'une dialectique de l'environnement.

Mais les analyses sur la société ne devraient pas se borner à décrire la réalité sociale en termes statiques. La conception d'un « milieu », par exemple, devrait impliquer la prise en compte du mouvement, à la fois dans l'instant et à travers le temps ; sur ce point, Sorel trouvait la nouvelle sociologie très boiteuse. Alors que Durkheim avait consacré l'ensemble de sa thèse à la division du travail dans la société, il avait ignoré les mouvements des groupes sociaux constitués par la division du travail. C'est essentiellement pour cette raison que le marxisme paraissait s'approcher beaucoup plus de la science que la sociologie bourgeoise.

« Le socialisme introduit dans l'étude de ce processus un facteur que négligent systématiquement les sociologistes ; il ne sépare point la division du travail et la formation des classes : celles-ci, organisées pour la lutte, exercent une influence capitale sur la division du travail, en introduisant des forces bien différentes de celles dont parle M. Durkheim. Grâce à la doctrine de la lutte des classes, on peut suivre le vrai processus historique, tandis que celui de notre auteur est seulement schématique et logique.

« Grâce à la théorie des classes, les socialistes ne rapportent point les fins à des entités imaginaires, à des besoins de l'âme collective et autres nigauderies sociologiques, mais aux hommes réels groupés en groupes agissants dans la vie sociale. C'est ainsi qu'ils ouvrent à la recherche psychologique une voie nouvelle et lui permettent de prendre une grande part à l'investigation sociologique : ils lui marquent les directions dans lesquelles elle doit pousser ses analyses <sup>8</sup>. »

Mais, si les socialistes marxistes empiétaient sur un nouveau terrain d'analyse sociale, indiquant ainsi la direction que la sociologie devait suivre, les utilisations politiques de ces nouvelles démarches étaient très éloignées de ce que les révolutionnaires socialistes auraient souhaité. La connaissance accrue des faits sociaux produite par la classe ouvrière et les socialistes serait utilisée

---

8. *Ibid.*, p. 24.



par les sociologues pour entraver ces mouvements. Sorel a averti les socialistes des incidences politiques que pourrait avoir la nouvelle sociologie :

« Le socialisme a devant lui un adversaire de premier ordre. M. Durkheim [...] est pour l'intervention de l'Etat, l'organisation ; il aborde les problèmes dans un esprit très progressiste. Les nouvelles idées sur la démocratie conservatrice, assurant plus de justice dans les rapports économiques, favorisant le développement intellectuel et moral du peuple, poussant l'industrie dans des voies plus scientifiques, ont enfin trouvé un théoricien, qui est à la fois un métaphysicien d'une subtilité rare et un savant parfaitement armé pour la lutte<sup>9</sup>. »

Les décennies suivantes ont confirmé, bien au-delà de ce qu'il avait imaginé, les craintes de Sorel. La sociologie durkheimienne s'est avérée être un solide bastion de l'idéologie capitaliste, non seulement en France, mais dans l'ensemble du monde occidental. Il faut déplorer que les marxistes n'aient pas conservé la maîtrise des techniques qu'ils avaient inspirées. Faute d'une analyse de son contenu idéologique, la sociologie universitaire s'est transformée en une énorme force contre-révolutionnaire.

A une époque où le socialisme marxiste s'encomrait encore des fardeaux utopiques du XIX<sup>e</sup> siècle — ce qui se traduisait par une adhésion rigide à l'attente simpliste du déploiement de la lutte révolutionnaire —, Sorel cherchait à élucider le lien entre théorie et pratique dans une démarche qui rende compte de la complexité du problème. Même avant de s'engager dans la dialectique marxiste, Sorel avait insisté publiquement sur la nécessité de maintenir des liens opérationnels entre théorie et pratique. Dans une critique publiée en 1892, « Les Fondements scientifiques de l'atomisme », il signalait que le déterminisme en général impliquait une confusion entre « représentations physiques » et « hypothèses ». D'un point de vue épistémologique, Sorel insistait sur le fait qu'une « représentation est une œuvre purement logi-

---

9. *Ibid.*, p. 2.

que, n'ayant pas du tout la prétention d'expliquer quoi que ce soit <sup>10</sup> ».

Sorel lui-même prônait une démarche intermédiaire entre l'empirisme et l'idéalisme (ce que l'on appellerait aujourd'hui une phénoménologie matérialiste), et une conception dynamique (et non pas statique) de la réalité physique. La prise en compte des effets du temps, de la durée, de la perception et des distorsions de conscience était indispensable pour tous les scientifiques, qu'ils soient physiciens, sociologues ou autres. Toutes les analyses doivent être assez libres et perspicaces pour étudier « les effets successifs des chocs et la fusion des sensations [...]. Tout le monde sait qu'un corps animé d'une vitesse suffisante peut nous donner l'illusion d'une ligne lumineuse ». Le point essentiel est que : « Ce phénomène de fusion n'obéit pas à une simple loi arithmétique ; il est très compliqué, et la sensation n'est pas exactement obtenue par la moyenne <sup>11</sup>. » Donc des démarches uniquement empiriques ou déterministes dans l'analyse des phénomènes ne peuvent pas expliquer leur nature ou leurs actions.

La clé de voûte de l'orientation philosophique de Sorel (en dehors de ses prémisses matérialistes) était le mouvement, à la fois dans le temps et entre les phénomènes. Des facteurs tels que la force, la friction, la vitesse, l'accélération, la masse — qui étaient depuis peu admis dans l'enseignement des principales disciplines — montraient que « l'homme n'est point condamné à errer entre l'empirisme et l'idéalisme <sup>12</sup> ». Les ruptures conceptuelles et les progrès technologiques faisaient clairement apparaître que les processus de la réalité physique, et la connaissance que nous en avons, se saisissent par des relations dynamiques et symbiotiques qu'on pourrait nommer « dialectiques ». Et, de même qu'il ne sau-

---

10. G. SOREL, « Les Fondements scientifiques de l'atomisme », *Annales de philosophie chrétienne*, vol. 25 (6), mars 1892, p. 582.

11. G. SOREL, « Les Fondements scientifiques de l'atomisme », *Annales de philosophie chrétienne*, vol. 26 (1), avril 1892, p. 20.

12. G. SOREL, « Deux Nouveaux Sophismes sur le temps », *Annales de philosophie chrétienne*, vol. 26 (4), janvier 1893, p. 315.

rait exister de physique complètement théorique, il ne peut exister de véritable philosophie sociale sans relations directes avec les processus sociaux réels.

Ne connaissant pas les premiers écrits de Marx, qui dans les décennies suivantes ont clarifié son approche philosophique (en particulier *Les Manuscrits de 1844*), Sorel faisait référence à d'autres sources qui jouaient le même rôle éducatif. A signaler tout particulièrement sa lecture du philosophe Franz Reuleaux, dont les travaux se concentraient sur les liens entre les machines et la mentalité humaine. Reuleaux dénonçait, comme le fera plus tard Sorel, « l'empirisme vulgaire » et « une tendance, de plus en plus marquée, à réduire les questions relatives aux machines à de simples problèmes de mécanique pure <sup>13</sup> ».

Reuleaux définissait son objet d'étude comme une « cinématique », science du mouvement et des changements entraînés par celui-ci. Le propos de Reuleaux était de réconcilier théorie et pratique, en insistant sur le fait que « la théorie n'a d'ailleurs pas besoin pour cela de marcher toujours derrière la pratique <sup>14</sup> ». Le but ultime de cette « cinématique » était l'invention, le produit final de l'imagination fructueusement stimulée par l'environnement. « La synthèse cinématique ne diminue donc pas le travail intellectuel de l'inventeur, mais elle l'élève ; elle lui permet de voir plus nettement non seulement le but qu'il désire atteindre, mais encore les moyens dont il dispose pour y arriver, en même temps qu'elle lui fait connaître la meilleure méthode à suivre pour les utiliser <sup>15</sup>. »

Outre cette approche concrète des considérations phénoménologiques, Reuleaux fournissait également à Sorel certaines observations pénétrantes du développement historique et social, y compris une notion d'aliénation dans le travail très proche de celle de Marx. Reu-

---

13. Franz REULEAUX, *Cinématiques, principes fondamentaux d'une théorie générale des machines*, Paris, 1877, p. 30.

14. *Ibid.*, p. 60.

15. *Ibid.*, p. 558.



leaux observait : « Aujourd'hui la machine est arrivée, dans certains cas, à un tel degré d'automatisme qu'on pourrait la supposer douée de discernement ; elle arrive parfois à se substituer presque complètement à l'homme ; le génie de celui qui l'a inventée en anime tous les organes et les oblige, en quelque sorte, à réaliser, avec une logique inexorable, une série de conceptions plus ou moins compliquées, tandis que, par une cruelle ironie, l'homme qui la sert descend au rang de machine <sup>16</sup>. » Plus encore, Reuleaux proposait certains concepts heuristiques aussi importants que ses observations substantifiques. Dans l'étude des transformations du travail provoquées par l'utilisation des machines, il existait « deux directions principales, qui nous sont bien connues et qui correspondent, l'une, à la *forme du mouvement*, l'autre à la *force* <sup>17</sup> » (existant elle-même sous deux formes, « force latente » et « force apparente »).

Sorel devait, en dernière instance, appliquer ces conceptions aux questions de stratégie révolutionnaire posées par le mouvement de la classe ouvrière et la lutte des classes. Par exemple, les concepts de force apparente et de force latente ont étayé ses réflexions ultérieures sur la violence sociale. Plus précisément, l'idée même de conscience de classe révolutionnaire impliquait une force potentielle ou « latente » dans la conscience ouvrière. Mais l'importance qu'attachait Sorel à l'interaction entre théorie et pratique l'a amené à refuser les systèmes idéalistes, caractéristiques de la pensée de gens comme Freud et Bergson. Convaincu que la pensée ne pouvait s'expliquer sans tenir compte de son environnement social, Sorel envisageait l'aspect qualitatif en référence directe à l'aspect quantitatif ; et il était apte à traiter un processus en termes abstraits sans recourir à la téléologie. Ingénieur, Sorel avait horreur de l'abstraction *in vacuo*, ce qui explique ses fréquentes attaques contre le « rationalisme » — mode de pensée qui ne se construit que sur la pensée, dans la démarche crypto-

---

16. *Ibid.*, p. 555-556.

17. *Ibid.*, p. 548-549.

idéaliste et positiviste alors prédominante en France. C'est le même positivisme « rationaliste » que Lénine a taxé d'idéologie bourgeoise dans *Matérialisme et Empirio-criticisme* (1908). Sorel pensait que les analystes sociaux devaient être activement engagés dans la réalité qu'ils étudiaient et devaient appliquer leurs idées pour atteindre une compréhension concrète des processus dynamiques sociaux. En bref, il plaidait pour un mode de pensée fondé sur l'unité entre théorie et pratique, anti-« intellectuel » et anti-« rationaliste », à l'encontre des spéculations idéalistes.

La pensée de Sorel s'est formée par la conjonction de certaines influences intellectuelles et de son travail même. Un bon ingénieur est forcément pragmatique et réaliste, alliant une grande attention aux détails et une aptitude à l'extrapolation dans l'analyse. La profession de Sorel exigeait avant tout une vision de synthèse entre le projet et la mise en œuvre — autrement dit entre « théorie » et « pratique ». De fait, il aurait été absurde pour un ingénieur de concevoir séparément, en termes de catégories différentes, la théorie d'un côté et la pratique de l'autre. Il était évident qu'il devait envisager son activité comme un processus global impliquant un travail intellectuel et un travail physique, une attention aux détails dans la phase de conception et une imagination dans le suivi et le fini du projet en œuvre. Ainsi les orientations philosophiques de Sorel ne sont pas le simple résultat de ses lectures, mais aussi du processus de son travail. Réduire la pensée de Sorel à la somme de lectures et d'analyses des principaux auteurs de son temps est donc superficiel ; de tels jugements ne pénètrent pas l'œuvre au-delà de son contenu anecdotique et ne prennent pas en compte la manière dont la pensée participe d'un processus pratique.

Reste la question de la « spécificité » de la pensée de Sorel dans son approche du marxisme. Si les idées de Franz Reuleaux ont influencé la démarche intellectuelle de Sorel et son approche des processus phénoménologiques, c'est l'œuvre du socialiste français Pierre-Joseph

Proudhon qui a contribué au contenu significatif de sa vision sociale et politique.

Les travaux de Proudhon ont initié Sorel à ce qu'il allait par la suite identifier comme le « matérialisme historique ». En dépit du fait que Proudhon était idéaliste, ses travaux étaient nourris d'analyses sociales et politiques sur les structures de classes et les problèmes à affronter par la classe ouvrière. Même si Marx avait raison, en général, dans sa polémique contre Proudhon, *Misère de la philosophie* (1847), il existait de nombreuses similitudes dans les vues que Marx et Proudhon avaient de la société capitaliste. Sans aucun doute, les analyses de Proudhon sur la conscience de classe ont énormément fait avancer Sorel et ont contribué à renforcer sa compréhension de l'importance de l'idéologie dans la lutte des classes.

Selon Proudhon, le contenu de la conscience de classe, à une époque donnée, détermine la forme que prendra l'activité politique. Cette théorie est formulée de manière très précise dans *De la capacité politique des classes ouvrières* (1865), ouvrage que Sorel connaissait bien, et auquel il faisait souvent référence. Proudhon signalait que, si les relations entre les classes peuvent changer de manière significative, la conscience sociale et politique ne change pas nécessairement pour autant ; il est donc nécessaire d'aller au cœur du problème : la culture ouvrière dans ses relations à la culture des classes dirigeantes.

« La plèbe travailleuse a vécu, dès l'origine des sociétés, dans la dépendance de la classe qui possède, par suite dans un état d'infériorité intellectuelle et morale dont elle a conservé le sentiment profond. Ce n'est que d'hier, depuis que la Révolution de 89 a brisé cette hiérarchie, que, se sentant isolée, elle a acquis la conscience d'elle-même. Mais l'instinct de déférence est encore puissant chez elle ; l'opinion qu'elle se fait de ce que l'on nomme *capacité* est singulièrement fausse et exagérée ; ceux qui jadis étaient ses maîtres, qui ont conservé sur elle le privilège des professions appelées *libérales*, auxquelles il serait temps d'ôter ce nom, lui semblent toujours avoir trente centimètres de plus que les autres hommes. Ajoutez ce ferment d'envie qui s'empare de l'homme du peuple contre ceux de ses

pareils qui aspirent à s'élever au-dessus de leur *condition* : comment s'étonner après cela que, déjà transformé dans sa conscience, dans les nécessités de sa vie, dans les idées fondamentales qui le dirigent, le peuple ait conservé ses habitudes d'abnégation <sup>18</sup> ? »

Proudhon insistait ainsi sur le problème de la formation de la conscience politique dans ses relations aux transformations sociales et au maintien d'une domination culturelle de la classe dirigeante. Tant que la classe ouvrière acceptait l'hégémonie de la culture bourgeoise, dans un sentiment d'infériorité, elle serait dépourvue de toute visée révolutionnaire et des forces pour renverser la bourgeoisie et créer de nouveaux liens sociaux. Pour Proudhon, le problème se manifestait dans l'incapacité de la classe ouvrière à défendre ses intérêts (la classe ouvrière a massivement voté contre ses intérêts lors des plébiscites du Second Empire).

Proudhon en concluait que la capacité politique de la classe ouvrière doit s'analyser à la fois en termes de capacité « légale » et de capacité « réelle ». Les révolutionnaires avaient pour tâche d'encourager la classe ouvrière à prendre conscience de sa capacité « réelle » (sa capacité politique potentielle) pour qu'elle tire profit de sa capacité « légale ». Cette capacité « réelle » impliquait un certain nombre de conditions : premièrement, que les travailleurs prennent conscience de leur dignité et de leur place dans la société ; deuxièmement, qu'à partir de cette conscience les travailleurs conceptualisent leur valeur et leur raison d'être ; troisièmement, que ce concept, vécu avec conviction, amène à une série d'actions adaptées « selon le besoin et la diversité des circonstances ». Concrètement, cela signifie que la classe ouvrière devait en premier lieu « se distinguer de la classe bourgeoise », élaborer une image conceptuelle positive de son existence en tant que classe et ensuite se doter des moyens opportuns pour éliminer les injustices inhérentes à la société de classes. Selon Proudhon, les

---

18. Pierre-Joseph PROUDHON, « *De la capacité politique des classes ouvrières*, Paris, 1865, p. 53-54.

deux premières étapes étaient atteintes, mais la classe ouvrière n'était pas pour autant apte à mettre en œuvre une action politique découlant d'une conscience de classe. Il était convaincu que le gouvernement faisait tout pour empêcher que les travailleurs accèdent à une conscience de classe plus claire.

Cette lecture de Proudhon par Sorel s'est conjuguée avec sa compréhension ultérieure des travaux plus approfondis de Marx. Il était alors facile pour Sorel de traduire l'idée de Proudhon de capacité politique réelle en une conception marxiste de conscience de classe révolutionnaire. Cette notion de potentialité (capacité politique latente) et d'accomplissement de la conscience de classe révolutionnaire traduit une dynamique qui, conjuguée aux notions de force latente et de force apparente de Reuleaux, contribue énormément à éclairer l'analyse marxiste de Sorel. Sur un plan plus abstrait, il est également essentiel de souligner que le concept central de Hegel « être en état de devenir » est une affinité philosophique commune à Proudhon, Marx et Sorel ; ce qui démarquait nettement leur pensée du kantisme et du positivisme qui dominaient alors la philosophie bourgeoise.

En 1897, sa connaissance accrue des travaux de Marx confirmait Sorel dans son impression initiale : en dépit de la reconnaissance de Marx par le mouvement socialiste européen, ses théories n'étaient pas véritablement comprises. Ce problème s'expliquait en partie par l'absence de traductions fiables, mais l'obstacle majeur résidait dans l'attitude des socialistes français qui, par ignorance ou par un engagement dans certains intérêts politiques, déformaient les travaux de Marx. Sorel a écrit à Benedetto Croce : « Le marxisme est loin d'être la doctrine et la méthode de Marx ; entre les mains des disciples dépourvus de connaissances historiques et de critique philosophique suffisante, le marxisme est devenu une caricature. "Revenons à Marx", voilà ma



devise, et je crois que c'est la bonne voie <sup>19</sup>. » Dénonçant en particulier la vulgarisation de l'analyse marxiste en termes de déterminisme économique (ou, pour reprendre la formulation de l'époque, « le matérialisme économique »), Sorel a affirmé, dans sa préface au livre de Labriola *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire* :

« [...] on insiste et on dit que, d'après Marx, tous les phénomènes politiques, moraux, esthétiques sont déterminés (au sens précis du mot) par les phénomènes économiques. Que pourrait bien signifier une pareille formule ? Dire qu'une chose est déterminée par une autre sans donner en même temps une idée précise du mode de jonction, c'est dire une de ces bêtises qui ont rendu si ridicules les vulgarisateurs du matérialisme historique.

« Marx n'est point responsable de cette caricature de son matérialisme historique <sup>20</sup>. »

Pour le moins, Sorel ne rentrait pas dans la catégorie du « marxisme classique ». Sa compréhension du processus dialectique était assez subtile pour comprendre la dynamique de la formation idéologique, en évitant le formalisme philosophique dont le marxisme contemporain est souvent affecté. Les écrits de Sorel, nombreux et diversifiés dans leurs thèmes, ne facilitent pas la théorisation. C'est peut-être mieux, dans la mesure où un vrai marxiste se sert de sa plume pour attaquer le capitalisme et les ennemis du socialisme plutôt que de se préoccuper de son avancement personnel en prétendant faire progresser le marxisme sur le plan métaphysique. Au lieu de présenter une synthèse littéraire, nous souhaitons dégager les caractéristiques du marxisme de Sorel à partir de la présentation spontanée qu'il en a donnée dans sa défense du marxisme contre l'ordre universitaire bourgeois.

Le 20 mars 1902, Sorel a fait un exposé traitant du

---

19. Sorel à Croce, 20 juin 1897, « Lettres de Georges Sorel à Benedetto Croce, 1895-1922 », *La Critica*, vol. 25, 1927.

20. Préface de Sorel dans ANTONIO LABRIOLA, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, 1897, p. 7.



matérialisme historique à la Société française de philosophie, dont il était membre <sup>21</sup>. Sa présentation a débuté par l'explication des problèmes concernant l'analyse critique précise du matérialisme historique. Sorel soulignait que ni Marx ni Engels n'avaient explicitement défini les prémisses ni la méthode de la conception matérialiste de l'histoire, et qu'il était difficile de faire une synthèse de ces principes directeurs à partir de textes isolés. Il ajoutait que cette difficulté était inévitable et inhérente à une philosophie qui, fondamentalement, cherche à opérer une synthèse entre théorie et pratique. Il faisait référence à Croce pour affirmer que le matérialisme historique n'est pas une formule toute faite, ou une simple philosophie de l'histoire, mais « une somme de données nouvelles, de nouvelles expériences, qui entre dans la conscience de l'historien pour l'aider à composer son tableau du passé ». Comme toute « théorie qui se fonde dans la pratique [le matérialisme historique] est essentiellement une doctrine de prudence, qui fournit à l'homme des moyens pour connaître les dangers qui se présentent sur sa route ; elle doit nous apprendre à distinguer ce qui est du règne de la liberté (c'est-à-dire ce qui est exécutable suivant nos plans) d'avec ce qui est du règne de la nécessité naturelle ». Telle était la poussée conceptuelle et méthodologique du matérialisme historique. Plus concrètement, cette conception était basée sur une perception commune à Marx et à Hegel, à savoir que la « société civile » est un environnement « déterminé ». Cet environnement était défini par Sorel comme le mode d'organisation sociale où les besoins sont satisfaits selon une division préméditée des fonctions économiques, de l'administration et du renforcement du pouvoir judiciaire. Ces fondements soutiennent les structures juridiques, politiques et philosophiques. La vie politique est la résultante des conflits et des réconciliations entre les différents groupes sociaux

---

21. G. SOREL, « Le Matérialisme historique », séance du 20 mars 1902, *Bulletin de la Société française de philosophie*, vol. 2, 1902. Citations suivantes, p. 94-112.

correspondant à la division des fonctions économiques. Ces conflits sont la conséquence du choc d'« intérêts » opposés, mais ils s'expriment sous la forme d'idées et de comportements formalisés par la loi. Ainsi, en dernière instance, les intérêts de classe se manifestent à travers des principes judiciaires spécifiques (qui défendent les intérêts des classes dirigeantes). Sorel poursuivait : « Imitant Hegel, Marx considère les hommes comme étant répartis en groupes traditionnels, caractérisés chacun par une certaine manière de tirer son revenu ; chaque groupe se forme des idées juridiques en conséquence ; et nos idées juridiques se répercutent dans toutes nos conceptions. » Les conflits politiques entre les classes sociales sont le point de départ pour l'analyse socio-historique.

A la fin de son discours, Sorel a abordé la question du déterminisme économique et de ses relations avec le marxisme, en présentant les idées que Marx a exprimées très clairement dans *L'Idéologie allemande* (ouvrage alors inconnu) sur les relations entre les idées et l'environnement social : « Les conceptions juridiques et politiques des hommes ne dépendent donc pas uniquement de leur métier, mais aussi de convictions qu'ils ont acquises librement et que leur a données la prédiction de doctrines sociales. » Ainsi, il n'existait pas de corrélation directe entre les intérêts économiques et l'idéologie politique. C'est pourquoi la tâche de tout révolutionnaire est de contribuer à forger une conscience prolétarienne claire et généralisée, en montrant comment les intérêts de la classe ouvrière nécessitent l'abolition des relations sociales de la production capitaliste. L'existence du marxisme permet aux hommes et aux femmes de ne plus se laisser diriger par des forces économiques et sociales invisibles, de comprendre leur condition, de mettre en action leur volonté de changer cette condition et de transformer le développement historique : « C'est sur cette possibilité de créer un esprit commun dans le prolétariat moderne que se fonde la conception socialiste ; celle-ci espère amener le monde à un régime de liberté, c'est-à-dire à un régime où la volonté raisonna-

ble pourrait réaliser ses plans dans une production devenue profondément scientifique. » Le matérialisme historique est donc plus qu'une philosophie systématisée, c'est plutôt un moyen d'étudier la réalité sociale à partir de prémisses philosophiques. Il implique aussi un engagement nécessaire au renversement de l'idéologie capitaliste et à la transformation des relations sociales.

La présentation de Sorel a suscité un certain scepticisme chez les professeurs. Ils attaquaient l'affirmation de Sorel d'une unité entre théorie et pratique dans la pensée de Marx. N'était-il pas vrai que les idées de Marx se référaient à la pratique seulement dans la mesure où elles prônaient une vision utopique dans laquelle les injustices économiques étaient éliminées ? Marx n'avait-il pas affirmé que les idéaux sont déterminés par les conditions matérielles ? D'après Marx, l'action du spirituel sur le matériel, du théorique sur le pratique, n'est-elle pas impossible ? N'est-il pas exact que le raisonnement des gens ne fait que refléter leur « activité matérielle » à un moment donné ?

Il est probable que ces objections étaient exactement celles que Sorel présentait d'un tel public. Plus encore que la majorité des marxistes de l'époque, les universitaires bourgeois restaient marqués par le déterminisme mécaniste du XIX<sup>e</sup> siècle. Compte tenu de leur éducation et de leur position sociale, la plupart de ces individus n'ont pu comprendre le marxisme que comme un déterminisme économique. Sorel a expliqué que les analyses et la philosophie de Marx étaient ancrées dans les processus historiques, de sorte qu'il était impossible de séparer dans ses travaux la théorie de la pratique. Les marxistes eux-mêmes ne doivent pas dissocier les formulations de Marx de son contexte historique. Comme tout phénomène historique, le marxisme doit être analysé historiquement si l'on veut éviter le déterminisme ou des réifications idéalistes. Le contenu « subjectif » des idées — motivations conscientes ou inconscientes, buts, intentions — devrait être analysé avec autant de sérieux que le contexte structurel. En aucun cas l'observation des

phénomènes ne devrait viser à la formulation de « lois historiques ». Marx, par exemple, ne cherchait pas à énoncer une théorie : il ne visait pas une promotion dans l'université ou une augmentation de salaire. Son but, désintéressé et concret, était l'émergence d'une conscience de classe prolétarienne et révolutionnaire.

D'après Sorel, pour analyser la réalité sociale selon la méthode de Marx, il fallait se centrer sur le lien dynamique entre les classes sociales, les actions politiques et l'idéologie — en particulier celle qui se manifestait dans les conceptions juridiques. Il est primordial d'analyser les faits socio-historiques en recherchant les intérêts sociaux contradictoires qui découlent de l'organisation de la production. Sorel signalait que l'originalité de la théorie de Marx résidait dans la manière de concevoir la division de la société en classes. La notion de lutte historique de classes permet d'aller au-delà de l'idée que l'histoire est construite par des « hommes exceptionnels » ou que l'histoire ne manifeste pas des tendances vérifiables. De par le processus de formation des classes sociales, l'idéologie peut être comparée à un miroir reflétant les intérêts et les antagonismes de classe, ou encore à un prisme, puisque, comme le note Sorel, les conceptions juridiques ne reflètent pas nécessairement et directement les intérêts de classe.

L'existence objective de classes sociales rivales n'est pas un catalyseur suffisant pour que se déploie la lutte de classe révolutionnaire envisagée par Marx. Même si les classes sont la conséquence de liens sociaux déterminés par la production capitaliste, une classe ne peut être « caractérisée par le sentiment de l'unité et l'organisation nationale » que lorsque celle-ci « a atteint sa pleine maturité ».

Même si les classes existent du fait des relations à la production, les relations entre les classes sont régies par des codes juridiques formels. La « division » en classes — au-delà de son origine dans la production — ne devient réalité qu'au moment où le degré de conscience fait apparaître l'inégalité spécifique à une société donnée. « Cette séparation n'existe que dans la mesure où

les consciences juridiques des classes sont nettement séparées. » La tâche de l'analyse marxiste et de l'action socialiste doit révéler ces inégalités juridiques. Ainsi le prolétariat pourra prendre conscience de la « justice de classe » et comprendre que la libération sociale est liée à l'abolition de la production capitaliste et des inégalités qu'elle engendre. Mais, avant qu'il y ait une prise de conscience de classe, il doit y avoir une transformation d'opinion ; c'est pourquoi l'activité politique prioritaire de ceux qui ont déjà atteint la conscience révolutionnaire est la formulation et la diffusion de la propagande.

L'ensemble des travaux de Marx était à la fois une analyse philosophique et une arme de propagande. C'était en même temps une analyse intellectuelle de la réalité sociale et une source d'inspiration pour la cause de la révolution socialiste. Ainsi cette pensée était fondée sur une synthèse entre théorie et action. Sorel a précisé que, par « l'union de la théorie et de la pratique, j'ai entendu cette union dans le sens qu'on lui donne dans les sciences dites d'application ». Les travaux de Marx ne peuvent pas se découper en éléments abstraits dissociables, puisqu'ils sont à la fois théorie et pratique. En parlant de la philosophie de Marx, Sorel disait : « Il faut, pour en pénétrer le véritable esprit, porter toute son attention sur ce qui est vraiment essentiel, c'est-à-dire sur la formation de la conscience de classe. »

Au cours de ces dernières années, cette question de la lutte idéologique a paru essentielle aux révolutionnaires des pays industriels capitalistes. Cet aspect du combat révolutionnaire a toujours existé, mais au cours de la période de formation d'une organisation ouvrière en France le sentiment général des socialistes était que seulement la dynamique des forces socio-économiques dans le système de production permettrait le maintien de la division des classes. Ainsi jugeaient-ils acquis un minimum de conscience de classe. Cette complaisance était compréhensible, car le mouvement ouvrier et la stratégie électorale des socialistes étaient encore à leurs débuts, et



nul ne soupçonnait les difficultés et la complexité d'une politique révolutionnaire. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le déterminisme du marxisme dit « classique » de l'époque.

En examinant, à l'heure actuelle, les principaux développements de la théorie sociale élaborée au cours de cette période d'expérimentation politique, nous comprenons à quel point les innovations pratiques ont contribué à créer des illusions, puis des désillusions. Le « révisionnisme » socialiste (et marxiste) de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dont Bernstein est le meilleur représentant, traduisait, dans une perspective politique à court terme, l'optimisme lié aux succès électoraux des socialistes. Succès qui s'expliquait par les échecs répétés des grèves à l'issue de combats héroïques. Le révisionnisme illustre également la capacité d'adaptation et de diversification de l'économie et de la politique capitaliste, ce qui suscitait la réticence de la plupart des révolutionnaires. Il était réaliste pour la nouvelle génération de socialistes, non endurcis par des années difficiles de lutte, de s'orienter vers une stratégie réformiste électorale. Une fois l'optimisme disparu, le mouvement socialiste s'est dissout en factions désabusées, que seuls les désordres de la guerre et l'effet catalyseur de la révolution bolchevique allaient ranimer et réunifier.

Si la classe ouvrière et le mouvement socialiste ont connu des années héroïques avant la Première Guerre mondiale, il s'agissait néanmoins d'un mouvement révolutionnaire à ses débuts. Presque toutes les stratégies mises en œuvre étaient des expérimentations. Celles qui réussissaient étaient perçues comme une évolution « naturelle » du processus révolutionnaire. Le mouvement socialiste attira et entraîna plusieurs générations et différentes couches socio-professionnelles ; de là une multiplicité des tendances politiques et idéologiques qui se sont transformées rapidement en courants antagoniques, ce qui a créé des circonstances propices au développement des forces non socialistes.

Dans le prochain chapitre, nous évoquerons les conditions dans lesquelles certains groupes sociaux non



ouvriers ont tiré profit, pour leur trajectoire politique personnelle, des mouvements ouvriers. En effet, au moment du changement de structure de la politique bourgeoise, l'immaturation de la politique socialiste révolutionnaire se traduisait par une analyse inadéquate des nouveaux facteurs idéologiques et politiques. Il était difficile d'escompter que Jules Guesde, activement engagé dans la lutte révolutionnaire depuis longtemps, attache subitement quelque importance à la menace que constituait l'essor d'une science sociale bourgeoise. Il ne fallait pas non plus tabler sur la capacité de Jean Jaurès à admettre qu'il s'engageait dans un processus de « collaboration » sociale et politique. Et pourtant la prise en compte de ces éléments nouveaux, et de leurs incidences sur la stratégie révolutionnaire, était la condition *sine qua non* pour que l'analyse et la philosophie révolutionnaires conservent leur dynamique et leur capacité de critique.

L'indépendance politique de Sorel lui a permis de centrer sa réflexion sur des changements qui, bien que perçus comme secondaires par des individus plus engagés dans la lutte, constituaient, de fait, les premiers indices des problèmes ultérieurs. Mais, grâce à l'élaboration d'une théorie d'intégration socio-culturelle, la sociologie bourgeoise devait finalement contribuer à la réforme du système scolaire, affiner les techniques de vulgarisation politique et influencer les programmes d'assistance sociale. Cette situation a provoqué la question, toujours actuelle, sur l'hégémonie culturelle et intellectuelle de la classe dirigeante.

L'essentiel de la contribution de Sorel au marxisme réside à la fois dans sa critique pertinente de la nouvelle sociologie bourgeoise et dans ses efforts pour dépasser le déterminisme primaire, généralement reconnu comme philosophie marxiste avant la Première Guerre mondiale. Plus encore, l'importance que Sorel attachait à la conscience ouvrière et à l'idéologie en général était fondée sur sa perception des courants politiques français. Contrairement aux leaders des principaux partis socialistes, Sorel n'était pas totalement optimiste quant à

l'imminence de la révolution socialiste. Il voyait les forces sociales du capitalisme manifester d'instinct une puissante réaction de défense de leurs intérêts. A travers l'essor rapide de la sociologie et le caractère mouvant de la politique française, Sorel a perçu que la praxis marxiste révolutionnaire était menacée par une praxis capitaliste contre-révolutionnaire qu'elle avait contribué à faire naître.

### 3. Contre la reproduction de la politique capitaliste

La dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle fut marquée par l'émergence d'une politique bourgeoise socio-libérale, phénomène tout aussi important que les progrès du socialisme dans le même temps. Ainsi, de même que le mouvement socialiste traduisait un mouvement de classe (comprenant la classe ouvrière, ainsi qu'un nombre croissant d'intellectuels petits-bourgeois), la nouvelle politique « radicale » représentait une modification significative de la structure sociale. Estompé par les débats opposant les socialistes aux partisans du statu quo durant les années quatre-vingt-dix, un mouvement en profondeur se développait. Le processus accéléré d'industrialisation plaçait la classe ouvrière dans une position défensive, mais aussi favorisait le développement rapide de classes « moyennes » : fonctionnaires, administrateurs, ingénieurs, enseignants et avocats, indispensables aux rouages du système de production de la nouvelle politique. La preuve en est qu'à ce moment précis de l'histoire de la France contemporaine deux groupes sociaux importants ont commencé à faire pression pour gagner un surcroît d'influence dans l'Etat français : la classe ouvrière et les nouvelles classes moyennes.

Dans leurs efforts pour s'organiser politiquement, ces deux groupes bénéficiaient de l'expérience d'une activité politique préalable, mais ce n'est que dans les années quatre-vingt-dix qu'ils ont atteint un degré relativement élevé de conscience politique. Les travailleurs commençaient à envisager leur condition comme le résultat d'un système d'oppression à renverser par la lutte. Les classes moyennes concevaient leur condition comme la récom-

pense de leurs propres efforts et elles espéraient étendre leur autorité par le biais des moyens politiques existants. C'était une situation ambiguë, une source de confusion et de mystification, dans la mesure où l'antagonisme entre ces deux classes bien séparées ne paraissait, à l'époque, pas évident puisque toutes deux luttèrent contre la grande bourgeoisie. La politique des débuts du socialisme en France était largement influencée par le développement d'une politique réformatrice petite-bourgeoise. Ce phénomène a rapidement conduit les partis politiques socialistes organisés à une collaboration de classe dans la pratique et au révisionnisme sur le plan théorique.

Au cours des dix années qui vont du début de l'affaire Dreyfus (1895) jusqu'à la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905), des contradictions se sont développées au sein du mouvement socialiste révolutionnaire. Grâce à son indépendance et à sa perspective désintéressée, Sorel a pu observer lucidement la dynamique d'intégration de la politique socialiste au sein de la structure politique bourgeoise. De surcroît, Sorel alliait son interprétation des travaux de Marx à l'analyse des problèmes tactiques du socialisme français, au moment où l'idéologie libérale se transformait sous l'effet du changement des relations entre les différentes classes sociales. Le marxisme de Sorel soulignait donc l'importance de la lutte idéologique. Il se caractérisait par ses analyses des efforts déployés par l'Etat pour créer une culture politique supra-classiste à travers les institutions éducatives. La perception de Sorel des nouvelles classes moyennes, de leurs activités politiques et de leur idéologie de « libéralisme social », a joué un rôle capital dans ses analyses de la stratégie socialiste et du potentiel révolutionnaire en général.

Bien que marxiste — et par là même conscient du fait que dans une société divisée en classes la culture et le comportement social sont essentiellement politiques —, Sorel ne manifestait que du mépris pour la « politique politicienne » de compromission et d'opportunisme qui

caractérisait l'activité parlementaire. A ses yeux, les plus méprisables étaient les petits-bourgeois menant les coalitions et les partis radicaux. Sorel les soupçonnait d'un manque de principes et d'un opportunisme flagrant.

Sorel admettait que la complexité des interactions entre l'idéologie et le comportement politique changeait à chaque époque historique. Dans ses travaux, il s'attachait particulièrement à l'analyse des nuances de caractère des politiciens, nuances qui pouvaient annoncer des changements dans la mentalité politique et même dans l'idéologie. Par exemple, en dépit de son mépris pour le gouvernement de coalition libérale, dirigé par Waldeck-Rousseau en 1898 et qualifié de gouvernement de « défense républicaine », il dépeignait Waldeck-Rousseau avec plus d'indulgence que ses successeurs. Quoique bourgeois et réactionnaire, Waldeck-Rousseau respectait la loi constitutionnelle et les principes juridiques. Des hommes comme lui étaient de plus en plus rares dans les rangs des politiciens bourgeois, et les pressions croissantes exercées sur la politique bourgeoise favorisaient la création d'une atmosphère générale d'hypocrisie et d'opportunisme. « Signe des temps », disait Sorel, les arrivistes tels que Waldeck-Rousseau étaient remplacés par des politiciens quasiment dénués de principes <sup>1</sup>.

Néanmoins, si des différences entre les personnages politiques pouvaient se définir comme un « signe des temps », elles ne pouvaient pas influencer la poussée générale de la politique parlementaire : « Il n'y a pas entre ces diverses parties de la bourgeoisie de différences essentielles ; elles ont en commun un cynique et profond mépris pour les gens qui ne cherchent pas à exploiter le Trésor public, la peur du socialisme et une même conception de la lutte à engager contre lui au moyen de réformes sociales <sup>2</sup>. » Attaquer le socialisme au moyen

---

1. G. SOREL, compte rendu, *Le Testament de Waldeck-Rousseau* (R. Waldeck-Rousseau), Paris, 1904, *Revue générale de bibliographie française*, vol. 2, janvier 1904, p. 555.

2. G. SOREL, « Nouveaux Réquisitoires de M. Brunetière », *Etudes socialistes*, vol. 1 (3), mai-juin 1903, p. 151.

de réformes sociales : telle était peut-être la révélation qui a permis à Sorel de donner le contenu critique le plus important à ses analyses politiques. Les réformes, qui semblaient à première vue des concessions durement arrachées aux classes dirigeantes, pouvaient constituer l'élément d'un processus visant à couper l'herbe sous le pied du mouvement révolutionnaire. L'opposition constante de Sorel aux programmes politiques de réformes sociales était basée sur la crainte que ces réformes puissent obscurcir la conscience de classe et deviennent l'objectif de la classe ouvrière et du combat socialiste. C'est dans cette perspective qu'il faut lire les accusations de Sorel contre les « socialistes ».

L'étiquette de « socialiste » était clairement définie à partir des années quatre-vingt-dix. Le mot désignait spécifiquement les membres des partis électoraux et leurs défenseurs. On appelait « syndicalistes révolutionnaires » ou « anarcho-syndicalistes » les personnes qui soulignaient l'importance d'une action directe de la classe ouvrière et qui cherchaient à développer la conscience ouvrière, déterminante dans la lutte révolutionnaire. Leur doctrine de lutte de classe directe et de non participation à la politique des partis les distinguait des « collectivistes » qui mettaient l'accent sur un contrôle et une direction centralisée. Selon la conception de Sorel, la révolution socialiste débutait et finissait avec la lutte des ouvriers contre le système capitaliste ; lutte qui ne pouvait être menée à bien dans le cadre des institutions du gouvernement capitaliste, mais qui devait s'appuyer sur les forces de la classe ouvrière, à savoir son travail et son nombre. Pour Sorel, cette position n'était ni de l'ouvriérisme, ni de l'anarcho-syndicalisme, ni de l'activisme apolitique. C'était uniquement la prise en compte de la révolution socialiste en tant qu'apanage de la lutte ouvrière contre le système capitaliste et ses agents. Dans ce cadre très général restaient à résoudre les questions immédiates : comment les travailleurs devaient-ils mener les grèves au jour le jour et quelle riposte devaient-ils opposer aux événements politiques ? Ces points tactiques exigent une analyse critique appro-



fondie que Sorel s'est efforcé de proposer au mouvement révolutionnaire.

L'affaire Dreyfus a certainement été le dilemme le plus clairement défini auquel le mouvement socialiste a été confronté au cours des années quatre-vingt-dix, à la fois au niveau de la théorie et au niveau de la pratique politique. Les radicaux des classes moyennes formulaient la question de manière abusivement simpliste : un sous-officier de l'armée avait été accusé à tort, puis condamné par des officiers et des juges avec la complicité d'un certain nombre d'hommes politiques. Cette malversation judiciaire était la conséquence de l'arrogance et des préjugés des autorités ; l'affaire dans son ensemble reflétait l'irresponsabilité de la haute bourgeoisie dans sa participation à la vie politique.

Plus généralement, il fallait contrecarrer un comportement caractérisé par un snobisme aristocratique, un égoïsme de classe et l'individualisme bien connu du laisser-faire et des préjugés racistes propres au libéralisme, dont le plus marquant fut une vague nouvelle d'antisémitisme. C'est ainsi que les politiciens radicaux, pour la plupart issus des classes moyennes et désireux de gagner un pouvoir politique au détriment des conservateurs, devaient réaliser que le cours des événements ne servait pas leurs intérêts. Par contre, Jean Jaurès et les socialistes réformistes étaient liés aux radicaux dans la mesure où leur politique allait vers des réformes sociales. Ces réformes proposées par les radicaux ont permis la première union de la gauche en 1901. La victoire aux élections législatives de 1902 du Parti républicain radical et radical-socialiste fut la réalisation de cette union, dont un des objectifs fut la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Le problème de l'engagement socialiste dans l'affaire Dreyfus se posait avec encore plus d'acuité pour Jules Guesde et les révolutionnaires collectivistes du Parti ouvrier français. Les radicaux utilisaient le procès Dreyfus pour jeter dans l'embarras un gouvernement conservateur et intransigeant. Sans nier le bon droit de Drey-

fus, jusqu'où fallait-il engager le POF ? Fallait-il subordonner les revendications révolutionnaires de la classe ouvrière à la rhétorique universelle de vérité et de justice proposée par les radicaux pour gagner du terrain sur le gouvernement ? Guesde était très perplexe face à ce courant d'agitation dreyfusard. Par la suite, Sorel a souligné le fait que Guesde « était plus ardent dreyfusard que Jaurès », et cela début 1898, année marquée par la célèbre déclaration de Zola, « J'accuse », dénonçant le complot et les conspirations autour du procès. Mais en juillet 1898 le POF publiait un manifeste demandant aux travailleurs de rester à l'écart de l'agitation causée par l'affaire Dreyfus. Les réactions fluctuantes de Guesde sur cette affaire ont amené Sorel à affirmer par la suite que l'affaire Dreyfus était « le plus grand événement de notre époque ; la révolution dreyfusienne constitue donc une expérience qui établit d'une façon irréfutable l'insuffisance des théories socialistes reçues de ce temps <sup>3</sup> ». C'était une période de confusion qui neutralisait les forces révolutionnaires et offrait aux socialistes réformistes dirigés par Jaurès, et encore plus aux radicaux, un élan électoral. Cependant, en 1905 Jaurès fut contraint de rompre avec ses alliés radicaux.

Le gouvernement de « défense républicaine » formé en juin 1899 comptait la présence du socialiste Alexandre Millerand ; à cette date, Jules Guesde avait rompu avec ses alliés socialistes, déclarant à la Chambre des députés : « En sortant du groupe dit d'Union socialiste de la Chambre, qui venait de fournir un gouvernement à la république bourgeoise, les représentants de la France ouvrière et socialiste organisée n'ont pas obéi à un simple mouvement de colère. [...] Il s'agissait d'en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations que depuis trop longtemps on s'efforçait de substituer à la politique de classe <sup>4</sup>. » Pourtant, après avoir pris cette décision raisonnable, il

---

3. G. SOREL, « Mes raisons du syndicalisme », *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Paris, 1919, p. 254.

4. *Ibid.*, p. 257.

devait admettre qu'il avait été floué. Pour Sorel, l'affaire Dreyfus montrait l'importance de la relation entre théorie et pratique. Le devoir de la praxis socialiste est d'encourager l'expression des critiques au fur et à mesure des événements politiques, au lieu de sombrer dans les tergiversations et la confusion dont Guesde et le POF avaient donné l'illustration. A propos des « écrivains socialistes » de son pays et de son époque, Sorel concluait : « Ces éminents penseurs étaient généralement bien incapables de dire grand-chose d'utile sur des questions qui n'avaient pas été traitées par Marx ou par Engels <sup>5</sup>. »

Il faut bien reconnaître qu'il n'y avait pas de réponse toute faite à la question de la tactique révolutionnaire que posait l'affaire Dreyfus. Compte tenu des circonstances, le degré de prolétarisation, le niveau de conscience de classe révolutionnaire, le degré de compréhension des phénomènes socio-historiques, aucune tactique n'était simple à définir, ni évidente. Les radicaux petits-bourgeois étaient maîtres du jeu et ne cédaient pas de terrain aux conservateurs. Du point de vue de Sorel, il était dangereux pour les socialistes de tenter de tirer parti de l'indignation morale orchestrée par les radicaux en s'engageant activement dans une campagne analogue pour la révision du procès. En effet, ils contribueraient ainsi à déformer la conscience de la classe ouvrière, ce qui par la suite se retournerait contre eux. L'idée même d'erreur judiciaire, de nature exceptionnelle, constituait une reconnaissance implicite du système juridique. D'un autre côté, les socialistes ne pouvaient pas se déclarer hostiles à la révision du procès. Tout bien considéré, la meilleure solution était, pour les socialistes, de laisser le champ libre aux radicaux, de garder leurs distances en se bornant à critiquer la justice capitaliste dans sa globalité et en replaçant l'affaire Dreyfus dans le contexte des contradictions politiques au sein de la classe dirigeante. De ce point de vue, le meilleur conseil était d'observer une passivité prudente ; Sorel a réagi comme

---

5. *Ibid.*, p. 258.

Pelloutier qui, en tant qu'« intellectuel petit-bourgeois rallié à la cause du peuple [...], assume les contradictions de sa situation » en condamnant l'antisémitisme, en rendant hommage au courage de Zola, en approuvant le « cri légitime d'indignation » de Jaurès et en concluant que le prolétariat ne devrait pas s'engager activement dans un conflit interne de la bourgeoisie<sup>6</sup>.

C'est seulement en 1909 que Sorel publiera un document traitant explicitement de l'affaire Dreyfus et de son influence sur les événements socio-politiques ; mais, dès 1903, paraphrasant Rosa Luxemburg, il déclarait que l'affaire Dreyfus entraînait « des charretées de défenseurs de la Vérité, de la Justice et du Progrès » et que « le socialisme actuellement est malade d'avoir eu trop d'amis<sup>7</sup> ».

Dans *La Révolution dreyfusienne*, publié en 1909, Sorel généralisait ses remarques en analysant les liens entre le mouvement dreyfusard et la montée du libéralisme social en France. Les dreyfusards, affirmait-il, étaient de ceux qui défendaient l'amélioration des lois sociales dans le but de pacifier une classe ouvrière de plus en plus combative. Ils tiraient profit de la philosophie du libéralisme social pour se justifier aux yeux de la bourgeoisie qui payait le coût de ces réformes, du fait d'un système d'imposition plus équitable. Les catégories professionnelles où se recrutaient les radicaux étaient les premiers bénéficiaires de ces réformes : leur autorité politique et sociale allait considérablement s'étendre. Le développement d'une bureaucratie d'Etat allait accroître le nombre et l'influence des radicaux dans la gestion des affaires de l'Etat.

Sorel analysait globalement l'affaire Dreyfus comme une étape dans un processus socio-politique impliquant la création d'un nouveau groupe social, doté de son

---

6. Jacques JULIARD, *Fernand Pelloutier et les Origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, 1971, p. 113.

7. G. SOREL, « A propos de l'anticléricalisme », *Etudes socialistes*, vol. 1 (4), juillet-août 1903, p. 248.

idéologie propre. C'était la conséquence directe des transformations de la production capitaliste. Le développement de la grosse industrie posait des problèmes de contrôle et de gestion, amplifiant ainsi l'importance de l'Etat et nécessitant la présence de techniciens et de gestionnaires en grand nombre. De plus, ce processus augmentait le nombre d'ouvriers salariés et, en conséquence, contribuait à l'avènement d'un mouvement ouvrier et du socialisme. C'est ce dernier point qui amenait le développement de la sociologie classique bourgeoise. C'est sur les informations systématiques de celles-ci que les rouages du capitalisme s'appuyèrent pour définir les objectifs des programmes sociaux et pacifier le mouvement ouvrier.

Cette période était particulièrement riche en contradictions. Même si les socialistes enregistraient des succès électoraux sans précédent, le contexte politique et social était objectivement plus propice à l'accroissement du pouvoir des cadres petits-bourgeois ou « classes moyennes » qu'à tout ce qui s'apparentait à la révolution prolétarienne. Le marxisme lui-même, qui venait d'être introduit en France, diffusé et vulgarisé sous différentes formes, était menacé d'isolement sur le plan idéologique et était dénaturé dans les commentaires qu'on en faisait. La nouvelle sociologie bourgeoise constituait donc bien la riposte de la structure politique dirigeante pour neutraliser la montée d'une opposition systématique au capitalisme.

Sorel n'était pas le seul à considérer que la nouvelle sociologie participait d'un changement structurel profond ; mais il a été plus clairvoyant dans l'analyse de ses différentes implications possibles. Le développement d'une science sociologique était un apport à la compréhension humaine en général, mais risquait d'étouffer les autres explications des processus sociaux, et notamment l'explication marxiste. La révision du procès Dreyfus était sans aucun doute souhaitable, mais y consacrer des efforts pouvait saper la force de la lutte des classes en masquant d'un voile de moralité et d'idéologie libérale la perspective prolétarienne. L'influence idéologique de



l'Eglise catholique était nocive, mais rejoindre les forces socialistes dans leurs menées pour séparer l'Eglise de l'Etat revenait à aider les radicaux à consolider leur pouvoir politique et leur contrôle du système éducatif. Ils mettraient ainsi en place un nouveau catéchisme, une moralité civique qui allait directement à l'encontre de la perception réaliste des classes sociales, fondement de la conscience prolétarienne révolutionnaire. La vigilance révolutionnaire était plus que nécessaire au cours des années 1895-1905 en France : les nouvelles élites socio-professionnelles, convaincues de détenir la science, la vérité et la justice, lançaient une offensive visant manifestement à se poser en alternative à l'idéologie socialiste et à conditionner l'état d'esprit des travailleurs.

Sorel, conscient que les lignes de conduite proposées par le marxisme « officiel » et les principaux leaders socialistes en vue de l'action révolutionnaire étaient inadéquates, a abordé le problème du « révisionnisme ». Ce débat, centré sur les travaux d'Edouard Bernstein, concernait la « révision » du marxisme opérée par les leaders socialistes et les partis socialistes européens. Le marxisme assez rigoureux de Guesde en France et de Kautsky en Allemagne, qui accordait encore une place importante à la rhétorique de la lutte des classes, était concurrencé par les nouvelles affirmations de Bernstein à propos du développement capitaliste. Bernstein affirmait explicitement qu'une révolution prolétarienne subite et violente était hors de question. En réalité, il soutenait, au niveau de l'analyse, la pratique d'une faction de plus en plus importante du Parti social-démocrate allemand et des socialistes réformistes tels que Jaurès en France : un socialisme électoral impliqué dans la compromission politique et l'application de réformes restreintes.

Les réactions de Sorel aux protagonistes de ce débat étaient déroutantes dans le contexte de l'époque, et aujourd'hui encore elles peuvent paraître ambiguës. Sur le fond, il était en accord avec les marxistes orthodoxes dès lors qu'ils revenaient à la lutte des classes comme



explication des processus socio-politiques. Mais cette tendance à « retomber » sur les idées reçues d'experts infailibles (Marx et Engels) impliquait une rigidité de leur pensée et de leur pratique et tendait à jeter un discrédit sur l'ensemble de leurs idées. Les réformistes, Bernstein en particulier, réagissaient bien plus vite aux changements rapides du système de production et de la politique capitalistes. L'émergence d'un Etat capitaliste moderne, avec ses mécanismes de plus en plus sophistiqués pour contrôler les conflits de classes, les succès croissants de la politique électorale socialiste, l'expansion de la production capitaliste qui semblait promettre une élévation générale et illimitée du niveau de vie, tous ces éléments invitaient à penser que la fin du capitalisme n'était ni proche, ni de nature « catastrophique ». Ainsi, seule une démarche réformiste et progressive vers le socialisme semblait raisonnable. Sorel retenait de cette analyse « révisionniste » la prise en compte des développements récents au sein du système capitaliste et de sa valeur de provocation face à la rigidité du marxisme orthodoxe.

La polémique dans laquelle Sorel était alors engagé contre l'orthodoxie explique qu'il n'ait pas fait immédiatement une critique politique du révisionnisme. Les tensions s'accumulaient entre Paul Lafargue et Sorel, et ce dernier avait quasiment cessé d'écrire pour *Le Devenir social* pendant la dernière année de sa vie (1898). Cette rupture avec Lafargue a amené certains commentateurs à penser, à tort, que Sorel s'était rallié aux révisionnistes. En fait, il se refusait à choisir entre le dogmatisme des marxistes orthodoxes et l'opportunisme des révisionnistes. Sorel était conscient de la stérilité théorique du socialisme français qui avait une double répercussion : d'une part, toute libre discussion finissait par être considérée comme dangereuse pour la foi des masses et, d'autre part, un autoritarisme croissant se développait dans la foulée des efforts engagés pour maintenir une discipline intellectuelle de l'organisation des partis socialistes. La vulgarisation du marxisme, sous la forme d'un déterminisme économique, était donc la consé-

quence directe du développement de tendances autoritaires dans les partis socialistes. Sorel soulignait au passage au parlant de Marx : « Il ne dit pas que les conditions économiques sont une *base déterminante*, mais que les rapports de production (qui du point de vue juridique sont des rapports de propriété) forment la structure économique et la base réelle sur laquelle s'élève la superstructure juridique et politique <sup>8</sup>. »

Les révisionnistes avaient raison de contester l'idée que le processus révolutionnaire est automatique. Le déterminisme économique niait le rôle de la volonté individuelle dans le processus révolutionnaire et sous-estimait également la capacité de la classe dirigeante à s'engager consciemment dans la lutte des classes. Le renforcement de l'Etat lui-même n'est pas le simple réflexe d'un système, mais participe d'une vigilance croissante du capitalisme par rapport à la nature changeante de la politique de classe. Bernstein, par exemple, affirmait que les exigences de transformations économiques et technologiques se répercutaient de moins en moins sur les autres institutions sociales. Sorel a insisté sur le fait qu'au fur et à mesure que le capitalisme se développe le rôle de la conscience prend de plus en plus d'importance. Une fois passé le premier choc de la révolution industrielle, le renforcement du contrôle de la conscience des masses est le facteur politique primordial dans les sociétés capitalistes. La complexité croissante de l'Etat capitaliste témoigne en partie de la nécessité de contrôler culturellement et idéologiquement la classe ouvrière. Non seulement la structure administrative de l'Etat devient de plus en plus complexe, mais corrélativement son niveau de clairvoyance sur sa fonction augmente. D'une certaine manière, c'est au moment précis où la praxis capitaliste affirmait sa subtilité et sa conscience que le marxiste socialiste succombait sous la rigi-

---

8. G. SOREL, « Les Polémiques pour l'interprétation du marxisme (Bernstein et Kautsky) », *Revue internationale de sociologie*, avril 1900, p. 272.

dité provoquée par la bureaucratisation des partis politiques<sup>9</sup>.

Sorel discernait dans le marxisme orthodoxe des relents de socialisme utopique. L'insistance avec laquelle les marxistes orthodoxes se réfugiaient dans une conception simpliste des événements politiques et sociaux reflétait une foi, pour le moins irrationnelle, dans la destinée historique. Sorel avait l'honnêteté de signaler que l'analyse marxiste n'avait pas disposé de suffisamment de temps pour être correctement comprise. Le marxisme orthodoxe et le révisionnisme marxiste étaient deux tendances négatives de développement de la pensée marxiste. L'orthodoxie se basait sur la conception dramatique de la lutte de classes et de la révolution catastrophique dans ses appels aux travailleurs et la construction de ses partis. Les réformateurs révisionnistes, pour leur part, acceptaient sans beaucoup de réticences des développements qui allaient apparemment à l'encontre des prédictions des marxistes orthodoxes. Quant à Sorel, son approche de l'analyse marxiste s'inscrivait dans une tentative pour faire une synthèse des éléments les plus pertinents de ces deux tendances : utiliser les éclaircissements conceptuels de Marx — l'idée de lutte des classes, la conception matérialiste de l'histoire — de manière actualisée pour clarifier les développements nouveaux au lieu de les occulter.

Sorel comprenait clairement que le capitalisme entrait dans une nouvelle phase de développement, il s'est donc tourné vers l'Angleterre pour essayer de déterminer la direction que la lutte de classe allait prendre. Il notait qu'en dépit d'une importante lutte de classe en Grande-Bretagne le progrès du capitalisme s'était poursuivi, ce qui pouvait s'expliquer en partie par le manque de solidarité prolétarienne. Ainsi, malgré la division des classes très marquée et la misère sociale partout apparente en Grande-Bretagne, la puissance du système de production lui donnait l'apparence d'une force vitale qui dominait le pouvoir des individus. Pour beaucoup de socia-

---

9. *Ibid.*, p. 278-279.

listes, l'expérience du capitalisme en Grande-Bretagne constituait la base de « l'idéologie de la fatalité et de la liberté ». Fatalité dans la mesure où la complexité de la vie économique et des réseaux de relations dans l'économie capitaliste produisait le sentiment d'être prisonnier d'un entrelacs inextricable de processus naturels. D'un autre côté, si Marx avait raison de penser que la société capitaliste aurait, à terme, un effet libérateur sur la conscience ouvrière, il n'avait pas suffisamment tenu compte des normes culturelles existantes. Pour Sorel, c'était sur ce point que « les recherches de Marx ont été fort imparfaites. Vivant dans un pays saturé de christianisme, il ne semble pas avoir songé à se demander quelle était l'influence de l'éducation morale sur les classes ouvrières anglaises », et il n'a pas non plus réalisé « quels rapports existent entre sa conception de la lutte de classe et les traditions nationales <sup>10</sup> ». Marx avait décrit avec précision les processus objectifs du développement capitaliste, mais les répercussions de ces phénomènes, en termes de conjoncture idéologique et politique, constituaient un champ d'analyse à étudier par les générations futures, en préalable à toute définition d'une stratégie révolutionnaire.

La pensée de Sorel était prisonnière de ces deux pôles, fatalité et volontarisme, auxquels il faisait référence. Il inclinait vers la fatalité, mais équilibrait cette tendance en soulignant le pouvoir de la volonté humaine. L'idée même de révolution était traversée de contradictions qui se terminaient dans la confusion ou parfois dans un comportement politique autodestructeur. Même la conception « catastrophique » de la révolution pouvait être abordée sous différents angles. Pour Sorel, l'idée d'une brusque transformation politique, juridique et sociale pouvait servir de « mythe » social, représentation de l'objectif à atteindre dans l'action commune, et par là même être associée à l'idée de grève générale. Mais

---

10. G. SOREL, « Conclusions aux "enseignements sociaux de l'économie moderne" », *Le Mouvement socialiste*, juillet 1905, p. 289-292.

beaucoup de gens deviennent marxistes pour des raisons affectives ou par suite d'une relative immaturité politique. Ils s'accrochent à l'idée de révolution violente comme exutoire à leurs problèmes qu'ils projettent sur la société tout entière. L'ambivalence de Sorel concernant cette question est inhérente au marxisme et ne peut se résoudre qu'au risque de nier en partie la réalité sociale objective et la réalité psychologique subjective qu'implique le processus révolutionnaire.

Sorel espérait la fin de l'ancien socialisme utopique, car il était incapable d'expliquer correctement la réalité du développement capitaliste. Mais il souhaitait également revivifier la vision socialiste et ranimer l'espoir dans la possibilité d'une éventuelle révolution socialiste. Sorel rejetait donc, d'une certaine manière, à la fois le socialisme utopique et le socialisme scientifique. Le premier se basait sur un optimisme chimérique conduisant tout droit au réformisme et à l'acceptation du système de domination en place, la bonne volonté remplaçant la lutte des classes comme dynamique sociale. Quant au socialisme scientifique, il était rapidement devenu (après la publication par Engels de *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*) l'alibi pour ne pas s'engager dans l'action révolutionnaire directe.

Le socialisme scientifique, même s'il reprend des éléments marxistes qui peuvent l'apparenter à une attitude révolutionnaire, implique une démarche progressive dans les changements sociaux et survalorise les facteurs « objectifs » de développement socio-historique au détriment des facteurs « subjectifs ». Les forces objectives sont représentées comme une lente marée montante qui peut temporairement être freinée par des facteurs subjectifs (actions spontanéistes ou volontaristes). Les socialistes « scientifiques » craignaient l'interruption de la lente progression des événements. La mise en œuvre d'une stratégie électorale était jugée préférable à des formes de conflit direct entre le capital et les travailleurs, telles que les grèves, le sabotage ou le boycott. En effet, les socialistes scientifiques partaient du postulat implicite que le fonctionnement ininterrompu du



système créerait des conditions présocialistes dans un délai plus rapide. A l'inverse, les affrontements directs et ouverts risquaient de provoquer une réaction qui raviverait le prestige de l'autorité sociale établie, faciliterait l'application de formes répressives de contrôle politique et entraverait l'organisation du mouvement révolutionnaire.

Les prises de position relatives à l'organisation traduisaient la division entre les différentes conceptions de la lutte révolutionnaire. Les socialistes scientifiques et les révisionnistes étaient favorables à une forte structuration de partis. Sorel, en tant que syndicaliste révolutionnaire, préférait les alliances souples, sans structure dirigeante ni bureaucratisation ; il était convaincu qu'une organisation trop formalisée handicapait le mouvement ouvrier, dans la mesure où elle tendait à décourager les initiatives locales et la créativité individuelle dans la lutte. Sorel préconisait en général des actions directes contre le capital. Par exemple les grèves : si elles réussissent, elles renforcent la confiance des travailleurs ; si elles font l'objet de répression, elles intensifient la haine de classe. Cette position très générale laisse, bien entendu, une large place aux circonstances particulières et même aux contradictions directes ; il s'agissait moins, pour Sorel, de recommandations précises que d'un refus de la rigidité théorique et pratique des partis marxistes qui dominaient le mouvement révolutionnaire de l'époque. Bien que Sorel se considérât avant tout comme marxiste, il a insisté sur la nécessité d'étudier et d'appliquer les écrits de Marx à la lumière des éléments contradictoires qui y étaient formulés. Il serait absurde de croire que la pensée de Marx n'a pas évolué au fil du temps et que ses références philosophiques sont restées identiques pendant toutes les années de son travail analytique. Il serait également déraisonnable de penser que Marx ne proposait qu'une seule et unique stratégie pour la révolution prolétarienne. *Le Manifeste communiste*, par exemple, avait été écrit au moment où Marx et Engels étaient très influencés par les idées de Blanqui, au point d'insister sur la nécessité d'organisation d'un



parti révolutionnaire <sup>11</sup>. Mais, dans l'appréciation de Sorel, le point essentiel de ce texte était l'idée du rôle de la lutte des classes prolétariennes dans les transformations historiques.

Dans les années quatre-vingt-dix, alors que d'importants regroupements socialistes existaient en Europe et hors de l'Europe, la tâche prioritaire était de procéder à une étude nouvelle des questions posées par Marx. Cela impliquait, pour une part, la dissection des concepts marxistes et la distinction entre des éléments fondamentaux et des éléments qui n'étaient que le reflet des influences immédiates subies par Marx. C'était là un travail herculéen et qui nécessitait une lecture critique de Marx. Sorel lui-même était critique vis-à-vis de Marx sur de nombreux problèmes. Par exemple, il insistait sur le fait que l'une des faiblesses de la théorie socialiste moderne résidait dans ses représentations erronées de la moralité et de la religion. Sorel affirmait que Marx et Engels n'avaient pas insisté sur l'importance de ce problème car ils pensaient que la pensée était relativement « sécularisée ». Pour Sorel, au contraire, des modes de pensée moralistes et religieux continuaient à jouer un rôle indéniable dans la formation de la conscience de la classe ouvrière <sup>12</sup>.

Sorel signalait également que si la « méthode dialectique » est un progrès incontestable dans la conceptualisation historique et sociale, elle n'a pas été véritablement explicitée par Marx. Bien plus, la « scientificité » du marxiste était sujette à caution. Marx offrait des exemples flagrants de *représentations* lors de la vérification de ses hypothèses, mais il n'était pas en mesure d'apporter les *preuves* indispensables aux lois scientifiques. Par exemple, en ce qui concerne la baisse tendancielle du taux de profit, Marx « se contente de prendre des faits empiriques et de les grouper dans un système,

---

11. G. SOREL, *La Décomposition du marxisme*, Paris, 1908, p. 34.

12. Sorel à Croce, 1<sup>er</sup> avril 1898, p. 13.

en leur donnant une *apparente* liaison logique <sup>13</sup> ». Ces critiques, formulées, parmi d'autres, par Sorel sur les travaux de Marx, ne visaient pas à déprécier l'importance de la pensée marxiste ; bien au contraire, elles cherchaient à ouvrir la voie d'une analyse plus fructueuse et d'une application plus créatrice des points clés du marxisme pour résoudre les problèmes auxquels le mouvement prolétarien était confronté.

L'essentiel des travaux de recherche personnelle de Sorel concernait le problème de la conscience prolétarienne. Ses réflexions sur les images révolutionnaires comme « mythes » sont célèbres. Il concevait des mythes à fondement politique comme radicalement différents de ces totems, tabous ou fantasmes que le mot désigne actuellement. Les mythes, insistait Sorel, n'étaient ni des utopies ni des descriptions des choses, mais des expressions de volonté d'agir sur la réalité pour la transformer. Le « mythe » en question était l'idée, ou la vision, de la lutte de classe menant à la révolution prolétarienne ; sa forme la plus spécifique était l'idée de grève générale. Ce but, pour lequel le mouvement agissait, était réalisable, sans qu'on puisse en fixer la date.

Il n'y a dans ces conceptions aucun rapport avec des éléments irrationnels de psychologie des masses, comme l'ont affirmé la plupart des critiques de Sorel. A un niveau purement psychologique, la grève générale est « le *mythe* dans lequel le socialisme s'enferme tout entier, c'est-à-dire une organisation d'images capables d'évoquer instinctivement tous les sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne <sup>14</sup> ». Renforcer la crédibilité de ce mythe consiste donc à préconiser la prise en compte d'une interaction complexe de facteurs susceptibles d'amener à une vision révolutionnaire de la société capitaliste. L'idée centrale de lutte de classe, qui tout à la fois résume la vision marxiste de la société capitaliste et indique la voie de la

---

13. *Ibid.*, 7 juin 1899, p. 15.

14. G. SOREL, *Réflexions sur la violence*, Paris, 1908, p. 46.

lutte révolutionnaire, explique la capacité propre au prolétariat à s'engager dans un combat contre la classe dirigeante capitaliste. Promouvoir ce mythe de la grève générale comme point culminant de la lutte de classe est une tâche fondamentale pour les révolutionnaires, compte tenu de la capacité accrue de l'Etat à influencer l'opinion et la conscience de la classe ouvrière : « Notre rôle peut être utile, à la condition que nous nous bornions à nier la pensée bourgeoise de manière à mettre le prolétariat en garde contre une invasion des idées ou des mœurs de la classe ennemie. » Le rôle des intellectuels révolutionnaires n'est pas de diriger la lutte des classes révolutionnaires. C'est aux travailleurs eux-mêmes de s'organiser pour mener à bien cette lutte. Les intellectuels devraient plutôt utiliser leurs aptitudes « à ruiner le prestige de la culture bourgeoise, prestige qui s'oppose jusqu'ici à ce que le principe de la lutte de classe prenne tout son développement <sup>15</sup> ».

Pour Sorel, cette idée de mythe social révolutionnaire n'était irrationnelle ni dans ses fondements ni dans son analyse du développement idéologique. Il est exact que sa compréhension nécessitait une certaine adaptation de l'esprit ; mais cette idée était le résultat d'une vision lucide de la réalité sociale et des impératifs du changement révolutionnaire. Peut-être le terme « mythe » évoquait-il trop nettement un processus inconscient et instinctif. Sorel lui-même soulignait que son analyse des mythes révolutionnaires découlait des découvertes de la « nouvelle psychologie », influencée certainement par les travaux de Tarde, Le Bon et Bergson sur les réactions collectives : imitation, psychologie des foules et élan vital.

Les suites de l'affaire Dreyfus permirent aux classes moyennes de former le parti radical et de triompher aux élections de 1902. L'enjeu politique principal était la campagne pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. A nouveau, la conscience de la classe ouvrière était au

---

15. *Ibid.*, p. 52-53.

cœur de cet enjeu. Les petits-bourgeois radicaux revendiquaient la séparation de l'Eglise et de l'Etat, principalement à cause de l'influence réactionnaire exercée par l'Eglise sur la politique. Mais les vraies raisons étaient beaucoup plus concrètes. En premier lieu, les radicaux cherchaient un terrain qui leur permettrait de poursuivre leur avance électorale. L'affaire Dreyfus avait été l'occasion rêvée de discréditer les conservateurs et de former une alliance entre radicaux et socialistes modérés. Il fallait maintenant imaginer un autre cheval de bataille idéologique. D'autre part, la question des liens entre l'Eglise et l'Etat n'était pas purement artificielle. Les classes moyennes avaient tout intérêt à éliminer l'Eglise des affaires de l'Etat. Le système des écoles religieuses subventionnées par l'Etat limitait le nombre des postes d'enseignants accessibles aux fonctionnaires, dont le nombre augmentait sans cesse. Et, en dernier lieu, ce combat reflétait la démarche fortement idéologique des radicaux en matière de politique. Les intérêts des classes moyennes n'étaient pas aussi clairement définis et stables que ceux des classes dirigeantes ou de la classe ouvrière. Les radicaux s'identifiaient donc fortement aux principes libéraux de la démocratie jacobine caractérisée par l'initiative individuelle, les libertés civiles et l'efficacité de l'Etat. Avant tout, ils se considéraient comme l'épine dorsale rationnelle de la vie sociale et politique. Sur le plan tactique, la campagne anticléricale permettait de renforcer l'alliance entre les radicaux et les socialistes modérés.

Dans une perspective réformiste, la situation était prometteuse. Les radicaux avaient élaboré un programme pour l'expansion de l'assistance sociale de l'Etat et ils évoquaient la possibilité d'un impôt sur les successions. Leur alliance avec les socialistes serait sans aucun doute profitable aux luttes des travailleurs contre le capital privé, ne serait-ce qu'indirectement. Mais, d'un point de vue révolutionnaire, cette ascension puissante d'une politique radicale petite-bourgeoise constituait un grave danger en raison de ses effets sur la conscience ouvrière. A court terme, beaucoup de travail-

leurs pouvaient se laisser tromper par la démagogie des campagnes électorales et perdre de vue la nature des intérêts de classe. Les conséquences à long terme étaient potentiellement beaucoup plus graves. Après la séparation de l'Eglise et de l'Etat et après la restructuration du système scolaire, les radicaux lanceraient un programme d'« éducation civique » dans les écoles qui contrerait évidemment toute perception réaliste de la société et de la politique. Selon Sorel, les socialistes, quel que soit leur anticléricalisme, n'avaient pas à se féliciter des attaques radicales contre l'Eglise. « Quand l'Etat républicain résolut d'établir l'éducation populaire laïque, il n'était pas sous l'impression de mobiles métaphysiques : le but à atteindre était très prochain et tout matériel. » Et les radicaux comprenaient qu'« il était nécessaire, pour assurer la durée de la République, d'habituer les nouvelles générations à identifier République, patrie et France <sup>16</sup> ».

Cette mise en garde de Sorel était justifiée. Déjà, bien avant d'avoir pu constituer un gouvernement et mis en place une politique d'instruction publique répondant aux besoins politiques et idéologiques d'une société capitaliste industrielle, les radicaux avaient entrepris d'éduquer les travailleurs en les détournant d'un raisonnement en termes d'intérêts de classe. En 1897, les professeurs du secondaire et du supérieur et les autres radicaux étaient opérationnels pour créer des « universités populaires », institutions privées calquées sur le modèle anglais de *workingmen's clubs*. L'enseignement de ces écoles était sans conteste bourgeois, dans la mesure où il reproduisait les cours universitaires, et, ainsi que le précisait l'administration en chef des universités populaires : « Nous sommes du peuple et nous voulons rester du peuple, mais nous serions heureux de pouvoir préparer ici la réconciliation des classes <sup>17</sup>. »

---

16. G. SOREL, « De l'Eglise et de l'Etat », *Cahiers de la quinzaine*, série 3 (3), 1901, p. 21-22.

17. Robert DREYFUS, « La Coopération des idées », *La Revue blanche*, vol. 17, 1898, p. 360.



Ces universités populaires ont été créées à travers toute la France, et le mouvement a existé pendant plus de dix ans (environ jusqu'en 1910). Elles témoignaient clairement de l'orientation des projets élaborés pour la classe ouvrière par les libéraux progressistes qui animaient la politique radicale au sein du capitalisme d'Etat. C'était un avertissement pour les révolutionnaires et le prolétariat ; il était nécessaire d'engager une lutte acharnée contre ce que Gramsci allait appeler plus tard l'« hégémonie intellectuelle » de la classe dirigeante.

Sorel voyait en ces développements les manifestations d'un système de production de plus en plus complexe. La concurrence entre les firmes capitalistes était contrôlée par les firmes elles-mêmes ou réglée par l'Etat qui formait avec elles un bloc relativement homogène de forces capitalistes face à la classe ouvrière. Contrairement aux attentes de certains marxistes, la petite bourgeoisie ne tombait pas dans le prolétariat et les couches sociales se multipliaient. Sorel constatait que le développement capitaliste entraînait un « grand mélange des couches sociales » et effaçait « les marques professionnelles <sup>18</sup> ». Ainsi, en parallèle à la création de nouveaux groupes sociaux dans le système capitaliste se développait une nouvelle situation politique. Une politique bourgeoise d'autoritarisme et de répression laissait la place à une autre politique bourgeoise basée sur la coopération dans la pratique et le consensus idéologique.

Les différences entre l'éducation religieuse et l'éducation publique étaient en fait lourdes de répercussions politiques. L'Eglise se posait en détenteur de l'autorité et des règles morales, alors que les enseignants laïcs expliquaient que le système de gouvernement républicain était le plus rationnel et que les intérêts individuels, y compris ceux des différentes classes sociales, devaient se conformer aux intérêts de la majorité, incarnée par l'Etat. Mais, si Sorel était lucide au sujet des courants politiques en jeu, il n'était pas en mesure de prévoir les

---

18. « De l'Eglise et de l'Etat », p. 68.



résultats de cette nouvelle forme de politique bourgeoise. Certes, il s'autorisait à affirmer que « l'ouvrier ne se prend plus aux mascarades qui flattent une grossière vanité, depuis que la propagande socialiste l'a touché <sup>19</sup> ». Mais l'absence d'une contre-éducation socialiste efficace justifiait un certain pessimisme. Il n'était pas possible de prévoir ce que serait le comportement social à la lumière du renforcement du conditionnement idéologique.

Il était naturel que Sorel s'intéresse à la question de « fatalité ou liberté » au cours de sa tentative pour dégager les points clés du marxisme et les appliquer à l'analyse des conditions socio-politiques du moment. Jamais Sorel ne s'était laissé emporter par le spontanéisme aveugle des anarchistes. Il refusait également de tomber dans le déterminisme sans réflexion profonde des marxistes éminents de son époque. Poussé par la nécessité, il tentait donc une description objective et sans complaisance des difficultés qui attendaient le mouvement prolétarien, en affirmant avec force la capacité de l'action humaine à changer l'histoire. Il voyait dans le marxisme révisionniste un souhait louable de jeter un regard objectif sur les événements et de refuser des interprétations anachroniques. Mais les révisionnistes refusaient explicitement la conception de la lutte des classes révolutionnaires, pierre de touche du marxisme. Les marxistes orthodoxes, pour leur part, retenaient bien cette notion essentielle de lutte des classes, mais elle était devenue rigide et inadéquate dans leur pensée, ce qui réduisait largement l'efficacité de l'analyse marxiste comme fondement d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires. Les faiblesses du révisionnisme et du marxisme orthodoxe découlaient en partie de la dynamique de l'organisation de parti et de la politique électorale. Les réformistes cherchaient à toucher de nouveaux électeurs et ne voulaient pas se

---

19. G. SOREL, « Léon XIII », *Etudes socialistes*, vol. 1, septembre-octobre, 1903, p. 372.

faire d'ennemis en évoquant la rhétorique de « classe contre classe ». Quant aux orthodoxes, ils s'épuisaient à mettre au point une doctrine qui serait définie par un consensus interne. Dans les deux cas se perpétuait la reproduction de la politique capitaliste. Les révisionnistes tendaient à dissimuler les intérêts de classe sous l'illusion de l'intérêt commun, élément clé de l'idéologie capitaliste libérale, et les marxistes orthodoxes devenaient de plus en plus sectaires dans leur approche des problèmes théoriques et pratiques d'organisation socialiste et de stratégie. La tentation de la voie électorale détournait les révolutionnaires socialistes d'une véritable stratégie révolutionnaire au profit d'un chemin où les intellectuels socialistes prônaient des tentatives pour s'emparer de l'Etat et en prendre le contrôle.

Le marxisme de Sorel partait de l'idée qu'une révolution prolétarienne serait le résultat d'une action du prolétariat conscient de ses intérêts de classe. Le développement d'une conscience de classe révolutionnaire était donc la tâche essentielle de tous les révolutionnaires socialistes : stratégie et tactique devaient s'évaluer par leurs effets, positifs ou négatifs, sur ce développement de la conscience de classe. Les analyses de Sorel sur l'affaire Dreyfus et la campagne pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat partaient d'un effort pour expliquer les événements de manière objective et structurelle et pour montrer que ces phénomènes politiques avaient des origines de classe. De nouvelles catégories sociales, conséquence des progrès du capitalisme industriel en France, déterminaient une situation politique nouvelle. Un libéralisme social « institutionnalisé » venait défier le mouvement révolutionnaire, et seul un marxisme élaboré, lucide et vigilant pouvait rendre compte de ces phénomènes.

## 4. Les syndicats révolutionnaires et la grève générale

En 1905, Sorel déclarait catégoriquement : « Le syndicalisme révolutionnaire réalise, à l'heure actuelle, ce qu'il y a de vraiment vrai dans le marxisme, de puissamment original, de supérieur à toutes les formules », dans la mesure où il traduisait la lutte de classe de manière consciemment combative et directe<sup>1</sup>. Cette position était fort éloignée de la prudence des partis socialistes en 1905. A cette époque, les deux principales tendances du mouvement révolutionnaire — la politique électorale et l'action autonome et non parlementaire de la classe ouvrière — étaient évidentes. Le nombre croissant des adhérents à la Confédération générale du travail permettait d'envisager la concrétisation de la théorie de Marx sur la conscience de classe du prolétariat.

Le syndicalisme révolutionnaire est né pendant les années quatre-vingt-dix en France. C'était un mouvement largement naturel et spontané qui rassemblait des militants conscients et combattifs autour d'une stratégie organisée de défense ouvrière et d'une assimilation pratique de conception marxiste de la lutte de classe. Soulignons les deux caractéristiques essentielles de ce mouvement : premièrement, il s'agissait d'un mouvement autonome de la classe ouvrière, c'est-à-dire sans aucun lien avec les partis socialistes. Deuxièmement, c'était un mouvement révolutionnaire dans la mesure où les grèves, les manifestations et autres formes de lutte étaient envisagées comme des étapes ou des moments d'une lutte révolutionnaire à long terme, où l'affrontement des

---

1. G. SOREL, « L'Avenir socialiste des syndicats », (1898), *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Paris, 1919, p. 67.

classes conduirait à renverser le système capitaliste. Le syndicalisme révolutionnaire se différenciait donc nettement du trade-unionisme pacifique de la Grande-Bretagne et du mouvement ouvrier lié organiquement au Parti social-démocrate allemand.

Le syndicalisme révolutionnaire, doté d'un haut niveau de conscience politique, a eu un essor rapide. Indirectement, il s'agissait d'une réaction tardive à la « naissance » sanglante de la III<sup>e</sup> République, marquée par le démantèlement de la Commune de Paris (1871) et par une répression générale qui allait se poursuivre au cours des années quatre-vingt. Non seulement les ouvriers les plus combattifs avaient été massacrés lors de la guerre contre la Prusse ou lors de la Commune, mais d'autres étaient exilés ou en retraite forcée du fait du nouveau régime. Les organisations socialistes ne pouvaient survivre que sous forme de sociétés secrètes jusqu'en 1876. Quant aux organisations syndicales, elles sont restées officiellement interdites jusqu'en 1884. Dans ces conditions, il était compréhensible que l'organisation socialiste tende à s'orienter dans une voie strictement politique et se définisse essentiellement en termes de centralisme ou « collectivisme ». Par ailleurs, le socialisme, à cette époque, était sans conteste révolutionnaire. Presque toutes les organisations socialistes affirmaient leur conviction en la destruction imminente, totale et vraisemblablement violente de la société bourgeoise. Compte tenu de l'environnement dans lequel il avait fermenté — industrialisation rapide et misère économique généralisée —, le mouvement socialiste adoptait, à la fin des années quatre-vingt, un ton extrêmement messianique et révolutionnaire.

A la fin de cette décennie, il s'est cependant trouvé confronté à une série d'événements qui ont considérablement compliqué ses choix tactiques et stratégiques. En bref, deux voies se dessinaient : l'électoralisme et l'action directe contre le capital, notamment par des grèves. Les arrêts de travail étaient depuis longtemps une manifestation spontanée de la classe ouvrière, mais ce n'est qu'à la fin des années quatre-vingt, après

l'autorisation légale des syndicats et le retour de communards, que la grève générale a été considérée comme une arme politique et une tactique délibérée de la lutte de classe. Elle a rapidement gagné l'approbation des cercles d'ouvriers militants ; d'abord évoquée timidement lors du II<sup>e</sup> congrès des syndicats ouvriers en 1887, elle a été formellement adoptée par le congrès de 1888. L'idée de grève générale a été également soutenue lors du congrès socialiste de Troyes (septembre 1888). Un élément de cette compréhension plus aiguë du pouvoir de la classe ouvrière a été l'adoption de la date du 1<sup>er</sup> mai comme jour de manifestation, dans le monde entier, pour la journée de huit heures. En France, la décision a été prise lors du II<sup>e</sup> congrès international socialiste, à Paris en 1889. Au cours de ces années, les socialistes ne manifestaient guère d'opposition à cette démarche. A noter cependant la lettre d'Engels à Laura Lafargue en mai 1890, où il écrivait que Guesde avait tort de se rallier à cette idée et qu'il manifestait ainsi son vieux penchant pour l'anarchisme. En réalité, Guesde n'avait aucune raison de s'opposer à une mesure qui traduisait une expression de la volonté de la classe ouvrière et stimulait incontestablement l'action.

En 1889, il n'existait pas, en apparence, de contradiction majeure entre l'action ouvrière directe et la politique socialiste électorale. Les deux stratégies s'inscrivaient dans un mouvement d'ensemble contre la bourgeoisie et le capitalisme. Mais l'attitude des principaux partis socialistes devait changer totalement au début des années quatre-vingt-dix. Au cours des années quatre-vingt, la voie électorale constituait pour les socialistes un moyen de participer à la vie politique, et par là même une possibilité de contribuer à améliorer la condition de la classe ouvrière. Manifestement, la population avait une exigence grandissante de changements sociaux. C'était cette revendication que les socialistes espéraient canaliser et amplifier par le moteur du suffrage universel, institution propre à la république bourgeoise. Leurs espoirs se sont immédiatement concrétisés : par exemple, le POF de Guesde et Paul Lafargue,

qui était une petite secte en 1890, est devenu en 1893 « le premier parti français de type moderne »<sup>2</sup>. Le POF eut beaucoup d'impact lors de sa campagne de mobilisation pour les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai 1890 et 1891. D'ailleurs, en quatre ans, de 1889 à 1893, le nombre de ses adhérents est passé de deux mille à dix mille. Lors des élections législatives de 1889, il recueillait 25 000 voix ; il en recueillera 160 000 en 1893.

Ces succès électoraux ont bien entendu influencé la perspective de nombreux socialistes. Peut-être qu'au lieu du « grand soir », combat à mort entre le capital et la force ouvrière, l'aube du socialisme pointerait au terme d'un processus plus lent et plus pacifique d'élections et de réformes législatives. On a pu dire ainsi que la « tonalité » du climat révolutionnaire a été totalement différent après 1892<sup>3</sup>. Il faut également signaler que c'est seulement dans les années quatre-vingt-dix que les grandes questions actuelles sur le socialisme sont apparues pour la première fois en France. Quel était précisément le rôle de la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme ? Quelle devait être l'attitude des révolutionnaires vis-à-vis de l'Etat ? Quelle tactique devrait présider à la construction d'une cohésion de classe et d'une conscience révolutionnaire ?

Ces questions se posaient avec une acuité toute particulière au début des années quatre-vingt-dix, pendant la vague de terrorisme anarchiste. Les menées terroristes contraignaient les parlementaires socialistes à se dissocier des tactiques « directes » ou « violentes ». C'est également à cette époque que des organisations ouvrières autonomes ont pris leur essor. Le débat sur l'opportunité de l'action directe, et en particulier de la grève générale, a provoqué de telles dissensions dans les congrès ouvriers internationaux que cela a mis fin à la

---

2. Claude WILLARD, *Socialisme et Communisme français*, Paris, 1967.

3. Michelle PERROT et Annie KRIEGLER, *Le Socialisme français et le Pouvoir*, Paris, s.d., p. 40.



tutelle exercée par les partis socialistes sur les fédérations de syndicats.

Le syndicalisme révolutionnaire a vu le jour au moment de la création des premières bourses de travail en 1892, qui ont fusionné avec la Fédération des syndicats en 1895 pour former la Confédération générale du travail, organisation purement prolétarienne qui avait pris ses distances avec les socialistes. Le mouvement a rapidement pris de l'ampleur. En 1900, il existait 57 bourses du travail et 1 000 syndicats. En 1908, on comptait plus de 150 bourses et 2 000 syndicats. Leurs activités étaient multiples et variées, et on peut considérer que, jusqu'à la Première Guerre mondiale, le courant du syndicalisme révolutionnaire vivifiait la CGT et était *le* mouvement révolutionnaire en France.

Georges Sorel n'était pas un « théoricien » du syndicalisme révolutionnaire. Le syndicalisme révolutionnaire était profondément enraciné dans la réalité matérielle de la société capitaliste et n'était pas simplement l'émanation d'une idée. Selon Sorel : « Il tire parti de la lutte de classe, comme le capitalisme avait tiré parti de la concurrence, poussé par un *instinct* puissant de produire le plus d'action que permettent les conditions matérielles. » En tant que marxiste, Sorel préconisait comme prémisses à toute pensée révolutionnaire la nécessité d'une organisation ouvrière et l'activité révolutionnaire. Les questions relatives à la détermination d'une stratégie et au développement d'une conscience révolutionnaire plus généralisée subsistent, mais un marxiste commence par affirmer que le socialisme sera le résultat d'une praxis indispensable du prolétariat : « Le syndicalisme révolutionnaire réalise, à l'heure actuelle, ce qu'il y a de vraiment vrai dans le marxisme, de puissamment original, de supérieur à toutes les formules : à savoir que la lutte de classe est l'alpha et l'oméga du socialisme, qu'elle n'est pas un concept sociologique à l'usage des savants, mais l'aspect idéologique d'une guerre sociale poursuivie par le prolétariat contre l'ensemble des chefs d'industrie, que le syndicat

est l'instrument de la guerre sociale<sup>4</sup>. » En bref, le syndicalisme révolutionnaire est le « socialisme prolétaire », par opposition au socialisme petit-bourgeois ou socialisme politique, socialisme des intellectuels.

Tous les écrits de Sorel sont fondés sur le présupposé qu'une révolution socialiste doit être faite par le prolétariat et ne peut pas compter sur d'autres individus ou groupes sociaux pour la « conduire » ou l'« instruire ». Il est évident que le prolétariat doit aussi s'organiser pour la lutte. Ainsi la position « théorique », et du même coup « pratique », du syndicalisme révolutionnaire était d'insister sur la priorité d'encourager le prolétariat par tous les moyens possibles à s'organiser et à mettre en œuvre des actions cohérentes avec les objectifs révolutionnaires. Il est nécessaire de souligner que jamais Sorel n'a prétendu que l'activité politique était *par essence* mauvaise et, en conséquence, à rejeter. Il affirmait seulement, avec force et souvent véhémence, que cette activité politique devait se subordonner à la lutte directe entre le prolétariat et le capital. Il s'agissait, à ses yeux, d'un renversement de situation : les socialistes parlementaires subordonnaient la lutte du prolétariat à celle des politiciens socialistes. Autrement dit, une grande partie des politiciens remplaçaient le combat direct contre le mode de production capitaliste par la lutte électorale.

Il faut également comprendre que les politiciens socialistes et les syndicalistes révolutionnaires affirmaient tous deux que leur stratégie découlait directement des concepts et des nouvelles analyses du marxisme. A cette époque, le marxisme n'était pas un phare idéologique correspondant à des partis spécifiques ou à des structures sociales existantes. Même les anarchistes de l'époque n'avaient d'aversion spéciale ni pour les analyses que Marx faisait de la société capitaliste ni pour sa description du chemin menant à la révolution socialiste. La tâche essentielle consistait à appliquer correctement les analyses de Marx à la réalité de la lutte

---

4. « L'Avenir socialiste des syndicats », art. cité, p. 65-67.

prolétarienne. Le but était moins de modifier la pratique capitaliste, afin d'améliorer le sort des travailleurs dans le système capitaliste de production, que de construire les fondements sociaux d'un nouveau type de société en détruisant celle en place. Quand Sorel examinait la signification historique et sociale du syndicalisme, il l'envisageait comme agent de changement historique et comme germe de la nouvelle société. Le titre de son principal texte consacré aux syndicats, « L'Avenir socialiste des syndicats », éclaire bien sa conception de leur rôle essentiel dans la transformation révolutionnaire. Sorel, dans cet article souvent réédité, souhaitait avant tout « appeler l'attention sur quelques points de vue théoriques et montrer que le matérialisme historique de Marx jette de vives lumières sur ces problèmes : je compte traiter, plus tard, d'une manière étendue, la théorie du prolétariat révolutionnaire quand le public français aura à sa disposition les œuvres complètes de Marx et d'Engels <sup>5</sup> ».

C'est précisément cette « théorie du prolétariat révolutionnaire » qui a ravivé les polémiques sur l'interprétation des écrits de Marx. Selon Sorel, la plupart des socialistes faisaient une erreur fondamentale dans leur interprétation du marxisme.

« On sait avec quelle énergie l'école de Marx a insisté sur l'impossibilité de tenter la révolution sociale tant que le capitalisme n'est pas assez développé ; parce qu'elle limite singulièrement le pouvoir de la volonté, même quand la force matérielle est au service d'une volonté intelligente.

« Il semble que, trop souvent, on n'ait pas approfondi d'une manière suffisante la pensée de Marx : tous ses disciples disent que la révolution ne peut être l'œuvre que du prolétariat et que le prolétariat est le produit de la grande industrie ; mais ils n'observent pas assez que Marx entendait aussi que les classes ouvrières auraient acquis la capacité juridique et politique avant de pouvoir triompher <sup>6</sup>. »

Sorel ne voyait rien de superficiel ni de mécanique dans les analyses de Marx ; mais « l'école marxiste »,

---

5. *Ibid.*, p. 78.

6. *Ibid.*, p. 80-81.

telle qu'elle s'était constituée en France, avait tiré de Marx des vues essentiellement déterministes par rapport au développement du capitalisme et aussi par rapport à la capacité du prolétariat à faire la révolution. Dans les faits, l'approche déterministe et fataliste de l'école marxiste révélait, pour Sorel, un manque total de confiance dans le prolétariat à tirer les leçons de ses expériences collectives ou individuelles et à élaborer sur ces bases un programme rationnel d'action révolutionnaire. Sorel jugeait évident que, même si les conditions objectives étaient propices à la révolution prolétarienne, il n'y aurait pas de révolution profonde des relations sociales tant que le prolétariat n'aurait pas fait sa révolution subjective en transformant sa conscience sociale. Quelle que soit sa conviction dans l'idée qu'en dernière instance ce serait le prolétariat qui ferait la révolution, le fait que le prolétariat ne pouvait pas échapper à l'influence des leaders du mouvement socialiste prouvait l'importance d'une interprétation juste de l'œuvre de Marx. Il ne s'agissait pas d'un simple débat théorique entre les membres de sectes rivales, mais d'une lutte politique entre des groupes sociaux différents et des tendances idéologiques divergentes dans un courant de transformation sociale.

Sorel réaffirmait que l'analyse doit s'enrichir dans la pratique :

« Lorsque *l'action directe* eut fait ses preuves, des hommes qui avaient espéré, avec une foi absolument désintéressée, que le socialisme renouvellerait le monde, employèrent leurs facultés d'invention à esquisser une doctrine du mouvement ouvrier qui s'adaptât exactement à cette forme de la lutte ouvrière ; ils observèrent que des liens très intimes existent entre l'idéologie syndicaliste et ce qu'il y a de plus original dans l'œuvre de Marx ; ainsi se trouvait enfin réalisée la véritable révision du marxisme 7. »

Les controverses qui faisaient rage dans les cercles socialistes étaient fortement avivées par l'absence d'une action prolétarienne clairement définie et mise en

---

7. « Mes raisons du syndicalisme », p. 285-286.

œuvre. En fait, le point central des controverses était les idées « révisionnistes » de Bernstein et son analyse du développement capitaliste qui l'amenait à exclure totalement l'action directe de la classe ouvrière. Bernstein contestait le phénomène d'organisations et d'actions prolétariennes autonomes, qu'il qualifiait d'« ouvriérisme ». Il contestait également l'idée évidente de l'existence d'un prolétariat en arguant que dans les pays les plus industrialisés la conscience ouvrière était justement la moins développée<sup>8</sup>. A la manière des sociologues bourgeois, Bernstein prétendait que les différences entre les classes étaient vouées à disparaître et que, par conséquent, le seul moyen possible de développement socialiste passait par la voie électorale, avec des objectifs d'améliorations essentiellement réformistes et non pas révolutionnaires. L'action syndicale devrait se conformer aux programmes électoraux des parlementaires socialistes ; elle deviendrait, en fait, un instrument politique.

Le mouvement syndicaliste révolutionnaire était donc confronté à d'énormes difficultés. Il fallait déployer une somme considérable d'efforts pour inciter les travailleurs à regarder lucidement leur situation et à comprendre le rôle qu'ils pouvaient jouer dans le développement historique. A cela s'ajoutait l'obligation de s'opposer aux leaders du socialisme parlementaire, relativement cohérents et bien organisés. Sorel analysait ces éléments en termes de tendance vers un « pacifisme social » traduisant une conception de la politique fondée sur la notion d'équilibre, ou d'accoutumance que devait surmonter un mouvement animé par la perception de lutte de classe. Dans ce contexte, Sorel jugeait l'action directe, la grève en particulier, absolument indispensable. Son argument était que, de même que les guerres suscitent ou renforcent le sentiment de nationalisme, des grèves locales et répétées peuvent raviver les sentiments

---

8. Pierre ANGEL, *Edouard Bernstein et l'Evolution du socialisme allemand*, Paris, 1961.



socialistes, développer l'esprit d'abnégation et contribuer à maintenir vivante la vision de la révolution. Sorel complétait ces remarques sur la stratégie en précisant qu'il était impératif qu'au cours de ces grèves et des actions qu'elles impliquaient la colère ressentie et exprimée par les travailleurs ne se transformât pas en préjugés contre d'autres travailleurs ou contre le public en général. Le sabotage, par exemple, doit toujours frapper le patron et non la population.

Sorel réprouvait le terrorisme des anarchistes. Peu de temps avant la rédaction de l'article de Sorel « L'Avenir socialiste des syndicats », la vague anarchiste de « propagande par le fait » avait prouvé que toute action directe n'est pas progressiste. Ce style d'action directe avait eu pour conséquences de discréditer l'ensemble du mouvement anarchiste et de faire accepter un bon nombre de mesures légales de répression. Cette expérience de plusieurs années avait démontré clairement que l'Etat bourgeois ne se soumettait pas au chantage et que les travailleurs ne renforçaient pas leur conscience de classe en étant témoins de ces « actes de propagande » ou, en termes actuels, d'actions exemplaires.

Sorel, outre sa conviction qu'une véritable guerre sociale doit être menée par les syndicats, comprenait clairement que dans un pays doté d'un système politique démocratique « des complications infinies rendent impossible de maintenir l'état de guerre sur tous les domaines ». La presse bourgeoise, par exemple, exerçait un pouvoir énorme sur l'opinion publique. Les événements avaient prouvé que la classe ouvrière pouvait être détournée de la prise en compte de ses intérêts spécifiques par des problèmes de relations internationales, de libertés civiques ou d'anticléricalisme. Sorel se bornait à noter que « l'affaire Dreyfus est trop récente pour qu'il soit nécessaire d'insister ». Autrement dit, la lutte des travailleurs doit rester centrée sur des buts révolutionnaires précis : la construction d'une conscience et d'une organisation révolutionnaires. Les tentatives pour subordonner les intérêts prolétariens à des buts généraux « progressistes » ou « démocratiques » ne feraient



qu'obscurcir les relations sociales et les priorités de la stratégie révolutionnaire.

La législation capitaliste s'étoffait constamment de nouvelles lois qui accordaient ostensiblement aux travailleurs une meilleure protection. Les élus socialistes s'agitaient sans relâche pour inciter le droit capitaliste à mieux défendre les travailleurs. De son côté, la presse socialiste lançait des appels pressants à l'opinion bourgeoise, à sa bonne volonté, à son sens humanitaire et à sa solidarité. Sorel n'estimait pas cette démarche totalement négative, mais il en condamnait avec intransigeance les effets, d'autant plus que le désir apparent des politiciens socialistes était d'identifier cette politique réformatrice à un processus révolutionnaire.

L'effort conjugué des écoles religieuses et de l'école laïque pour former la pensée de la classe ouvrière posait une autre difficulté au mouvement syndicaliste révolutionnaire, dont Sorel a dénoncé l'importance : « C'est par le livre que le prolétariat est surtout placé sous la direction d'une idéologie étrangère. » Compte tenu de la structure et de la sévérité du système éducatif, il n'existait aucun moyen pour éliminer cet aspect psychologique de l'activité antirévolutionnaire de l'Etat capitaliste. Sorel déplorait l'absence d'« une bonne littérature socialiste<sup>9</sup> ». Peut-être a-t-il songé que les intellectuels socialistes feraient mieux d'utiliser leur énergie et leur talent à s'efforcer d'élever la conscience politique et révolutionnaire du prolétariat plutôt que de perpétuer la politique capitaliste.

En dernière analyse, Sorel pensait que l'avenir du mouvement révolutionnaire dépendait quasi exclusivement du succès du syndicalisme révolutionnaire et de l'activité révolutionnaire propre au prolétariat. Toute diminution du potentiel de conscience de classe révolutionnaire dans le prolétariat aurait pour effet de retarder le renversement du système capitaliste, quelle que soit la législation sociale promulguée par les parlementaires socialistes et les réformateurs capitalistes. A partir

---

9. « L'Avenir socialiste », p. 73.

de 1898, Sorel a manifesté beaucoup d'inquiétude concernant les succès de ce pacifisme social : « Quand on réfléchit à ces faits, on est amené à se dire que la fusion des classes rêvée par les catholiques sociaux et les radicaux n'est peut-être pas une chimère aussi absurde qu'on pourrait le penser au premier abord : il ne serait pas impossible que le socialisme disparût par un *renforcement de la démocratie*, si le syndicalisme révolutionnaire n'était là pour s'opposer à la paix sociale <sup>10</sup>. »

Il continuait néanmoins à espérer que le nouvel esprit et l'organisation qui avait pris son essor pourraient résister à ces tendances contre-révolutionnaires. Le mouvement syndical semblait avoir réussi à augmenter la combativité dans la lutte au moment même où des mesures sociales étaient concédées aux travailleurs. Mais ces réflexions dataient d'une période où le syndicalisme révolutionnaire était relativement jeune et dynamique, au moment où Fernand Pelloutier était encore en vie et où les militants ouvriers n'avaient pas été détournés de la voie révolutionnaire par les réformistes socialistes, ni décimés par la répression gouvernementale. Ces éléments contre-révolutionnaires décrits par Sorel allaient devenir encore plus inquiétants au cours des années qui ont immédiatement précédé la Première Guerre mondiale.

Les tâches principales du syndicalisme révolutionnaire tournaient autour de trois questions essentielles, préoccupation fondamentale de tous les marxistes révolutionnaires : premièrement, le prolétariat a-t-il acquis une conscience claire de son existence de classe, culturellement indépendante des autres et dont les intérêts seraient opposés à ceux de la bourgeoisie capitaliste ? Deuxièmement, le prolétariat est-il assez fort pour mener une action concertée contre les classes capitalistes ? Troisièmement, le prolétariat est-il engagé dans un processus de résistance à l'idéologie capitaliste allant

---

10. *Ibid.*, p. 74.

jusqu'à l'éliminer de sa pensée lors de ses efforts pour renverser le système de production capitaliste ?

De ces questions découlaient les tâches prioritaires d'un mouvement révolutionnaire : le but premier devrait être de renforcer dans les organisations ouvrières le développement d'une conscience de classe révolutionnaire. Pour l'atteindre, il fallait stimuler le sentiment d'une spécificité culturelle de la classe ouvrière et mettre l'accent sur les différences essentielles, psychologiques, éthiques et de modes de vie entre les classes sociales et particulièrement sur les différences entre les ouvriers et la bourgeoisie. Le caractère des classes intermédiaires pouvait et devait, selon Sorel, s'expliquer en fonction de leur position entre les classes. Le contact entre le prolétariat et les personnes d'origine sociale extérieure au prolétariat devrait s'opérer sur une base révolutionnaire. Autrement dit, des révolutionnaires non prolétaires devraient, dans leur approche du prolétariat, reconnaître la valeur fondamentale et la nécessité révolutionnaire de la culture du prolétariat. Les révolutionnaires d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise devraient s'efforcer d'aider les travailleurs à comprendre la fonction des institutions pour leur permettre de mieux les combattre.

Les différentes institutions d'« aide mutuelle », sociétés et coopératives, en particulier financières, devaient être considérées en fonction du rôle qu'elles jouaient dans un mouvement révolutionnaire. Ces organisations se diversifiaient selon leurs fondateurs et les liens qu'elles entretenaient avec les processus économiques capitalistes. Il était donc important de savoir si elles pouvaient s'insérer dans le mouvement syndical et de repérer celles qui étaient fondamentalement des institutions capitalistes. Celles-ci constituaient une grave menace pour la conception révolutionnaire du syndicalisme et l'autonomie de la classe ouvrière. Il ne fallait pas sous-estimer l'importance de cette question de principe.

« Réduire les syndicats à n'être que des sociétés de résistance, c'est opposer une barrière formidable au développement

du prolétariat ; c'est s'exposer à le livrer à l'influence prépondérante des démagogues bourgeois, en réduisant l'importance des forces économiques qui peuvent contribuer à maintenir l'autonomie de la classe ouvrière ; c'est l'empêcher d'élaborer, conformément à sa manière propre de vivre, les principes nouveaux de son droit ; c'est, en un mot, lui refuser la possibilité de devenir une classe pour *lui-même*. Les sociétés mutuelles fondées par les syndicats ne fonctionnent point sur les mêmes principes que les caisses bourgeoises ; au lieu de s'inspirer de l'association des capitaux, elles gardent une allure de solidarité prolétarienne <sup>11</sup>. »

En conclusion, les coopératives ouvrières de toutes sortes pouvaient être réactionnaires ou progressistes, selon le contexte et les buts poursuivis. Le mouvement coopératif pouvait « faciliter ou gêner indirectement le mouvement prolétarien <sup>12</sup> ».

Le syndicalisme révolutionnaire était donc bien plus ambitieux que ce qui a été ultérieurement appelé « trade-unionisme ». Il n'avait pas de buts à court terme, tels que des augmentations de salaire ou des améliorations des conditions de travail, ni à long terme, tels que la création d'un système de sécurité sociale entièrement aux mains de l'Etat. L'organisation ouvrière était essentiellement un moyen d'atteindre le but révolutionnaire : le démantèlement de la production capitaliste et des rapports sociaux qui lui permettaient d'exister. Dans ce processus, l'important était de développer dans le prolétariat la conscience de la nécessité de la révolution. Sans cette conscience sociale, une véritable révolution prolétarienne n'était pas possible.

Cette conscience ne pouvait pas être produite par des personnes extérieures à la classe ouvrière, malgré le rôle qu'elles pourraient jouer pour aider le prolétariat à s'éduquer lui-même. Cette culture prolétarienne autonome se caractérisait avant tout par un refus des valeurs morales et des pratiques juridiques capitalistes. L'individualisme égoïste, la compétition acharnée, l'hypocrisie

---

11. *Ibid.*, p. 110.

12. *Ibid.*, p. 113.

d'une justice de classe qui déclarait l'égalité de tous devant la loi, toutes ces valeurs devaient être clairement comprises par les travailleurs et rejetées pour des critères réels d'équité sociale et de justice. Une fois cette conscience acquise, le prolétariat serait détenteur de sa propre culture, consciemment assumée. Les fondements de la société socialiste existeraient alors, puisque le sens de la révolution réside dans la création de nouvelles relations sociales. Cet aspect culturel du travail révolutionnaire doit précéder toute tentative pour renverser matériellement le système capitaliste.

Sorel a précisé que la tâche historique du syndicalisme révolutionnaire n'était pas uniquement le fruit de ses observations : « La pensée de Marx ne peut être douteuse : la transformation doit se faire par un mécanisme intérieur ; c'est dans le sein du prolétariat, c'est au moyen de ses ressources propres, que doit se créer le droit nouveau », c'est-à-dire une nouvelle conscience sociale et juridique. Cependant, il faut bien comprendre que ni Marx ni Sorel ne prênaient l'isolement politique du prolétariat, ce qui aurait été une attitude purement défensive vis-à-vis des institutions capitalistes. Par exemple, la politique électorale n'était pas rejetée par le mouvement révolutionnaire, pourvu que son rôle et ses buts soutiennent le développement d'une conscience et d'une culture prolétariennes. « Ce qu'il faut demander aux pouvoirs publics, c'est d'accorder des facilités pour procéder à cette transformation du peuple par lui-même : c'est dans ce but que les ouvriers entrent dans l'arène électorale. La raison de la lutte politique se trouve ainsi bien déterminée : on n'a plus en vue une fin arbitraire ou *idéale*, comme celle que poursuivaient les révolutionnaires politiques<sup>13</sup>. » Le véritable objectif révolutionnaire alliait les idéaux socialistes comme vision à long terme de ce que seraient la nouvelle société et les tâches pratiques quotidiennes. Il s'agissait de développer une culture qui dépasserait le mode de pensée et la pratique capitaliste pour mettre en place les

---

13. *Ibid.*, p. 101.



bases de nouvelles relations humaines. Dans le processus de construction du mouvement révolutionnaire, il s'agissait, pour Sorel, de repérer comment la production capitaliste moderne s'efforçait d'enfermer le prolétariat dans les règles juridiques et éthiques du capitalisme.

Certes, l'effort des révolutionnaires ne vise pas à perpétuer une éthique précapitaliste. Au contraire, leur but doit être de bâtir une éthique « post-capitaliste » nourrie de l'expérience de la prolétarianisation. « Comme Marx, nous prenons pour point de départ la société de résistance ; nous devons donc nous demander si la coalition ne fait pas naître dans l'âme ouvrière des principes juridiques en contradiction avec ceux que la tradition a consacrés <sup>14</sup>. » Sorel partait donc de l'hypothèse que le processus de socialisation engendré par le capitalisme, à tous les niveaux de la vie, entraînait la création généralisée d'une nouvelle perception des responsabilités sociales, qui, en prenant conscience de sa propre dynamique, constituerait un système de valeur révolutionnaire. Les travailleurs, forts de cette conscience de classe mieux définie, pourraient faire de leurs organisations défensives des armes révolutionnaires offensives. Mais ce serait là une transformation difficile qui impliquerait le refus de l'idéologie capitaliste sous ses traits les plus subtils. Par exemple, l'idée même de délégation d'autorité mériterait un examen plus attentif. Sorel s'opposait avec véhémence à ce qu'il appelait « le principe démocratique » dérivé, du moins au niveau de la pensée abstraite, de la « volonté générale » conceptualisée par Rousseau <sup>15</sup>. Cette conception de la démocratie présumait une délégation d'autorité d'un groupe de base aux responsables syndicaux qui, en pratique, imposeraient leurs décisions aux ouvriers. Sorel n'a jamais formulé précisément de système à adopter en matière de décision dans les syndicats, mais il a érigé comme principe primordial la nécessité d'associer directement les travailleurs aux décisions prises par leurs propres syndicats et

---

14. *Ibid.*, p. 101.

15. *Ibid.*, p. 118-119.



il a dénoncé le danger de réduire les ouvriers syndiqués à une participation indirecte, individuelle, passive et non motivante.

Il allait de soi que les syndicats ne devaient pas avoir de relations formelles avec les partis politiques. D'un point de vue révolutionnaire, une telle autonomie des syndicats était également positive pour les partis politiques, dans la mesure où l'existence et les actions des syndicats opéreraient une influence naturelle et constante sur les politiciens pour qu'ils contestent les compromissions parlementaires qui caractérisent le processus législatif. De plus, l'existence de syndicats incitait les candidats socialistes à adopter des positions plus révolutionnaires que celles des politiciens déjà élus. Dans les usines et les ateliers, les syndicats devaient lutter pour obtenir toute la maîtrise possible de leur propre contrôle.

« Il y a quelques années, on a créé des délégués mineurs pour suppléer à l'insuffisance de la surveillance administrative ; on a suivi pour leur désignation la vieille tradition démocratique ; on a laissé de côté les syndicats. Il en a été de même quand il a fallu organiser les caisses de retraite et de secours : on a fait appel à l'élection directe, au lieu de donner aux syndicats un nouveau champ d'activité. En fait, les syndicats s'efforcent de conquérir indirectement ce pouvoir de surveillance, en agissant sur les électeurs ; quand ils l'auront acquis d'une manière générale et indirecte, le législateur sera forcé de le leur reconnaître et de supprimer la fiction d'un vote inutile <sup>16</sup>. »

Il fallait rester lucide sur l'effet de telles démarches, car ni la politique électorale ni la mise en place d'une « autogestion ouvrière » ne suffiraient à mettre fin au mode de production capitaliste. Mais les travailleurs, par l'intermédiaire des syndicats, devaient renforcer leur confiance en eux-mêmes et fortifier leur conscience dans l'action en démontrant leur pouvoir d'autogestion en toute occasion. Mieux encore, ils pouvaient créer ces occasions.

---

16. *Ibid.*, p. 122.

Le syndicat pouvait exercer son influence de différentes manières. Sorel espérait que les coopératives s'inspireraient des exemples de conscience de classe et de solidarité en œuvre dans les syndicats.

« Les syndicats peuvent exercer une grande influence sur les coopératives, en les commanditant, surtout au moment de leur formation : il dépend d'eux de les animer de l'esprit prolétarien, de les empêcher de se transformer en simples économats, de faire disparaître tout ce qui rappelle l'association capitaliste. Ce qu'il est essentiel d'obtenir, c'est que les coopératives développent dans la classe ouvrière des notions juridiques nouvelles : les notions de vendeur-acheteur, prêteur-emprunteur, sont celles qui dominent la vie des travailleurs dans leurs relations avec le boutiquier : qu'elles disparaissent pour faire place à des notions dérivant de la mutualité et de la solidarité <sup>17</sup>. »

Il ne s'agissait pas de construire des barrières séparant l'idéologie et les institutions bourgeoises du prolétariat, mais plutôt de combattre le capitalisme sur tous les plans, en s'organisant, avec une vision claire et spécifiquement prolétaire de la justice sociale. Il serait absurde que les travailleurs rejettent le concours d'individus ou de groupes sociaux non prolétaires, mais le combat contre la production capitaliste et ses relations sociales était avant tout leur combat. Accepter d'être « mené » par une personne ou un parti reviendrait, en effet, à abdiquer leur volonté et leur propre capacité à construire leur révolution.

Les mécanismes de cette révolution étaient difficilement prévisibles, et Sorel n'a jamais cherché à définir les détails d'une stratégie révolutionnaire. Il était pourtant très explicite quant aux voies que devait prendre le mouvement révolutionnaire. La classe ouvrière devrait faire sa propre révolution en se servant de l'énorme pouvoir qu'elle détenait : sa force de travail. Un système fondé sur l'organisation et l'exploitation du travail humain est potentiellement à la merci de cet élément indispensable à son fonctionnement. Si la production se

---

17. *Ibid.*, p. 114.

trouvait dépourvue de cette force de travail, tous les édifices politiques et culturels qui reposaient sur elle se fissureraient et s'écrouleraient. Dans ses grandes lignes, la stratégie était simple : les organisations de la classe ouvrière devaient s'étendre, s'enraciner plus profondément dans la réalité et étudier des moyens plus efficaces pour mener une action commune qui refléterait les préoccupations et les revendications des ouvriers dans leur ensemble. La culture ouvrière devait se développer à un niveau tel que les prolétaires prennent conscience de la nécessité de suivre leur destinée révolutionnaire. Dans la pratique, le succès de cette stratégie d'ensemble était lié à la possibilité de faire une grève générale, arrêt concerté du travail visant à affronter l'économie capitaliste et les forces de police. A l'époque, tout comme aujourd'hui, les socialistes réformistes étaient persuadés que la grève générale était une chimère, bien qu'elle ait fait ses preuves en Russie en 1905, en Angleterre par la suite en 1926, en France en 1968 et en Pologne en 1980-81.

Si aux yeux de Sorel, la grève générale ne perdait jamais sa valeur d'arme sérieuse pour le prolétariat, il admettait que parfois le contexte politique devait être envisagé avec circonspection. Comprenant que l'idée de grève générale était « odieuse au plus grand nombre de chefs socialistes français », il avait suspendu, en 1897, la publication d'un texte à ce sujet pour ne pas être désavoué. Mais en 1900, au moment où déferlait une nouvelle vague de grèves, il constatait avec satisfaction que « la grève n'était déjà plus considérée comme une simple insanité anarchiste<sup>18</sup> ». Il envisageait le jour où la grève générale ne serait plus dissociée de l'idée de révolution.

Mais que recouvre cette idée de grève générale ? S'agit-il d'une stratégie, d'une tactique ou d'un simple événement attendu par les uns avec impatience et par les autres avec quelque appréhension ? Les socialistes seraient-ils les meneurs de cette grève générale ou en

---

18. *Ibid.*, p. 58-59.

subiraient-ils la poussée ? Ces questions amenaient à un examen critique de la pratique socialiste et il est compréhensible que les députés socialistes aient préféré ignorer ces problèmes. Sorel s'est efforcé d'éclaircir les « trois priorités importantes » de la « thèse » de la grève générale.

La première chose à garder en tête est qu'adhérer à l'idée de grève générale revient à rejeter la politique parlementaire. Cela signifie que, pour les ouvriers, « l'ère de la révolution politique » est terminée. Le prolétariat n'a plus aucun bienfait à en tirer. En fait, la grève générale traduit un refus conscient des présupposés de la vie politique capitaliste. C'est un non catégorique du prolétariat à la hiérarchisation du système politique et à l'idéologie politique qui permettent aux capitalistes de contrôler les conflits sociaux. Accepter la grève générale comme ultime arme révolutionnaire, c'est entrer en rupture avec la « civilisation » capitaliste. Sorel affirmait que, fondamentalement, la grève générale impliquait le rejet non seulement du gouvernement bourgeois, mais aussi de toutes les formes de hiérarchies calquées de près ou de loin sur le système politique bourgeois. « Les partisans de la grève générale entendent faire disparaître tout ce qui avait préoccupé les anciens libéraux : l'éloquence des tribuns, le maniement de l'opinion publique, les combinaisons de partis politiques <sup>19</sup>. » Si le prolétariat comprenait qu'il était le meilleur défenseur de ses intérêts et s'il se servait de son pouvoir, c'est-à-dire de son rôle moteur dans la production capitaliste, les machinations et les compromissions politiques ne sembleraient plus nécessaires ou utiles au processus révolutionnaire.

La seconde caractéristique de la grève générale est qu'il s'agit d'une méthode *concrète* pour combattre le capitalisme, alors que la voie parlementaire est un moyen de délibérer et de traiter avec le capitalisme. Cet aspect est quasiment inséparable de la troisième caractéristique, à savoir que la grève générale n'est pas la con-

---

19. *Ibid.*, p. 60.

séquence d'une élucubration sur la philosophie de l'histoire ; elle est enracinée dans l'expérience quotidienne du prolétariat. La grève générale révolutionnaire représentera en fait l'apogée des expériences prolétariennes et de la défense journalière de la classe ouvrière. Mais les grèves, en elles-mêmes, ne constitueront rien d'autre que des incidents économiques si leur potentiel révolutionnaire n'est pas exploité. Sorel poursuivait : « Chaque grève, si locale qu'elle soit, est une escarmouche dans la grande bataille qu'on nomme grève générale <sup>20</sup>. » Mais il ne faut pas prendre les termes de Sorel au pied de la lettre. Son idée n'est pas que les ouvriers en grève apprennent des techniques de combat militaires, mais qu'ils parviennent à mieux comprendre leur place sociale dans le processus de production. Avant tout, « la pratique des grèves [suscite] une conception très claire de la lutte de classe <sup>21</sup> ».

Ces affirmations peuvent paraître, à l'heure actuelle, un peu démodées. Depuis cette époque, les expériences ont prouvé qu'une action de grève peut parfois conduire à une vision plus floue de la lutte de classe. Par exemple, la compréhension de la lutte de classe peut être détournée à cause d'une défaite écrasante ou encore à cause d'une victoire contrôlée par une direction d'entreprise « progressiste ». Il est clair que la participation à des grèves ne suffira pas pour aboutir automatiquement à une conscience de classe révolutionnaire. Par ailleurs, en tant que marxiste, Sorel insistait à juste titre sur la priorité d'une action directe de la classe ouvrière. Si l'on écarte la question du « leadership » révolutionnaire, tous les marxistes — qu'ils soient de tendance « léniniste » ou de tendance « libertaire » — sont forcés de conclure qu'en fin de compte c'est le prolétariat lui-même qui fera la révolution socialiste. Et, à la lumière de cette hypothèse, on peut légitimement considérer la grève comme un microcosme de révolution ou une école pour la révolution. Pourtant, il faut reconnaître que le

---

20. *Ibid.*, p. 61.

21. *Ibid.*, p. 63.

niveau de conscience atteint dans ce microcosme ou dans cette école dépend à la fois des efforts individuels et de la force collective des combattants. En tout cas, en tant que marxiste et en tant que révolutionnaire, Sorel avait raison de souligner l'importance de la grève sur la conscience ouvrière et sur le renforcement du sens de la solidarité. « Marx la définit très bien en disant que "la coalition a pour but de faire cesser la concurrence" entre les salariés <sup>22</sup>. » Analyse difficilement contestable, qui mériterait l'attention et qui reste toujours importante aujourd'hui, si nous considérons le fait que les travailleurs subissent des incitations constantes à déléguer l'autorité qu'ils détiennent à des syndicalistes ou à des politiciens.

La question des grèves et la prise de conscience prolétarienne sont au cœur du processus révolutionnaire. Pour les révolutionnaires, les grèves offrent des situations idéales pour faire progresser la conscience. Pour les contre-révolutionnaires, les grèves sont le premier moyen de vérifier les capacités du système socio-politique à désamorcer les conflits sociaux, c'est-à-dire de récupérer les leaders du mouvement ouvrier et d'identifier la révolution à un fantasme utopique.

Sorel a été l'un des premiers à comprendre que le plus grand danger qui menaçait le mouvement révolutionnaire, en ce qui concernait les grèves, n'était pas les répressions brutales qui frappaient de temps à autre, mais plutôt la sensation trompeuse qui pouvait se propager à partir d'une victoire « orchestrée ».

« L'expérience a montré qu'il est aujourd'hui beaucoup plus difficile de restaurer l'ordre économique en effrayant les ouvriers par des mesures de répression que de suggérer des solutions conciliantes aux maîtres généralement ignorants de leurs droits, habitués à respecter humblement les représentants de l'Etat, et presque toujours aussi timides que des lièvres ; dès que le public est persuadé qu'une masse prolétarienne est invincible, il fait porter sur l'entêtement des maîtres bourgeois la responsabilité des maux que la cessation du travail impose au pays ; il demande aux agents du gouvernement d'intervenir

---

22. *Ibid.*, p. 102.



avec toute la force que leur donne notre organisation administrative, pour imposer aux chefs d'entreprise des concessions qui donnent satisfaction à leurs ouvriers <sup>23</sup>. »

Bien que la grève ait été du temps de Sorel un phénomène très nouveau, l'Etat était rapidement intervenu pour régler les conflits, ce qui compliquait grandement le contenu juridique et psychologique de ce qui fut au départ de simples affrontements, parfois violents, entre certains patrons et les travailleurs.

Le droit de grève n'a été officiellement reconnu en France que le 25 mars 1864. En France, comme dans les autres pays capitalistes, l'Etat a mis quelques temps à s'adapter à sa propre législation. Concrètement, l'Etat, ayant reconnu légalement le droit de grève, se voyait contraint d'inventer des moyens pour atténuer, amoindrir et détourner les actions de grève. Ce problème était en fait inhérent à la loi capitaliste : l'abîme entre les principes et l'application pratique qui permettait la coexistence d'un système universel d'égalité face à la justice et d'une réalité sociale caractérisée par la division en castes, par une inégalité économique flagrante et une menace permanente de répression politique. C'est à partir de ces constatations que Sorel faisait une distinction entre ce qu'il appelait « le droit strict » et « l'auréole » du droit, cette « auréole » désignant les sphères ambiguës où les intérêts capitalistes peuvent continuer à se renforcer sciemment en se cachant derrière une façade bien-pensante d'impartialité. C'est pour cette raison que Sorel était persuadé que les juristes deviendraient un des groupes les plus importants de la société capitaliste. En effet, les juristes sont généralement plus capables de comprendre le contenu d'une grève que les philosophes, les économistes ou les historiens. Sorel remarquait qu'il y avait, parmi ses contemporains, des professeurs de droit qui avaient « assez d'intelligence, de savoir et de courage pour expliquer dans leurs cours la vérité sur la lutte de classe ». Et Sorel prédisait aux étudiants en

---

23. G. SOREL, « Grèves et Droit du travail », (1900), *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, p. 398.

droit des carrières plus brillantes que celles des étudiants en lettres ou en sciences. « Ils seront les directeurs de la conscience bourgeoise ; par eux les capitalistes pourront apprendre sur quelle route le socialisme oriente les masses ouvrières<sup>24</sup>. » Les juristes prêteront assistance à l'Etat bourgeois dans sa réaction contre la montée de la force collective du prolétariat.

Sorel soulignait combien les succès ostensibles des travailleurs organisés pouvaient constituer un atout majeur dans les mains des idéologues bourgeois. Par exemple, lorsque les travailleurs reprenaient le travail après une grève plus ou moins réussie, qui avait mis en jeu, de manière formelle ou informelle, l'arbitrage de l'Etat, ils étaient convaincus que c'était uniquement leur pouvoir collectif qui avait amené des concessions. Mais, à cause du manque de perspective objective, les travailleurs comprenaient rarement les exigences de l'ordre bourgeois qui conduit l'Etat à arbitrer les conflits au lieu de réprimer la grève.

Au-delà de ces illusions, peut-être naturelles, créées par l'arbitrage de l'Etat, de nouveaux éléments de défense idéologique bourgeoise se forgeaient en réponse au mouvement ouvrier. Par exemple, la notion de « droit au travail » a imprégné la conscience juridique. « Les pouvoirs administratifs se sentent tenus d'agir comme si la collectivité travailleuse possédait un droit au travail. Ainsi les grèves font naître une conception de droit au travail, rattachée au droit public<sup>25</sup>. » Ce qui signifie que les droits collectifs des travailleurs ont été reconnus et que l'idéologie capitaliste du laisser-faire a été en grande partie rejetée. Ainsi s'instaurait une nouvelle phase de transformation des relations sociales découlant de la production capitaliste et des dispositifs politiques. La phase initiale du capitalisme industriel, exigeant une exploitation et une répression brutale des travailleurs, devait se transformer face à la classe ouvrière devenue consciente de son pouvoir. Le premier

---

24. *Ibid.*, p. 411-412.

25. *Ibid.*, p. 399-400.

impératif de la politique capitaliste était dès lors de contrecarrer les effets de son propre mécanisme, de désolidariser et de juguler les forces sociales dont elle avait déclenché la dynamique. L'Etat était donc contraint d'intervenir dans les relations entre capital et travailleurs de manière à institutionnaliser l'organisation du travail. L'enjeu était moins de contrer les organisations ouvrières que de les absorber dans le processus fonctionnel de la production économique et politique.

L'impératif du mouvement révolutionnaire est donc d'opposer une résistance à ce processus d'institutionnalisation et également de protéger l'autonomie culturelle et politique du prolétariat. Les travailleurs révolutionnaires doivent répondre à ce changement de conditions en développant, dans une pratique consciente, leurs propres institutions ; et, à cet égard, les grèves constituent à la fois un moyen de défense culturelle et une stratégie d'offensive sociale. La « nature » de chacune des grèves sera le test de la conscience et de l'élan révolutionnaires. Une grève doit être animée par des buts révolutionnaires à long terme et par le besoin de préserver et de promouvoir la solidarité prolétarienne, face à l'effort de récupération par l'Etat du mouvement ouvrier.

La grève doit obéir à une morale stricte. « Pour que la grève parvienne à empêcher le chef d'industrie de travailler, il faut que les grévistes puissent établir une police privée, faire des manifestations destinées à intimider la population, l'autorité et les camarades qui se montrent rebelles, menacer ceux-ci de boycottage. » Donc la formulation d'un mode de discipline et de pensée juridique propre au prolétariat est une exigence pour tirer d'une grève toute sa dynamique sociale. Mais c'est la tâche des travailleurs eux-mêmes, et ils n'y parviendront pas en suivant les conseils des démagogues qui les gavent de rhétorique sur le bien-fondé de la cause du peuple. « Pour que le prolétariat acquière l'idée de sa mission révolutionnaire, il faut qu'il ait l'ambition de se créer un système juridique. » Lorsque cette étape est franchie, que les espoirs et la sensibilité du prolétariat ont permis d'élaborer un ensemble de lois et de précep-

tes moraux prolétariens, « la comparaison de ce système juridique du prolétariat et du système bourgeois donne une idée parfaitement claire de la révolution <sup>26</sup> ».

L'objectif à mettre en avant dans les grèves est donc le développement d'une conscience de classe révolutionnaire. C'est la raison d'être d'un réseau, large et coordonné de manière souple, d'organisations ouvrières, qui est la base de la solidarité et du pouvoir collectif, indispensables aux militants et à leur perspective révolutionnaire.

Mais le prolétariat ne doit pas pour autant ignorer le fonctionnement politique du système capitaliste. S'imaginer que le prolétariat peut développer sa force révolutionnaire en méconnaissant la réalité de la vie politique bourgeoise serait une erreur et une utopie hautement dangereuse. Sans sombrer dans le réformisme ou dans une forme de « gradualisme révolutionnaire », le mouvement syndicaliste révolutionnaire devrait tirer profit de toutes les circonstances propices à frapper, diviser ou subvertir le pouvoir dirigeant.

« Il faut qu'ils [les syndicats] arrachent ces pouvoirs petit à petit, en les réclamant sans cesse, en intéressant le public à leurs efforts, en dénonçant sans relâche les abus, en montrant l'incapacité ou l'improbité des administrations publiques. Ils arriveront ainsi à enlever aux formes antiques, conservées par les démocrates, tout ce qu'elles ont de vie et ne leur laisseront que les fonctions rebutantes de guet et de répression. Alors une société nouvelle aura été créée avec des éléments complètement nouveaux, avec des principes purement prolétariens. Les sociétés de résistance auront fini par agrandir tellement leur champ d'action qu'elles auront absorbé presque toute la politique.

« La voilà, telle que je la comprends, d'après la conception matérialiste de l'histoire, la lutte définitive pour les pouvoirs politiques. Ce n'est pas une lutte pour prendre les positions occupées par les bourgeois et s'affubler de leurs dépouilles ; c'est une lutte pour vider l'organisme politique bourgeois de toute vie et faire passer tout ce qu'il contenait d'utile dans un

---

26. *Ibid.*, p. 407.

organisme politique prolétarien, créé au fur et à mesure du développement du prolétariat <sup>27</sup>. »

Ainsi, loin d'être apolitique comme le lui reprochaient ses critiques socialistes, le syndicalisme révolutionnaire constituait la pratique la plus politique, du point de vue marxiste.

En reconnaissant l'importance historique de la lutte « objective » de classe, le syndicalisme révolutionnaire transcendait le mode d'articulation des intérêts propre au système capitaliste. Seul le conflit entre le prolétariat et ceux qui contrôlent le capital pouvait conduire à un équilibre plus rationnel entre les intérêts privés et les intérêts collectifs. Sorel était conscient du rôle des partis politiques socialistes dans le processus révolutionnaire, mais il refusait que la lutte de classe soit subordonnée à une stratégie électorale. Dans le cas d'une stratégie électorale, l'ensemble du mouvement révolutionnaire se transformerait dans les plus brefs délais en une composante de la politique capitaliste, tributaire des complicités, des compromissions, de la corruption et de la malhonnêteté endémiques de la psychologie et de la culture capitalistes. Gagner la confiance de la classe ouvrière avec de grandes promesses de changements radicaux de sa vie et de ses relations sociales par le truchement d'un bulletin de vote, c'était lui faire subir des alternances d'espoirs et de désillusions qui ne pouvaient que déboucher sur l'apathie, la frustration et la réaction.

La voie révolutionnaire tracée par Sorel n'était peut-être pas la plus facile, mais dans ses grandes lignes elle était conforme à la conception originelle que Marx proposait de la révolution prolétarienne. Seul le développement d'une compréhension collective du prolétariat de l'incompatibilité de ses intérêts avec la poursuite d'un mode de production capitaliste pouvait conduire à la révolution. Les syndicats doivent canaliser cette conscience vers la mise en œuvre d'activités coordonnées.

---

27. « L'Avenir socialiste », p. 123.

Au lieu de se trouver des leaders, le prolétariat doit réaliser sa spécificité en tant que classe dotée d'une culture authentique et prendre conscience de sa force collective.



## 5. L'embourgeoisement : la politique culturelle

Sorel a compris et expliqué l'importance de la culture prolétarienne dans le processus révolutionnaire, et c'est sans doute la dimension la plus originale de son œuvre. Il a posé le problème clairement : la clé de l'analyse marxiste et de la révolution prolétarienne est le phénomène de lutte de classe consciente. Chaque classe sociale est détentrice d'une culture propre structurée autour de préceptes moraux et de principes éthiques. Les travailleurs comprendront la nécessité de transmuter la structure sociale et la culture capitalistes après avoir compris que leur pensée et leurs valeurs diffèrent de celles de la bourgeoisie.

C'est en ces termes que la question était généralement présentée, termes que beaucoup trouvaient bien trop vagues. Pourtant, le problème d'une culture de classe ne pouvait et ne peut être écarté. La fonction de la culture de classe et de l'idéologie politique qu'elle véhicule apparaît fréquemment comme le problème numéro un de la praxis révolutionnaire. Dans un monde où les moyens de communication s'avèrent de plus en plus sophistiqués et aptes à manipuler l'opinion publique, la lutte idéologique devient nécessairement plus intense et plus essentielle. Ce problème de stratégie révolutionnaire est encore plus aigu dans les pays industrialisés où la structure sociale et la division du travail sont plus complexes et où le niveau de vie est historiquement élevé. Le socialisme ne peut pas être, en aucun cas, une conséquence découlant *automatiquement* d'une crise économique, mais plutôt la conséquence d'une longue préparation culturelle et organisatrice.

Par exemple, il est évident que la combinaison d'un

niveau de vie élevé et d'une répression périodique a affaibli le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, comme ailleurs. Mais que va-t-il se passer si la situation économique se dégrade au point d'entraîner de nouveaux conflits sociaux ? Même si les conditions économiques deviennent propices à un changement révolutionnaire, les travailleurs, dépourvus de lucidité politique, seront dans l'incapacité d'assumer une révolution sociale. C'est pourquoi les idéologues bourgeois s'efforcent de créer un « consensus » social qui protège le capitalisme et empêche la prise de conscience des ouvriers. Cette idéologie des classes capitalistes de méconnaissance de la culture de la classe ouvrière doit être considérée comme l'aspect le plus important de la lutte de classe.

D'un point de vue marxiste, le récent intérêt pour les conceptions de Gramsci sur l'hégémonie intellectuelle de la classe dirigeante propose une façon nouvelle de considérer un problème ancien. La question la plus importante est de comprendre comment cette hégémonie, ou « intégration culturelle » pour reprendre l'expression des sociologues bourgeois, se perpétue. Sorel a observé le début de ce processus et en a dénoncé le danger pour les travailleurs et les socialistes qui y participaient inconsciemment, par opportunisme. Convaincu que la formation d'une conscience de classe prolétarienne et révolutionnaire était la tâche prioritaire du mouvement socialiste, Sorel voyait dans les efforts mis en œuvre pour intégrer culturellement les travailleurs dans la société bourgeoise la menace la plus sérieuse contre le mouvement révolutionnaire. Sorel était donc préoccupé par le phénomène qu'il appelait « embourgeoisement » : l'assimilation par la classe ouvrière de normes, idées et styles de comportement bourgeois.

Il y a une différence notable entre l'expression sociologique « intégration culturelle » et l'expression « embourgeoisement ». Si l'« intégration culturelle » est un processus d'assimilation, l'embourgeoisement est le contenu idéologique de ce processus. L'idée d'embourgeoisement n'était pas que les ouvriers puis-

sent devenir bourgeois, en termes socio-économiques, mais de souligner que les travailleurs sont capables d'imiter le comportement bourgeois et d'adopter des valeurs bourgeoises. De fait, l'idée d'embourgeoisement pouvait gêner certains de ceux qui se réclamaient du socialisme, dans la mesure où ils se trouvaient contraints de confronter les grands principes théoriques avec leurs pratiques politiques. Était-il réaliste, par exemple, de se représenter la société comme une superposition de classes divisées par des intérêts antagoniques ? Cette question était inhérente à la conception de « classe sociale ». Il n'était pas possible de réfléchir à la lutte de classe sans avoir analysé cette notion de classe sociale à travers les divisions et les relations qu'elles produisaient concrètement. Un programme politique visant à promouvoir la révolution sociale et l'émancipation de la classe ouvrière, s'il devait triompher, ne pourrait se contenter de répéter de vieilles formules, comme le faisaient les marxistes orthodoxes. Un tel programme ne pourrait pas non plus ignorer la relation entre la théorie et la pratique, comme le faisaient les socialistes réformistes.

Si l'action vise à élaborer et à mettre en œuvre des objectifs sociaux, elle doit s'édifier sur une compréhension lucide de la société. L'action politique doit être constamment fortifiée par l'analyse, de la même manière que l'analyse doit continuellement se nourrir de l'action pratique. Il nous apparaît clairement, à présent, que l'optimisme de certains socialistes concernant l'imminence d'une révolution prolétarienne en France est une erreur d'autant plus grave que cet optimisme a contribué à la complaisance et à des faux pas tactiques. C'est d'ailleurs très précisément le lien entre le déclin de la théorie révolutionnaire et le caractère changeant des relations sociales qui a déterminé Sorel à se pencher sur les impératifs d'une révolution dans une société en mutation.

Sorel se référait à Karl Kautsky comme à un expert, et certainement Bernstein a contribué à lui révéler l'importance de ces questions tactiques. Lénine devait

analyser ce phénomène d'embourgeoisement en 1915, dans *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, en signalant que ce problème était propre à une société capitaliste ayant atteint un stade de développement avancé.

Il reste une contradiction apparente, peut-être insurmontable, dans les diverses réflexions de Sorel sur l'embourgeoisement. D'une part, il y voit un processus fondamentalement psychologique : l'imitation par le prolétariat des coutumes et des mœurs bourgeoises. D'autre part, ses réflexions sur le changement de psychologie, ou sur les possibilités de changement, étaient amplifiées par l'insistance avec laquelle il soulignait l'essor et la montée de nouveaux groupes sociaux en France et la complexité de la structure sociale. Les causes de l'embourgeoisement étaient-elles aussi ambiguës ? L'embourgeoisement était-il le résultat de la propagande, de la démagogie, du conditionnement opéré par l'école, ou bien était-il la conséquence d'une augmentation des salaires et d'une division plus subtile du travail ?

Les idées de Sorel sur l'embourgeoisement ont trouvé leur expression la plus claire pendant les années qui ont séparé le début de l'affaire Dreyfus de l'unification des partis socialistes en 1905. Certes, pendant cette période, il a très souvent évoqué cette notion, mais il n'a pas proposé d'éléments suffisamment définis ou systématisés pour être considérés comme une théorie. L'intérêt de Sorel se centrait plus sur les problèmes pratiques de la tactique socialiste que sur une volonté d'élaborer des systèmes conceptuels rationnels.

Comme la formation d'une conscience de classe prolétaire était pour Sorel « l'alpha et l'oméga » du socialisme, l'analyse du processus inverse, à savoir l'embourgeoisement, devait débiter par la notion de « classe ». L'idée de « classe », fondamentale à la fois pour la théorie socialiste et pour la tactique révolutionnaire, était menacée sur deux fronts. D'un côté, elle subissait l'agression directe des théoriciens et des propagandistes

de la démocratie bourgeoise. De l'autre, l'idée de classe était spoliée de l'intérieur par les parlementaires socialistes.

Les exigences de la politique parlementaire semblaient éluder la rhétorique de la lutte de classe en tant qu'explication des processus sociaux et politiques. Quand les divers partis socialistes ont eu des succès électoraux appréciables, après le début des années quatre-vingt-dix, Sorel a observé que leurs conceptions sociales devenaient plus ambiguës. C'est probablement cette préoccupation qui l'a incité à publier l'article de Karl Kautsky « Le Socialisme et les Carrières libérales » dans le second numéro du *Devenir social*, en 1895. Cet article, publié simultanément dans *Die neue Zeit*, traitait essentiellement de l'importance croissante des professions libérales et de ses effets sur le mouvement socialiste. Kautsky expliquait que la société capitaliste n'était pas constituée de deux blocs homogènes, la bourgeoisie et le prolétariat, mais que sa composition était à la fois plus complexe et plus mouvante. La société était en constante mutation, de par l'apparition de nouveaux groupes sociaux répondant aux exigences d'expansion du système de production. La lutte de classe restait une « proposition fondamentale » valide, mais ce n'était qu'un point de départ, dans la mesure où les relations entre la bourgeoisie et le prolétariat se transformaient au rythme du changement des conditions sociales.

La nature changeante des relations sociales se traduit par des modifications profondes du comportement des groupes sociaux apparemment situés « entre » la bourgeoisie et le prolétariat. Ces « couches » intermédiaires ont des intérêts particuliers qui évoluent rapidement, ce qui en fait, selon les circonstances, tantôt des alliés de la bourgeoisie, tantôt des alliés du prolétariat. Le point important est que, de la même manière que le pouvoir politique, les buts et les tactiques de ces couches intermédiaires se transforment tout naturellement en fonction des conditions sociales ; d'où la nécessité pour les socialistes de bien analyser ces développements et de les prendre en compte. La tâche des théoriciens socialistes



est d'étudier ces changements et d'en informer les militants <sup>1</sup>.

En novembre 1895, Sorel a dénoncé une formulation de la société symbolisée par deux armées monolithiques engagées dans une lutte à mort. « On se fait une idée très fautive de la société moderne lorsqu'on réduit tout à une lutte entre deux armées rangées en bataille ; les choses ne sont pas aussi simples que cela, et même en Angleterre la lutte n'a pas un tel caractère <sup>2</sup>. » Ces propos ne signifiaient pas que la lutte n'existait pas ; au contraire, elle existait partout et sous de multiples formes. Mais le problème était de mieux identifier la nature de la lutte pour la rendre plus directe. Cette analyse exigeait une perspective subtile des mutations sociales et des forces politiques. En 1897, Sorel avait si souvent insisté sur ce point que ses relations avec Lafargue en ont été affectées. En décembre 1897, Sorel écrivait à Croce : « M. Lafargue m'a presque excommunié pour avoir émis des doutes sur la division des classes <sup>3</sup>. »

En 1901, Sorel a élaboré encore l'idée de l'importance de ces couches sociales « intermédiaires » et de leurs implications pour une stratégie révolutionnaire. Dans la revue de Charles Peguy, *Les Cahiers de la quinzaine*, il faisait état d'un double développement qu'il jugeait nocif pour la conscience prolétarienne. Tandis que la transformation du capitalisme entraînait un « grand mélange des couches sociales » tendant à « effacer les marques professionnelles », la formation des partis politiques organisés se distinguait par leurs efforts de dissimulation des intérêts matériels sous des aspects idéologiques <sup>4</sup>. Sorel se sentait très concerné par ce problème. La confiance en leurs propres forces qu'affichaient les dreyfusards, et tout particulièrement les professeurs d'université nourrissant des ambitions politi-

---

1. Karl KAUTSKY, « Le Socialisme et les Carrieres libérales », *Le Devenir social*, mai et juin 1895, p. 105-106.

2. « Superstition socialiste ? », p. 749.

3. Sorel à Croce, 27 décembre 1897, p. 52.

4. « De l'Eglise et de l'Etat », p. 68.



ques, renforçait les craintes de Sorel : la conscience de la classe ouvrière risquait de devenir moins révolutionnaire. Au moment de la parution, en 1908, de *Réflexions sur la violence*, Sorel cherchait à défendre la notion de classe sociale contre les tentatives de « dissimulation » des sociologues bourgeois<sup>5</sup>.

L'émergence d'une conscience de classe véritablement révolutionnaire a souvent été mise en parallèle, dans l'esprit des marxistes « orthodoxes » ou « vulgaires », avec le déclin de la foi religieuse, c'est-à-dire avec la sécularisation. Si ce parallèle se vérifie au niveau de grands courants historiques, cela paraît beaucoup plus douteux en ce qui concerne une ligne d'action engagée dans un amalgame d'événements politiques rapides. Cette question était particulièrement confuse dans la France d'avant la Première Guerre mondiale, en raison du débat sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les progrès de la sécularisation jouaient un rôle positif dans la prise de conscience de la classe ouvrière, mais la campagne pour séparer l'Eglise de l'Etat avait comme premier résultat la formation d'un parti politique contre-révolutionnaire : le Parti radical.

Sorel voyait dans l'Eglise une ennemie moins puissante et moins dangereuse que la bourgeoisie, laquelle s'approprierait la moindre parcelle du pouvoir échappant à l'Eglise. L'éducation chrétienne avait déjà perdu de son impact sur la classe ouvrière. Par contre, l'éducation « civique » et « morale » prônée par la bourgeoisie pouvait transformer profondément la conscience et le comportement des travailleurs. Sorel en concluait que la ligne d'action politique socialiste devait contribuer à une prise de conscience de classe, avant que les réformistes bourgeois puissent empêcher la formation d'une conscience révolutionnaire.

Sorel identifiait le problème comme étant la récupération de la conscience ouvrière par la bourgeoisie. Cette volonté de récupération est apparue nettement après

---

5. « Réflexions sur la violence », p. 77.

1901, année de la création du *Parti républicain radical et radical-socialiste*, mais Sorel avait déjà bien réfléchi à ces questions, principalement en riposte aux actions des parlementaires socialistes. L'apparition d'un mouvement ouvrier important, au début des années quatre-vingt-dix, avait suscité une intensification des interventions de l'Etat dans les affaires sociales et économiques, ce qui était fondamentalement une riposte de classe. Il s'agissait d'une riposte engendrée par la peur. « Les diverses fractions de la classe menacée par la révolution prolétarienne ont compris qu'il fallait faire des établissements de défense pour l'avenir. » En d'autres termes, l'irrationalité d'une politique économique de laisser-faire devait être réduite au profit d'une stabilité de l'environnement politique. Bien que le contexte historique ait été objectivement sans précédent, ce genre de riposte de classe n'avait rien de nouveau. Sorel expliquait : « Le capitalisme est décidé à acheter la paix aussi cher que cela sera nécessaire », ce qu'il avait toujours fait quand ses intérêts vitaux se trouvaient menacés. Ainsi existait-il des « sociétés de prévoyance, coopératives commanditées par les capitalistes, maisons à bon marché, assurances, etc. ». Sorel interprétait ces tentatives comme une riposte de classe tout à fait logique face aux impératifs de l'ordre social capitaliste, et non pas comme l'œuvre d'un mauvais génie de la bourgeoisie. « Leur plan n'a pas demandé beaucoup de génie d'invention ; car nos adversaires se sont bornés à reprendre l'idée, si souvent développée, de la nécessité d'une *continuité sociale*. [...] Ils ont cherché souvent à créer une classe moyenne, ou d'autres fois à dissoudre le prolétariat en créant dans son sein des intérêts en contradiction apparente avec ceux de la classe ouvrière <sup>6</sup>. »

Cette dernière affirmation explique peut-être les craintes de Sorel en ce qui concerne la conscience ouvrière. L'objectif de la bourgeoisie était, en partie, de déployer une façade de changements sociaux « apparents » que la classe ouvrière accepterait et en dernière

---

6. « Superstition socialiste ? », p. 750.

instance soutiendrait. Ainsi la bourgeoisie conserverait ses prérogatives sociales et politiques, tout en contrôlant l'économie. Même si les changements économiques devaient créer une situation révolutionnaire, la formation d'une conscience de classe serait freinée par de graves déformations psychologiques résultant d'un contact avec la mentalité bourgeoise. Sorel se trouvait donc confronté à un nouveau problème. Non seulement il fallait assurer l'éducation théorique et pratique des travailleurs, mais il devenait également nécessaire de dévoiler et saper les fondements du raisonnement bourgeois, avant qu'il n'infecte gravement la classe ouvrière avec ses valeurs et ses schémas de pensées contre-révolutionnaires.

En 1905, le temps était compté : « Depuis un certain nombre d'années, les gens qui veulent réaliser la paix sociale cherchent les moyens d'amener à cet esprit de petite bourgeoisie le plus qu'ils peuvent d'ouvriers intelligents et actifs, parce qu'ils savent que c'est le moyen certain de les *neutraliser* <sup>7</sup>. » C'est pour cette raison que Sorel a écrit *Les Illusions du progrès* paru en 1908. L'ouvrage était une tentative pour étudier et attaquer l'idéologie bourgeoise à travers les « méthodes historiques de Marx <sup>8</sup> ». Il s'agissait d'une critique matérialiste du rationalisme du XVIII<sup>e</sup> siècle et, par voie de conséquence, du réformisme social et de la sociologie contemporaine de Sorel. Dans cette analyse, les justifications bourgeoises de la démocratie libérale, si elles étaient progressistes dans un contexte historique prérévolutionnaire, se révélaient être contre-révolutionnaires dans une société capitaliste industrielle. « Tous nos efforts, affirmait Sorel, devront tendre à empêcher que les idées bourgeoises ne viennent empoisonner la classe qui monte ; c'est pourquoi on ne saura jamais rien assez faire pour briser tout lien entre le peuple et la littérature du XVIII<sup>e</sup> siècle <sup>9</sup>. » Les « illusions du progrès » étaient

---

7. « L'Avenir socialiste », p. 146.

8. G. SOREL, *Les Illusions du progrès*, Paris, 1908, p. 1.

9. *Ibid.*, p. 286.

les idées qui tendaient à promouvoir une certaine complaisance vis-à-vis des innovations politiques et juridiques réalisées par la Révolution française. Si la libre entreprise et la démocratie politique constituaient un « progrès » pour la bourgeoisie, elles représentaient, pour le prolétariat, l'exploitation capitaliste.

Cependant, certains travailleurs étaient prêts à singer la bourgeoisie. Ces gens faisaient partie, pour la plupart, d'une soi-disant « aristocratie ouvrière », preuve tangible pour la bourgeoisie du bon fonctionnement de la démocratie, et preuve non moins tangible pour Sorel de l'inefficacité de la tactique socialiste.

« L'aristocratie ouvrière », expression d'origine anglo-saxonne, décrivait, comme l'expression « embourgeoisement », le développement d'un certain corporatisme au sein du prolétariat. Pourtant, Sorel a utilisé peu fréquemment cette expression « aristocratie ouvrière », qui était liée, en fait, directement aux travailleurs des métiers les plus valorisés et relativement privilégiés de la classe ouvrière britannique. Ces travailleurs maintenaient leurs privilèges grâce à leur autorité dans les trade-unions.

En France, cette « hiérarchie des métiers » a beaucoup moins freiné le mouvement syndical. Le corporatisme ouvrier se traduisait par une attitude d'accommodation vis-à-vis des patrons et du pouvoir. Les ouvriers qui n'avaient pas la volonté de s'engager dans la lutte de classe, par crainte de risquer leur situation personnelle, se révélaient avoir un « esprit petit-bourgeois ». Ils constituaient une « classe » artificielle, en termes de relation à la production, dans la mesure où leur existence et leur bien-être étaient tributaires de l'Etat. L'aristocratie ouvrière était donc essentiellement formée par des ouvriers embourgeoisés par la tentation du pouvoir et des privilèges. Ainsi, l'expression « embourgeoisement », en France, était plus apte à décrire le phénomène d'émergence d'un corporatisme réactionnaire au sein du prolétariat.

Dans les années quatre-vingt-dix, Sorel considérait les ouvriers embourgeoisés comme ceux dont les intérêts

matériels étaient liés à la bureaucratisation de l'Etat. Par la suite, il devait élargir cette analyse et préciser le profil de ce groupe social qu'il qualifiait alors de « classe tampon ». Il dénonçait cette « plèbe » formant « *l'armée de mercenaires* que le capitalisme oppose au prolétariat ». Cette « armée » était une des conséquences du développement de l'économie capitaliste. L'industrialisation se renforçant, le nombre de chômeurs augmentait et l'Etat était contraint d'employer ce surcroît de main-d'œuvre pour poursuivre son objectif prioritaire de maintien de la paix sociale par la résolution des antagonismes sociaux. C'est ainsi que « les gouvernements sont obligés d'augmenter, chaque année, dans de très grandes proportions, les dépenses de leurs budgets ».

Cette analyse est analogue aux théories récentes sur « l'Etat providence », mais Sorel s'engage beaucoup plus avant en liant son analyse à la dialectique historique de Marx. D'une part, l'Etat est contraint d'élargir ses activités, sous l'effet de la croissance continue d'une industrie de grande échelle ; dans le même temps, il favorise le renforcement de l'industrialisation, engendrant ainsi de nouveaux problèmes de régulation, et finalement un contrôle et une autorité étatiques accrus. L'Etat, en essayant de trouver une solution, complique le problème. Pour contrôler la masse des travailleurs, l'industrie doit être rationalisée : « Pour entretenir sa clientèle plébéienne, l'Etat a une forte tendance à la création des monopoles, dans lesquels on enrégimente les sans-travail rejetés par l'industrie <sup>10</sup>. » Sorel ne décrit pas ce processus comme un nouveau « stade » du capitalisme, comme l'a fait Lénine, mais beaucoup des mêmes éléments sont présents.

Aux yeux de Sorel, le phénomène d'embourgeoisement ne traduisait pas un changement positif du capitalisme. Il mettait en évidence la mise en œuvre de nouveaux dispositifs d'exploitation et de contrôle. Loin de

---

10. « Superstition socialiste ? », p. 750.



justifier la stratégie réformiste, la présence des ouvriers embourgeoisés exacerbait la complexité de la lutte contre la bourgeoisie. Le prolétariat se trouvait confronté à une nouvelle forme de domination dans la société capitaliste. Et tout antagonisme apparent opposant l'Etat au grand capital s'avérait fallacieux puisque, si le capitalisme était tributaire de l'Etat, ce dernier n'existait que grâce aux exigences politiques du capitalisme. L'interaction de l'Etat et du capital se révèle, selon Sorel, par la facilité à passer du laisser-faire à l'étatisme. « Le capitalisme passe donc très volontiers ses actions à l'Etat », parce qu'il est conscient de son intérêt <sup>11</sup>. Non seulement la législation du travail crée des conditions de paix sociale et régule le marché du travail, mais en plus les industriels ont besoin de la protection des prix et autres armes de l'Etat pour résister à la concurrence internationale et autres agressions. Fondamentalement, l'étatisme et l'embourgeoisement sont deux aspects d'un même processus historique : la transformation de la production capitaliste.

Le nouveau corporatisme perpétuait une attitude traditionnelle vis-à-vis de la conscience de classe ouvrière. La classe ouvrière britannique, qui avait subi l'expérience du capitalisme la plus intensive et la plus prolongée, en donnait un exemple des plus négatifs. Selon Sorel, les travailleurs anglais étaient jugulés par ce corporatisme. Les ouvriers anglais « se distinguent par une extraordinaire incompréhension de la lutte de classe ». Sorel n'a pas précisé si cette situation était la conséquence d'une entrave à la formation de la conscience de classe ou de la désintégration d'une conscience déjà existante. Mais il critiquait vivement le trade-unionisme et le réformisme britanniques, signalant que ce n'était pas un hasard si c'est « pour l'Angleterre que l'on a inventé le terme d'*aristocratie ouvrière* <sup>12</sup> ».

---

11. *Ibid.*, p. 751.

12. « Réflexions sur la violence », p. 175-176.



L'embourgeoisement des ouvriers constituait un problème pour la théorie socialiste principalement parce qu'il menaçait la conception d'exclusivité de classe si chère aux marxistes orthodoxes. Quoi qu'il en soit, la rigidité doctrinale de Guesde cédait la place aux explications de Bernstein sur les vieux mythes et les nouvelles réalités. Ces explications encourageaient l'acceptation du révisionnisme marxiste. Mais Sorel, bien qu'influencé par les observations de Bernstein, rejetait ses conclusions qui constituaient une déviation réformiste. Sorel restait révolutionnaire en fondant ses analyses sur « ce que j'appellerai *le marxisme de Marx* <sup>13</sup> ». Dans l'esprit de Sorel, la conjoncture de nouveaux développements sociaux, le degré de conscience de la classe ouvrière, la politique socialiste et la décomposition de la théorie marxiste avaient contribué à créer une « crise du socialisme ».

L'aspect le plus insidieux de l'embourgeoisement résidait dans le fait que les leaders des partis socialistes organisés en étaient les principaux véhicules. A cet égard, les « socialistes officiels » n'étaient pas différents des politiciens bourgeois. « Les écrivains socialistes ont trop souvent suivi dans cette question l'exemple des radicaux ; ceux-ci restent fidèles à l'esprit ancien : ils veulent embourgeoiser leur clientèle, et ils ne peuvent que prêcher l'imitation des classes supérieures <sup>14</sup>. » Appliquant un programme réformiste, les socialistes officiels amenaient à reconnaître la culture bourgeoise et affirmaient ainsi la légitimité de la société capitaliste. Les socialistes officiels validaient, dans les faits, un principe des sciences sociales bourgeoises : celui d'« imitation ». Ils contribuaient ainsi à créer la « continuité sociale », conception populaire qui serait potentiellement l'un des principaux bastions de la société capitaliste industrielle.

---

13. « La Décomposition du marxisme », p. 12.

14. « Superstition socialiste ? », p. 762.

Toutes les réflexions de Sorel sur l'embourgeoisement sont pénétrées d'un certain fatalisme. Dans son *Introduction à l'économie moderne* (1903), il exprime son inquiétude : « J'ai grand-peur qu'on ne les [les classes ouvrières] *embourgeoise*, et j'entends par là qu'on ne diminue la puissance des liens qui rattachent les travailleurs à leur métier. » Si, dans un premier temps, le lien des travailleurs à leur métier est rompu par la substitution de la production industrielle au travail artisanal et si la séparation des classes est dissimulée par l'augmentation des salaires et le conditionnement idéologique, un mouvement révolutionnaire fondé sur la notion de lutte de classe serait confronté à une tâche herculéenne.

C'est dans ce domaine que les analyses de Sorel sont les moins convaincantes : il paraît en effet anachronique de lier l'espoir d'une révolution du prolétariat industriel à des conceptions juridiques d'une classe ouvrière en situation d'artisanat. Il semble cependant que Sorel soulignait l'importance des concepts éthiques et juridiques comme catalyseurs dans la lutte de classe : par exemple, les notions de coopération, de solidarité commune, de « juste prix » pour le temps de travail et la nature intégrale du processus de travail. Une praxis révolutionnaire serait constituée par une synthèse de ces conceptions éthiques et morales et l'analyse marxiste des conditions sociales et économiques du capitalisme.

Comme le pense Sorel, la classe ouvrière est confrontée à un dilemme. D'un côté, elle a l'exemple de « l'embourgeoisement de l'ouvrier anglais, qui imite tous les ridicules des classes supérieures de son pays », et de l'autre elle subit « les efforts tentés aujourd'hui pour *civiliser* les classes ouvrières <sup>15</sup> ».

Les travailleurs français étaient-ils condamnés à partager l'expérience de leurs camarades anglais ? Ou, à l'inverse, une action militante concertée et mieux informée par l'exemple fâcheux de la Grande-Bretagne serait-elle à même de rectifier les tendances négatives de

---

15. G. SOREL, *Introduction à l'économie moderne*, Paris, 1903, p. 66-67.

l'embourgeoisement ? Telle était l'interrogation de Sorel au moment où la complaisance et l'opportunisme régnaient dans les cercles socialistes français.

La difficulté de Sorel était de réconcilier la perception des tendances négatives de l'embourgeoisement et l'avènement accéléré du syndicalisme révolutionnaire. Même si les cadres réformistes de la bourgeoisie entreprenaient une offensive idéologique et institutionnelle de grande envergure, le syndicalisme révolutionnaire s'attirait de nouveaux militants tous les jours. Les sentiments révolutionnaires se développèrent à la suite de la révolution russe de 1905. La période qui a suivi l'affaire Dreyfus, et en particulier les années 1905 et 1906, laissait penser que la révolution était imminente, surtout si les craintes déclarées de la démocratie bourgeoise étaient prises au sérieux.

Sorel a été sans doute encouragé par ces nouveaux développements ; d'ailleurs, la plupart de ses écrits durant cette période sont nettement plus optimistes. Par exemple, il a publié en novembre 1905 un article d'un optimisme inhabituel où il comparait les leaders socialistes à des poissons d'eau douce qui se seraient subitement égarés dans l'océan, nageant sans direction et sans se protéger des tempêtes. Sorel déclarait au sujet des syndicalistes dotés d'une véritable ardeur et perspective révolutionnaires : « Les syndicalistes ont haussé le ton de la lutte, et le résultat le plus certain de cette expérience me semble être que *l'instinct de guerre s'est renforcé dans la même proportion que la bourgeoisie a fait des concessions de la paix* <sup>16</sup>. » Cet article tenait plus du tract de propagande que de l'analyse théorique, comme l'indique le terme de « guerre », inhabituel chez Sorel pour décrire la lutte de classe. Il s'agit certainement de l'un des textes les plus optimistes et enthousiastes que Sorel ait écrit avant la révolution bolchevique, qui traduisait un changement d'opinion par rapport à ce qu'il écrivait en juillet 1903 à Paul Delesalle : « Il se fait un

---

16. G. SOREL, « Le Syndicalisme révolutionnaire », *Le Mouvement socialiste*, 1<sup>er</sup> et 15 novembre, 1905, p. 278-279.

travail d'embourgeoisement effrayant dans les syndicats [...] les amis de Jaurès faisant un énorme effort pour briser l'œuvre que vos camarades et vous aviez édiflée 17. » Néanmoins, en dépit du contexte plus encourageant des deux années précédentes, Sorel signalait que « le syndicalisme [est] menacé par le bourgeoisisme des grandes fédérations 18 ».

Le pessimisme de Sorel l'a incité à étudier de manière exhaustive le problème de la conscience politique. Sa démarche est analogue à celle que développera ultérieurement Herbert Marcuse, dont les écrits sont tout aussi fatalistes et prônent la nécessité de réfléchir prioritairement sur les freins psychologiques qui bloquent la prise de conscience révolutionnaire. En fait, Marcuse a été amené à considérer avec une attention toute particulière la question embarrassante que Sorel posait lors d'un débat à la Société française de philosophie en 1902. Le sujet en était la signification du luxe dans la société moderne, et l'unique intervention de Sorel révélait l'importance qu'il attachait aux récents développements économiques du point de vue de leur influence sur la mentalité moderne. Sorel précisait que le puritanisme comme frein à la consommation n'était ni significatif ni déterminant de par le fait que l'ère initiale d'accumulation du capital était désormais révolue. « Aujourd'hui [...] on tend à admettre que le développement d'un certain luxe dans les classes les plus nombreuses est un moteur de leur progrès 19. » Bien que Sorel n'ait pas approfondi cette question, il reste évident qu'il pressentait un autre aspect de l'embourgeoisement, à savoir que le travailleur est plus important économiquement en tant que consommateur qu'en tant que producteur. Comme la France n'était pas encore une société de con-

---

17. Sorel à Delesalle, 19 juillet 1903, *Lettres à Paul Delesalle, 1914-1921*, Paris, 1947, p. 105.

18. « Le Syndicalisme révolutionnaire », p. 280.

19. G. SOREL, intervention, « Le Luxe », séance du 24 avril 1902, *Bulletin de la Société française de philosophie*, t. 1-3, juin 1902, p. 143.

sommatum pleinement développée, dirigée par un Etat providence, il est compréhensible que Sorel n'ait pas pu analyser cette idée de manière plus approfondie. Il était donc condamné à crier en solitaire pour avertir des dangers de la formation d'une « basse bourgeoisie », qui serait utilisée comme défenseur d'un Etat bureaucratique centralisé et qui contribuerait à la destruction de la conscience révolutionnaire. Il proclamait également en permanence son refus d'« accepter l'idée que le prolétariat ait pour mission historique d'imiter la bourgeoisie <sup>20</sup> ».

La Première Guerre mondiale et le chauvinisme qu'elle a suscité ravivèrent les craintes de Sorel concernant la conscience prolétarienne et l'engagement socialiste dans une stratégie révolutionnaire. En août 1920, Sorel écrivait à Croce : « Le gouvernement peut acheter les socialistes comme les maquignons achètent des bœufs. Le peuple, corrompu par les hauts salaires, est devenu indifférent à tout <sup>21</sup>. » Cependant, il a suivi avec ferveur la révolution bolchevique qu'il a soutenue avec enthousiasme et qu'il a considérée comme un événement déterminant pour les perspectives à long terme du socialisme mondial, même si cette révolution se soldait par un échec. Il apparaissait donc à Sorel que la Première Guerre mondiale avait à la fois accéléré le processus d'embourgeoisement et renforcé les espoirs socialistes.

Traiter dans une perspective révolutionnaire la question de la culture ouvrière et de ses relations aux classes capitalistes reste la tâche la plus difficile d'un marxiste. Quand Sorel a soulevé ce problème, il naviguait à vue, à un moment où le corpus de textes socialistes révolutionnaires était encore mince, et où le mouvement socialiste n'était pas encore corrompu par le pouvoir. Malgré les conditions diverses qui ont provoqué l'embourgeoisement : l'augmentation des salaires, le conditionnement idéologique, l'étatisme, la division du travail et l'émergence de nouvelles couches sociales, Sorel avait raison

---

20. « Réflexions sur la violence », p. 264-266.

21. Sorel à Croce, 13 août 1920, p. 193.



de souligner que le plus important pour un mouvement révolutionnaire est de riposter consciemment contre ces conditions nouvelles et suspectes.

Si la contribution essentielle de Sorel au marxisme réside bien dans l'importance qu'il attachait aux relations entre la culture prolétarienne et la conscience de classe révolutionnaire, il a souvent été présenté comme un partisan irresponsable de la violence. Les critiques bourgeois rejettent Sorel comme irrationnel, du fait même de l'honnêteté de ses interrogations sur le rôle de la violence dans la lutte prolétarienne. Mais en fait *Réflexions sur la violence* n'a rien d'une apologie de la violence. Sorel n'a préconisé aucun mode précis d'action violente, se limitant à examiner la violence collective inhérente aux grèves, par opposition à la violence non constructive du terrorisme individuel<sup>22</sup>. Dans sa conception, la violence réside dans toute forme d'action physique qui tend à miner l'ordre social. La « force », d'un autre côté, se définit comme toute tentative de la part du gouvernement pour imposer l'ordre social établi<sup>23</sup>. Sans doute Sorel a-t-il pensé à la défense des grévistes contre les briseurs de grèves et les agressions de la police et de l'armée.

Le propos de Sorel n'était pas d'établir un certain type d'action précise des prolétaires, mais plutôt de ratifier la réalité active de la grève. Cette ratification était doublement nécessaire : d'une part, à cause des effets de l'idéologie et de la propagande bourgeoises, selon lesquelles toute violence constituait une forme de barbarie contraire à la raison et au progrès<sup>24</sup> ; d'autre part, Sorel contrecarrait les manœuvres contre-révolutionnaires des parlementaires socialistes qui ne voulaient pas perdre leur prestige de « leaders » du mouvement socialiste aux yeux de la bourgeoisie<sup>25</sup>. Plus globale-

---

22. « *Réflexions sur la violence* », p. 62.

23. *Ibid.*, p. 256-257.

24. *Ibid.*, p. 99.

25. *Ibid.*, p. 117-120.



ment, Sorel était convaincu que seul un mouvement ouvrier militant, sans crainte des conséquences de la lutte de classe, était en mesure de maintenir consciemment l'objectif de cette lutte. Dans le cas contraire, un mouvement ouvrier qui serait écrasé ou récupéré permettrait à la « force » et à la « barbarie » bourgeoises de s'imposer sans aucune limite. L'essor du fascisme en Europe après la Première Guerre mondiale a donné une illustration des plus effrayantes à l'analyse prémonitoire de Sorel.

*Réflexions sur la violence* a été publié pour la première fois en 1906, sous forme d'une suite d'articles, à un moment où les actions de grève étaient particulièrement nombreuses. Sorel avait l'espoir qu'une grève générale pourrait se déclencher si les travailleurs étaient suffisamment déterminés et confiants en leur force. Il a donc essayé de renforcer leur militantisme en expliquant l'utilité d'une combativité ouvrière qui n'exclue pas la violence. Fondamentalement, les propos de Sorel étaient très proches des idées que Frantz Fanon devait développer dans *Les Damnés de la terre* sur le contenu positif de la violence ouvrière.

Les efforts concertés pour intégrer culturellement la classe ouvrière à la société bourgeoise étaient un tel défi envers la théorie et l'action socialiste que l'ignorer reviendrait à tomber dans un état d'impuissance doctrinaire. Le développement d'une sociologie bourgeoise et réformiste n'était ni un phénomène isolé ni une menace inoffensive à l'encontre du mouvement socialiste. C'était une riposte rationnelle à la lutte de classe. Cette riposte engageait la nécessité de justifier idéologiquement le renforcement de certains intérêts politiques. Les principes de la nouvelle sociologie étaient directement contraires aux postulats marxistes socialistes, à un moment où le marxisme venait juste de pénétrer la conscience ouvrière. L'effort déterminé de la bourgeoisie pour donner aux ouvriers une éducation « morale » et « civique », basée sur les formulations de la nouvelle sociologie, était une attaque des plus dangereuses contre le mouvement prolétarien. Problème crucial et inévita-

ble alors que Guesde en France et Kautsky en Allemagne prenaient le parti de s'en désintéresser, malgré son importance en tant qu'obstacle à la poursuite de la lutte de classe. Problème sans compromis possible, au moment où Jaurès en France et Bernstein en Allemagne choisissaient de se faire complices des réformistes anti-socialistes.

A partir de ses réflexions sur l'embourgeoisement, Sorel a soulevé la question de la « fausse conscience », traitée par Marx dans *L'Idéologie allemande*. Comment et pourquoi des individus étaient-ils enclins à partager une vision du monde incompatible avec leurs intérêts de classe ? Cette question était et reste vitale pour les marxistes, car elle conditionne la tâche essentielle des révolutionnaires : lever les obstacles à la formation d'une conscience de classe révolutionnaire ; seul ce travail peut créer une situation révolutionnaire.

Il est certain que, de par sa propre dynamique, le mode de production capitaliste entraînera une marginalisation socio-culturelle, un néant spirituel et un univers de plus en plus désincarné. De lui-même, le système capitaliste sera générateur de conflits sociaux et mettra au point de nouvelles formes de répression. Ses besoins en capitaux, sources d'investissements et d'accroissement de la productivité, provoqueront une implosion économique, effondrement centripète qui entraînera une escalade de misère économique et de violence politique. Mais il n'est pas évident qu'en période de crise, et malgré toutes les conditions contraires à l'expansion du capitalisme, la classe dirigeante capitaliste perde son contrôle sur l'économie en déroute ou ses prérogatives socio-politiques.

La structure du pouvoir capitaliste ne requiert que des forces policières, une armée loyale et une population ignorante de sa force politique et sa capacité d'organisation. En fin de compte, le contrôle idéologique est le dernier bastion de tout système politique d'oppression. Détruire le prestige de la culture des classes privilégiées, miner le respect pour les dirigeants politiques, démasquer les mensonges et l'hypocrisie qui camouflent les

intérêts de la classe dirigeante, telles étaient, pour Sorel, les missions des révolutionnaires non prolétaires. Ceux qui prétendaient défendre les intérêts populaires en participant à la politique bourgeoise étaient de faux révolutionnaires qu'il fallait dénoncer avec autant de vigueur que ceux qui proclamaient ouvertement leur foi dans le système capitaliste. Il est en effet absurde de préserver les conventions bourgeoises et de légitimer sa culture tout en préconisant la lutte de classe, ou toute lutte en général, pour obtenir l'acceptation générale d'une redistribution plus juste de la richesse capitaliste.

Le mot « embourgeoisement » a été employé par Sorel pour décrire toutes les formes de pensées antiproletariennes. Pour le prolétariat et l'ensemble des travailleurs, ce processus passait par le fétichisme des commodités, par l'influence d'une éducation scolaire abstraite et rationaliste, par les besoins culturels découlant des statuts sociaux d'une société de classe, par la tentation de pouvoir dans une société compétitive et par la peur du non-conformisme dans un climat d'individualisme enrégimenté. Pour les classes moyennes, l'embourgeoisement pouvait prendre la forme d'une terreur de la prolétarianisation et de l'obsession de maintenir une distance sociale à travers des prétentions esthétiques.

Le terme « embourgeoisement » peut être défini comme étant le désir petit-bourgeois de supprimer les conflits sociaux de toute nature. En effet, la lutte sociale perturbe et ébranle la perspective et le courage politique limité de ceux qui font partie de cette classe « intermédiaire » prise dans l'étau des conflits de classe, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ainsi, le concept d'embourgeoisement traduisait la dimension culturelle de la lutte de classe à tous les niveaux du combat révolutionnaire.

# Bibliographie

Cette bibliographie est loin d'être définitive. Celle de Paul Delesalle faite en 1939 reste la plus complète. Voir la « Bibliographie sorélienne », de Paul DELESALLE, *International Review for Social History*, vol. 4, 1939.

## Livres

*Contribution de l'étude profane de la Bible*, Ghio, Paris, 1889.

*Le Procès de Socrate*, Alcan, Paris, 1889.

*La Ruine du monde antique*, Jacques, Paris, 1902.

*Saggi di critica del marxismo*, Sandron, Palerme, 1902.

*Introduction à l'économie moderne*, Jacques, Paris, 1903.

*Le Système historique de Renan*, Jacques, Paris, 1906.

*Insegnamenti sociali dell'economia contemporanea - Degenerazione capitalista e degenerazione socialista*, Milan, Palerme, 1907.

*Réflexions sur la violence*, « Pages libres », Paris, 1908.

*Les Illusions du progrès*, Rivière, Paris, 1908.

*La Décomposition du marxisme*, Rivière, Paris, 1908.

*La Révolution dreyfusienne*, Rivière, Paris, 1909.

*Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Rivière, Paris, 1919.

*De l'utilité du pragmatisme*, Rivière, Paris, 1921.

*D'Aristote à Marx (l'ancienne et la nouvelle métaphysique)*, Rivière, Paris, 1935.

## Articles

### *Revue philosophique*

« Sur les applications de la psychophysique », t. 22, 1886.

« Le Calcul des probabilités et l'Expérience », t. 23, 1887.

« La Psychophysique. Lettre au directeur de la *Revue philosophique* », t. 25, 1888.

« La Cause en physique », t. 26, 1888.

« Contributions psychophysiques à l'étude esthétique. Notes et discussions », t. 29 et 30, 1890.

« Essai sur la philosophie de Proudhon », t. 33 et 34, 1892.

« Science et Socialisme. Lettre au directeur de la revue à propos du livre de M. H. Bourdeau sur le socialisme allemand », t. 35, 1893.

#### *Rivista popolare di politica*

« Socialismo e rivoluzione », t. 5, 1889.

« Alcune previsioni storiche di Marx », t. 6, 1890.

« Le Elezioni municipali di Parigi », t. 6, 1890.

« Due Anni di anticlericalismo in Francia », t. 10, 1904.

« La Morte di Waldeck-Rousseau », 1904.

« La Restaurazione giacobina in Francia », t. 11, 1905.

« L'Industria urbana », t. 12, 1906.

#### *Annales de philosophie chrétienne*

« Fondements scientifiques de l'atomisme », 1892.

« La Physique de Descartes », 1892.

« Deux Nouveaux Sophismes sur le temps », 1893.

#### *La Revue scientifique*

« Le Crime politique d'après M. Lombroso », t. 60, 1893.

« La Bonne marche des locomotives à grande allure », 9 décembre 1893.

« La Position du problème de M. Lombroso », t. 61, 1893.

« La Femme criminelle », t. 62, 1893.

« Le Mouvement de la voie des chemins de fer », 24 mai 1894.

« L'Evolution moderne de l'architecture », 4<sup>e</sup> série, t. 3, 1895.

#### *L'Ere nouvelle*

« L'Ancienne et la Nouvelle Métaphysique », mars-juin 1894.

« La Fin du paganisme », août-octobre 1894.

#### *Archivio di psichiatria, scienze penali*

« Les Théories pénales de MM. Durkheim et Tarde », vol. 16, 1895.

### *Le Devenir social*

« Les Théories de M. Durkheim », avril-mai 1895.

« Superstition socialiste ? », novembre 1895.

« La Science dans l'éducation », février-mai 1896.

« Progrès et Développement » (sous pseudonyme B.), mars 1896.

« L'Idéalisme de M. Brunetière » (sous pseudonyme David), juin 1896.

« Les Sentiments sociaux » (sous pseudonyme X.), août-septembre 1896.

« Economie sociale catholique » (sous pseudonyme B.), octobre 1896.

« La Dépression économique » (sous pseudonyme F.), novembre 1896.

« Etude sur Vico », octobre-novembre-décembre 1896.

« La Science de la population », février 1897.

« Contre une critique anarchiste » (sous pseudonyme H.), mai 1897.

« La Loi des revenus », juillet 1897.

« Sociologie de la suggestion » (sous pseudonyme X.), août-septembre 1897.

« Pro e contro il socialismo », octobre 1897.

### *Journal des économistes*

« Sur la théorie marxiste de la valeur », mai 1897.

### *Sozialistische Monatshefte*

« Die Entwicklung des Kapitalismus », ann. I, octobre 1897.

« Der Ursprung des Staatssozialismus in Deutschland », ann. I, novembre 1897.

« Ein sozialistischer Staat », ann. II, janvier 1898.

« Der amerikanische Kapitalismus », ann. II, décembre 1898.

« Über die kapitalistische Konzentration », ann. IV, février-mars 1900.

« Soziale Ideen und Organisation der Arbeit », ann. VI, juin 1902.

### *L'Humanité nouvelle*

« L'Avenir socialiste des syndicats », mars-avril-mai 1898.

« Quelques objections au matérialisme économique », juin-juillet 1899.



### *La Riforma sociale*

- « La Necessità e il Fatalismo del marxismo », août 1898.
- « La Crisi del socialismo », octobre 1898.

### *Scuola positiva nella giurisprudenza penale*

- « Il Giuri e la Crisi del diritto penale », décembre 1898.

### *La Revue politique et parlementaire*

- « La Crise du socialisme », décembre 1898.
- « Les Dissensions de la social-démocratie allemande — à propos des écrits de M. Bernstein », juillet 1900.

### *Rivista critica del socialismo*

- « Il Socialismo e la Teoria delle razze », juillet 1899.
- « La Scissione socialista in Francia », octobre 1899.
- « Dogmatismo e Pratica », anno I, mars 1899.
- « Il Vangelo, la Chiesa e il Socialismo », avril-mai 1899.
- « Dove va il marxismo ? », ann. I, 1899.

### *Rivista italiana di sociologia*

- « Marxismo e Scienza sociale », janvier 1899.

### *Le Mouvement socialiste*

- « Morale et Socialisme », mars 1899.
- « L'Economie sociale à l'exposition », 1<sup>er</sup> novembre 1900.
- « Conseils du travail et Paix sociale », 1<sup>er</sup> janvier 1901.
- « La Propriété foncière en Belgique », 15 octobre 1901.
- « Conclusions aux "enseignements sociaux de l'économie moderne" », 1<sup>er</sup> juillet 1905.
- « Notes additionnelles à l'avenir socialiste des syndicats — I. L'esprit petit-bourgeois ; II. La mutualité », 1<sup>er</sup> et 15 septembre 1905.
- « Le Syndicalisme révolutionnaire », 1<sup>er</sup> et 15 novembre 1905.
- « Réflexions sur la violence », 15 janvier-15 juin 1906.
- « Le Déclin du parti socialiste international », février 1906.
- « Les Illusions du progrès », août-décembre 1906.
- « Le Caractère religieux du socialisme », novembre 1906.
- « Le Prétendu Socialisme juridique », avril 1907.
- « Les Cahiers de jeunesse de Renan », mai 1907.
- « Jean-Jacques Rousseau », juin 1907.
- « La Crise morale et religieuse », juillet 1907.
- « Lettre à M. Daniel Halévy », 15 août et 15 septembre 1907.

- « L'Evolution créatrice (à propos du livre de Bergson) », 15 octobre-15 novembre-15 décembre 1907.
- « La Politique américaine », 15 juin 1908.
- « Les Intellectuels à Athenes », 15 septembre 1908.

*La Revue de métaphysique et de morale*

- « Y a-t-il de l'utopie dans le marxisme ? », mars 1899.
- « L'Ethique du socialisme », mai 1899.
- « Le Système des mathématiques », juillet 1900.
- « La Valeur sociale de l'art », conférence faite à l'Ecole des hautes études sociales, mai 1901.
- « La Crise de la pensée catholique », septembre 1902.
- « Sur divers aspects de la mécanique », novembre 1903.
- « Les Préoccupations métaphysiques des physiciens modernes », novembre 1905.
- « Vues sur les problèmes de la philosophie », janvier 1911.

*Rivista di storia filosofica del diritto*

- « Le Idee giuridiche del marxismo », août 1899.

*La Science sociale*

- « Les Divers Types de sociétés coopératives », septembre 1899.
- « Les Grèves. Les théories contrariées par les faits », octobre-novembre 1900.

*La Revue internationale de sociologie*

- « Les Polémiques pour l'interprétation du marxisme », avril-mai 1900.

*Revue socialiste*

- « Les Aspects juridiques du socialisme », vol. 32, octobre-novembre 1900.
- « L'Economie et l'Agriculture », mars-avril 1901.
- « L'Eglise et l'Etat », août-octobre 1901.
- « Idées socialistes et Faits économiques au XIX<sup>e</sup> siècle », mars-mai 1902.
- « Les Syndicats industriels et leur signification », juillet-août 1902.

*Pages libres*

- « Les Grèves de Montceau-les-Mines et leur signification », 2 mars 1901.
- « Proudhon », 4 mai 1901.

- « Pour Proudhon », 8 juin 1901.
- « Qu'est-ce qu'un syndicat ? », 21 mars 1903.

### *Cahiers de la quinzaine*

- « De l'Eglise et de l'Etat », octobre 1901.
- « Jean Coste — Etude brève », février 1902.
- « Socialismes nationaux », avril 1902.

### *Etudes socialistes*

- « A propos de l'anticléricalisme », 1903.
- « Le Compagnonnage », 1903.
- « Léon XIII », 1903.
- « Nouveaux Réquisitoires de M. Brunetière », 1903.
- « Observations sur le régime des chemins de fer », 1903.

### *Divenire sociale*

- « Lo Sciopero generale », décembre 1905.
- « La Lotta di classi e la Violenza », 1<sup>er</sup> et 15 octobre 1905.
- « Il Tramonto del partito socialista internazionale », 1<sup>er</sup> janvier 1906.
- « Insegnamenti sociali della economia contemporanea », février 1906.
- « Le Idee di uguaglianza », avril 1906.
- « La Storia ebraica e il Materialismo storico », 1<sup>er</sup> mai 1906.
- « Roberto Owen », juin 1906.
- « L'Unita dei riformisti e dei rivoluzionari tradizionali », 16 août 1906.
- « A proposito del congresso di Roma », 16 octobre 1906.
- « L'Organizzazione della democrazia », 16 novembre 1906.
- « I Cattolici contro la Chiesa », 16 décembre 1906.
- « L'Idea di libertà », 1<sup>er</sup> juin 1907.
- « Modernismo nella religione e nel socialismo », 16 novembre 1907.
- « La Decadenza parlamentare », 16 mai 1908.
- « Morale e Socialismo », 1<sup>er</sup> mai 1908.
- « La Disfatta dei "muffles" », 16 juillet 1909.
- « La Russia e Clemenceau », 16 août 1909.
- « Il Dolore dell' ora presente », 16 octobre 1909.
- « Evoluzione e Decadenza », décembre 1909-mars 1910.
- « La Maturità del movimento sindacale », 16 décembre 1909.
- « Gli intellettuali contro gli operari », 31 décembre 1909.
- « Confessioni », mars-mai 1910.

### *Revue critique des livres et des idées*

- « Le Modernisme dans la religion et dans le socialisme », 1908.

### *L'Indépendance*

- « Le Monument Jules Ferry », 1<sup>er</sup> mars 1911.
- « L'Abandon de la revanche », 1<sup>er</sup> avril 1911.
- « Lyripiipi sorbonici moralisationes », 15 avril 1911.
- « Les Responsabilités de 1870 », 1<sup>er</sup> mai 1911.
- « L'Otage de Paul Claudel », 15 juillet 1911.
- « Sur la magie moderne », 1<sup>er</sup> septembre 1911.
- « Si les dogmes évoluent », 15 septembre 1911.
- « Une critique des sociologues », 1<sup>er</sup> octobre 1911.
- « A la mémoire de Cournot », 15 octobre 1911.
- « Trois problèmes », 1<sup>er</sup> et 15 décembre 1911.
- « Urbain Gohier », 1<sup>er</sup> janvier 1912.
- « D'un écrivain prolétarien », 1<sup>er</sup> mars 1912.
- « La Rivolta ideale », 15 avril 1912.
- « Quelques prétentions juives », 1<sup>er</sup> et 15 mai, 1<sup>er</sup> juin 1912.
- « Aux temps dreyfusiens », 1<sup>er</sup> octobre 1912.

### *Rassegna contemporanea*

- « Le Democrazie antiche », novembre 1911.

### *Bulletin de la semaine*

- « Psychologie politique », 1911.

### *Resto del Carlino*

- « Violence et Folies de la ploutocratie », 26 mai 1917.
- « Perchè si processa il Kaiser », septembre 1919.

### *La Ronda*

- « Charles Péguy », 1<sup>er</sup> avril 1919.
- « Proudhon », 1-5 septembre 1919.
- « Gambetta et Madame Adam », 5 mai 1920.
- « Cristianesimo greco e Europa moderna », 8-9 août 1920.
- « La Neutralità belga in teoria e in pratica », 6 juillet 1921.
- « Proudhon e la Rinascita del socialismo », 11-12 novembre 1921.

### *La Revue communiste*

- « La Chine », n<sup>o</sup> 5, juillet 1920.
- « Le Travail dans la Grèce antique », n<sup>o</sup> 7, novembre 1920.
- « Le Bolchevisme en Egypte », n<sup>o</sup> 7, septembre 1920.

« Lénine d'après Gorki », n° 11, janvier 1921.

« Le Génie du Rhin », n° 14, avril 1921.

« Les Anarchistes et l'Expérience de la révolution russe »,  
n°s 18 et 19,

### *Le Mercure de France*

« Jeremy Bentham et l'Indépendance de l'Égypte », n° 572,  
15 avril 1922.

### Livres préfacés par Sorel

Antonio LABRIOLA, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, Giard et Brière, Paris, 1897.

Saverio MERLINO, *Formes et Essences du socialisme*, Giard et Brière, Paris, 1897.

N. COLAJANNI, *Le Socialisme*, Giard et Brière, Paris, 1900.

Fernand PELLOUTIER, *Histoire des bourses du travail*, Schleicher, Paris, 1902.

G. GATTI, *Le Socialisme et l'Agriculture*, Giard et Brière, Paris, 1902.

Georges CASTEX, *La Douleur physique*, Paris, 1905.

Arturo LABRIOLA, *Karl Marx*, Rivière, Paris, 1910.

E. R. A. SELIGMAN, *L'Interprétation économique de l'histoire*, Rivière, Paris, 1911.

Edouard BERTH, *Les Méfaits des intellectuels*, Rivière, Paris, 1914.

Mario MISSIROLI, *Il Papa in guerra*, Zanichelli, Bologne, 1915.

### Conférences de Sorel

« L'Éthique du socialisme », 20 février 1898, au Collège libre des sciences sociales. Dans *La Morale sociale*, Alcan, Paris, 1899.

« La Science et la Morale », 9 janvier 1900, au Collège libre des sciences sociales. Dans *Questions de morale*, Alcan, Paris, 1900.

« Le Matérialisme historique », 20 mars 1902, séance de la Société française de philosophie. Dans *Bulletin de la Société française de philosophie*, t. 2, 1902.

## Comptes rendus

*Le Devenir social*, 1895-1897.

*Le Mouvement socialiste*, 1899-1908.

*Revue générale de critique et de bibliographie*, 1904-1907.

## Lettres éditées

Sorel à Benedetto Croce, 1895-1922, *La Critica*, t. 25, 1927.

Sorel à Paul Delesalle, *Lettres à Paul Delesalle, 1914-1921*, Grasset, Paris, 1947.

Sorel à Edouard Berth (extraits), 1904-1921, *Feuillets mensuels d'information de L'Amitié Charles Péguy*, n° 77, mai 1960.

Sorel à Hubert Lagardelle, *L'Homme réel*, février et mars 1934.

Sorel à Robert Michels, *Nuovi Studi di diritto, economia e politica*, Rome, septembre-octobre 1929.

Sorel à Vilfredo Pareto, De Rosa (Gabriele), *Carteggi Pareto 1892-1923*, Sotto Gli Auspici Della Banca Nazionale del Lavoro, Rome, 1962.

Sorel à Daniel Halévy, 7 juillet 1907 et 16 octobre 1917, *Fédération*, n° 34, novembre 1947.

Sorel à Edouard Dolleans, *Revue d'histoire économique*, vol. 26, n° 2, 1947.

Sorel à Guglielmo Ferrero, *Il Pensiero politico*, n° 1, 1972.

Sorel à Mario Missiroli, *Lettere a un amico d'Italia*, Bologne, 1963.

## Récents ouvrages sur Sorel

### France

Fernand ROSSIGNOL, *La Pensée de Georges Sorel*, Bordas, Paris, 1948.

Robert LOUZON, introduction à *Lettres à Paul Delesalle*, Grasset, Paris, 1947.

Georges GORIÉLY, *Le Pluralisme dramatique de Georges Sorel*, Rivière, Paris, 1962.

Pierre ANDREU, *Notre maître, monsieur Sorel*, Grasset, Paris, 1953.

Daniel LINDENBERG, voir chapitre « Georges Sorel ou le Soleil noir de la Révolution », *Le Marxisme introuvable*, Calmann-Lévy, Paris, 1975.



Michel CHARZAT, *Georges Sorel et la Révolution au XX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, Paris, 1977.

Pierre ANDREU, *Georges Sorel, entre le noir et le rouge*, Syros, 1982.

### Grande-Bretagne

Irving Louis HOROWITZ, *Radicalism and the Revolt against Reason. The Social Theories of Georges Sorel*, Londres, 1961.

Larry PORTIS, *Georges Sorel*, Pluto Press, Londres, 1980.

### Etats-Unis

Richard HUMPHREY, *Georges Sorel, Prophet without Honor. A Study in Anti-Intellectualism*, Cambridge, Mass., 1951.

James H. MEISEL, *The Genesis of Georges Sorel*, Ann Arbor, Mich., 1951.

Michael CURTIS, *Three against the Third Republic : Péguy, Sorel, Barrès*, Princeton, 1959.

John STANLEY, introduction aux *Illusions of Progress*, Berkeley, 1969.

John L. STANLEY, introduction à *From Georges Sorel*, New York, 1976.

Jack J. ROTH, *The Cult of Violence : Sorel and the Sorelians*, Berkeley, 1980.

John L. STANLEY, *The sociology of virtue : the social and political theories of Georges Sorel*, Berkeley, 1981.

### Canada

Richard VERNON, *Commitment and Change : Georges Sorel and the Idea of Revolution*, Toronto, 1978.

### RFA

Hans BARTH, *Masse und Mythos, die Theorie der Gewalt : Georges Sorel*, Rowohlt, Hambourg, 1959.

Helmut BERDING, *Geschichtsauffassung und politische Theorie bei Georges Sorel*, Munich, 1968.

### Italie

R. VIVARELLI, introduction aux *Scritti politici*, Turin, 1963.

Giovanni CAVALLARI, introduction aux *Scritti politici e filosofia*, Einaudi, Milan, 1975.



*II*

---

*Textes*



# 1. Science et socialisme\*

*Peu de temps après sa retraite anticipée et son installation à Paris, Sorel écrit cette lettre au directeur de la Revue philosophique. Il y décrit son enthousiasme pour les idées de Karl Marx, tout en regrettant que les philosophes et les économistes se refusent à saisir l'importance de celui-ci. Sorel développera, après cet article, une critique systématique et marxiste des penseurs bourgeois.*

Mon cher Directeur,

Permettez-moi de soumettre aux lecteurs de la *Revue* quelques observations que me suggère le compte rendu de l'ouvrage de M. Bourdeau sur *Le Socialisme allemand*. J'admets parfaitement qu'on ait peu de goût pour Marx et ses amis, peu de sympathie pour des gens aussi peu sympathiques que Bebel et Singer ; mais il ne s'agit pas ici d'apprécier des hommes, il n'est question que de doctrines. Les philosophes détestent les socialistes ; ils n'en parlent qu'avec une mauvaise humeur mal dissimulée. La philosophie contemporaine bataille contre des chimères et navigue dans l'empyrée ; la nouvelle métaphysique réelle de Marx triomphera des réfutations subtiles qu'on lui oppose si les détenteurs des chaires officielles ne parviennent point à produire autre chose que des rêveries idéalistes et se montrent incapables de résoudre les problèmes modernes.

---

\* « Science et Socialisme », lettre au directeur de la *Revue philosophique*, t. 35, 1893, p. 509-511.

K. Marx n'est pas un penseur médiocre : les économistes n'ont pu le suivre sur le terrain où il a placé la question, ils lui ont opposé des arguments folâtres. M. Tarde, dans son compte rendu, compare K. Marx à Hegel : « C'est le même tunnel tortueux de déductions énigmatiques, étroitement et obscurément enchaînées, entrecoupées çà et là d'éclairs. Leur obscurité, à tous deux, a fait partie de leur force. »

Je ne puis m'expliquer ce jugement ; ce n'est pas la faute de Marx si les problèmes sociaux sont compliqués ; l'auteur déclare qu'il n'y a point de *voie royale pour la science* ; tout le monde sera de son avis. *Le Capital* n'est pas amusant ; mais je ne pense pas qu'on puisse trouver très distrayante la *Politique* d'Aristote. Sans doute, on peut traiter les questions économiques d'une manière légère ; on peut tout aussi bien mettre l'histoire en madrigaux. J.-B. Say et Bastiat ne sont pas aussi pénibles à lire que Marx ; mais aussi que peut-on apprendre en les lisant ? L'un des mérites de l'auteur allemand a été de placer la science sociale sur le seul terrain qui lui convienne (en admettant qu'il existe une science sociale). Le socialisme allemand emploie sans doute des moyens répréhensibles pour sa propagande ; mais la mauvaise foi des économistes a été mille fois signalée par les partisans de la protection ; je crois que la presse libérale n'a pas été toujours irréprochable. Il n'y a rien à conclure de ces écarts nécessaires.

Pour beaucoup de personnes, le socialisme n'est qu'une forme du jacobinisme : des gens instruits croient que la question sociale est un *prétexte* pour se partager les dépouilles du bourgeois et nourrir une armée de fonctionnaires aux frais du contribuable. Le socialisme est *exploité* par les Jacobins, et c'est un grand malheur ; mais aussi les Jacobins sont les seuls qui lui prêtent main-forte ; et sans eux aurait-on obtenu quelques concessions législatives ? Les classes éclairées n'ont-elles pas à se reprocher leur négligence ?

D'ailleurs, tout changement doit se faire par la force ; il est vrai que celle-ci peut ne pas être employée d'une manière aussi brutale que du temps de la Révolution ;



les légistes de nos vieux rois ont fait des réformes aussi graves dans la société que celles qui sont réclamées aujourd'hui par le socialisme : ils parlaient, au nom du droit romain, de ce que l'on appelait la *raison écrite*, merveilleuse conclusion de la spéculation antique.

Que demande donc le socialisme ? Que la force publique agisse conformément aux règles d'un Etat rationnel. Il me semble difficile de condamner une pareille prétention en France : nos pères n'ont pas eu de repos qu'ils n'eussent fait entrer dans la législation ce qu'ils regardaient comme les principes rationnels de toute société. Notre nouveau droit public ne s'est pas établi sans quelques difficultés ; personne ne saurait douter qu'il serait tout autre sans les effroyables tourmentes qui ont bouleversé l'Europe depuis 1789 jusqu'aux traités de Vienne.

Le socialisme prétend établir, aujourd'hui, une *science* économique ; si sa prétention est fondée, il a le droit de réclamer la refonte législative de l'Etat ; ses théorèmes doivent être appliqués ; *ce qui est rationnel et démontré doit devenir réel*.

Je sais bien qu'une formule absolue peut sembler bien démodée aujourd'hui : on ne veut plus entendre parler que d'empirisme et de relatif. On traite volontiers les socialistes de rêveurs ; on les compare à Platon et à Th. Morus. La science rationnelle et l'utopie sont choses quelque peu différentes ; suivant l'opinion courante, elles se ressemblent beaucoup, la science n'étant qu'une construction de notre esprit, plus ou moins adaptée aux choses réelles, mais jamais complètement adaptée : toute conclusion absolue serait donc interdite à l'homme. Cette conclusion sceptique est devenue celle des économistes ; les moralistes protestent bien encore quelque peu, pour la forme ; mais ils ont grand-peine à se maintenir sur leur ancien terrain ; presque tous sont obligés de faire des concessions aux doctrines nouvelles. N'est-ce pas un spectacle admirable que de voir les plèbes rester fidèles aux vieux principes, croire encore au droit et à la vérité *absolue*, quand ceux qui devraient les diriger n'y croient plus ? Le scepticisme scientifique aggrave tous les jours la séparation des classes, au point

de vue moral. Les plus savants perdent toute action sur la marche des esprits et la société court le plus grand danger, parce que la direction des âmes est presque partout abandonnée à des agitateurs. Le peuple va à eux, parce qu'il suppose chez eux la même foi qui l'anime.

Les adversaires du socialisme accumulent beaucoup d'objections captieuses et subtiles ; je n'ai pas une grande confiance dans ce mode de réfutation : on discute encore tous les jours sur les principes des mathématiques ; on n'a pas répondu à toutes les difficultés, à toutes les arguties des sophistes ; le calcul infinitésimal, surtout, présente de sérieuses difficultés — mais tout cela est pure négation ; la science marche toujours de l'avant, sans se soucier de chicanes auxquelles les géomètres ne répondent même pas.

La grosse question est ailleurs. Les anciens inventeurs de réformes ne croyaient pas à la science ; ils imaginaient des *recettes* sociales destinées à faire le bonheur de l'humanité. S'ils parlaient de science et de lois sociologiques, c'était dans un sens bien éloigné de celui que l'on donne aux mots *science* et *lois* en physique. Nos contemporains se soucient fort peu des conceptions d'A. Comte, de ses banquiers et de son sacerdoce. Le socialisme moderne croit qu'il existe une science, une vraie science économique. Cette thèse est-elle fondée ? Voilà ce qu'il faudrait examiner d'un peu plus près qu'on ne l'a fait jusqu'ici ; je ne crois pas que l'on ait réellement réfuté à ce point de vue les théories de Marx. Le problème est plus ardu qu'on ne le croit généralement. L'esprit humain ne veut pas se contenter de l'ancien scepticisme économique, il croit qu'il y a autre chose à faire que d'enregistrer des faits, de raisonner sur les balances de profits, de chercher si le bien-être augmente plus vite dans un pays que dans un autre. Toutes ces recherches ont leur utilité, je n'en disconviens pas, mais elles sont à côté de la question.

Ce n'est pas encore faire œuvre de science que de proposer des formules propres à représenter ce qu'on appelle l'évolution des sociétés : ce sont là des formules subjectives, qui ont leur valeur pratique, parce qu'elles

permettent de voir ce que le législateur peut faire immédiatement, sans de trop grands embarras. Mais tout cela ne touche pas encore à la question. Est-il vrai que l'échange renferme un élément susceptible d'entrer dans une science rationnelle, comme le soutient K. Marx, ou bien n'est-il qu'un phénomène échappant à toutes les catégories scientifiques possibles, comme semble le croire Aristote ? Si le Stagirite a raison, toutes les thèses socialistes s'écroulent ; Marx le savait bien, et il s'est donné beaucoup de mal pour justifier sa manière de voir. Les raisons données par les économistes ne m'ont pas convaincu ; ces littérateurs du genre ennuyeux n'ont pas même compris de quoi parlait leur adversaire.

Le problème est d'ordre philosophique, il n'y a que des philosophes habitués à étudier les principes qui puissent sérieusement l'aborder. Voilà longtemps que je cherche, en vain, la solution de cette question capitale et je n'ai encore trouvé de réponse nulle part.

## 2. La sociologie bourgeoise\*

*Ce n'est pas un hasard si Sorel a choisi d'analyser longuement les théories sociologiques d'Emile Durkheim dans le tout premier numéro du Devenir social. Après la publication, en 1895, du premier livre de Durkheim, Les Règles de la méthode sociologique, Sorel a attiré l'attention sur le fait que la nouvelle sociologie avait des implications considérables : c'était une « science sociale » qui s'opposait directement au marxisme. Grâce au livre de Durkheim, la société capitaliste pouvait prétendre avoir la « science » de son côté.*

M. E. Durkheim est professeur de sociologie à la faculté des lettres de Bordeaux ; il a soutenu, en 1893, une thèse sur *La Division du travail*, qui fit grand bruit dans le monde philosophique. Il vient de réunir dans un petit volume d'allures fort modestes, ce qu'il y a d'essentiel dans sa doctrine <sup>1</sup>.

L'auteur se prononce, avec une grande force, contre le socialisme. Il soutient que toutes les recherches faites jusqu'ici sur sa valeur n'ont pas un véritable caractère scientifique : « L'économiste se contente de se recueillir, de prendre conscience de l'idée qu'il se fait de la valeur, c'est-à-dire d'un objet susceptible de s'échan-

---

\* « Les Théories de M. Durkheim », *Le Devenir social*, vol. 1, avril 1895, p. 1-7, 22-26.

1. *Les règles de la méthode sociologique*, 1 vol., in-18, de VIII-186 p., F. Alcan éditeur, Paris, 1895.

ger ; il trouve qu'elle implique l'idée de l'utile, celle du rare, etc., et c'est avec le produit de son analyse qu'il construit sa définition. Sans doute, il la confirme par quelques exemples. Mais, quand on songe aux faits innombrables dont une pareille théorie doit rendre compte, comment accorder la moindre valeur démonstrative aux faits, nécessairement très rares, qui sont cités au hasard de la suggestion ? » (p. 33.) Ainsi l'auteur considère comme non avenue et inutile à discuter la théorie du *Capital*.

Dans ses conclusions, il déclare que la sociologie ne doit être « ni individualiste, ni communiste, ni socialiste, au sens qu'on donne vulgairement à ces mots. Par principe, elle ignorera ces théories auxquelles elle ne saurait reconnaître de valeur scientifique. [...] Du moins, si elle s'y intéresse, c'est dans la mesure où elle y voit des faits sociaux qui peuvent l'aider à comprendre la réalité sociale en manifestant les besoins qui travaillent la société » (p. 174).

Le moment semble « venu pour la sociologie de prendre le caractère ésotérique qui convient à toute science » (p. 178) ; il faut qu'elle acquière le « droit de parler assez haut pour faire taire les passions et les préjugés ».

Il me semble que M. Durkheim ne se dégage pas assez complètement des passions et des préjugés de son parti politique ; car, ayant à citer quelques sophismes d'auteurs contemporains, il dit : « Pour les socialistes, c'est l'organisation capitaliste, malgré sa généralité, qui constitue une *déviaton de l'état normal*, produite par la violence et l'artifice. Au contraire, pour M. Spencer, c'est notre centralisation administrative, c'est l'extension des pouvoirs gouvernementaux qui est le vice radical de nos sociétés » (p. 91). Il est tout au moins certain que le socialisme auquel fait allusion l'auteur est un peu vieillot.

Il ne faut pas se dissimuler que le socialisme a devant lui un adversaire de premier ordre. M. Durkheim n'appartient pas à la vieille école de J.-B. Say, dont il a vu de suite l'insuffisance ; il est pour l'intervention de l'Etat, l'organisation : il aborde les problèmes dans un

esprit très progressiste. Les nouvelles idées sur la démocratie conservatrice, assurant plus de justice dans les rapports économiques, favorisant le développement intellectuel et moral du peuple, poussant l'industrie dans des voies plus scientifiques, ont enfin trouvé un théoricien, qui est à la fois un métaphysicien d'une subtilité rare et un savant parfaitement armé pour la lutte.

Je n'examinerai pas toutes les thèses présentées dans le petit volume de M. Durkheim ; il y en a quelques-unes pour lesquelles il vaut mieux attendre que notre éminent adversaire ait définitivement arrêté ses formules ; je laisserai donc de côté toute la théorie morale et juridique.

## I

Il n'est pas toujours aisé de savoir quelle idée M. Durkheim se fait de la science ; ce mot est employé, de nos jours, dans des acceptions si distinctes les unes des autres qu'on ne sait plus trop ce qu'il veut dire. Pour beaucoup de personnes, on fait de la science quand on emploie de grands mots barbares et quand on cite des chiffres ; ce n'est évidemment pas dans cette acception charlatanesque que M. Durkheim emploie le mot science. Tâchons de pénétrer sa pensée.

D'après les anciennes conceptions, on devrait commencer par définir les phénomènes sociologiques et déterminer leur nature ; notre auteur, en effet, consacre deux chapitres à montrer ce qu'est un fait social et comment on peut l'observer utilement. Je ne crois pas que ce soit là une bonne méthode, car elle est fondée sur la doctrine des *choses en soi*.

Les méthodes doivent en effet, suivant les vieux systèmes, se constituer d'après les essences étudiées ; malheureusement, la science n'a point pour objet la détermination des essences, des natures, mais la détermination des relations. C'est là un point sur lequel j'aurai souvent à revenir, parce que l'auteur est trop souvent dominé par l'ancienne théorie.

Les relations peuvent être conçues de deux manières



tout à fait distinctes l'une de l'autre. Tantôt on prétend constituer des lois absolues et rigoureusement scientifiques ; tantôt on cherche des formules empiriques qui, par elles-mêmes, ne sont rien, et qui sont subordonnées à une fin économique. M. Durkheim tient à ce que la sociologie « s'oriente de manière à ce qu'elle puisse aboutir pratiquement » (p. 174). Il indique encore mieux sa conception dans un passage où il cherche à montrer comment le travail de la raison n'est pas inutile au point de vue pratique : « Entre la science et l'art il n'y a pas un abîme ; mais on passe de l'une à l'autre sans solution de continuité. La science, il est vrai, ne peut descendre dans les faits que par l'intermédiaire de l'art, mais l'art n'est que le prolongement de la science. Encore peut-on se demander si l'insuffisance de cette dernière ne doit pas aller en diminuant, à mesure que les lois qu'elle établit exprimeront de plus en plus complètement la *réalité individuelle* » (p. 62). Il y aurait bien des réserves à faire au sujet de cette espérance, car nous lisons plus loin : « Il est vrai que le type moyen ne saurait être déterminé avec la même netteté que le type individuel. [...] Mais qu'il puisse être constitué, c'est ce qu'on ne saurait mettre en doute, puisqu'il est la *matière immédiate de la science* » (p. 70). Mais c'est toujours une fiction et non un individu réel.

Les relations sociologiques, telles que les cherche M. Durkheim, sont donc des relations empiriques fondées sur la connaissance des *faits corrigés* en vue de faire disparaître les individualités excentriques et de serrer autant que possible de près les cas les plus nombreux, ceux qui se groupent autour des moyennes. Dans ces conditions, on peut dire que l'art et la science sont inséparables.

Ce sont bien, en effet, des relations de ce genre que demande l'homme d'Etat : « Son rôle est celui du médecin ; il prévient l'écllosion de maladies par une bonne hygiène, et quand elles sont déclarées il cherche à les guérir » (p. 93). Personne n'ignore que dans la médecine l'art et la science se pénètrent profondément

et que les règles thérapeutiques sont basées sur les cas ordinaires.

Il existe une autre science empirique, moderne comme la sociologie et ayant beaucoup de rapports avec elle : je veux parler de la météorologie. On peut objecter que l'homme est à peu près sans action sur les phénomènes du ciel ; mais ce n'est pas tout à fait exact, car peu de gens contestent l'influence des cultures sur les pluies, les orages, le débit des fleuves ; d'autre part, l'expérience prouve que les *œuvres individuelles* sont presque complètement vaines pour modifier directement les cours des événements sociaux, et cette impuissance est un des principes les plus importants constatés par l'étude scientifique des sociétés modernes.

Ces deux sciences sont surtout remarquables par l'importance qu'elles attachent à la notion de *fréquence* ; M. Durkheim a mis en évidence avec une grande perspicacité l'importance de ce caractère, très net, très objectif, et il a fondé sa morale en grande partie sur l'appréciation du degré de généralité.

Dans les questions agricoles, on a besoin d'avoir des renseignements nombreux et précis sur la fréquence des faits météorologiques remarquables ; sans cette connaissance, il est impossible de se lancer dans les opérations d'une agriculture perfectionnée. On ne serait pas bien avancé si on savait seulement quelles sont les moyennes relatives au climat : on a besoin de savoir comment les écarts se classent en étendue, en durée et en périodes.

Quand on parle d'un état moyen, on entend toujours un groupement dont tous les éléments diffèrent de la moyenne mathématique, mais n'en diffèrent que dans une certaine mesure acceptable, pour que tout le groupement puisse être pris comme une chose homogène. Dans la balistique, on distingue un *noyau central*, qui comprend la moitié des coups ; dans l'agriculture, ce système ne serait guère admissible ; il faut que les calculs soient basés sur un noyau comprenant un plus grand nombre de cas favorables — au moins dans nos pays. Il existe des cultures extensives de céréales qui peuvent être entreprises dans des régions neuves avec

une chance de réussite de un sur trois. Au bout d'un petit nombre d'années, on cherche à parer aux accidents provoqués par la sécheresse, on construit des canaux d'irrigation ; quand les Français sont venus en Afrique, ils ont trouvé un réseau remarquable de travaux hydrauliques très anciens servant à utiliser les eaux des torrents durant les orages. Plus on avance et plus on cherche à *consolider* les cultures en assurant l'irrigation : aujourd'hui, il existe de grandes incertitudes dans les pays du Midi de la France ; on a étendu les arrosages trop vite sans bien se rendre compte des ressources : je crois qu'on peut considérer qu'une zone est encore bien desservie quand il n'y a que trois pertes d'une demi-récolte moyenne dans une période de dix ans.

Il est inutile d'entrer plus longuement dans ces considérations techniques ; le lecteur comprend facilement quelle importance possède le concept du noyau central dans tout groupement des phénomènes ; on voit aussi que l'étendue de ce noyau doit être déterminée par des considérations très variables suivant l'état économique du pays. Les industriels qui possèdent des chutes d'eau ont depuis longtemps considéré la fréquence, et ils font leurs calculs sur ce qu'ils appellent les *bonnes eaux*, c'est-à-dire sur les cas qui rentrent dans le noyau central<sup>2</sup>.

Une deuxième analogie existe entre la sociologie et la météorologie : on applique dans les deux cas la notion des moyennes et par suite celle des probabilités, comme si les phénomènes suivaient la loi du jeu idéal des chances. C'est là une source de grosses erreurs parfois, car il n'y a rien de moins prouvé que l'application du calcul

---

2. Si les phénomènes ne présentaient aucune régularité, il serait impossible de procéder à l'élevage des animaux, de les dresser, d'améliorer les races, etc. C'est donc sur une appréciation pratique de la fréquence et des écarts ayant une certaine probabilité que sont fondées presque toutes les opérations industrielles.

Je crois avoir été l'un des premiers à appeler l'attention des agronomes sur la stabilité du régime d'irrigation, dans un mémoire inséré dans le *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales* de l'année 1891.

des probabilités à ces événements. Nos pères croyaient que cela pouvait se faire légitimement dès qu'il y avait beaucoup de causes formant un réseau embrouillé et confus ; mais aujourd'hui nous savons le contraire ; nous savons qu'une circonstance en apparence peu importante (qu'on pourra rester longtemps sans apercevoir et qui restera peut-être impossible à définir avec exactitude) suffit pour transformer complètement le mode de production des événements. Depuis que les spirites ont tant publié d'expériences singulières, personne ne peut plus douter de ce principe de la petite cause inaperçue, régulatrice du hasard.

Une troisième analogie résulte aussi de l'importance énorme que prend l'ordre du développement : par exemple, si la récolte manque deux années de suite, ou s'il y a deux inondations successives, le mal est beaucoup plus grave que si une perte plus grande se répartit sur des années espacées. La fréquence numérique ne change point, mais le groupement chronologique se fait autrement. Il faut ici introduire un concept nouveau qui me semble être resté étranger aux recherches des mathématiciens qui ont travaillé les problèmes de probabilité.

Enfin, dans les deux ordres de connaissances, l'investigation a pour objet la détermination de systèmes analogues des causes. Bien peu de météorologistes s'occupent aujourd'hui de donner des explications des grands phénomènes de l'atmosphère : ils prennent rarement part aux discussions sur la nature des cyclones. Le point de vue a complètement changé : les choses sont considérées comme des données, et on s'occupe d'étudier d'une manière raisonnée les circonstances intéressantes. On choisit, par exemple dans l'étude des tempêtes, un ensemble qui forme le premier échelon de la connaissance : cet ensemble est fourni par les courbes isobares, et l'on étudie le mode de variation de cet ensemble. On ne prétend plus pénétrer jusqu'à la racine de l'explication météorologique ; on se contente de décrire et de construire suivant une loi (si c'est possible) les *circonstances du processus*. C'est ainsi qu'on a été amené à donner une telle importance à l'étude de la marche des

dépansions barométriques ; c'est au moyen des règles relatives à cette marche qu'on peut prévoir le temps un peu à l'avance.

La sociologie, telle que la comprend M. Durkheim, procède exactement de la même manière ; elle ne prétend plus déterminer la nature de la société et de ses organes ; elle prend les choses comme elles sont et comme elles deviennent pour les étudier dans leur changement. Cette étude est faite d'une manière empirique ; on se contente de trouver des règles prochaines. Ainsi, par exemple, M. Durkheim observe que « la tendance au suicide varie comme la tendance à l'instruction. Mais il est impossible de comprendre comment l'instruction peut conduire au suicide. [...] On en vient donc à se demander si l'un et l'autre fait ne seraient pas la conséquence d'un même état. Cette cause commune, c'est l'affaiblissement du traditionalisme religieux qui renforce à la fois le besoin de savoir et le penchant au suicide<sup>3</sup> » (p. 162). M. Durkheim croit d'ailleurs avoir prouvé que cet affaiblissement se développe normalement dans le type actuel (p. 78) ; il dispose donc d'un phénomène central qui servira de directeur à toute l'étude des changements sociologiques ayant des affinités avec lui.

## II

Ces explications et ces rapprochements vont nous être très utiles pour discuter deux propositions très importantes de M. Durkheim sur les principes de la sociologie.

Il faut, dit-il, qu'on postule tout d'abord le principe de causalité : « Puisque la loi de causalité a été vérifiée dans les autres règnes de la nature, que progressivement elle a étendu son empire du monde physico-chimique au monde biologique, de celui-ci au monde psychologique, on est en droit d'admettre qu'elle est également vraie du

---

3. Je ne discute pas ici cette théorie ; je ne l'examine qu'au point de vue explicatif.



monde social » (p. 173). Cette argumentation me semble d'une grande faiblesse, et l'auteur en a bien le sentiment, car dans la même page se trouvent deux déclarations importantes :

« La question de savoir si la nature du lien causal exclut toute contingence n'est pas tranchée pour cela. »

« La sociologie n'a pas plus à affirmer la liberté que le déterminisme. »

Ces deux phrases signifient très clairement qu'en sociologie le mot *cause* a un tout autre sens qu'en physique et que l'induction dont il a été parlé tout d'abord a été faite par à peu près et sous l'influence des analogies verbales. La physique et la chimie ne comportent aucun relâchement du lien déterministe : leurs lois sont ou ne sont pas et elles s'appliquent à tout individu concevable. Mais comment peut-on parler de causes (analogues aux causes physiques) en sociologie, alors que les choses mises en relation sont des fictions manquant de réalité individuelle ? On n'éviterait pas l'objection en disant que la position actuelle est provisoire et que les relations entre les moyennes sont des approximations du réel parce qu'elles remplacent des relations encore inconnues existant entre des êtres réels. Cet argument est un pur sophisme : nous constituons une science en prenant pour donnée immédiate certaines choses, nous prouvons la possibilité de faire cette science par l'usage même que nous faisons de cette méthode — de quel droit irions-nous supposer l'existence d'une autre science entre des hypothèses ? Ceci ne serait pas une induction, mais un saut périlleux. [...]

## V

Nos pères abordaient les problèmes sociaux avec des préoccupations juridiques ; ils étaient dupes de l'illusion psychologique et prenaient pour point de départ les problèmes les plus connus dans la pratique de la vie : c'est ainsi que le contrat a joué un si grand rôle dans les anciennes théories. Aujourd'hui les choses sont, en



quelque sorte, retournées ; tout le monde acceptera sans difficulté la formule suivante donnée par M. Durkheim : « Le caractère conventionnel d'une pratique ou d'une institution ne doit jamais être présumé » (p. 36).

L'ancien système avait de grands avantages ; il était fort clair : l'explication était fondée sur une suite de raisons qui, d'après notre expérience, étaient valables pour déterminer des personnes raisonnables. Ce système était dominé par des vues empruntées à l'empirisme le plus naïf, et c'est ce qui l'a rendu vite si ridicule. Que de fois n'a-t-on pas reproché aux auteurs du XVIII<sup>e</sup> siècle d'avoir imaginé que le monde entier avait, à toutes les époques, raisonné de la même manière qu'eux ? Ils croyaient avoir le droit de rejeter comme mal fondées toutes les assertions des historiens antiques lorsque leurs récits étaient choquants ou invraisemblables au point de vue des idées courantes de leur temps.

De tous les phénomènes sociologiques, les plus sensibles de la vie courante, ceux qui manifestent le mieux et le plus souvent le caractère coercitif, sont, évidemment, les actes juridiques. C'est pourquoi il a été si difficile de se libérer des prénotions sur le contrat social.

A cette doctrine bien démodée s'est substitué un autre système qui est aussi obscur que le premier était clair : nos pères, qui aimaient beaucoup ce qui est bien net, n'auraient pas eu beaucoup d'admiration pour les sociologies plus ou moins biologiques si fort en vogue maintenant. Leur obscurité n'a pas nui à leur succès ; car nous croyons, aujourd'hui, qu'une thèse est d'autant plus savante qu'elle est plus difficile à comprendre et qu'elle est présentée dans un langage plus barbare.

Lorsqu'on assimile la société à un organisme, on introduit deux ordres nouveaux de considérations dans la science. D'une part on se propose de déterminer les fins des divers changements ; d'autre part on construit un système de causes instinctives.

« La plupart des sociologues, dit M. Durkheim, croient rendre compte des phénomènes une fois qu'ils ont fait voir à quoi ils servent, quel rôle ils jouent. On raisonne comme s'ils n'existaient qu'en vue de ce rôle et

n'avaient d'autre cause déterminante que le sentiment, clair ou confus, des services qu'ils sont appelés à rendre. » (p. 110). L'auteur ne rejette pas complètement cette notion de l'utile, et nous aurons à revenir sur ce point : la question est de savoir à qui la chose considérée est utile et qui a le sentiment de son utilité.

Sa pensée est assez facile à saisir dans le passage où il cherche à interpréter la division du travail social. A l'origine, il faut supposer une certaine différenciation produite par « le seul développement des divergences individuelles, impliquant une diversité de goûts et d'appétitudes ». Ainsi, il s'est manifesté tout d'abord un phénomène dû à des causes aveugles agissant sur les hommes en raison de leurs tendances appétitives et de leurs constitutions. Plus tard intervient l'instinct de conservation, tendance qui pousse l'homme à essayer les efforts nécessaires pour « se maintenir dans les nouvelles conditions d'existence où il se trouve placé à mesure qu'il avance dans l'histoire ». Cet instinct nous a orientés dans une voie nouvelle, « c'est d'abord que la voie qu'il suivait s'est trouvée comme barrée, parce que l'intensité plus grande de la lutte a rendu de plus en plus difficile la survie des individus qui continuaient à se consacrer à des tâches générales. D'autre part, il s'est tourné dans le sens d'une division du travail toujours plus développée, c'est-à-dire aussi dans le sens de la moindre résistance. Les autres solutions possibles étaient l'émigration, le suicide, le crime. Or, dans la moyenne des cas, les liens qui nous attachent à notre pays, à la vie, la sympathie que nous avons pour nos semblables, sont des sentiments plus forts que les habitudes qui peuvent nous détourner d'une spécialisation plus étroite » (p. 114 et 115).

Cette exposition est fort belle ; je suis le premier à reconnaître qu'elle a une autre valeur que l'hypothèse enfantine de M. Spencer sur le besoin du plus grand bonheur et ses vagues déclamations sur l'adaptation. Avec M. Durkheim, nous sommes placés sur le terrain de la science réelle et nous voyons l'importance de la lutte ; seulement la question est de savoir si la lutte se

produit dans des conditions aussi simples que le suppose l'auteur.

Le socialisme introduit dans l'étude de ce processus un facteur que négligent systématiquement les sociologistes ; il ne sépare point la division du travail et la formation des classes : celles-ci, organisées pour la lutte, exercent une influence capitale sur la division du travail, en introduisant des forces bien différentes de celles dont parle M. Durkheim. Grâce à la doctrine de la lutte des classes, on peut suivre le vrai processus historique, tandis que celui de notre auteur est seulement schématique et logique.

Grâce à la théorie des classes, les socialistes ne rapportent point les fins à des entités imaginaires, à des besoins de l'âme collective et autres nigauderies sociologiques, mais aux hommes réels groupés en groupes agissants dans la vie sociale. C'est ainsi qu'ils ouvrent à la recherche psychologique une voie nouvelle et lui permettent de prendre une grande part à l'investigation sociologique : ils lui marquent les directions dans lesquelles elle doit pousser ses analyses. La psychologie, ainsi mise à sa véritable place, fournit à la sociologie des éléments explicatifs, comme (à peu près) la chimie en fournit aux sciences naturelles.

La deuxième partie de la théorie organique est fondée sur une conception de la volonté directrice ; rien n'est difficile à déraciner comme les prénotions sur la volonté ; et la difficulté est d'autant plus grande que peu de personnes comprennent la véritable nature du problème. Toutes nos idées sur la volonté viennent de l'influence prépondérante qu'exercent sur nos jugements les actes les plus communs de la vie ; nous sommes donc amenés à construire toutes nos explications au moyen de causes se déterminant par des motifs usuels et en vue de fins jugées avantageuses.

Il nous est impossible de parler des instincts et même des mouvements réflexes sans nous servir d'expressions qui rappellent les actes voulus avec motifs ; cela explique pourquoi certains philosophes, subordonnant les rapports réels aux rapports des supports expressifs, ont

pensé que le réflexe était un instinct rendu mécanique par l'usage ; d'autres ont imaginé que (chez les animaux tout au moins) l'acte instinctif était précédé d'une représentation innée de la chose à faire.

Le plus souvent, on a raisonné d'une manière tout à fait opposée ; on est parti de ce fait que les actes instinctifs étaient chronologiquement les premiers et on a cru expliquer les actes de la vraie volonté par un développement des instincts — ce qui a été assez facile, parce qu'on avait déjà eu soin de placer dans les instincts assez d'éléments volontaires pour que la continuité fût apparente.

M. Durkheim s'attaque fortement aux prénotions sur les instincts. Il se demande, par exemple, ce que peut signifier la théorie comtiste du progrès. « Il faudrait admettre quelque ressort intérieur à la nature humaine. [...] Serait-ce cette sorte d'instinct dont parle Comte et qui pousse l'homme à réaliser de plus en plus sa nature ? Mais c'est répondre à la question par la question et expliquer le progrès par une tendance au progrès, véritable entité métaphysique dont rien, du reste, ne démontre l'existence. » Cette conception de l'instinct est abandonnée par presque tout le monde, parce que le cercle vicieux est trop manifeste ; mais il n'en est pas de même de la doctrine de l'évolution des instincts.

Là encore, observe avec beaucoup de raison M. Durkheim, on a pris l'effet pour la cause et on a construit une explication verbale. « On a considéré comme inné à l'homme un certain sentiment de religiosité, un certain minimum de jalousie sexuelle, de piété filiale, d'amour paternel, etc. ; et c'est par là que l'on a voulu expliquer la religion, le mariage, la famille » (p. 131). L'histoire n'est pas très favorable à cette théorie ; mais l'histoire est tenue de se soumettre à la sociologie ; c'est son sort depuis bien longtemps. Quand on va jusqu'aux sociétés primitives, qu'on cherche à remonter à ces minima innés, « le résidu que l'on obtient, et qui seul peut être considéré comme d'origine psychologique, se réduit à quelque chose de vague et de schématique

qui laisse à une distance infinie les faits qu'il s'agit d'expliquer. C'est que ces sentiments résultent de l'organisation collective, loin d'en être la base » (p. 132).

Ce système vicieux revient à dire que le mouvement d'un corps est convenablement expliqué quand on l'a reconnu dans les cas où il était à peine discernable et qu'on explique en un mot les choses faciles à observer en se plaçant dans les conditions où elles s'observent mal. Quelle belle science ! En voilà une qui ne fera jamais faillite.

Quand on va au fond de cette doctrine, on voit qu'elle repose sur une théorie métaphysique de la volonté. Celle-ci communique ses mouvements propres aux choses et elle se manifeste d'une manière progressive dans le monde. Lors donc qu'on a constaté une première tendance quelque part, on a mis en évidence un nouveau processus de la souveraine puissance, et ce processus sera bien expliqué quand on connaîtra son origine et la direction qu'il suit. C'est pourquoi les doctrines modernes sur les instincts sociaux ne sont pas de simples cercles vicieux, comme le pense M. Durkheim ; ce sont des sophismes beaucoup plus dangereux, des conceptions beaucoup plus antiscientifiques qu'on ne le croit d'ordinaire. Il me semble inutile de m'étendre davantage sur cette question ; les arguments de fait de M. Durkheim montrent parfaitement le néant de toute doctrine fondée sur les instincts.

### 3. Le socialisme et l'Etat\*

*Sorel s'est très vite lancé dans des polémiques sur le marxisme ; en 1895, dans Le Devenir social, il précise ses conceptions de base. Il s'oppose à toute simplification des idées et du langage socialistes. Sans doute parce que la notion de lutte de classe est, au niveau le plus élevé de la tactique révolutionnaire, une lutte pour la formation de la conscience de la classe ouvrière. Le marxisme ne doit en aucun cas se réduire à des sortes de formules vides. L'Etat bourgeois était trop puissant et vaincrait aisément le socialisme si celui-ci tentait d'imiter sa puissance. Il fallait comprendre, en particulier, la relation nouvelle entre la petite bourgeoisie et la croissance de l'Etat.*

Il est nécessaire d'examiner ici sommairement comment l'Etat juridique intervient dans le domaine économique, pour combattre les exagérations trop manifestes des forces et pour exercer la *justice distributive* — et comment l'Etat politique se développe par l'adjonction d'organismes économiques et exerce le vrai *étatisme*.

On se fait une idée très fautive de la société moderne lorsqu'on réduit tout à une lutte entre deux armées rangées en bataille ; les choses ne sont pas aussi simples que cela <sup>1</sup>, et même en Angleterre la lutte n'a pas un tel

---

\* « Superstition socialiste ? », *Le Devenir social*, vol. 1, novembre 1895, p. 749-752.

1. « En réalité, les différentes classes se pénètrent réciproquement et il y a toujours entre deux classes une foule d'intermédiaires »



caractère. K. Marx signale souvent le mélange des divers modes de produire et des diverses catégories sociales ; dans certains pays, la distinction des classes n'est pas assez avancée pour que la lutte soit encore engagée sur le véritable terrain propre à l'action spécialement révolutionnaire dévolue au prolétariat industriel. Dans sa *Lettre sur le programme de Gotha*, K. Marx dit <sup>2</sup> qu'on a tort de considérer en Allemagne tous les adversaires du prolétariat comme formant une *même masse réactionnaire*. En Angleterre, les luttes de l'aristocratie foncière contre les riches industriels ont amené l'intervention de la loi dans le régime des fabriques. En général, partout où il y a une lutte politique pour la conquête des profits donnés par le gouvernement il y a aussi législation sur la lutte des classes ; et bien souvent cette législation est dirigée contre le capitalisme : il n'existe aucune règle, car tout dépend des groupements d'intérêts et de l'histoire des partis, c'est-à-dire de l'accident purement historique.

Dans ces dernières années, il s'est produit un phénomène tout nouveau, qui donne un caractère tout nouveau à cette intervention de l'Etat. Les diverses fractions de la classe menacée par la révolution prolétarienne ont compris qu'il fallait faire des établissements de défense pour l'avenir. Leur plan n'a pas demandé beaucoup de génie d'invention ; car nos adversaires se sont bornés à reprendre l'idée, si souvent développée, de la nécessité d'une *continuité sociale* ; ils ont cherché souvent à créer une classe moyenne, ou d'autres fois à dissoudre le prolétariat en créant dans son sein des intérêts en contradiction apparente avec ceux de la classe ouvrière (sociétés de prévoyance, coopératives comman-

---

(KAUTSKY, « Le Socialisme et les Carrières libérales », *Le Devenir social*, mai 1895, p. 115). Les socialistes n'ont donc pas à s'arrêter aux objections faites contre la difficulté qu'on peut éprouver à distinguer les classes, difficulté sur laquelle insiste M. Garofalo (p. 109) ; cette difficulté n'existe que pour les positivistes habitués à s'arrêter aux premiers signes.

2. *Lettre sur le programme de Gotha*, p. 759.

ditées par les capitalistes, maisons à bon marché, assurances, etc.).

Le capitalisme est décidé à acheter la paix aussi cher que cela sera nécessaire ; il compte se rattraper autrement, et il faudra bien qu'un surtravail quelconque paie les frais généraux qu'on crée de cette manière. De là résulte le très grand développement de la législation ouvrière.

Aujourd'hui que le petit-bourgeois ne peut décidément plus vivre dans la *libre industrie*, cette classe, si importante pour la lutte contre le prolétariat<sup>3</sup>, disparaîtrait si l'Etat n'était là pour la recueillir. Ce qui constitue le caractère tout à fait moderne de l'étatisme, c'est qu'il ne comprend plus seulement un patriciat comme jadis, mais que le patriciat est noyé dans une plèbe tous les jours plus nombreuse et plus famélique. Cette plèbe forme *l'armée des mercenaires* que le capitalisme oppose au prolétariat. Les progrès de la grande industrie jettent tant de monde sur le pavé que les gouvernements sont obligés d'augmenter chaque année, dans de très grandes proportions, les dépenses de leurs budgets.

Pour entretenir sa clientèle plébéienne, l'Etat a une forte tendance à la création des monopoles, dans lesquels on enrégimente les sans-travail rejetés par l'industrie.

Ce mouvement est favorisé, presque partout, par les réclamations des agrariens qui représentent, en France et en Allemagne, une époque antérieure à celle du capitalisme et souffrent de l'exploitation de celui-ci (dans les chemins de fer, les sucreries, la rectification des alcools). Ils voudraient que les industries — avec lesquelles ils sont en contact — fussent exploitées en vue de leurs propres intérêts. Il y a une grande différence entre les points de vue de la bureaucratie et celui de l'agriculture : car, pour les fonctionnaires, il s'agit d'exploiter les chemins de fer pour le plus grand bien de ceux qui les exploitent ; pour les agrariens, il faut que ce

---

3. « Les démocrates se croient placés au-dessus de l'antagonisme des classes », dit K. Marx (*Le 18 Brumaire*, p. 45).

soit pour le plus grand bien de ceux qui s'en servent. (Ce sont ces derniers seuls qui voient les choses à peu près comme *nationalisation*.)

La transformation s'opère assez facilement lorsque le capitalisme a tiré tous les fruits de l'entreprise et n'attend pas de profits probables d'une révolution industrielle prochaine. Des actions de chemin de fer ne sont plus de véritables parts d'affaires, puisque les revenus sont consolidés à très peu près. Le capitaliste passe donc très volontiers ses actions à l'Etat, à qui il viendra ensuite demander des tarifs extra-réduits pour les produits de ses usines <sup>4</sup>.

L'étatisme ne semble pas devoir prendre la place du capitalisme parce qu'il est incapable de suivre les progrès de la science et d'utiliser les inventions ; il est conservateur par sa nature. Quel rôle doit-il jouer dans l'avenir ? Quels sont les antagonismes qu'il développe ? Ce sont là des questions encore mal connues.

K. Marx était fort hostile à l'extension des pouvoirs de l'Etat, et il s'est exprimé sur ce sujet avec une extrême vigueur <sup>5</sup>. « Une chose tout à fait à rejeter, c'est une éducation du peuple par l'Etat. Fixer par une loi générale la dotation des écoles populaires [...], veiller, comme aux Etats-Unis, par des inspecteurs de l'Etat à l'observation de ces prescriptions légales, ce n'est pas du tout la même chose que de faire de l'Etat l'éducateur du peuple ! [...] Donc tout le programme, en dépit de son clinquant démocratique, est, d'un bout à l'autre, *infesté de la servile croyance des partisans de Lassalle à l'Etat*, ou, ce qui ne vaut pas mieux, de *la foi au surnaturel démocratique*. »

Le socialisme d'Etat ne peut se développer que dans les pays où les contradictions produites par le capitalisme ont produit des résultats jugés déplorables par la

---

4. Il y a en France de grandes résistances contre le rachat par l'Etat : c'est que les fonctionnaires des chemins de fer sont mieux payés actuellement qu'ils ne seraient après le rachat. C'est une pure lutte pour les gros traitements qu'on veut conserver, et les directeurs, bien rétribués, paient largement la presse pour défendre leurs intérêts.

5. *Lettre sur le programme de Gotha*, p. 768.

majorité des gens éclairés ; on essaie alors *quelque chose*, et ce quelque chose est ce qu'il y a de plus simple, une imitation plus ou moins adroite des rapports de production créés par le capitalisme, et un ensemble de règles que l'on suppose capables de faire disparaître les abus.

## 4. Morale et socialisme\*

*En 1897, le refus de Sorel du marxisme orthodoxe provoqua sa rupture avec Paul Lafargue. En 1898, il cessa de collaborer à la revue Le Devenir social qu'il avait fondée avec Lafargue, Georges Deville et Alfred Bonnet. L'année suivante, il participe à la revue Le Mouvement socialiste d'Hubert Lagardelle. Cette revue est peut-être effectivement la plus réussie du point de vue de son impact sur les milieux socialistes. Dans cet article, Sorel articule ses conceptions sur l'éthique et la morale en tant que contenu essentiel d'un mouvement révolutionnaire. La lutte de classe est une lutte pour établir de nouveaux liens sociaux et rejeter la moralité d'une élite.*

On a beaucoup écrit sur la morale du socialisme ; mais, en général, les auteurs qui s'occupent de ces questions nous disent plutôt comment ils désireraient voir se transformer la société qu'ils n'interprètent les phénomènes sociaux. Il y a tellement d'arbitraire dans tous ces essais que l'on comprend la mauvaise humeur avec laquelle ils ont été accueillis par certains camarades : au lieu de disserter sur ce qui pourra peut-être arriver, sur un idéal fort lointain et impossible à prévoir, ne vaudrait-il pas mieux nous occuper du présent ? Ces rêves ne sont-ils pas en contradiction avec les tendances les plus caractéristiques du socialisme contemporain ?

---

\* « Morale et Socialisme », *Le Mouvement socialiste*, vol. 1, mars 1899, p. 207-213.

Marx n'a-t-il pas dit qu'un problème est posé seulement quand les éléments existent pour le résoudre ?

La morale et le droit ne sont pas des produits de notre imagination ; ce sont des systèmes de jugements sur le présent, que nous formons en vertu des lois de notre esprit et qui nous importent beaucoup plus que la plupart des théories scientifiques ; car notre conduite et notre bonheur dépendent de ces jugements.

Le socialisme existe aujourd'hui dans tous les pays industriels suffisamment avancés : il a pris des formes assez vastes et assez définies pour qu'il puisse être observé comme un phénomène naturel ; il faut l'étudier et chercher quelles sont les tendances qu'il manifeste effectivement, quelles sont les manières de comprendre que l'on trouve chez ses adhérents, à quels principes de la philosophie morale on peut essayer de ramener les faits.

La difficulté paraît grande, au premier abord, parce que le mouvement socialiste est complexe. On trouve à chaque pas des souvenirs du passé qui ne correspondent plus exactement aux conditions sociales actuelles ; la langue du droit et de la morale a été faite par les créateurs de théories anciennes ; nous sommes obligés à tout instant de penser avec des formes de langage qui ne sont plus appropriées aux besoins actuels de notre pensée. D'autre part, le mouvement socialiste n'est pas une *abstraction* ; c'est une réalité, c'est *la vie des classes ouvrières* ; il prend donc des formes aussi variées que cette vie elle-même ; il faut tenir compte du degré de développement des classes, c'est-à-dire de leur organisation interne, des progrès accomplis par les travailleurs au point de vue intellectuel, de la plus ou moins grande compréhension qu'ils ont acquise de leur rôle social. Suivant la méthode de Marx, c'est dans les pays les plus avancés qu'il faut faire porter l'examen ; c'est là qu'on peut espérer trouver des éléments capables de fournir les principes de la nouvelle éthique en formation.

Beaucoup d'auteurs ont cru que le socialisme moderne réduit à fort peu de chose le rôle de la morale parce qu'il prétend expliquer, sinon toute l'histoire, du



moins une très grande partie de l'histoire, par la lutte des classes ; on a dit que le vainqueur fabrique un système de lois et impose un système de morale combinés de manière à assurer sa domination.

Marx n'admettait pas cette manière de comprendre l'histoire ; il n'a jamais manqué de faire ressortir le point de vue juridique dans les guerres sociales. A ses yeux, la lutte moderne des classes a pour objet une transformation des *principes* de la législation d'un pays ; c'est un droit qui s'élève contre un droit ; ce n'est pas un simple conflit d'intérêts.

Pour bien comprendre sa pensée, il ne faut jamais séparer ce qu'il dit sur la lutte du prolétariat contre le capitalisme de la théorie de la *mission du prolétariat*, qui joue un rôle capital dans sa doctrine, mission dont le but est essentiellement moral.

« L'émancipation du travail, étant un problème ni local ni national mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite pour sa solution le concours théorique et pratique des pays les plus avancés » ; et le prolétariat poursuit « l'établissement de droits et de devoirs égaux, et l'abolition de tout régime de classe » ; ainsi s'expriment les statuts de l'Internationale ; et c'est là ce que Marx appelle « l'émancipation économique de la classe ouvrière ».

Un pareil programme oblige les travailleurs des pays les plus avancés à ne pas se borner à réclamer le redressement de griefs personnels : ils doivent constamment marcher en avant et forcer la société à faire des expériences nouvelles, expériences dont profitera la législation dans les régions moins avancées ; car l'observation montre qu'une réforme pénètre bien des fois dans un pays longtemps avant que les ouvriers de ce pays soient en état de l'imposer.

Souvent il arrive que le prolétariat entre en lutte dans l'intérêt de classes qui ne sont pas favorables à ses revendications ; bien des fois les conservateurs ont pensé qu'ils pourraient détacher le peuple de la bourgeoisie libérale en lui montrant qu'il retire fort peu d'avantages des combats qu'il soutient en faveur des

réformes démocratiques ; des socialistes même ont écrit que c'était de la duperie. Cette manière de comprendre le rôle des classes ouvrières est contraire aux principes que Marx a toujours soutenus, aux règles de l'Internationale et à la pratique constante du prolétariat. Les ouvriers ont été plus avisés que certains de leurs chefs ; il n'y a pas d'idée qui soit plus ancrée dans leurs têtes que celle de la mission historique, et ils l'ont toujours comprise comme Marx dès qu'ils ont été quelque peu initiés au socialisme ; pour eux, cette mission est identique au socialisme.

Le caractère moral de cette mission est encore mieux accusé dans ce passage de l'*Adresse inaugurale de l'Internationale* où Marx recommande aux travailleurs de protester au nom de la justice et de la morale quand ils ne peuvent empêcher les gouvernements de poursuivre leurs criminels desseins. Marx n'était sans doute pas, comme certains socialistes actuels, convaincu que la morale et la justice sont des mots vides de sens ; il leur accordait assez d'importance pour accorder la valeur d'un acte à une simple protestation faite au nom des principes.

Le moteur de toute la lutte des classes, ainsi éclairée par la notion de la *mission*, est l'opposition qui existe, dans la vie réelle, entre les décisions conformes au droit et nos aspirations morales. Au point de vue moral, les hommes s'équivalent tous ; la morale ne connaît pas, comme le droit, le propriétaire, le fermier, l'entrepreneur, l'ouvrier ; elle ne sait rien de ce qu'on appelle la *personne juridique* ; elle ne connaît que l'*individu sensible*, cet être abstrait que la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle prétendait étudier seul ; trop souvent nos contemporains ont totalement négligé ce point de vue, et ils ont eu tort, car ainsi ils se sont interdit de comprendre les luttes qui se déchaînent dans l'histoire.

Dans la pratique, l'opposition qui existe entre les points de vue de la morale et du droit n'est pas toujours sentie ; si elle l'était toujours, la vie ne serait pas tolérable. Quand la distinction apparaît, on peut souvent atténuer l'opposition au moyen de la bienveillance, que les

philosophes antiques considéraient comme étant le complément nécessaire des lois. Mais il arrive toujours un moment où la plainte des opprimés (fussent-ils très peu nombreux et très faibles) nous touche plus que tous les raisonnements fondés sur la tradition, sur les principes juridiques, sur la nécessité de maintenir l'ordre : bien peu d'entre nous sont, aujourd'hui, sensibles à l'argument de la *raison d'Etat*, tant notre conscience morale est maintenant affinée.

Lorsque cette opposition se manifeste à un degré assez fort pour provoquer notre action, nous nous efforçons de corriger le système juridique existant, d'en imaginer un autre, et nous commençons à lutter contre le régime établi. Comme le dit Marx, c'est le mauvais côté des choses qui provoque le progrès.

Rendre notre conscience plus accessible au sentiment de l'injustice qui frappe l'individu et qui ne touche pas nos intérêts est le but que le socialisme doit se proposer s'il veut que le prolétariat remplisse sa mission. Jusqu'ici, nous avons trouvé dans le milieu existant des éléments moraux en quantité suffisante ; mais il est essentiel de les entretenir et de ne pas gaspiller des ressources que nous ont accumulées nos pères. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de tenir grand compte de la situation de la femme dans la famille et que les sociaux-démocrates allemands attachent d'ordinaire tant d'importance à l'émancipation de la femme. La femme est, dans la société moderne, la grande éducatrice non seulement des enfants, mais de l'homme lui-même ; c'est au contact de la femme aimée que nous nous sentons transformés en êtres affranchis des servitudes sociales ; c'est par l'amour que nous comprenons la sainteté des obligations dont aucune loi ne proclame la sanction. Il faut que l'homme respecte la femme, s'il veut acquérir les qualités nécessaires pour participer à la mission du prolétariat.

Si nos sociétés sont devenues si fiévreusement progressives, cela tient pour une grande part au désir ardent qu'ont les mères de voir leurs enfants s'élever au-dessus des conditions de vie qu'elles ont subies elles-mêmes

durant leur existence et au dévouement qu'elles montrent pour améliorer le sort de la nouvelle génération. Chez l'homme, ce sentiment est moins développé que chez la femme ; aussi les adversaires du socialisme ont-ils raison de dire que la question sociale dépend, pour une très grande part, de la *discipline* de la famille, du maintien de l'autorité paternelle, de l'asservissement de la femme.

Le but de la morale est de diriger notre conduite ; mais comment juger celle-ci et comment lui donner une certaine stabilité ? Ce sont les institutions qui ont toujours fourni les points de repère pour le jugement ; c'est par la corrélation de la conduite avec les institutions qu'on a toujours apprécié les mœurs des hommes.

Nous sommes ainsi amenés à attacher une très grande importance aux institutions créées par le prolétariat ; et nous observons en même temps que les institutions sont éducatives ; les coopératives ne valent pas tant par leurs résultats financiers que par leurs résultats moraux, par les habitudes qu'elles développent chez leurs adhérents.

La conduite ne doit pas être jugée seulement par les caractères extérieurs ; cela serait d'ailleurs impossible ; il ne faut jamais séparer l'extérieur et l'intérieur, le corps et la vie qui l'anime, l'organe et la fonction. *Notre conduite est une conduite d'hommes libres* ; nous devons nous rendre compte à nous-mêmes de la droiture de nos intentions ; nous devons nous juger dans notre conscience et nous rendre le témoignage que nous avons agi en socialistes. C'est pour cela que nous avons besoin de ne pas perdre de vue ce qu'est une âme vraiment socialiste, qu'il nous faut *donner une signification socialiste à notre vie*, que nous ne pouvons pas nous passer des représentations d'un régime socialiste absolu — parce que ces représentations sont des moyens (et les seuls qui soient vraiment pratiques) de comprendre l'identité de nos états de conscience avec les vraies intentions socialistes.

Jusqu'ici, le socialisme n'a éprouvé le besoin de formuler ses principes que dans les statuts de l'Internationale et dans l'*Adresse inaugurale* qui les accompagne. Ces principes n'ont pas cessé d'être ceux du prolétariat dans tous les pays où celui-ci a acquis une claire notion de ce qu'est le socialisme. Depuis lors, la pratique l'a emporté beaucoup sur la théorie ; les ouvriers dans leurs syndicats, leurs coopératives, leurs mutualités, ont silencieusement travaillé à la formation d'une nouvelle morale : ils s'instruisent, deviennent meilleurs ; cela vaut mieux que de discuter sur des règles abstraites. Quand l'occasion s'en présente, ils n'hésitent pas à se lancer dans l'arène pour soutenir les principes de la vérité, de la justice et de la morale.

Il ne faut donc pas attacher une grande importance aux opinions personnelles émises par quelques écrivains socialistes paradoxaux qui se sont amusés à ridiculiser les préoccupations morales. Ce sont là des manifestations isolées sans importance ; ce qu'il importe de relever, ce sont les grands mouvements sociaux et surtout l'attitude spontanée du prolétariat dans les périodes tragiques.

## 5. L'éthique du socialisme\*

*Dans ce texte, destiné à un public non socialiste, Sorel discute les conditions éthiques sous-jacentes au mouvement socialiste et la place du socialisme dans la philosophie. Son approbation de la prise de position de Jaurès dans l'affaire Dreyfus est à souligner. Sorel refuse d'être assimilé publiquement aux dreyfusards pendant l'affaire Dreyfus. Il accuse d'ailleurs les dreyfusards d'avoir des motivations essentiellement politiques.*

### I

Mesdames, Messieurs,

L'éthique du socialisme présente les plus grandes difficultés ; d'ordinaire, les auteurs qui s'en occupent cherchent à montrer comment il faudrait résoudre la question sociale, au lieu d'interpréter le mouvement socialiste ; cependant, ce mouvement a acquis aujourd'hui une si grande étendue et des caractères si nets qu'on peut l'étudier comme un phénomène naturel. Il ne faut pas se borner à discuter les opinions émises par des écrivains socialistes notables ; car l'expérience nous montre que le peuple échappe souvent à la direction de ceux qui croient le conduire ; et enfin, comme le dit M. Merlino,

---

\* « L'Éthique du socialisme », *Morale sociale, leçons professées au Collège libre des sciences sociales*, F. Alcan, Paris, 1899, p. 133-152.



il y a un *socialisme des choses* bien plus intéressant que le *socialisme des socialistes* <sup>1</sup>.

Toutes les personnes qui ont fait des études historiques savent qu'il est impossible de ramener à un principe unique aucun grand mouvement social ; on échoue toujours lorsqu'on veut définir une époque par une formule abstraite ; cette formule ne s'applique jamais exactement aux faits qu'elle prétend expliquer. Partout l'on trouve un mélange de deux principes contraires ; ils correspondent à deux systèmes de tendances et de sentiments qui se mêlent, se heurtent et se combinent, sans que les acteurs du drame aient conscience du rôle complexe qu'ils jouent et de l'hétérogénéité de leurs motifs d'action.

Il est très facile de reconnaître dans le socialisme contemporain deux conceptions éthiques opposées : l'une est celle du droit naturel, l'autre celle du droit historique ; la première, inspirée des traditions de la bourgeoisie libérale, se rattache à la Révolution française ; la seconde, développée principalement sous l'influence de Marx, puise ses principes dans l'étude des conditions sociales produites par la grande industrie. Il ne faut pas croire, cependant, qu'il y ait aucune école parfaitement pure ; aucun socialiste n'est resté toujours fidèle à une doctrine unique.

Le droit naturel a fourni des armes excellentes aux hommes qui attaquaient les pouvoirs établis ; il a été utilisé par les groupes les plus divers, parce qu'il ne fournit que des résultats négatifs et que son action est purement destructive : quand le jour de la révolution arrive, le groupe social le mieux placé pour recueillir la succession du pouvoir restaure l'autorité à son profit.

Les premiers socialistes ont employé contre la bourgeoisie les armes que celle-ci avait employées contre les anciens corps privilégiés ; ils ont invoqué les principes du XVIII<sup>e</sup> siècle et soutenu qu'il fallait faire sa part au quatrième état.

---

1. *Formes et Essence du socialisme*, Giard et Brière éditeurs, Paris, 1898, p. 4.

La paresse de notre esprit est telle que la logique abstraite, la tradition, l'analogie ont toujours beaucoup d'autorité sur nous ; enfin la langue politique a été faite par les théoriciens du droit naturel. A ces raisons d'ordre intellectuel, il faut en ajouter une autre, d'ordre sentimental, pour expliquer la permanence des thèses du droit naturel : dans une société pénétrée d'esprit hiérarchique, très nombreux sont les hommes qui veulent imiter les classes supérieures ; il est tout naturel qu'on imagine les transformations démocratiques futures d'après le type de transformation qui a donné le pouvoir au tiers état.

Le vrai mouvement socialiste — celui qui correspond au deuxième système de tendances et celui que je veux étudier seul en ce moment — peut se définir ainsi qu'il suit.

C'est à la fois une révolte et une organisation ; c'est l'œuvre propre du prolétariat créé par la grande industrie ; ce prolétariat s'insurge contre la hiérarchie et contre la propriété ; il organise des groupements en vue de l'aide mutuelle, de la résistance en commun, de la coopération des travailleurs ; il prétend imposer à la société de l'avenir les principes qu'il élabore dans son sein pour sa vie sociale propre ; il espère faire entrer la raison dans l'ordre social en supprimant la direction de la société par les capitalistes.

L'*Adresse inaugurale de l'Internationale* proclame que le *grand but* à atteindre est l'*émancipation économique* des travailleurs ; elle explique que cette émancipation consiste dans la suppression de l'opposition des classes et dans l'organisation du travail coopératif ; l'expérience, dit Marx, a montré qu'on peut se passer de patrons et que le travail salarié doit disparaître devant la *forme supérieure* du travail associé.

Avant d'aller plus loin, observons qu'on a souvent reproché à Marx d'avoir réduit la question sociale à un problème trop strictement économique, à la recherche d'améliorations matérielles. Dans un article publié cette année sur les livres de M. Merlino, le professeur S. Talamo écrivait : « Pour les socialistes en général, la

question ouvrière est une question entièrement économique et même, plus exactement, une question d'alimentation<sup>2</sup>. » Il est certain que l'erreur (si erreur il y a) ne provient pas de Marx : celui-ci se souvenait de ce que Hegel a écrit sur l'opposition du maître et du serviteur, et sur le processus par lequel apparaît la raison, au moment où cette opposition s'efface. Le disciple n'a pas reproduit purement et simplement la pensée de son prédécesseur ; mais il s'en est inspiré, et peut-être même a-t-il exagéré l'influence que la raison devrait prendre dans la société future<sup>3</sup>.

Dans ce qui va suivre, je prendrai pour base les études faites par Marx, parce que personne n'a encore essayé, en dehors de lui, de donner une interprétation philosophique du mouvement socialiste.

## II

Il faut tout d'abord nous arrêter à dire quelques mots des idées générales de Marx et d'Engels sur le droit et la morale, parce que les marxistes ont fort embrouillé ces questions ; ils ont oublié trop souvent qu'il est essentiel, pour bien comprendre Marx, de remonter toujours à Hegel.

Celui-ci avait considéré le *système des besoins* comme le premier moment de la société civile ; il est donc naturel que Marx ait dit que la société repose sur une infrastructure économique. Quand on réfléchit aux liens intimes qui existent entre les manières de penser de Marx et de Hegel, on s'étonne qu'on ait pu tant chercher à définir les rapports abstraits de dépendance qui existeraient entre le droit et l'économie : la notion de système ne correspond pas du tout aux relations de produits, de conséquences, de reflets, qu'on a proposées pour interpréter la doctrine marxiste.

M. Stammler a dit que la *matière* économique ne peut

---

2. *Rivista internazionale di scienze sociali e discipline ausiliare*, janvier 1899.

3. *Revue de métaphysique et de morale*, mars 1899, p. 171.

être étudiée sans la *forme* juridique ; que le phénomène économique consiste dans une répétition de faits compris sous une même définition juridique ; que l'*économie isolée* se résoudrait en une technologie ; il a soutenu, en conséquence, que l'économie ne peut expliquer le droit.

Si l'on se reporte à la théorie de la plus-value, qui occupe une si grande place dans *Le Capital*, on voit que Marx ne raisonne pas d'une manière qui soit très éloignée de celle de M. Stammler. Il définit avec précision, à chaque moment du processus de la production, les règles juridiques qui s'y appliquent ; il considère le système juridique comme une ossature sur laquelle s'étend le mouvement économique. Le problème est d'ailleurs posé bien plutôt sous une forme éthique que sous une forme économique ; nous voyons paraître des personnages typiques, comme ceux que considère le droit, dépouillés de qualités individuelles, n'offrant point de différences quantitatives dans leurs moyens d'action ; tous les capitalistes sont réunis dans la classe capitaliste qui opère comme un seul personnage ; tous les ouvriers sont ramenés à un type uniforme. Ce que fait Marx est une recherche métaphysique ; il chevauche en quelque sorte sur le droit et l'économie pour déterminer l'allure générale et les principes essentiels de la société capitaliste <sup>4</sup>.

On a souvent soutenu qu'il n'y a dans Marx aucune préoccupation d'établir un système moral. Je crois que l'on n'a pas, jusqu'ici, posé la question comme elle doit l'être.

Nous savons par Engels que, dans les dernières années de sa vie, Marx était vivement frappé de la nécessité de compléter ses études par une théorie de la

---

4. Si on voulait déduire le droit de l'économie, on commettrait une erreur analogue à celles que commettent si souvent les savants qui prétendent emprunter aux sciences naturelles des théorèmes sur la force, sur la matière, sur l'évolution ; ils ne voient pas qu'ils ont introduit au cours de leurs études les hypothèses cosmologiques qu'ils retrouvent. Ces hypothèses se sont précisées, mais elles n'ont pas changé de nature par leur passage à travers les applications.

famille ; après la mort de son ami, Engels a publié un opuscule dont la véritable valeur n'a pas été reconnue ; on n'y a vu qu'une vulgarisation des hypothèses de L. Morgan. Ce qui est vraiment intéressant c'est le principe posé par Engels : il dit qu'il ne faut pas se borner à considérer le mode de production de la vie matérielle, qu'il faut considérer aussi le mode de reproduction de l'espèce. On a affirmé qu'il y avait là un simple rapprochement de mots<sup>5</sup> ; son principe doit se traduire ainsi : à côté des *rappports juridiques* dans lesquels s'effectue la production, il faut tenir compte des *rappports affectifs* qui se manifestent dans la famille. Il ne semble pas que, jusqu'ici, les marxistes aient tiré parti de cette doctrine ; je crois utile de m'y arrêter quelques instants.

La famille peut être considérée dans l'histoire des institutions, à un triple point de vue :

1. C'est un groupe gouverné par un chef : M. Flach a souvent fait observer que la législation sur la famille est en étroite corrélation avec les principes de la législation politique ; les socialistes prétendent généralement faire disparaître d'une manière complète l'autorité dans la famille ; et c'est pour cela qu'ils demandent que les enfants soient élevés par l'Etat.

2. C'est un groupement d'intérêts économiques : les socialistes veulent faire disparaître ce caractère de la famille ; et c'est pour cela qu'ils insistent sur l'indépendance économique de la femme.

3. C'est un groupement affectif : Engels conçoit que la famille se réduira à cela dans l'avenir ; cette simplification peut paraître excessive parce que les phénomènes sociaux tendent plutôt à se compliquer qu'à se réduire ; mais ce qui nous intéresse ici, c'est la grande importance que le socialisme attache aux rapports affectifs ; et cette importance est mise en évidence par l'exclusion des deux autres genres de rapports dans la famille.

---

5. Cette opinion a été émise notamment par MM. B. Croce et H. Cunow.



Engels insiste à plusieurs reprises sur ce que devrait être l'union sexuelle ; il signale comme caractères essentiels le dévouement, la réciprocité et le respect. C'est pour que les conjoints ne soient pas souillés par les disputes des procès en divorce qu'il rejette la coaction légale. Il pense qu'une morale nouvelle naîtra quand de nouvelles formes de l'union sexuelle se seront acclimatées ; il repousse avec horreur l'idée que le mariage se transformerait en simple union accidentelle : il voit très bien que la vie de famille est étroitement liée à l'éthique.

Il ne serait pas difficile de présenter les diverses parties de la vie morale sous forme d'un système<sup>6</sup> : on y reconnaîtrait trois moments : 1) la *famille* considérée dans ce qu'elle a d'essentiel au point de vue affectif ; 2) la *bienveillance*, qui s'oppose à la famille, car elle applique à des étrangers des sentiments que l'on avait tout d'abord observés à l'intérieur du groupe familial ; 3) la *justice humanitaire*, et qui donne une allure si particulière à la famille et à la société dès qu'elle a été reconnue comme souveraine<sup>7</sup>.

Ces rapprochements éclairent d'un jour très vif les principes de la morale ; je me bornerai à deux observations. L'amour nous apprend avec quelle énergie l'homme exécute des actes dépourvus de toute obligation légale ; tandis que l'histoire de la jurisprudence est l'histoire des ruses imaginées pour se soustraire aux règles juridiques, l'histoire de la morale nous montre que la notion de *vertu* s'identifie avec la soumission absolue aux engagements libres. D'autre part, l'amour nous révèle la séparation profonde qui existe entre le droit et la morale ; l'amour ne tient pas compte des *masques juridiques* ; le *personnage* créé par l'histoire et

---

6. Je crois avoir été le premier à proposer cette interprétation, pleine de l'esprit marxiste, dans les *Sozialistische Monatshefte* (septembre 1898) : dans cet article, j'indiquais aussi la nécessité de compléter ce qu'on appelle ordinairement le matérialisme historique par un système où se placeraient les développements de la religion et de la vie publique.

7 C'est cette *justice* que Proudhon voulait considérer comme l'élément essentiel du droit.



qui exprime certains rapports sociaux s'évanouit ; il ne reste que l'homme, *l'individu sensible* dont parlent les écrivains du XVIII<sup>e</sup> siècle <sup>8</sup>.

### III

Tout le monde sait combien il est difficile de se rendre compte de la formation du droit historique ; la difficulté est telle qu'on a cru souvent nécessaire d'imaginer une ossature fictive destinée à unir les diverses phases du développement ; on a cherché par exemple à ramener tout processus historique à une évolution de la logique ; ou bien l'on a comparé l'humanité à un être vivant ; d'autres ont emprunté des images à la mécanique et à la thermodynamique. Ce sont des moyens artificiels qui n'éclairent pas vraiment la question.

Deux principes essentiels sont à considérer dans l'étude du socialisme contemporain : ce sont ceux de la *lutte des classes* et de la *mission historique du prolétariat*. Les disciples de Marx, ayant à lutter contre des adversaires qui invoquaient le droit naturel, ont souvent cru de bonne guerre de tourner en ridicule toutes les préoccupations éthiques et d'insister uniquement sur le côté matériel de la lutte. Il leur est même arrivé de considérer les institutions juridiques comme des procédés machiavéliques employés par les classes dirigeantes en vue d'assurer le maintien de l'ordre à leur profit. Les bases morales de la mission ont été laissées dans l'ombre et on a parlé d'une victoire du prolétariat, sans se préoccuper des qualités éthiques du conflit. Cette doctrine, qui mérite bien le titre de matérialiste dans le plus mauvais sens du mot, a trouvé son expression la plus complète dans l'œuvre de M. Loria. Celui-ci considère le droit et la morale comme des *institutions connectives* destinées à assurer la domination des plus forts. Loin de protester contre ces paradoxes, les marxistes ont accusé M. Loria d'avoir pillé Marx !

Pour bien comprendre ce que Marx entendait par la

---

8. Le théâtre et le roman ont beaucoup utilisé cette différence.

lutte des classes, il est utile de se reporter au tableau dramatique donné dans *Le Capital* de la grande bataille engagée en Angleterre pour la limitation du travail des femmes et des enfants<sup>9</sup>. « La création de la journée de travail normale, dit-il, est le résultat d'une guerre civile, longue et opiniâtre, entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. » Dans l'*Adresse inaugurale de l'Internationale*, il avait dit que le *bill* des dix heures ne fut pas seulement un succès pratique, que ce fut le *triomphe d'un principe*, qu'une nouvelle conception de l'économie avait été introduite dans la société anglaise. On peut préciser sa pensée en comparant ce grand conflit social à la guerre de Trente Ans et le *bill* des dix heures au traité de Westphalie : le droit, dans les deux cas, reçut de nouveaux principes fondamentaux ; et bientôt des conséquences importantes se produisirent dans tous les pays civilisés.

Il existe encore dans *Le Capital* un autre passage bien caractéristique, qui permet de saisir peut-être mieux le caractère éthique de la lutte des classes. Marx, après avoir exposé les raisons que donnaient patrons et ouvriers pour combattre et défendre le principe des journées normales, ajoute : « Il y a ici antinomie ; droit contre droit ; tous deux portent le sceau de la loi qui règle les échanges des marchandises. Entre deux droits, qui décide ? La force<sup>10</sup>. » Ainsi, pendant le conflit, les deux classes ébauchent des systèmes juridiques pour défendre leurs prétentions ; chacune des classes conçoit d'une manière particulière la *police* que l'Etat doit exercer pour le soin des intérêts particuliers en tant qu'intérêts communs (comme dit Hegel). Pour les patrons, la prospérité du pays est liée au jeu aveugle de la loi de l'offre et de la demande ; tout ce qui serait tenté contre cette loi *naturelle* troublerait l'ordre, serait contraire à la science et constituerait un abus de la police. Pour les ouvriers, la production doit être contrôlée par la prévoyance sociale ; le surmenage détruit la substance de la

---

9. *Le Capital*, trad. franç., p. 129, col. 1.

10. *Le Capital*, trad. franç., p. 101, col. 1.

classe ouvrière et constitue un abus que la police doit réprimer, afin de sauvegarder l'avenir du pays.

La lutte des classes porte donc sur des systèmes juridiques ; on peut dire que c'est une lutte entre deux principes, une *lutte sur le droit* ; chacun des systèmes est caractérisé par l'idée politique que chaque classe se fait du rôle de la loi et par l'allure générale qui résulte de cette idée pour l'économie du pays. Marx peut dire que l'économie du capital est tout entière dans le libre jeu de l'offre et de la demande, que l'économie du travail est tout entière dans la prévoyance sociale.

Il est clair que toute lutte de classes ne présente pas des caractères aussi bien définis que celles-ci ; j'ai pris des exemples en Angleterre et à une époque où les classes avaient atteint un haut degré d'organisation ; il faut une longue évolution pour que les classes arrivent à des formes aussi avancées et soient ainsi pénétrées d'idées éthiques ; mais il est manifeste que c'est seulement dans l'état le plus développé qu'on peut reconnaître les véritables lois sociales ; les agrégats encore mal définis ne nous montrent que des accidents sans loi.

Dans ces dernières années, on a cru qu'il était nécessaire de compléter la théorie de la lutte des classes par celle de l'aide mutuelle ; que c'était une manière de moraliser le conflit social. On est allé chercher, assez mal à propos, des exemples d'aide mutuelle parmi les animaux. L'observation de l'histoire du socialisme nous montre que cette doctrine est incluse dans celle de Marx. L'Internationale proclamait, il y a une trentaine d'années, la nécessité d'opposer aux forces capitalistes la solidarité des travailleurs d'un même pays et l'union fraternelle entre les ouvriers des divers pays ; le socialisme contemporain est partout occupé à grouper les travailleurs sous les formes les plus diverses et s'efforce de faire naître chez eux des manières de penser communes ; si Marx parle si souvent de la victoire du prolétariat, c'est qu'il voyait partout la solidarité s'accroître entre les travailleurs, tandis que les capitalistes restaient divisés entre eux ; enfin nous savons, par de nombreux passages de ses écrits, que l'union des intelligences et des

cœurs est, à ses yeux, le caractère du plein développement d'une classe.

#### IV

Beaucoup de personnes, trompées par les associations d'idées qui dérivent des mots, ont dit que le socialisme, en parlant constamment de lutte de classes, fait appel aux sentiments de haine et aux instincts violents ; la civilisation moderne serait menacée par un débordement de passions sauvages.

a) La haine est un sentiment d'une importance considérable dans l'histoire des religions et dans le développement de l'idée de patrie, mais elle est devenue étrangère au socialisme contemporain.

La haine peut provoquer des bouleversements, ruiner une organisation sociale, jeter un pays dans l'ère des révolutions sanglantes ; mais elle ne produit rien. Nos pères ont pu croire qu'il suffit de renverser le pouvoir pour permettre aux choses de prendre leur cours naturel, pour que le règne de la raison commence. Nous avons acquis trop d'expérience pour accepter ce naïf optimisme ; la succession de l'autorité ne reste jamais longtemps vacante ; la tyrannie succède vite à la tyrannie. Les socialistes ne veulent plus se jeter dans l'inconnu.

La haine trouve bien moins d'aliments dans le droit historique que dans le droit naturel. Quand on dit aux pauvres que les détenteurs de la puissance (soit politique, soit économique) sont des voleurs qui depuis des siècles usurent ce qui ne leur appartient pas, quand on leur crie de se lever pour reprendre ce qui leur est dû, quand on leur dépeint l'existence des classes supérieures comme le seul obstacle qui empêche le bonheur du peuple, les pauvres en arrivent bientôt à croire que les dernières violences sont permises contre les ennemis de l'humanité. Les excès de la Révolution nous ont montré à quelles extrémités peuvent arriver des hommes d'un naturel assez doux, quand ils ont acquis une haine vio-

lente de ce genre, fondée sur une conception passionnée du droit naturel. Le socialisme actuel est si loin de cette manière de penser qu'on a souvent reproché à l'école marxiste d'enseigner une sorte d'indifférence fataliste et d'ainsi engourdir les énergies populaires.

b) Beaucoup de difficultés proviennent de l'idée imparfaite que se font encore les socialistes de l'*évolution de la révolution*, dont on a beaucoup parlé dans ces dernières années. On peut distinguer trois moments :

1. La révolution est un ensemble d'accidents réunis sur un court espace, d'actes de violence se succédant au hasard, qui finissent par amener des conséquences importantes, surtout si les circonstances se trouvent être favorables à l'éclosion d'idées nouvelles et si des réformes pratiques sont opérées<sup>11</sup> : c'est ainsi que l'année 1848, avec ses événements imprévus, les incohérences des gouvernements, les émeutes et les répressions, a fini par amener une transformation profonde dans les manières de comprendre les questions sociales.

2. Un changement capital apparaît dans la notion de révolution, lorsque les novateurs ne mettent plus leurs principales espérances dans les actes de violence, mais arrivent à croire qu'ils peuvent utiliser les forces de l'Etat existant et les employer dans un but tout autre que celui en vue duquel la société actuelle les a organisées. On arrive ainsi à la *révolution légale*, dont Engels a longuement parlé dans la préface à *La Lutte des classes en France*. L'opposition entre ce moment et le précédent est tellement sensible que beaucoup de socialistes croient que la révolution légale constitue l'abandon de tous les anciens principes ; les chefs des syndicats ouvriers ont quelque peine à croire que le mouvement prolétarien doit aboutir à des procédures parlementaires ; ils sentent, d'une manière plus ou moins confuse, que l'on ne saurait se contenter d'une

---

11. Souvent les réformes pratiques et désirées par la majorité font passer avec elles des réformes d'un autre caractère, qui agiront comme un ferment révolutionnaire plus tard.



solution de ce genre, tandis que les chefs du socialisme parlementaire semblent vouloir s'arrêter à ce stade.

3. La notion atteint son entier développement quand l'esprit éthique pénètre complètement la révolution ; la violence reste toujours, mais elle n'est plus que l'effort nécessaire pour faire tomber de vieilles branches, pour donner de l'air à des créations jeunes et pleines de vie, pour assurer la victoire à des institutions ayant fait leurs preuves ; elle n'est que l'anticipation sur l'unanimité qui va se former incessamment et qui rendra les réformes intangibles.

Dans la vie réelle, ces divisions n'existent pas avec la netteté qu'on peut leur donner dans une analyse philosophique ; si le développement ne cesse d'ajouter, il ne supprime point les moments antérieurs, qui subsistent sous des formes subordonnées et souvent fortement altérées. On trouve la violence immédiate à l'origine de l'histoire du droit ; on la retrouve tout le long de l'histoire ; mais son rôle est plus ou moins considérable et ses effets plus ou moins redoutables. Au fur et à mesure que l'on avance, elle perd ses caractères de contingence aveugle et irrésistible ; elle devient, en même temps, moins sanglante. Tout d'abord il ne s'agit que de *renverser* ; peu à peu on se propose de *créer* ou de donner à des créations ébauchées une extension qu'elles ne pourraient prendre si on ne triomphait de la compression exercée par l'Etat traditionnel. Cette évolution commence par un moment où l'on conserve la *forme juridique* ancienne, sans avoir encore construit un contenu éthique capable de s'affirmer avec indépendance : c'est le moment légalitaire, qui est encore tout plein de violence et dans lequel on se figure avoir triomphé de la révolution brutale, parce qu'on respecte certaines formes du gouvernement. C'est un moment nécessaire, comme nous l'apprend l'histoire des institutions ; il faut passer par ce formalisme pour arriver à un nouveau droit. La troisième période est celle dans laquelle entre le socialisme contemporain avec ses organisations



ouvrières : nous y trouvons nouveau le droit en action ; c'est le *moment de l'éthique vivante*.

C'est à la phase légale que se rattache le préjugé scientifique si longtemps prépondérant dans les écoles socialistes ; on croyait que l'action du pouvoir serait des plus simples, parce qu'il n'aurait qu'à appliquer des formules scientifiques ! Je n'insiste pas sur ce point, car la superstition scientifique est fort en baisse aujourd'hui.

## V

Le moteur de tout le mouvement socialiste est l'opposition qui se produit entre la morale et le droit, dès que la conscience arrive à un certain degré d'affinement, que l'homme ose regarder et réfléchir, qu'il raisonne sur les applications contestables des règles juridiques. Alors entrent en conflit le *titre historique*, base de toute l'organisation sociale, et le *titre humain*, que la morale nous apprend à considérer. Cette opposition peut rester longtemps sans effet <sup>12</sup>, mais il arrive toujours des cas où les plaintes de l'individu opprimé nous semblent plus sacrées que les traditions, les nécessités de l'ordre et les principes sur lesquels repose la société ; à cet instant le droit historique est ébranlé et considéré comme indigne de l'homme. La morale ne nous fournit aucun moyen pour construire un système juridique nouveau ; elle n'apporte que des négations ; suivant nos habitudes d'esprit, notre éducation et nos tendances générales, nous ébauchons de nouvelles formes de droit.

Renan a souvent mis en évidence cette opposition, dont l'importance est si grande dans l'histoire ; Rome et la Grèce fondèrent, dit-il, l'Etat, le droit, la philosophie, la science ; mais leurs civilisations étaient trop dures <sup>13</sup> ; « Israël y apportera une addition, une correc-

---

12. La bienveillance peut intervenir pour rendre l'opposition moins sensible dans les circonstances qui n'offrent pas des conditions trop tragiques. La nécessité de corriger la raideur des lois par la bienveillance avait été reconnue par les anciens.

13. *Histoire d'Israël*, t. III, p. 251.

tion capitale, le souci du faible, la *réclamation obstinée pour la justice individuelle* ». Et ailleurs il écrit <sup>14</sup> : « Israël a le premier donné une forme au cri du peuple, à la plainte du pauvre, à la réclamation obstinée de ceux qui ont soif de justice. » On a contesté que l'origine de cette œuvre de protestation morale fût vraiment israélite ; cela ne nous importe guère, car aujourd'hui nous sommes pénétrés de cet esprit moral ; d'ailleurs il n'est pas probable que l'influence juive disparaisse du monde désormais.

Dans cette élaboration morale qui alimente la lutte des classes, on peut distinguer trois éléments d'une haute importance :

1. le désir d'assurer au plus grand nombre un respect plus complet de la dignité humaine par des lois plus justes et un contrôle plus efficace de l'application des lois par une conscience morale plus affinée ;

2. la protestation de l'opprimé, invoquant son titre d'homme contre les supériorités historiques ; c'est vraiment ici que l'on pose l'individu contre l'Etat ;

3. l'espérance de rendre la génération qui grandit au milieu de nous plus heureuse, plus éclairée et plus délicate au point de vue moral ; c'est alors qu'on a complètement le sentiment du *progrès éthique*.

On oublie trop souvent que ces éléments ne dérivent point de la nature humaine ; qu'ils dérivent de certaines conditions historiques. Il est donc très essentiel de savoir pour quelles raisons la société actuelle présente des conditions favorables à ce mouvement, sans lequel le socialisme n'existerait pas. Nous vivons sur des ressources accumulées par nos pères ; il faut savoir si nous entretenons suffisamment la moralité dans le monde moderne. Je crois que beaucoup de socialistes regardent aujourd'hui l'avenir avec une certaine méfiance ; car presque tous les marxistes regrettent vivement l'exagéra-

---

14. *Ibid.*, t. V, p. 421.

tion avec laquelle on a longtemps vanté les beautés du matérialisme <sup>15</sup>.

Il est très vraisemblable que l'homme n'a pas une tendance bien marquée vers le progrès, et que nos pères se sont bercés d'illusions sur ce point, comme sur beaucoup d'autres. D'autre part, il ne faut pas supposer que l'homme puisse agir sous l'influence d'une idée abstraite, qu'il s'enthousiasme pour le bonheur de l'humanité future. Dès les premiers essais du socialisme contemporain, la notion du progrès indéfini a été abandonnée et on a poursuivi la réalisation prochaine d'un état meilleur ; Hegel a parfaitement interprété l'idée nouvelle quand il a dit que le but de notre action ne doit pas être un but qui fuit indéfiniment devant nous. Le socialisme a donc transformé la notion de progrès, mais il a eu tort souvent de nous montrer un paradis terrestre tout près de nous ; aujourd'hui on commence à croire que le *grand jour* est encore bien éloigné. Que va devenir le progrès ?

Le sentiment du progrès, tel que je l'ai défini, se rapporte à des êtres qui sont très voisins de nous, aux enfants que nous voulons rendre meilleurs et pour lesquels nous n'hésitons pas à sacrifier nos plaisirs. Les théoriciens du socialisme ont, je crois, beaucoup trop négligé l'étude de la famille à ce point de vue <sup>16</sup> ; mais fort heureusement la pratique a été supérieure à la théorie : dans les pays de grande industrie, les ouvriers sont très préoccupés de leurs enfants, cherchent à les faire instruire et veulent leur assurer un sort meilleur que le sort qu'ils ont connu. Nous sommes ainsi amenés à attacher une très grande importance au rôle de la femme

---

15. On parle beaucoup en Allemagne de *revenir à Kant* : c'est un bon signe.

16. Ce sera l'honneur de Le Play d'avoir reconnu l'importance capitale des sentiments familiaux sur l'allure générale des sociétés : suivant le régime établi dans la famille, on peut avoir des sociétés misonéistes ou des sociétés inquiètes, agitées, n'ayant aucune préoccupation de l'avenir. Les sociétés progressives se placent dans une position intermédiaire ; Le Play avait prétendu définir exactement ce juste milieu.

dans le développement du socialisme ; car ce sentiment du progrès est bien plus puissant chez la femme que chez l'homme ; aussi peut-on dire que, si le socialisme venait à périr, ce serait probablement du fait de la femme <sup>17</sup>.

On a cherché à atténuer l'effet des sentiments que je viens de décrire en accordant aux ouvriers des satisfactions honorifiques, des améliorations d'ordre matériel. Pour que le socialisme résiste aux efforts des patrons, il faut que le prolétariat ait acquis une idée claire de sa *mission historique*. Les théoriciens n'ont pas beaucoup écrit sur ce sujet, mais le peuple a presque toujours bien compris quel rôle il avait à remplir ; Marx a d'ailleurs donné sur cette question des indications générales excellentes, qui permettent d'exposer le développement de la mission historique.

1. Dans le premier moment, les classes ouvrières des pays les plus avancés industriellement sont les *champions* du prolétariat tout entier ; non seulement elles font pour lui des expériences souvent douloureuses, mais encore leurs victoires se répercutent sur les pays voisins ; la législation anglaise a servi de modèle et les ouvriers du continent ont obtenu des réformes que leurs forces ne leur auraient pas permis d'imposer. C'est ainsi que l'Internationale dit que le concours théorique et pratique des régions fortement industrialisées est nécessaire pour l'émancipation du travail ; l'internationalisme des travailleurs se forme au moment où cette nécessité est comprise.

---

17. La femme est la grande éducatrice du genre humain, moins encore peut-être des enfants que de l'homme ; l'amour transforme l'homme et discipline ses instincts ; c'est la femme qui nous moralise ; aussi le respect de la femme est-il un élément très essentiel de la marche vers le socialisme. C'est ici le lieu de rappeler un courageux discours de M. E. Vandervelde à des socialistes belges : « Combien de vous s'indigneraient justement s'ils étaient grossièrement apostrophés, rudoyés, brutalisés par un contremaître ? et combien de ceux-là font supporter à leurs femmes et à leurs enfants le rude traitement qu'ils ne toléreraient pas de la part de leur maître ? » (DESTREE et VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, Giard et Brière éditeurs, 1898, p. 252.)

2. Le prolétariat donne son appui à la fraction de la bourgeoisie qui défend les institutions démocratiques ; la lutte prend ici un caractère paradoxal et semble contraire au principe même de la lutte des classes ; quelques écrivains socialistes ont dit que c'était duperie de soutenir des exploiters du peuple ; et les conservateurs ont plus d'une fois cherché à profiter des conflits d'intérêts pour combattre les libéraux. Dès que le peuple a été touché par l'esprit socialiste, il n'hésite pas ; il n'écoute point les théoriciens ; il marche à côté des bourgeois sans faire de marchandage. Le caractère désintéressé de la lutte apparaît ici.

3. Lorsque les efforts du prolétariat ont été vains, lorsque les forces gouvernementales sont assez puissantes pour que les desseins criminels du pouvoir ne puissent être arrêtés, alors l'Internationale recommande de protester et de revendiquer les droits de la justice et de la morale. Plus d'un théoricien socialiste ne manquerait pas de crier à l'idéologie et à l'utopie si nous n'étions en présence d'une règle donnée par Marx lui-même.

Dans le troisième moment, l'esprit est complètement dégagé des préoccupations propres à la vie de classe ; les intérêts, les systèmes juridiques capables de protéger les travailleurs, les réformes politiques destinées à augmenter leur influence dans l'avenir, tout cela s'est évanoui ; nous sommes en présence de purs sentiments de révolte provoqués par la violation des règles normales de la conduite. L'esprit est complètement affranchi ; le terme extrême de l'éthique est atteint <sup>18</sup>.

---

18. Pour être tout à fait complet, il aurait fallu examiner le moment moyen, qui s'intercale entre le système des désirs, protestations et espérances, dont j'ai parlé, et la mission du prolétariat. Ce moment moyen a été presque exclusivement considéré par les anarchistes et négligé par les socialistes. Au point de vue de l'éducation, il faut bien considérer l'homme en présence de lui-même et étudier son autoformation morale ; les socialistes ont trop souvent cru que le milieu agit d'une manière automatique et, comme je l'ai dit plus haut, ne se sont guère occupés des conditions qui sont nécessaires pour perfectionner nos sentiments moraux. Il y a une lacune grave dans l'éthique socialiste.



Les plus belles théories ne valent que par leur application ; le but de l'éthique est de fixer des règles pour la conduite normale ; les traités éthiques d'Aristote sont des études sur la conduite que doit tenir un Athénien respectable. La morale ainsi entendue est en rapport très intime avec les institutions du pays, et ce n'est pas sans raison que les anciens ont considéré la morale comme une partie de la politique. Cette manière de comprendre les choses nous semble aujourd'hui insuffisante, parce que nous ne considérons plus la cité comme une unité et que nous nous reportons toujours à sa division en classes.

Le principe de la conduite n'est pas un principe que l'on puisse déduire de théories philosophiques ; il faut le chercher dans la pratique et voir comment, en fait, on apprécie la conduite des hommes. Il est facile d'observer que la conduite est surtout jugée d'après la corrélation qui existe entre elle et certaines institutions considérées comme essentielles pour une classe. Il y aurait lieu certainement de faire ici des distinctions ; mais on peut dire que, dans les pays où le socialisme a atteint une certaine maturité, la conduite socialiste normale est celle qui est favorable au progrès des institutions socialistes. Cette formule approximative me paraît suffisante pour les développements que j'ai à donner ici.

Une remarque s'impose tout d'abord : il ne faut pas croire que le progrès des institutions consiste dans tout avantage matériel réalisé au profit d'une organisation ouvrière ; un avantage matériel pourrait, dans certains cas, résulter du mensonge et de la duplicité ; ce serait un progrès de l'institution. Quand je parle d'institutions, j'entends parler d'organisations pénétrées par l'esprit socialiste ; il ne faut jamais séparer l'âme et le corps.

Pendant longtemps les théoriciens du socialisme ont été peu favorables aux institutions ; ils soutenaient notamment que les coopératives ne sont pas de véritables organes socialistes. Cette manière de voir est à peu



près abandonnée par tout le monde ; il ne faut pas, en effet, s'arrêter aux formes extérieures ; celles-ci peuvent se ressembler beaucoup, alors que le fonctionnement diffère totalement ; en Belgique, il existe des sociétés catholiques et des sociétés socialistes ayant des statuts très analogues, fondées pour satisfaire des besoins matériels à peu près identiques ; et cependant les résultats obtenus ne se ressemblent guère ! Les institutions doivent être surtout comparées d'après leur *contenu psychologique*, c'est-à-dire d'après les sentiments qu'elles développent chez leurs adhérents <sup>19</sup>.

Les institutions exercent une action éducatrice puissante ; et à ce point de vue on ne saurait exagérer leur importance, car il est nécessaire, comme je l'ai déjà dit, d'agrandir l'héritage d'idées morales que nous avons reçu de nos pères. Quand on étudie une coopérative, il est bien moins important de savoir quelle remise a été faite aux associés que de connaître ce que ceux-ci ont gagné en moralité ; on doit chercher s'ils sont devenus plus capables de comprendre leurs intérêts, de faire leurs affaires par eux-mêmes, d'apprécier à sa juste valeur la solidarité prolétarienne.

Lorsque les institutions étaient encore peu développées, les socialistes attachaient une grande importance à la description des cités de l'avenir. On peut poser en règle générale, confirmée par beaucoup de faits, que l'espérance de la vie parfaite se dissipe d'autant plus complètement que les institutions occupent davantage l'esprit des hommes ; c'est ainsi que les prophéties millénaires finirent par ne plus intéresser que quelques chrétiens exaltés lorsque l'Eglise se fut organisée. Le même phénomène se produit aujourd'hui dans les milieux socialistes et doit être examiné de près.

Ce passage de l'espérance de la vie parfaite à la prati-

---

19. Parmi les causes de l'opposition que les théoriciens ont faite si longtemps aux institutions, il faut noter l'exagération de l'esprit logique ; aucune institution n'est simple ; toujours on y trouve des imperfections et des contradictions ; il ne peut en être autrement puisque dans une institution le droit et la morale doivent coexister et manifester, par suite, leurs contrariétés.

que d'une vie tolérable, et animée de l'esprit nouveau, constitue ce qu'on doit appeler *le passage de l'utopie à la science* ; la science, en effet, ne se propose jamais que des fins accessibles par nos forces actuelles, que des problèmes dont les éléments de solution existent ; Marx dit qu'un problème est posé seulement à l'époque où la solution est ainsi devenue possible. Aujourd'hui le prolétariat est partout préoccupé de pratique et s'intéresse peu aux dogmatismes ; il s'efforce de tirer parti de tous les éléments qu'il trouve dans la société capitaliste pour créer des institutions qui lui soient propres, pour obtenir de meilleures conditions de vie, pour faire changer la législation. Il fait ainsi vraiment œuvre de science ; c'est là ce qu'on a appelé le *mouvement*.

On s'est demandé si les vieilles espérances doivent disparaître complètement, se dissiper au fur et à mesure que le mouvement acquiert de l'importance ; quelques-uns l'ont cru et ont écrit : « Le mouvement est tout et la fin n'est rien. » Cette formule de M. Bernstein a soulevé un grand scandale en Allemagne ; une discussion fort confuse s'est engagée à ce sujet entre les socialistes ; il s'agit d'une question éthique de la plus haute importance.

La conduite doit être considérée à deux points de vue distincts : on doit examiner le côté extérieur, chercher quels sont ses effets dans la société, la définir par ses corrélations avec les institutions ; mais il faut aussi examiner le côté intérieur, la traiter comme une *conduite d'hommes libres* et chercher à comprendre l'état psychologique correspondant à une *décision droite*. Le but de l'éducation n'est-il pas de fixer dans notre esprit une *intention* si ferme et si dominante que nous arrivions à nous décider sans hésitation, que nous accomplissions (comme le dit Hegel) nos devoirs comme une chose qui nous soit propre, sans le concours de la réflexion qui choisit ? Ce côté intérieur, cet ensemble de sentiments, cette intention fixe et dominante doivent être examinés par le philosophe en même temps que le côté extérieur : les deux points de vue ne peuvent jamais être séparés.

Au premier abord, il semble impossible de définir un état psychologique de ce genre ; plus l'intention a acquis de fixité et de force, plus elle échappe à l'examen de notre conscience ; mais l'expérience nous a appris à définir des causes de cette nature au moyen des effets qui se réalisent dans des cas très simples, alors que les causes atteignent leur *pleine perfection*. L'éducation chrétienne a pris pour base bien plus les légendes des hagiographes que les récits des historiens critiques ; ces légendes fournissent l'illustration des vertus chrétiennes poussées jusqu'à l'état héroïque ; les habitudes que l'on veut développer sont ainsi clairement présentées à notre conscience sous la forme d'exemples où la droite intention a produit ses effets les plus caractéristiques.

Il nous est possible, de même, de juger nos intentions socialistes en pensant à un régime où n'existeraient plus les traditions bourgeoises, où la hiérarchie et la propriété auraient disparu : ce régime a été qualifié d'*état final*. Il est inutile de discuter longuement sur cet état final ; il suffit de nous en représenter seulement l'allure générale pour que nous puissions apprécier l'identité des états psychologiques correspondant à ce régime avec nos états psychologiques actuels.

Il ne faut pas établir de comparaisons formelles entre le présent et cette *fin imaginée*, chercher dans quelle proportion une institution présente se rapproche ou diffère du vrai socialisme ; on a commis souvent des erreurs de ce genre, qui montrent qu'on n'a pas toujours compris l'opposition des points de vue extérieur et intérieur. On a ainsi discuté, fort inutilement, sur la question de savoir si les socialistes, en réalisant certaines réformes, abandonnent ou n'abandonnent pas leur idéal. *Toutes les questions de quantité sont ici oiseuses* ; l'intention ne se mesure pas ; elle conserve sa qualité, si minimes que soient les effets ; c'est un principe que l'enseignement chrétien a popularisé depuis fort longtemps<sup>20</sup>. L'intention socialiste peut

---

20. Le royaume des cieux accordé à celui qui donne un verre d'eau au nom de Jésus.

être parfaite dans la création d'une petite société ouvrière.

Renan a dit : « Nous avons à expliquer la vie, à lui donner un but. [...] Il faut que nous donnions aux hommes un motif de vivre, et de bien vivre, sans rien alléguer de ce qu'ils pourraient traiter de leurre et de promesse déloyale<sup>21</sup>. » Nous ne trompons point les hommes en leur recommandant d'engager leur vie dans un réseau d'institutions socialistes et de donner une signification socialiste à leur action. Peu importe dès lors que le communisme vienne tôt ou tard, qu'il doive être précédé d'étapes plus ou moins nombreuses : l'essentiel est que nous sachions nous rendre compte de notre propre conduite. Ce qu'on appelle le but final n'existe que pour notre vie intérieure. M. Faguet écrivait récemment : « Le régime socialiste n'est pas seulement de l'utopie, comme on le dit ordinairement ; il est de l'*uchronie*. Il ne se place pas dans le temps. » L'éminent écrivain se trompe : le régime final imaginé par les socialistes n'est pas susceptible d'être fixé à une date déterminée, par une prévision sociologique ; il est dans le présent ; il n'est pas en dehors de nous ; il est dans notre propre cœur. Le socialisme se réalise tous les jours<sup>22</sup>, sous nos yeux, dans la mesure où nous parvenons à concevoir ce qu'est une conduite socialiste, dans la mesure où nous savons diriger les institutions et dans la mesure, par suite, où l'éthique socialiste se forme dans notre conscience et dans la vie sociale.

Quand ces principes seront bien compris, on cessera d'être illusionné par la perspective d'une catastrophe qu'on attend en vain et d'un communisme qui semble s'éloigner indéfiniment ; alors on transformera les doctrines anciennes, qui de sociologiques deviendront éthiques.

---

21. *Histoire d'Israël*, t. III, p. 252.

22. C'est une des pensées maîtresses du livre cité de M. Merlino.

Le socialisme a-t-il quelquefois essayé de formuler des règles de conduite ? Il est assez curieux que dans le *Manifeste du parti communiste* rédigé en 1847 par Marx et Engels on ne trouve presque rien à ce sujet ; les deux auteurs se bornent à constater la décomposition de l'éthique bourgeoise ; les conseils pratiques renfermés dans ce document célèbre se rapportent à peu près exclusivement à la politique que devraient suivre les représentants des classes ouvrières en cas de révolution victorieuse. Dix-sept ans plus tard, Marx écrivait l'*Adresse inaugurale de l'Internationale*, qui ne le cède point en importance au *Manifeste* de 1847 et qui en diffère totalement au point de vue éthique. Dans l'intervalle, Marx avait vécu en Angleterre ; il avait assisté au grand développement des trade-unions du *nouveau modèle* et vu ce qu'avaient produit les sociétés coopératives ; en 1847, il n'avait pu connaître que des associations peu nombreuses et peu solides ; ses idées sur l'éthique se précisaient donc au fur et à mesure que les institutions ouvrières grandissaient et manifestaient leurs caractères propres.

La première règle de l'Internationale est d'une importance capitale, car elle permet de séparer immédiatement le socialisme prolétarien des réformes tentées par l'Etat, par l'Eglise, par les philanthropes. « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » On fait appel ici aux sentiments de l'énergie et de la responsabilité : les ouvriers ne doivent pas solliciter une amélioration de leur sort, plaider leur cause au tribunal des classes dirigeantes et espérer qu'on leur accordera quelque chose en vertu d'un droit naturel ; ils doivent s'organiser eux-mêmes, et ne s'en prendre qu'à eux-mêmes si leur courage, leur solidarité et leur abnégation ne les rendent pas capables d'atteindre un état meilleur.

Le principe de l'abolition de toute distinction de classes, déjà posé dans le *Manifeste* de 1847, fait l'objet de la seconde règle ; le socialisme ne poursuit pas une



émancipation partielle du prolétariat ; il ne représente pas les intérêts d'un quatrième état, derrière lequel resterait un cinquième état, comme on l'a dit souvent et comme on commence à le répéter encore. Nous sommes ici en présence d'une notion purement éthique, niant toute différenciation morale, s'opposant au maintien d'aucun titre traditionnel. Aujourd'hui, beaucoup d'auteurs reculent devant la difficulté de réaliser un pareil précepte, et dans un livre récent, M. Van Kol a émis l'avis<sup>23</sup> que la disparition des classes n'était que *probable*, que peut-être on verrait renaître un prolétariat inférieur, qu'au lendemain d'une révolution victorieuse le quatrième état pourrait peut-être s'octroyer des privilèges. Que nous sommes loin de l'Internationale qui avait dit : « La lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges ou des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de tout régime de classe » !

Sans doute ce *but final* peut être difficile à réaliser ; cette émancipation totale et simultanée peut paraître chimérique à nos contemporains habitués à l'idée d'évolution ; nous sommes ici en dehors de la science ; nous posons le principe éthique fondamental du socialisme, qui doit rester inébranlable pour diriger toute notre pensée et pour orienter notre action dans le sens socialiste.

J'ai déjà parlé de la troisième règle relative à l'émancipation économique et j'ai dit quel sens on doit lui attribuer. Je ne m'arrête pas non plus à la solidarité des travailleurs, parce que j'en ai parlé plus haut. Mais il est nécessaire de bien peser la valeur des deux déclarations qui précèdent les statuts. Dans le texte primitif de 1864 on lisait : « Ils considèrent comme un devoir de réclamer pour tous les droits d'homme et de citoyen. Point de devoirs sans droits. » Dans la rédaction définitive, cette formule a été simplifiée : « Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs. » Au fond la pensée

---

23. *Socialisme et Liberté*, Giard et Brière éditeurs, Paris 1898, p. 193.



est la même et l'Internationale veut protester contre les doctrines souvent émises sur la prédominance des devoirs sur les droits, en même temps qu'elle veut réaliser l'exercice du pouvoir politique pour tous les hommes.

Enfin, « toutes les sociétés et les individus qui adhèrent [à l'Internationale] reconnaîtront comme base de leur conduite envers tous les hommes, sans distinction de couleur, de croyance et de nationalité, la vérité, la justice et la morale ». Il ne s'agit pas ici d'une déclaration purement théorique, d'un appel à des principes abstraits de droit naturel, comme on l'a dit quelquefois ; Marx pose une règle pratique ; il demande que les hommes et les nations respectent les coutumes que l'on considère comme nécessaires à la vie honorable entre gens d'une même race, d'une même religion, d'un même pays.

Les socialistes sont-ils restés fidèles aux principes de l'Internationale ? Il faut ici faire une distinction ; il faut distinguer parmi les socialistes des gens plus ou moins bourgeois. Cette séparation ne doit pas être basée sur les origines, car il y a parmi les bourgeois des idéologues dont l'esprit est devenu purement prolétarien, comme Marx l'avait signalé dans le *Manifeste* de 1847. En général, les écrivains socialistes oscillent entre des tendances bourgeoises et des tendances prolétariennes ; mais les ouvriers et les hommes qui participent effectivement au mouvement ouvrier sont demeurés fidèles aux principes de l'Internationale. On se rendra compte facilement de cette vérité en suivant l'action du groupe qu'on nomme *allemaniste*, qui a été presque complètement exempt d'influences bourgeoises. En tête de son journal, *Le Parti ouvrier*, on retrouve la première règle de l'Internationale ; il suffit de lire cet organe pour voir qu'un esprit vraiment prolétarien l'anime tout entier.

Dans une affaire récente, les camarades d'Allemane ont presque tous marché avec une ardeur admirable pour la défense de la vérité, de la justice et de la morale : c'est la preuve que dans les groupes prolétariens l'idée éthique n'a point perdu de son importance,

alors que les socialistes, qui se réclament de la science, se demandent si le droit et la morale ne sont pas des mots vides de sens ! Avec les prolétaires socialistes, on a vu marcher le grand orateur, qui a montré que dans les classes bourgeoises il y a toujours des hommes capables de comprendre le mouvement socialiste et de le représenter aux heures des crises décisives : la conduite admirable de Jaurès est la plus belle preuve qu'il y a une éthique socialiste.

## 6. Le matérialisme historique\*

*Sorel lut ce texte devant les membres de la Société française de philosophie. Malheureusement, Emile Durkheim, qui en faisait partie, était absent de cette réunion. Dans cet important document, Sorel définit clairement le matérialisme historique et de ce fait le marxisme. Il précise que le matérialisme historique n'est ni un déterminisme économique, comme l'ont prétendu divers critiques, ni une séparation de la théorie marxiste de la pratique. Il insiste sur le fait que le marxisme se conforme à l'expérience pratique du prolétariat, la réalité de la lutte de classe engendrant l'essor du socialisme marxiste.*

M. G. Sorel proposera à la Société d'examiner les points suivants, au sujet du matérialisme historique.

Marx et Engels n'ont jamais donné un exposé de leur conception matérialiste de l'histoire ; les fragments que l'on peut tirer de leurs œuvres sont parfois contradictoires (CROCE, *Le Matérialisme historique*, p. 130) ; Engels a reconnu que les entraînements de la polémique l'ont souvent empêché d'exprimer correctement sa pensée.

Marx s'est surtout préoccupé d'affirmer qu'il rejetait comme inadmissible toute tentative faite en vue de

---

\* « Le Matérialisme historique », séance du 20 mars 1902, *Bulletin de la Société française de philosophie*, t. 2, 1902, p. 91-109.

Étaient présents à la séance : MM. Belot, Bergson, Bernès, Brunschvicg, Couturat, Darlu, Delbos, Dereux, Desjardins, Dunan, Evellin, Halévy, Jacob, J. Lachelier, H. Lachelier, Lalande, X. Léon, Le Roy, Lévy-Bruhl, Pacaut, Pécout, Rauh, Sorel.

déduire les faits historiques d'un principe général explicatif propre à une période.

Les formules marxistes présentent une difficulté d'interprétation toute particulière : Marx considère chaque notion sous des aspects divers ; et il n'est pas toujours facile, quand on se trouve en présence d'un texte isolé, de savoir à quel aspect de la notion se rapporte la formule. Cette difficulté se retrouvera d'ailleurs dans toutes les philosophies qui poursuivront une solidarité étroite entre la théorie et la pratique.

Les auteurs qui ont écrit sur le matérialisme historique semblent d'accord pour reconnaître que la conception de Marx ne peut pas s'enfermer dans les cadres d'une formule. Selon M. Croce, ce ne serait ni une philosophie de l'histoire, ni même une méthode, mais seulement « une somme de données nouvelles, de nouvelles expériences, qui entre dans la conscience de l'historien » pour l'aider à composer son tableau du passé (p. 18).

Les théoriques historiques ont eu presque toujours (pour ne pas dire toujours) un but pratique, plus ou moins dissimulé : soit qu'elles aient tendu à l'apologie d'un régime existant ou désiré (ce reproche a été fait aux hégéliens), soit qu'elles se soient proposé de fournir des enseignements à l'homme d'Etat (c'est le point de vue de Machiavel).

Le matérialisme historique « professe qu'il n'y a de vérité que dans la synthèse de la théorie et de la pratique » (ANDLER, *Commentaire sur le Manifeste communiste*, p. 207). S'il en est ainsi, il se propose de tirer de l'histoire un enseignement dont le but est déterminé étroitement par les préoccupations pratiques de ses auteurs. Il doit fournir des expériences capables d'éclairer la marche du socialisme contemporain et rechercher ce qui dans le passé peut offrir comme une commune mesure avec les phénomènes de la politique prolétarienne, telle que Marx et Engels la concevaient. On s'explique ainsi pourquoi, dans sa polémique contre Dühring, Engels a prétendu écarter comme accessoires ou secondaires toutes les choses qui ne rentraient pas

assez exactement dans son *économisme*. Ainsi se trouve justifié le jugement de M. Andler qui voit dans le matérialisme historique « le résumé de la philosophie prolétarienne » et le fondement de « la méthode révolutionnaire ».

Une théorie qui se fonde dans la pratique est essentiellement une doctrine de prudence, qui fournit à l'homme des moyens pour connaître les dangers qui se présentent sur sa route ; elle doit nous apprendre à distinguer ce qui est du règne de la liberté (c'est-à-dire ce qui est exécutable suivant nos plans) d'avec ce qui est du règne de la nécessité naturelle.

Marx est très pénétré de l'importance de cette distinction, qui lui vient de Hegel ; plus encore que celui-ci il considère comme règne de la nécessité la *société civile* (satisfaction des besoins suivant la division existante des fonctions économiques ; administration de la justice et police). Les volontés humaines, en matière économique et surtout dans les grands pays modernes, forment une combinaison de hasards dans laquelle tout plan volontaire disparaît et qui rappelle un mouvement naturel. Les descriptions de l'économie politique sont comparables à une anatomie.

Cette notion de la nécessité économique est encore renforcée chez Engels par l'influence des économistes classiques.

Sur cette base (de la société civile) s'élèvent les structures juridiques, politiques, philosophiques, dans lesquelles apparaît d'autant mieux la liberté de l'esprit que l'on s'éloigne davantage de l'économie ; mais entre elles existe une interdépendance vivante et jusque dans les constructions religieuses on peut trouver par analyse un « noyau terrestre » (*Das Kapital*, I, p. 336, note ; trad. franç. p. 162, col. 1, note 1).

Imitant Hegel, Marx considère les hommes comme étant répartis en groupes traditionnels, caractérisés chacun par une certaine manière de tirer son revenu ; chaque groupe se forme des idées juridiques en conséquence ; et nos idées juridiques se répercutent dans tou-

tes nos conceptions (on a toujours observé que le propriétaire féodal, l'industriel, le commerçant ne conçoivent pas le droit de la même manière).

Ces groupes ont eu toujours des conflits politiques, et ce sont les enseignements fournis par ces conflits qui présentent surtout de l'intérêt pour qui examine l'histoire d'un point de vue marxiste.

Les groupes sociaux constituent les données que l'historien commence par observer quand il veut étudier une période déterminée ; l'expérience montre qu'ils changent lentement et que leurs changements se rapportent à des causes si multiples et si obscures qu'ils ressemblent à des changements naturels.

Pour que des enseignements puissent sortir de l'histoire, il faut que l'action des grands hommes soit comme résorbable dans le mouvement d'ensemble ; s'il en était autrement, l'accident historique dominerait et on ne pourrait rien conclure du passé pour le présent. Ainsi l'histoire ne tombe pas tout entière dans le domaine du matérialisme historique (on pourrait faire la même observation pour toute doctrine qui prétendrait tirer quelque chose de scientifique de l'histoire). Si les points de vue de Renan sur l'histoire chrétienne sont exacts et si celle-ci se ramène à une série de biographies d'hommes exceptionnels, elle ne constitue qu'un sujet de curiosité ou d'édification.

Toutes réserves doivent être faites sur les interprétations que Marx et Engels ont données des révolutions ; soit qu'ils n'aient pas connu suffisamment les événements, soit qu'ils aient éliminé (sans prévenir suffisamment le lecteur) tout ce qui leur paraissait être sans valeur pour l'enseignement.

Les groupes peuvent n'avoir que des liens intellectuels très faibles, ou bien ils peuvent manifester une tendance réfléchie et un but déterminé ; c'est alors seulement qu'ils méritent le nom de *classes*. Les conceptions juridiques et politiques des hommes ne dépendent donc pas uniquement de leur métier, mais aussi de convictions



qu'ils ont acquises librement et que leur a données la prédication de doctrines sociales.

C'est sur cette possibilité de créer un esprit commun dans le prolétariat moderne que se fonde la conception socialiste ; celle-ci espère amener le monde à un régime de liberté, c'est-à-dire à un régime où la volonté raisonnable pourrait réaliser ses plans dans une production devenue profondément scientifique.

## DISCUSSION

M. Halévy se propose moins de discuter, ou de réfuter, l'interprétation proposée par M. Sorel du matérialisme historique qu'il ne veut lui demander, sur certains points, des éclaircissements. M. Sorel n'est pas professeur. De là, pour lui, plus de facilité à marcher hors des sentiers battus, à frayer des routes nouvelles. Mais aussi il n'a pas le goût de l'exposition scolastique. Je n'oserais dire que son interprétation marxiste soit précisément fausse, je me permettrais de la trouver parfois confuse. Peut-être, en l'élucidant ensemble, pourrions-nous, sans trop de difficulté, parvenir à l'accorder.

Il s'agit de définir le matérialisme historique. De cette doctrine, nous dit M. Sorel, Marx et Engels n'ont jamais donné un exposé. Or, sans doute, Marx et Engels n'ont jamais consacré un ouvrage entier à exposer leur philosophie matérialiste de l'histoire : plus exactement encore, ils n'ont pas trouvé d'éditeurs pour l'ouvrage qu'ils avaient, en collaboration, vers 1845, consacré à cette exposition. Cependant le premier chapitre de l'*Anti-Dühring* de F. Engels et la préface de la *Critique de l'économie politique*, par K. Marx, constituent bien des expositions résumées du principe de cette philosophie. On connaît la définition courante du matérialisme historique, définition qui me paraît conforme aux textes de Marx et d'Engels : suivant ces deux penseurs, c'est l'évolution des formes de production et d'échange qui est la condition nécessaire et suffisante de l'évolution juridique, politique, morale et religieuse de l'humanité.

M. Sorel nous propose une autre définition : la philosophie marxiste de l'histoire est, selon lui, une doctrine qui établit « la solidarité de la théorie et de la pratique ». A cette définition *nouvelle*, je fais deux objections.

En premier lieu, les termes de « solidarité » et de « synthèse » constituent, je le crains, une sorte de trahison de la pensée marxiste. Ils impliquent entre les éléments considérés une réciprocité d'action que Marx considérait précisément, au nom de son matérialisme historique, comme inconcevable. Selon Marx, la réaction du « spirituel » sur le « matériel », du « théorique » sur le « pratique », est une impossibilité. Marx est, originellement, un métaphysicien ; il se rattache, avec son maître et ami de la vingtième année, Bruno Bauer, le chef des « Libres », à l'extrême gauche hégélienne. Pour lui comme pour les autres philosophes post-kantiens, toute la spéculation métaphysique repose sur l'opposition fondamentale de l'*idéal* et du *réel* ; son matérialisme historique consiste, à l'origine, au moment de sa formation, dans une définition originale de ces deux termes et de leur rapport. Le réel, c'est ce que Marx appelle la « productivité matérielle », l'homme économique producteur de richesses. Mais l'homme qui pense et raisonne est impuissant à créer ; il ne saurait que comprendre ou réfléchir les produits, une fois donnés, de son activité matérielle. L'idéal est, par définition, le reflet (*Widerschein* ; *Das Kapital*, éd. all., I, 46) du réel : Marx considère donc primitivement une réaction de l'idéal sur le réel comme une impossibilité métaphysique ; l'affirmation de cette impossibilité constitue l'essentiel du matérialisme historique ; la nouvelle définition proposée par M. Sorel a pour inconvénient de ne pas mettre en lumière cette impossibilité radicale.

En second lieu, je crains que M. Sorel n'emploie les termes de « théorie » et de « pratique » dans un sens assez obscur. Toutes les théories historiques, nous dit M. Sorel, se proposent, consciemment ou inconsciemment, une fin pratique (d'édification, d'enseignement, etc.) ; le mérite du matérialiste historique c'est d'avoir

eu la conscience explicite de ce fait universel. Ici, je cesse de comprendre. Le mot *pratique* n'est plus employé ici au sens où nous convenions tout à l'heure de l'employer avec K. Marx ; nous assistons presque au renversement de la terminologie marxiste ; ce que nous appelons maintenant la pratique, c'est plutôt ce que Marx appelait la théorie, et inversement. Comment, suivant M. Sorel, aurait raisonné Karl Marx ? Il aurait d'abord été sentimentalement socialiste ; il aurait obéi à cette préoccupation « pratique » (pour employer la terminologie de M. Sorel) de supprimer les inégalités de richesse qui sont entre les hommes. Il aurait donc demandé à la théorie de lui fournir des renseignements sur les moyens de parvenir à cette fin : et cette subordination consciente « de la théorie à la pratique » constituerait le matérialisme historique. Mais alors, répondrais-je, Marx aurait procédé exactement comme il reproche à ses devanciers immédiats, à ceux qu'il appelle les « socialistes utopiques », d'avoir procédé. Il se peut qu'avant l'élaboration de sa théorie Marx ait été sentimentalement socialiste, ou communiste ; mais il n'a considéré ce socialisme instinctif, cet idéal « théorique » (j'emploie ici une terminologie plus marxiste, je crois, que M. Sorel) d'une société d'où les inégalités économiques seraient éliminées, comme justifié que le jour où cet idéal apparaîtrait comme le prolongement non encore réalisé, mais futur et nécessaire, de l'évolution économique, réelle, « pratique », du genre humain. En ce sens, tout différent, il me semble, de celui que nous propose M. Sorel, le matérialisme historique constitue une subordination de la théorie à la pratique.

Telles sont les deux difficultés que je soumets à M. Sorel. J'ajoute qu'à propos de chacune deux questions distinctes seraient à examiner : 1) ai-je bien compris l'interprétation de M. Sorel ? 2) si je l'ai bien comprise, mes objections sont-elles fondées ?

M. Sorel n'ayant pas une grande habitude de la parole, pour mieux définir sa pensée, demande la permission de lire en réponse à M. Halévy le mémoire suivant.

Pour arriver à des résultats un peu précis dans nos discussions sur le matérialisme historique, il faut restreindre, autant que possible, la question. Il faut tout d'abord bien observer que Marx a été très sobre de considérations sur l'origine du droit parce qu'à ses yeux le prolétariat n'avait pas à intervenir, d'une manière active et régulière, dans la formation des règles juridiques durant l'époque capitaliste ; d'autre part, dans *Le Capital*, il ne s'occupe guère que de l'échange, c'est-à-dire de phénomènes qui ne se prêtent pas à beaucoup de considérations juridiques. On ne trouve guère non plus d'indications précises sur le rôle des théories philosophiques, parce qu'il était très frappé de l'impuissance des utopistes et des prédicateurs de réformes religieuses ; il devait donc insister surtout sur l'inutilité d'une pareille méthode pour changer le monde.

En général, quand on examine les formules marxistes il faut prendre bien garde que l'auteur cherche plutôt à poser des antithèses très frappantes, en contradiction avec certaines propositions enseignées de son temps, qu'il ne cherche à donner une expression correcte et complète de sa propre pensée. Les formules de Marx prêtent donc à l'ambiguïté et présentent souvent un aspect paradoxal. Un critique italien plein de sagacité, qui s'est efforcé de dégager ce que l'histoire peut trouver d'utilisable comme méthodes dans l'enseignement marxiste, M. B. Croce, a dit avec beaucoup de raison qu'il serait très urgent de « débarrasser la pensée de Marx de la forme littéraire qu'il lui a donnée » (*Matérialisme historique et économie marxiste*, p. 114). La préface écrite en 1859 pour la *Critique de l'économie politique* constitue un document fort obscur quand on ne l'examine point avec les précautions indiquées ici ; tout dépend du début : Marx commence par dire qu'il arriva « à penser que les rapports juridiques et les formes politiques ne peuvent être compris par eux-mêmes et ne peuvent s'expliquer non plus par le soi-disant déve-

loppement général de l'esprit humain » ; il est clair qu'il a toujours en vue dans ce texte des écoles de juristes et de philosophes (hégéliens surtout), alors très influents en Allemagne. Dans la *Misère de la philosophie*, il dit que Proudhon, « en vrai philosophe, *prenant les choses à l'envers*, ne voit dans les rapports réels que les incarnations de principes, de catégories qui sommeillaient au sein de la raison impersonnelle de l'humanité » (p. 151) ; tout ce livre est dominé par la préoccupation de nier cette conception du développement de la société.

On se place sur un mauvais terrain quand on traite le matérialisme historique comme une *doctrine morte*, que l'on veut examiner en la réduisant à des thèses abstraites ; il faut y voir, au contraire, une attitude de l'esprit de certains hommes participant à un mouvement social déterminé et une tension constante de l'activité d'hommes mêlés à une pratique. Par des abstractions, il est impossible d'atteindre complètement le réel. Une doctrine vivante peut être examinée à trois points de vue différents :

1. on étudiera l'histoire des conceptions des auteurs de la doctrine et on tâchera de mettre en évidence les divers aspects de leurs thèses ;

2. on groupera en masses homogènes les diverses propositions ; on cherchera à définir exactement ces groupes et à déterminer les contradictions qui existent entre eux ;

3. on se demandera comment la théorie agit dans le monde et comment elle reçoit la réaction de l'histoire contemporaine.

Plus on avance vers le réel, plus on s'éloigne du premier point de vue ; mais aussi les exposés perdent en clarté au fur et à mesure que l'on entre davantage en contact avec l'action. D'autre part, des doctrines de ce genre n'apparaissent jamais à celui qui les étudie pour en pratiquer les enseignements, comme elles ont été formulées par leurs créateurs ; ceux-ci ont été préoccupés de beaucoup de questions qui n'intéressent plus leurs



successeurs ; on a d'ailleurs fait souvent la même observation à propos de toutes les grandes découvertes scientifiques.

Je commencerai par examiner les formules que l'on relève le plus souvent dans l'œuvre de Marx et d'Engels ; ce sont les plus abstraites et les moins fécondes, quoique les plus connues.

Dans bien des cas, Marx, parlant des relations que l'on peut établir entre l'état des forces productives et le régime social d'un pays, ne dépasse pas la simple considération de la dépendance de simultanéité ; il dira par exemple que les moyens de travail sont les indices (*Anzeiger*) des rapports sociaux et qu'ils peuvent servir à distinguer les époques économiques, comme les fossiles servent à connaître les races d'animaux éteints (*Le Capital*, p. 77, col. 2 ; allemand, p. 142). Il ajoute que les auteurs qui écrivent sur le préhistorique n'établissent pas leurs classifications d'après de prétendus approfondissements historiques, mais d'après le matériel des outils et des armes. Il n'y a là rien que de très simple.

Mais presque toujours les formules marxistes renferment quelque chose de plus, des souvenirs de List, sur lesquels il est nécessaire d'insister. List voulait persuader aux princes allemands qu'ils pouvaient diriger le pays dans la voie du progrès en s'occupant de construire beaucoup de voies ferrées et en établissant des tarifs douaniers convenables. Faire naître de nouvelles forces productives, c'était, pour List, préparer une civilisation supérieure. Marx a été très fortement influencé par ces idées ; mais il leur a fait subir une double transformation : d'une part, il a restreint les forces productives aux procédés techniques de production ou de transport et à la population ; d'autre part, il a rejeté la théorie de l'Etat qui est si caractéristique chez List. Pour Marx, les forces productives sont des données de l'histoire, dont l'origine est très variable et généralement obscure et qui se présentent à peu près comme des espèces naturelles. Quelles que soient les causes de la formation de ces forces productives, elles échappent d'une manière presque



complète à l'action du prolétariat ; tandis que List voulait convaincre les capitalistes et les chefs d'Etat allemands, c'est-à-dire les hommes qui peuvent avoir une certaine influence raisonnée sur le progrès industriel, Marx écrit pour les ouvriers, c'est-à-dire pour la masse qui reçoit l'impulsion donnée par des maîtres de fabrique ; c'est pourquoi l'origine des forces productives ne lui semble pas devoir faire l'objet d'une étude, alors que pour List cette origine était l'objet principal de la science économique. Dans le monde actuel, la concurrence acharnée des capitalistes est la source du mouvement le plus important d'accroissement des forces productives, et cette concurrence fonctionne presque automatiquement.

Nous arrivons ainsi à mettre en évidence un des traits les plus essentiels de la philosophie marxiste : c'est une *philosophie prolétarienne*, comme dit M. Andler (*Commentaire sur le Manifeste communiste*, p. 207). Il s'agit d'éclairer les hommes qui participent au mouvement socialiste actuel et de les mettre à même de raisonner au moyen des enseignements que fournit l'histoire. M. Croce appelle Marx « le plus remarquable continuateur de Machiavel », et il admire l'esprit politique avec lequel il a guidé « de ses conseils le mouvement socialiste international » (*op. cit.*, p. 179) ; mais en même temps il signale que la forme de ses conseils est souvent paradoxale. Il faut avoir toujours présent à l'esprit le point de vue de la pratique socialiste quand on veut comprendre Marx.

De tout temps on a voulu tirer de l'histoire des enseignements pour le présent ; mais presque toujours le philosophe prétendait ainsi entraîner les hommes dans une voie autre que celle qu'ils suivaient ; les conseils que Machiavel a donnés à ses contemporains furent très inutiles parce que ceux-ci ne se souciaient nullement de travailler à la formation d'une Italie fortement administrée et ayant une sérieuse armée. Marx, au contraire, a trouvé dans la société de son temps une organisation ouvrière qui s'était formée dans les agglomérations urbaines de la grande industrie et qui poursuivait déjà

des fins révolutionnaires. Il a raisonné sur cette situation et il a cherché à éclairer le prolétariat. Il faut même ajouter qu'il a toujours cru que toute l'organisation ouvrière finirait par prendre les formes que l'on observe en Allemagne, formes qui lui semblaient être les mieux adaptées à la mission révolutionnaire du prolétariat ; aussi ne faut-il pas s'étonner si le trade-unionisme anglais du *nouveau modèle* (celui qui se forma après 1848) lui était peu sympathique et n'a pas été étudié d'une manière approfondie par lui.

C'est en raison de leurs préoccupations pratiques que Marx et Engels se montrent si souvent affirmatifs dans leurs conseils ; quand ils cherchent à mettre les ouvriers en garde contre des imprudences, ils affirment avec une autorité doctrinale qui ne doit pas nous faire illusion aujourd'hui ; il faut toujours chercher en vue de quelles fins ces conseils étaient donnés et ne pas les transformer en lois de l'histoire.

Pour que l'histoire puisse servir à donner des conseils pour le présent, il faut que son étude soit dirigée de manière à pouvoir distinguer dans les sociétés ce qui échappe presque aussi complètement à notre volonté raisonnée qu'un phénomène naturel — et ce qui dépend de notre volonté raisonnée. Ce principe jette une grande clarté sur l'interprétation du marxisme ; ajoutons que Marx a toujours en vue la volonté raisonnée du prolétariat organisé dans le monde capitaliste.

Marx a emprunté à Hegel ses vues sur le mécanisme de l'économie ; ce serait Hegel, d'après M. Andler, qui aurait « le premier dit la société civile régie par des nécessités analogues à celles qui président à la naissance des mondes » (*L'Origine du socialisme d'Etat en Allemagne*, p.149). Il est facile de voir qu'Engels raisonne presque toujours sur la nécessité économique moderne comme faisaient les économistes classiques, (cf. *Le Devenir social*, août 1896, p. 732, et mars 1897, p. 235).

La société civile forme comme un deuxième monde de

la nature <sup>1</sup>, dans lequel n'existe aucun plan d'ensemble raisonné ; tout y est livré à l'anarchie et cependant de la rencontre des hasards naît un ensemble offrant assez de régularité pour faire l'objet d'une étude ; on peut la comparer à une vie végétative. Dans les temps modernes, on a constitué une science spéciale, l'économie politique, pour déterminer la loi de coordination que l'on peut reconnaître dans la société civile au moyen d'abstractions ; il a été même possible de donner à cette science une forme mathématique. En 1859, Marx appelle l'économie politique l'*anatomie* de la société civile, parce qu'elle décrit un schéma qui ressemble à un squelette ; je pense qu'il fait surtout allusion dans ce passage aux *Principes* de Ricardo.

Il appelle la société civile la structure économique de la société ; ou encore l'ensemble des rapports de la vie matérielle. Au-dessus, il conçoit une superstructure juridico-politique et l'ensemble des doctrines qui forment la vie propre de l'esprit, au moyen desquelles l'homme se rend compte de l'activité sociale. Marx ne pense pas que l'on doive caractériser une époque par les théories, comme le croyaient beaucoup de ses contemporains ; c'est, au contraire, l'organisation et le fonctionnement de la vie sociale qui doivent servir à caractériser une théorie et à en donner le véritable sens historique. Engels écrira plus tard dans sa brochure sur Feuerbach : « Au lieu d'expliquer l'histoire de la Grèce antique par son propre développement, Hegel affirme simplement qu'elle n'est autre chose que l'élaboration des configurations de la beauté et la réalisation de l'œuvre d'art. [...] Nous ne pouvons plus, à l'heure actuelle, nous contenter d'une pareille explication qui n'est que du verbiage » (*Religion, Philosophie, Socialisme*, p. 216). Tout le monde admet sans peine aujourd'hui

---

1. Pour bien comprendre ce que Marx appelle tantôt *naturel*, tantôt *nécessaire*, il est bon de se reporter au début du paragraphe relatif à la législation de fabrique (*Le Capital*, p. 208, vol. I ; allemand, p. 446) et de lire ensuite l'exposé historique du mélange inextricable des causes qui a engendré la *nécessité* de cette législation (*Le Capital*, p. 119-129 et 211-213 ; allemand, p. 241-262 et 453-460).

que l'esthétique d'un peuple n'explique pas son histoire, mais devrait être éclairée plutôt par cette histoire.

Dans l'*Anti-Dühring*, Engels commente encore les doctrines de Marx de la manière suivante : « La structure économique d'une société donnée forme toujours la base réelle que nous devons étudier pour comprendre toute la superstructure des institutions politiques et juridiques, aussi bien que les manières de voir religieuses, philosophiques et autres qui lui sont propres. [...] La route était ouverte qui allait nous conduire à l'explication de la manière de penser des hommes d'une époque déterminée par leur manière de vivre, au lieu de vouloir expliquer, comme on l'avait fait jusqu'alors<sup>2</sup>, leur manière de vivre par leur manière de penser » (p. 121).

Les contemporains de la jeunesse de Marx avaient cru que l'on ne pouvait produire une réforme profonde de la société à moins de créer tout d'abord une nouvelle religion, ou tout au moins une philosophie résolvant les problèmes que les religions avaient posés. C'est une des thèses que Marx rejetait avec le plus de force ; elle a en effet des conséquences pratiques fort considérables au point de vue de l'organisation du prolétariat. Feuerbach avait affirmé que « les périodes de l'humanité ne se distinguent que par des transformations religieuses » (ENGELS, *op. cit.*, p. 194) ; Marx pensait, au contraire, que l'homme construit la dogmatique religieuse en raison des conditions sociales ; il a appelé dans *Le Capital* la religion un nuage qui nous cache la réalité des rapports (p. 31, col. 2 ; allemand, p. 46). Engels dit qu'à la fin du Moyen Age, toute idéologie ayant été fortement liée à la théologie, les tentatives de révolution se présentaient avec une justification théologique, et qu'en 1789 on fit seulement appel à des théories juridiques ou politiques (*op. cit.*, p. 195).

Il n'est pas inutile de montrer par des exemples comment les justifications juridiques se rattachent ainsi au

---

2. Engels se réfère à la date de ses premières relations avec Marx, vers 1844.

monde de la vie matérielle. Au haut Moyen Age, les seigneurs et les abbayes organisèrent la mise en culture du sol ; mais dès que l'agriculture devint prospère elle chercha à s'affranchir des redevances traditionnelles ; enfin en 1789 on fit un dernier *effet d'ensemble* pour achever la libération. Nos pères crurent que les principes éternels du droit naturel les autorisaient à supprimer les charges féodales et les dîmes ; après la Révolution, aucune personne raisonnable ne demanda le retour à l'état ancien. En Ecosse, les descendants des anciens chefs de clan parvinrent à se faire reconnaître comme propriétaires des territoires sur lesquels leurs ancêtres n'avaient eu que des droits seigneuriaux et expulsèrent les paysans comme de simples locataires : cela fut regardé comme ayant produit des résultats bienfaisants pour le pays ; l'éviction des anciens vassaux de la duchesse de Sutherland fit beaucoup de scandale durant la première année du XIX<sup>e</sup> siècle ; plus tard, l'opinion finit par approuver le fait accompli (L. DE LAVERGNE, *Essai sur l'économie rurale de l'Angleterre*, 5<sup>e</sup> éd., p. 360 ; cf. *Le Capital*, p. 322-323 ; allemand, p. 695-696). Il est certain que, si l'on avait consulté le vrai sens des titres et des coutumes, on n'aurait point cru que le droit permettait ces liquidations ; mais on jugea, comme L. de Lavergne, que, « dans les luttes du présent et de l'avenir contre le passé, l'histoire devait avoir tort. L'utilité était évidente, si le droit n'était pas parfaitement établi » (*op. cit.*, p. 345). Des marxistes diraient que le droit condamna ce que l'histoire avait déjà condamné.

L'exemple des transmutations de propriétés effectuées durant la Révolution a exercé une très grande influence sur l'esprit de Marx. On peut remarquer, d'une manière générale, que les juristes et les philosophes ne demeurent jamais en retard quand il s'agit de défendre la terre contre ses possesseurs malhabiles et que les révolutions agraires se font toujours sans grand souci des droits acquis. Marx et Engels ont cru que le type classique de la révolution est celui dans lequel les forces productives, gênées jusque-là dans leur développement par des chaînes juridiques, parviennent à s'émanciper pour pouvoir



prendre tout leur développement ; ils estimaient que la révolution prolétarienne ressemblerait ainsi beaucoup à la Révolution française et qu'elle serait justifiée comme avait été justifiée celle-ci. Ils observèrent qu'à la fin de l'Ancien Régime on avait condamné les survivances du Moyen Age au nom des droits philosophiques peu de temps avant que la force les fît disparaître définitivement ; ils pensaient qu'une pareille condamnation de coutumes anciennes doit être interprétée comme un signe de l'imminence d'une révolution (*Misère de la philosophie*, préface d'Engels, p. 12). L'humanité, avait écrit Marx en 1859, ne pose jamais que les énigmes (*Aufgaben*) qu'elle peut résoudre.

Quand on veut quitter les expositions abstraites du matérialisme historique pour arriver aux applications, on est amené à tout ramener à une étude de la lutte de classes<sup>3</sup>. Presque tout le monde convient que l'histoire ne peut fournir d'enseignement pour le présent que dans la mesure où elle est à peu près indépendante de l'action des hommes exceptionnels et qu'elle dépend ainsi de l'action de masses humaines bien définies. L'originalité de Marx porte sur sa manière particulière de concevoir la division en classes.

Je crois qu'il est parti des *états* entre lesquels Hegel avait décomposé la société ; il s'agit de classer les hommes d'après leurs sources de revenu et de chercher quelles attitudes normales se rattachent à chaque mode d'existence : dans l'état agricole, par exemple, le paysan rapporte tout à la Providence, qui lui envoie, au hasard, des récoltes bonnes ou mauvaises ; dans l'état industriel

---

3. Il faut observer que la préface de 1859, que l'on considère comme donnant l'exposition des thèses historiques de Marx, ne parle pas de la lutte de classes, bien que le *Manifeste* de 1847 affirme que « toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de luttes de classes ». Il est bon d'observer qu'en 1859 Marx ne possédait pas sa théorie de la *force de travail* qui donne à l'économie du *Capital* sa forme caractéristique ; il est très probable qu'il n'était pas, à cette époque, non plus complètement maître d'une théorie de la lutte de classes susceptible d'être exposée en formules abstraites.



et commercial, l'individu rapporte tout à son mérite personnel et réclame la liberté ! Marx s'est émancipé de toute conception d'un type unique de division. Il observe dans chaque pays les classes comme un phénomène naturel. Dans l'Allemagne de 1848, il distingue huit classes<sup>4</sup> : la noblesse féodale, qui avait conservé une grande partie de ses anciens pouvoirs sur les paysans ; la bourgeoisie capitaliste et industrielle ; les petits industriels et boutiquiers, qui jouèrent un rôle décisif à cette époque ; les ouvriers urbains ; les grands et moyens cultivateurs, qui faisaient cause commune avec la bourgeoisie antiféodale ; les petits paysans libres, nombreux dans les pays rhénans fort obérés ; les tenanciers d'anciens domaines féodaux, encore soumis à des charges provenant de l'Ancien Régime ; les ouvriers agricoles.

Cette étude des classes a pour objet de définir les diverses manières d'agir que les hommes adoptent : un laboureur ne pense pas de la même manière qu'un propriétaire ordinaire, un tenancier soumis à des corvées d'origine féodale comme un fermier. Ces conceptions juridiques distinctes se forment d'après les conditions traditionnelles ; et on sait que les conceptions juridiques exercent une influence prépondérante sur notre pensée et notre conduite<sup>5</sup>. Il y a lieu de faire ici une distinction entre ce qui est *naturel* et ce qui se rapporte à l'esprit : les contours des groupes sociaux sont des phénomènes constatables avec assez de précision, qui se modifient difficilement et dont les changements échappent à peu près totalement à l'action du législateur ; ce sont des

---

4. Kautsky, dans son livre sur *La Lutte des classes en France en 1789*, établit des divisions encore plus nombreuses pour l'ancienne France.

5. Marx reproduit cette phrase célèbre de Linguet : « L'esprit des lois c'est la propriété. » (*Das Kapital*, p. 704, note. Cette observation manque dans l'édition française.) Ailleurs, commentant et justifiant sa préface de 1859, il dit : « Le secret de l'histoire de la république romaine, c'est l'histoire de la propriété foncière. » (*Le Capital*, p. 32, col. 2, note ; allemand, p. 48, note. Cf. *Le Capital*, p. 321, col. 1, note 1 ; allemand, p. 692, note 211.)

phénomènes *naturels* ; mais il faut tenir compte aussi de la formation de la conscience des classes, qui ne se produit pas d'une manière mécanique. Des groupes peuvent être de simples agrégats, et alors Marx les compare à un sac de pommes de terre (*La Lutte des classes en France. Le XVIII Brumaire*, trad. franç., p. 346) ; quand la classe a atteint sa pleine maturité, elle est caractérisée par le sentiment de l'unité et l'organisation nationale.

Dans le passé, la classe dirigeante a possédé une solidarité exceptionnelle, parce qu'elle avait à sa disposition des institutions propres à faire valoir ses aspirations : elle ne trouvait devant elle que des groupes ayant peu de cohésion et peu capables de se former des systèmes juridiques. Les conceptions que la classe dominante adopte sur le droit public et le droit privé s'incorporent dans la législation, et les historiens ont pris l'habitude de les considérer comme les idées dominantes de la nation. Aujourd'hui, nous assistons à un spectacle tout différent : la bourgeoisie est divisée et émiettée ; elle perd toute cohésion ; elle n'a plus guère d'idées d'avenir, tandis que dans les masses ouvrières se produit un travail d'unification des idées. La propagande socialiste n'a pas d'autre but que de produire une unité de vues et de tendances.

On a souvent objecté à la théorie marxiste qu'on ne saurait concevoir une société divisée en deux classes antagonistes, surtout quand cet antagonisme porte sur les points essentiels des théories juridiques ; or c'est ce qui devrait exister si vraiment le monde moderne était livré à la lutte de la bourgeoisie et du prolétariat. La difficulté disparaît quand on réfléchit au rôle des conceptions juridiques : le droit a pour but d'établir des divisions rigoureuses là où l'opinion commune aperçoit une continuité ; ses formules créent des séparations absolues (que dans la pratique le juge doit atténuer quand il faut appliquer les principes aux faits). Cette division rigoureuse des idées par rapport au droit explique comment il est possible de parler des classes comme des corps séparés ; cette séparation n'existe que dans la mesure où les consciences juridiques des classes sont nettement sépa-

rées, ainsi que cela a lieu quand le prolétariat est animé de l'esprit révolutionnaire et qu'il a subi la propagande marxiste.

Toute philosophie qui prétend tirer de l'histoire tout ce que celle-ci peut fournir pour expliquer un mouvement contemporain et pour l'éclairer dans sa marche est amenée à se faire une idée générale du développement historique et à regarder le passé comme la préparation de l'avenir qu'elle espère voir réalisé. Marx ne pouvait d'ailleurs échapper à l'influence de l'école hégélienne qui avait considéré l'histoire comme formant un système ; dans la préface de 1859, il disait que le capitalisme est le dernier terme de la préhistoire et que les moyens de faire disparaître les antagonismes actuels existaient déjà dans le monde. Dans l'*Anti-Dühring*, Engels développe cette conception : l'anarchie dans la production va disparaître et sera remplacée par une administration raisonnée ; les hommes vont devenir maîtres de leur organisation sociale, parce qu'ils agiront en pleine connaissance de cause ; l'humanité sortira du règne de la fatalité pour entrer dans celui de la liberté ; cette fatalité qui accablait tous les individus était le résultat de l'anarchie même, par suite de l'entraînement de toutes les activités (*op. cit.*, p. 148 et 214).

La notion de la *préparation* joue un grand rôle dans le mouvement socialiste contemporain ; pour que des masses ouvrières ne s'arrêtent pas recueillir paisiblement les fruits immédiats de leurs luttes, il faut qu'elles aient une forte conviction qu'elles sont portées en avant par une force invincible ; le soldat qui demande du repos est impropre à la guerre ; Gédéon renvoya chez eux tous ses compagnons qui n'avaient pas la vocation de la victoire. Dans tous les pays où le socialisme est fort, le prolétariat a acquis la conviction qu'il est appelé à réaliser une destinée historique et à être bientôt vainqueur. L'expérience de l'Eglise nous montre que le catholicisme aurait probablement péri s'il n'avait eu une foi inébranlable dans les promesses faites à saint Pierre. L'expérience nous prouve aussi que, là où cette confiance dans l'ave-

nir faiblit, la force actuelle disparaît rapidement ; c'est pourquoi la social-démocratie allemande tient tant à conserver ses formules absolues, craignant toujours de voir ses troupes se débander. Lorsque Bernstein a cherché à montrer que la *préhistoire* n'était pas sur le point de se terminer, que le passage de la nécessité à la liberté (qui doit caractériser la révolution conçue par Marx et Engels) peut se produire lentement par le progrès de la législation sociale, que la certitude du succès dépend d'un long travail d'éducation des masses populaires, il a soulevé un grand scandale dans son parti et a été mal compris.

Les nécessités de propagande ont eu une grande influence sur les exposés des écrivains marxistes, qui ont été amenés à employer un *langage fataliste* qui dépasse beaucoup les thèses de la philosophie de Marx <sup>6</sup>. Il ne faut pas oublier qu'il n'existe guère d'autre littérature marxiste que celle qui a été faite pour l'enseignement populaire ; presque tous les écrits d'Engels ont paru dans des journaux ; l'*Anti-Dühring* lui-même n'est qu'un recueil d'articles du *Vorwärts*. On ne saurait trouver dans une pareille littérature des propositions toujours parfaitement pondérées.

Dès que l'on considère l'histoire du point de vue de la préparation, elle apparaît d'une manière tout à fait spéciale ; notamment on cesse de juger les hommes ; on ne prétend plus apprécier le bon et le mauvais côté de leur conduite, on n'a plus qu'un souci : savoir dans quelle mesure les institutions anciennes ont servi à préparer le présent. Il faut ici distinguer, encore une fois, le matériel et le spirituel : pour que la révolution se produise suivant la conception marxiste, il faut que le régime capitaliste ait achevé son rôle d'organisateur des nouvel-

---

6. Dans la préface à l'édition russe du *Manifeste*, Marx, en 1882, considérait l'avenir de la Russie comme pouvant être variable. On vient de publier une lettre de lui encore plus significative sur la Russie, à la suite du livre de Nicolas-On, *Histoire du développement économique de la Russie depuis l'affranchissement des serfs*, p. 508-509 et 473.

les forces productives ; il faut aussi que le prolétariat se soit rendu capable de les conduire. M. Croce dit avec raison que le marxisme est une méthode politique ayant pour objet « d'aider au développement complet de la bourgeoisie et d'éduquer politiquement la classe destinée à lui succéder » (*op. cit.*, p. 179).

La préparation spirituelle des classes ouvrières a été souvent prêchée par Marx et Engels ; l'Internationale avait pour objet de travailler à cette formation de l'esprit ; Engels avait une si haute idée de l'importance de cette éducation qu'il a écrit à la fin de sa brochure de Feuerbach ces phrases qui peuvent paraître paradoxales : « Dans la classe ouvrière, le sens théorique allemand s'est conservé inaltéré [...]. Le mouvement ouvrier allemand est l'héritier direct de la philosophie classique allemande <sup>7</sup>. » Marx et Engels voulaient que la formation de l'esprit populaire résultât d'un travail fait dans le sein même du prolétariat, que ce fût une éducation de classe, résultant « des nécessités de la lutte pratique et de l'échange des idées qui se fait dans les sections », comme le dit la circulaire de l'Internationale lancée en 1871 contre Bakounine.

C'est en raison de cette double préparation qu'Engels a jugé l'esclavage antique d'une manière si peu sentimentale : « Tout notre développement économique, politique et intellectuel suppose un état où l'esclavage était aussi nécessaire que généralement reconnu. En ce sens, nous sommes fondés à dire : sans esclavage antique, pas de socialisme moderne » (*Le Devenir social*, août 1896, p. 730).

---

7. Je crois utile de reproduire ici les conclusions d'un article de G. Plekhanov sur la philosophie de Hegel : « Nous savons qu'il n'y a pas un seul peuple qui porte un nouveau principe historique universel, mais que cela est fait par une classe déterminée, le prolétariat, dans tous les peuples civilisés. Nous ne serons pas infidèles à la philosophie de Hegel en disant qu'en face du prolétariat révolutionnaire toutes les classes ne comptent dans l'histoire universelle qu'autant qu'elles ont favorisé ou empêché le mouvement prolétarien. Tendre délibérément vers un grand but historique, voilà le legs politique de la philosophie idéaliste. » (*L'Ere nouvelle*, novembre 1894, p. 280.)



Le processus de la préparation matérielle est d'autant plus facile à saisir que l'on examine des temps plus rapprochés de nous ; nous pouvons, dans l'Europe moderne, apercevoir une série de formes économiques qui dérivent de causes confuses, multiples, et le plus souvent anonymes ; à chaque instant, il faut adopter des solutions dont l'ajournement produirait une déchéance immédiate ; pour sauver la prospérité d'aujourd'hui, les capitalistes créent des ferments de changement, qui ne cessent de se développer (cf. *Le Capital*, p. 211, col. 1 et 2 ; allemand, p. 453). Les intérêts et les passions humaines créent un état général de tension qui n'a probablement jamais existé à un tel degré ; il résulte de là une régularité remarquable dans le mouvement industriel ; et par suite l'esprit est amené à concevoir l'histoire sociale comme une évolution physiologique ; plus d'une fois certainement les marxistes, tout comme les économistes, ont transporté dans l'étude du passé la notion d'un mouvement analogue à celui qui existe sous nos yeux : ce sont là des erreurs de fait qui ne doivent pas être opposées à la doctrine.

L'historien ne se place pas au même point de vue que le philosophe ; il n'a qu'un but tout professionnel et il demande ce que M. Croce appelle des *canons* d'interprétation historique (*op. cit.*, p. 128). Toute philosophie possède cette propriété d'étendre son influence bien au-delà des limites qui constituent son vrai domaine ; le philosophe groupe autour d'un centre et établit des liaisons ; l'historien demande qu'on coupe la liaison et qu'on lui donne des thèses isolées. Comme on pouvait s'y attendre, celles que fournit le matérialisme historique ne peuvent être complètement originales ; l'originalité d'une théorie n'existe que tout autant qu'elle est placée là où elle doit être, par rapport à son centre. Voici les six thèses qui me semblent résulter de ce travail de dislocation :

a) Pour étudier une époque, il est très utile de chercher comment la société se divise en classes ; celles-ci



sont distinguées depuis les conceptions juridiques essentielles qui se rattachent à la manière de former les revenus dans chaque groupe.

*b)* Il y a lieu d'écarter toute explication atomistique ; il n'y a pas lieu de chercher comment se forme la combinaison des psychologies individuelles ; ce qui est directement observable, c'est la combinaison elle-même ; c'est ce qui se rapporte aux masses. Les pensées et les activités des individus ne sont pleinement intelligibles que par leur liaison avec les mouvements des masses.

*c)* On jette beaucoup de lumière sur l'histoire quand on peut exposer l'enchaînement qui existe entre le système des forces productives, l'organisation du travail et les rapports sociaux qui règlent la production.

*d)* Les doctrines religieuses et philosophiques ont des sources traditionnelles ; mais, bien qu'elles tendent à s'organiser comme des systèmes complètement fermés aux influences antérieures, elles ont d'ordinaire quelque connexion avec les rapports sociaux contemporains ; elles sont, à ce point de vue, des réflexions que forme l'esprit sur les conditions de la vie et souvent des tentatives d'explication de l'histoire par la dogmatique.

*e)* L'histoire d'une doctrine n'est complètement élucidée que si l'on peut la rattacher à l'histoire d'un groupe social qui fasse profession de développer et d'appliquer cette doctrine (influence des juristes).

*f)* Si toutes les révolutions n'ont point pour effet de permettre une plus grande extension des forces productives, gênées dans leur développement par une législation surannée, il est très essentiel d'examiner la transformation sociale à ce point de vue et de chercher comment les idées juridiques se transforment sous la pression du besoin que le monde éprouve d'affranchir l'économie.

## 7. Qu'est-ce qu'un syndicat ?\*

*Sorel tente d'en donner, dans les Pages libres, une définition historique et politique. Les syndicats étaient devenus un élément permanent de la vie politique et sociale et il était difficile de les discuter en termes généraux. Les syndicats pouvaient avoir toute une gamme de relations différentes avec les partis politiques, avec l'Etat, avec le mouvement ouvrier lui-même dont il était supposé défendre ou expliquer les intérêts. Il était nécessaire de dégager une idée claire ou un principe de base de ces différentes tendances pour un mouvement syndicaliste organisé et actif, du fait de ses implications dans la lutte de classe et de la stratégie révolutionnaire.*

### I

Il est fort difficile de répondre à cette question ; il existe une très abondante littérature sur ce sujet ; mais chaque auteur cherche à ne voir que les détails qui correspondent à ses théories personnelles sur l'avenir. Ce défaut me paraît exister même dans le livre remarquable de M. P. Bureau sur *Le Contrat de travail* ; le savant et sagace professeur est persuadé que l'on sera amené partout à imiter ce qui existe dans l'industrie cotonnière du Lancashire ; mais on pourrait se demander si ce modèle ne serait pas, au contraire, une exception. Le Play avait été frappé, il y a un demi-siècle, de voir en Angleterre

---

\* « Qu'est-ce qu'un syndicat ? », *Pages libres*, 21 mars 1903, p. 241-257.

l'entente entre patrons et ouvriers se produire, contrairement « aux indications de la logique », par le moyen de sociétés fondées sur l'antagonisme des classes (*Les Ouvriers européens*, p. 199) ; on sait d'ailleurs que les institutions anglaises les plus remarquables ne fonctionnent bien qu'en vertu de circonstances locales et qu'elles ne se transportent pas facilement dans d'autres pays.

Suivant M. de Seilhac (*Syndicats, Fédérations, Bourses du travail*, p. X-XII et 162), les syndicats auraient pour objet de réaliser la paix sociale suivant les vues de M. de Chambrun ; M. de Chambrun avait donc des idées sur quelque chose ! On se fera une tout autre conception du syndicat en lisant l'*Histoire des bourses du travail* écrite par F. Pelloutier.

La loi du 21 mars 1884 a été principalement commentée par des auteurs qui croyaient trouver dans le mouvement syndical un moyen d'enrayer le mouvement socialiste ; aussi ne faut-il pas s'étonner de voir tant de réactionnaires défendre avec onction les droits des syndicats et demander l'extension de leurs attributions ; beaucoup d'amis de l'Eglise ont cru qu'il leur serait possible d'enlever, en suivant cette tactique, la clientèle ouvrière aux partis avancés et de sauver l'Eglise aux dépens des capitalistes ; c'est pourquoi il ne faut lire qu'avec prudence les publications du Musée social, qui s'est donné pour tâche de vulgariser les moyens d'étouffer la révolution.

Dans ce qui va suivre, je m'attacherai aux opinions de M. Waldeck-Rousseau, qui était ministre en 1884 et qui en 1899 a été amené à examiner quels changements l'expérience conduisait à introduire dans la loi. Je sais bien qu'un jeune auteur, tout frais émoulu de l'Ecole de droit, a découvert récemment « la pauvreté des conceptions juridiques [de M. Waldeck-Rousseau] et son ignorance absolue de la doctrine moderne » sur les associations ; mais je ne crois pas avoir à tenir compte de tels paradoxes, quelque peu enfantins.

Le législateur de 1884 ne se doutait pas que les syndicats agricoles deviendraient des sociétés puissantes envahissant peu à peu tout le domaine coopératif ; aussi en

1899 M. Waldeck-Rousseau a-t-il proposé de modifier l'article 6 de la loi pour permettre aux syndicats de créer des sociétés commerciales dans des conditions particulièrement simples ; il voulait mettre les règles juridiques d'accord avec les faits, et ses intentions n'ont pas été bien comprises par les syndicats ouvriers qui ne font pas d'opérations commerciales. A l'origine, on ne croyait pas que les syndicats eussent jamais de grands intérêts pécuniaires ; aussi avait-on omis de dire s'ils pourraient recevoir des libéralités et de prévoir ce que deviendrait leur patrimoine en cas de dissolution ; le projet de 1899 révisait sur ces deux points le texte primitif.

Il semble qu'à l'origine on ait assimilé les syndicats aux innombrables cercles d'encouragement qui existent en France ; dans les deux cas, en effet, les membres ne sont tenus que de payer leur cotisation de l'année et peuvent se retirer à tout moment ; il n'y a pas d'apports sociaux comme dans les sociétés commerciales. Dans une circulaire du 25 août 1884, M. Waldeck-Rousseau faisait ressortir l'importance de la faveur accordée aux syndicats ; les cercles d'encouragement à l'industrie ou à l'agriculture doivent se faire autoriser par les préfets et obtiennent assez difficilement la déclaration d'utilité publique ; mais les associations professionnelles, « *par une faveur inusitée jusqu'à ce jour*, disait le ministre, obtiennent cet avantage en vertu de la loi et par le seul fait de leur création ». En 1887, il fut appelé, comme avocat, à donner une consultation dans un procès engagé par le syndicat des marchands de nouveautés de Nice à un déballeur pour concurrence déloyale ; il définit le rôle des syndicats en les assimilant à des sociétés d'encouragement : du côté des patrons, « centraliser les renseignements concernant leur industrie, s'entendre sur les perfectionnements à introduire dans la direction générale de leur commerce, entrer en relations avec les pouvoirs publics, débattre et défendre les intérêts généraux, provoquer ou surveiller les modifications à introduire dans la législation économique, fonder des écoles professionnelles et des bibliothèques » ; du côté des ouvriers, « améliorer par le groupement les conditions

de travail, établir des institutions de prévoyance, représenter les intérêts généraux dans toutes les discussions pouvant les concerner, créer des écoles d'apprentissage et des cours professionnels » (*Revue des sociétés*, 1887, p. 256).

Conformément à cette doctrine, les syndicats ne sont pas des sociétés cumulant des intérêts individuels distincts ; ils ne peuvent donc pas demander soit des dommages-intérêts pour leurs membres lésés par une concurrence déloyale, soit des suppléments de salaires dus à leurs membres en vertu de conventions faites par le syndicat au nom des ouvriers (cour d'Aix, 26 janvier 1887 ; cour de Dijon, 23 juillet 1890 ; Cour de cassation, 1<sup>er</sup> février 1893). Il y a bien quelques décisions en sens opposé, mais elles ne semblent pas pouvoir prévaloir contre l'opinion de M. Waldeck-Rousseau. Le syndicat n'est cependant pas complètement désarmé ; le tribunal de commerce de la Seine a pu condamner la Compagnie des omnibus à payer cent francs pour chaque jour de retard au cas où elle ne respecterait pas l'interprétation qu'il donnait à la convention passée avec le syndicat, tout en déclarant que celui-ci n'était pas admis à réclamer, au nom de ses membres, le paiement d'heures supplémentaires (4 février 1892). Ce jugement n'a pas été porté en appel, mais il semble parfaitement motivé.

La loi exige que les syndicats ne comprennent que des gens d'une même profession ; il n'y a pas de contrôle sur les listes des membres, puisque les noms seuls des administrateurs sont connus du parquet ; mais les procès-verbaux des séances peuvent révéler l'intervention fréquente de personnes étrangères : en 1892, on put ainsi déclarer illicite le célèbre groupement catholique de Notre-Dame de l'usine, qui était formé entre patrons de l'industrie textile du Nord, mais dans lequel intervenaient des prêtres, un colonel et un instituteur (cour de Douai, 26 octobre 1892 ; Cour de cassation, 18 février 1893). Le législateur tient beaucoup à ce que les questions professionnelles soient traitées exclusivement par les gens de la profession ; c'est ainsi que l'article 2 de la

loi du 27 décembre 1892 prescrit que les membres des comités de conciliation soient choisis parmi les intéressés. Ce principe a soulevé beaucoup de critiques ; M. Hubert-Valleroux trouve inique la dissolution de Notre-Dame de l'usine (*La Réforme sociale*, 1<sup>er</sup> novembre 1900, p. 645) ; d'un autre côté, Jaurès dénonçait dernièrement comme une odieuse violation du *droit* la prétention émise par la Compagnie de Carmaux de respecter la loi sur la conciliation (*La Petite République*, 11 novembre 1902).

La loi de 1884 renferme une autre règle qui est constamment violée ; c'est celle qui oblige les syndicats à s'occuper *exclusivement* de l'étude et de la défense des intérêts économiques de la profession. En 1892, on reprochait au syndicat de Notre-Dame de l'usine d'avoir discuté sur la propagation du journal *La Croix*, sur les moyens propres à faciliter la régularisation des unions libres, sur un pèlerinage à Rome. Au congrès socialiste tenu à Lyon en 1901 — et après que le départ des révolutionnaires eut laissé le champ libre aux hommes qui ont toujours à la bouche les mots de droit et de légalité —, on vota un plan d'organisation du parti où il est spécifié qu'il est composé « des groupes d'études et de propagande, des comités politiques permanents, des *syndicats* et des coopératives qui adoptent, avec ses principes, la doctrine et *la tactique du parti* ». Il est difficile de se moquer davantage de la loi de 1884. (Il n'est pas inutile de rappeler que les poursuites engagées en 1892 contre Notre-Dame de l'usine avaient été réclamées par les députés de la gauche.)

Je n'insiste pas davantage sur ces questions ; je tenais seulement à montrer que les règles juridiques de l'organisation syndicale ne sont pas toujours de nature à nous instruire sur la notion vraie du mouvement ouvrier ; c'est ce mouvement qu'il faut tâcher de saisir du dedans, au lieu de le considérer du dehors sous ses aspects juridiques.



Jamais dans les sciences sociales on ne trouve des phénomènes qui répondent parfaitement à une définition ; de là dérivent presque tous les sophismes sociologiques ; un raisonnement déductif ne peut qu'engendrer des erreurs quand il n'y a pas un parallélisme rigoureux entre la suite des faits et la suite des pensées. Pour raisonner sainement, il faut sortir résolument de l'empirisme, pour constituer des types théoriques dont on retrouvera l'influence mélangée dans les phénomènes, suivant les circonstances historiques. Il ne faut jamais croire que l'esprit, en s'éclairant, arrivera jamais à faire disparaître les mélanges et aboutira à la réalisation d'un type simple : cette illusion a engendré beaucoup de prévisions trompeuses.

Le premier type que j'examinerai est celui que l'on a construit en partant d'observations faites sur le trade-unionisme anglais : les ouvriers d'une même profession cherchent à s'assurer, par l'association, un travail régulier et bien rémunéré ; le plus souvent, ils établissent en même temps des institutions d'aide mutuelle. On peut trouver ici des analogies avec l'ancienne corporation, avec le compagnonnage et avec les coopératives ; chaque auteur, suivant ses préoccupations personnelles, insiste exclusivement sur une tendance ou sur une autre. Beaucoup de catholiques pensent que le syndicat doit être confessionnel et doit surtout se préoccuper des intérêts moraux de ses membres ; M. Y. Guyot voudrait que le syndicat fût une coopérative vendant le travail en gros, comme les groupes agricoles vendent le beurre et le fromage de leurs adhérents ; c'est ce qu'il appelle organiser commercialement le travail.

Les syndicats qui se rapprochent de ce type ressemblent par plus d'un côté aux syndicats de producteurs ou *cartells*, ayant pour objet de maintenir les prix en réprimant l'excès de concurrence ; d'ordinaire, ils se préoccupent beaucoup de réduire le nombre des apprentis ; souvent ils cherchent à écarter les femmes (ainsi la loi française ne permet le travail nocturne des femmes

dans les imprimeries que pour le pliage) ; ils demandent que la législation fiscale protège l'ouvrier du pays contre l'étranger, et même l'ouvrier de la grande ville contre celui des campagnes. Ces syndicats donnent parfois des secours de route aux chômeurs pour les empêcher de peser sur le marché ; ils tâchent d'obtenir que le travail soit réservé de préférence à leurs membres, etc. Tous leurs efforts tendent à conclure avec les patrons des contrats d'une durée assez longue, qui serviront de base pour l'établissement des prix de revient et grâce auxquels les entrepreneurs pourront être assurés, avant de conclure un marché, qu'ils trouveront la main-d'œuvre de qualité connue, à un prix connu.

L'union des *shipbuilders*, qui a été décrite avec beaucoup de détails dans le livre de M. P. de Rousiers sur *Le Trade-unionisme en Angleterre*, fournit l'exemple le plus remarquable d'une grande association imbue des idées dont il est question ici. Elle est soumise à une discipline rigoureuse et elle garantit les constructeurs de navires contre la malfaçon et les coups de tête de leurs ouvriers ; il lui est même arrivé, durant une grève des *helpers* (aides), de faire venir d'autres travailleurs pour ne pas interrompre la marche des chantiers.

Les tendances monopolisatrices d'une union sont d'autant plus développées que la production a moins d'élasticité et que les besoins de main-d'œuvre sont ainsi plus limités ; il me semble que M. de Rousiers n'a pas assez tenu compte de ce *fait commercial* dans les jugements qu'il porte sur les sociétés anglaises. Il croit qu'au fur et à mesure que le progrès technique se produira on verra disparaître les vieilles idées sur la limitation des apprentis et autres choses semblables ; il est clair que les grands progrès techniques se produisent surtout dans les branches d'industries qui ont des débouchés énormes et très extensibles ; mais il ne faut pas chercher dans la technique la cause immédiate des règles des unions ouvrières ; c'est aux conditions du marché des produits qu'il faut rapporter les conditions du marché de la main-d'œuvre ; c'est par des considérations sur le com-

merce qu'il faut expliquer des faits commerciaux qui se présentent dans l'histoire du trade-unionisme.

Ces associations doivent renfermer un nombre assez grand d'hommes de choix pour que les grandes entreprises aient intérêt à traiter avec elles ; dans l'industrie du bâtiment à Londres, les ouvriers qui n'appartiennent pas aux unions travaillent chez les petits patrons, qui construisent des maisons à bon marché.

Cette remarque nous amène à observer que de tels syndicats doivent, pour réussir, conserver beaucoup de l'esprit compagnonnique. En 1865, Corbon écrivait : « Partout où va le compagnonnage l'ouvrier est habile, même s'il n'est pas compagnon ; le travail est relativement bien fait et, quoique le salaire soit plus élevé qu'ailleurs, la main-d'œuvre est, en définitive, moins chère » (*Le Secret du peuple de Paris*, p. 150). Il croyait que le développement des groupements corporatifs serait « puissamment conservateur du capital humain et du bon travail ». Il serait très important de savoir si les syndicats français ont réalisé les espérances du vieux rédacteur de *L'Atelier* ; cette enquête serait surtout intéressante à faire dans la typographie, parce que la Fédération du livre est souvent citée comme un modèle de l'association qui n'a pas d'autres vues que des vues strictement professionnelles (DE SEILHAC, *op. cit.*, p. 184). Quelques années après Corbon, M. Denis Poulot signalait, lui aussi, l'heureuse influence du compagnonnage : « Il faut être un travailleur d'élite pour être reçu ; on ne confie le devoir qu'à des hommes droits et dignes » ; il espérait que les compagnons entreraient dans les syndicats et exerceraient une influence bienfaisante sur l'ensemble des travailleurs (*Le Sublime*, p. 305-306). M. P. Bureau admet comme un fait d'expérience incontestable que l'esprit compagnonnique a déteint, en effet, sur les syndicats : « L'habileté professionnelle et la valeur morale [des non-syndiqués] sont de l'aveu de tous notoirement inférieures à celles des ouvriers syndiqués » (*op. cit.*, p. 238). Toute sa théorie est fondée sur cette hypothèse, dont l'exactitude n'est pas toujours vérifiée dans toutes les professions ; que

l'on consulte l'annuaire des syndicats professionnels, on verra qu'il y a pas mal de syndicats qui renferment si peu de membres qu'il est impossible de croire que là se trouve concentrée l'élite du métier.

Quand on examine les rapprochements qui existent entre le syndicat et la coopérative fournissant de la main-d'œuvre, on est amené à se demander pourquoi les syndicats n'ont pas adopté des pratiques qui ont fait leurs preuves dans la coopération de production, pourquoi ils n'ont pas créé des catégories, de manière à remettre les destinées de l'association entre les mains d'hommes éprouvés par de longs services : le Familistère de Guise, l'ancienne maison Leclaire et les lunetiers ont donné des modèles de bonne administration et on trouve dans ces sociétés des degrés qui sont évidemment inspirés soit par des souvenirs francs-maçonniques, soit par des souvenirs compagnonniques. En Angleterre, les mœurs ont ici, comme dans beaucoup d'autres circonstances, remplacé les règles ; il s'est constitué un corps de fonctionnaires des unions, qui a son point d'honneur, ses usages, et que les unionistes laissent longtemps en place.

Il ne me semble pas très vraisemblable que ni l'une ni l'autre de ces solutions prenne une grande extension en France ; c'est que nos syndicats sont presque tous, et parfois à leur insu, entraînés par des préoccupations étrangères à la pratique des affaires. Corbon remarquait que l'ouvrier parisien n'est pas très pratique, et c'est à cette cause qu'il attribuait l'échec des associations ouvrières ; il signalait chez lui un instinct révolutionnaire qui vient de temps à autre déranger les combinaisons les plus savantes (*op. cit.*, p. 182-187).

### III

Au type précédent, sur lequel on a surabondamment écrit (mais pas toujours pour éclairer la question), j'oppose maintenant le type carrément révolutionnaire qui n'a presque pas été étudié par les auteurs des livres. F. Pelloutier a été le principal théoricien de cette forme

syndicale sur laquelle on trouve de bons articles dans *La Voix du peuple*. P. Delesalle et G. Yvetot sont, à l'heure actuelle, les représentants les plus connus du syndicalisme révolutionnaire.

Tandis que, d'après la conception précédente, toute contestation entre patrons et ouvriers tendait à prendre la forme d'une contestation entre deux commerçants, ici tout change : elle devient un épisode du conflit irréductible qui existe entre le capital et le travail. A propos de tout incident, portant parfois sur un intérêt assez secondaire, le syndicat cherche à développer l'esprit d'opposition, à montrer que la lutte de classe pénètre toute la vie du travailleur. Si l'affaire s'arrange, on ne considère pas cet arrangement comme définitif, mais comme une première capitulation partielle du patronat, qui devra perdre de nouveau du terrain à la prochaine rencontre. P. Delesalle cite comme caractéristique un appel adressé aux ouvriers métallurgistes pour les engager à se syndiquer et qui débutait ainsi : « Le comité déclare que le but qu'il poursuit est la suppression complète du patronat et du salariat » (*L'Action syndicale et les anarchistes*, p. 5). Toute activité des syndicalistes révolutionnaires est inspirée par cette unique idée, qu'ils cherchent à illustrer au moyen d'exemples empruntés à la vie journalière.

Les partisans de la réforme sociale veulent faire croire aux ouvriers qu'il y a des moyens pour régler d'une manière juste les contestations sur les prix, en tenant compte des conditions générales du marché ; ils s'attachent à leur faire croire qu'on peut régler les salaires par arbitrage comme on règle un mémoire d'entrepreneur par expertise. Les anarchistes montrent aux travailleurs que ce sont là des histoires à dormir debout ; ils défendent (comme cela leur arrive d'ailleurs assez souvent) la vérité scientifique contre les faux savants ; mais on comprend qu'ils ne peuvent pas généralement diriger leur argumentation d'une manière scientifique et qu'ils doivent s'adresser plutôt aux sentiments qu'à la froide raison. Ils tirent grand parti des déceptions qui résultent d'arbitrages sur lesquels on avait beaucoup compté :



« Assez d'arbitrage ; assez de mensonge et de duperie », lit-on dans *La Voix du peuple* du 30 novembre 1902.

Les incidents des grèves se prêtent facilement à faire l'éducation révolutionnaire des ouvriers ; très souvent les patrons commencent par déclarer qu'ils ne peuvent pas céder sans se ruiner, puis ils fléchissent et, quand ils ont perdu beaucoup d'argent par suite de l'arrêt du travail, ils concèdent les conditions qu'ils avaient d'abord déclaré être ruineuses. Que démontre cette expérience ? Que la détermination du salaire est, dans une très large mesure, livrée au hasard, qu'il n'y a pas de rationalité dans l'économie capitaliste, que par suite le monde ne pourra devenir raisonnable que le jour où le salariat aura disparu et que ce résultat dépend, à son tour, du progrès de la raison ; on sait avec quelle passion les anarchistes se préoccupent de l'éducation populaire.

Les syndicalistes pensent tous les faits sociaux en les rapprochant d'épisodes des luttes soutenues journellement pour les salaires ; il ne faut donc pas s'étonner s'ils ne peuvent s'entendre avec les théoriciens de la science politique, non plus qu'avec les professionnels du parlementarisme, sur le sens du mot *révolution*. Ils sont fermement attachés à cette pensée fondamentale de Marx d'après laquelle la révolution sociale ne doit pas ressembler aux révolutions anciennes ; ils concluent de là qu'elle ne doit pas consister dans un changement gouvernemental engendrant, par voie d'autorité, une transformation économique. Ils pensent la révolution comme un fait de la vie économique et supposent qu'elle devra ressembler aux conflits soutenus par les syndicats pour les conditions du travail. Pour rendre leur pensée, ils ne peuvent pas trouver de formule plus claire que celle de la grève générale.

« Il nous faut à tout prix, dit Delesalle, éviter de laisser accaparer ce mouvement [syndical] par les partisans du quatrième état, par ces faux amis du prolétariat qui rêvent d'exproprier et d'expulser la bourgeoisie au nom d'une vague dictature du prolétariat, dont ils seraient les dictateurs » (*op. cit.*, p. 12).

Dans la pratique, cette conception se traduit par un



éloignement systématique de toutes les fonctions bourgeoises, des fonctions électives comme des autres ; nous ne trouvons plus ici les subtiles distinctions des socialistes parlementaires sur les cas de conscience que soulève le plus ou moins de participation au pouvoir. Les syndicalistes s'enferment dans les bourses du travail et y créent des institutions nouvelles, aussi peu semblables que possible à celles qui existent ; ils accomplissent « une besogne obscure, mais féconde », celle qui consiste « à poursuivre activement, méthodiquement et obstinément l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ; ils prétendent « semer dans la société capitaliste même le germe des groupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser [leur] conception communiste et anarchiste » (F. PELLOUTIER, « Lettre aux anarchistes », en-tête de sa brochure sur *Le Congrès général du parti socialiste*, p. VII-VIII).

Les manières de penser des syndicalistes ne sont pas aisément intelligibles pour les écrivains bourgeois, qui sont entraînés par la puissance des associations d'idées les plus habituelles à toujours comparer les révolutions futures aux révolutions anciennes et qui, par suite, mettent au premier rang de leurs préoccupations les faits politiques, les actes du gouvernement, le passage du pouvoir d'un parti à un autre parti. Il leur semble impossible de raisonner sur la révolution sociale en l'assimilant à une grève. Ils ne peuvent comprendre qu'une contestation sur des prix puisse être élevée à la hauteur d'un épisode de la lutte des classes ; et ils sont indignés à l'idée d'abaisser la dignité des grandes luttes politiques au niveau d'une question économique. On ne doit donc pas s'étonner si d'ordinaire les idées des syndicalistes sont considérées comme négligeables par les professionnels de la science sociale.

Voici à quoi revient le raisonnement de ces docteurs : l'idée révolutionnaire est très apparentée à celle de violence ; dans l'état juridique, les revendications par la violence sont remplacées par des revendications pacifiques ; or il y a progrès quand on passe d'une ère vio-

lente à une ère juridique ; donc l'idée révolutionnaire appartient à l'enfance des mouvements sociaux et la paix sociale est le couronnement du progrès. Mis sous cette forme simple et dépouillé de tout le galimatias philanthropo-juridique dont on le pare d'habitude, le sophisme apparaît parfaitement puéril : il n'est pas du tout exact, en effet, que toute organisation pacifique du règlement des intérêts soit juridique ; l'arbitraire administratif s'oppose très nettement au droit, et cependant il constitue un système éminemment pacifique, le plus pacifique même de tous les systèmes. Les amis de M. Brunetière et ceux de M. Millerand s'imaginent qu'une feuille de papier sur laquelle on a écrit un certain nombre de fois *Attendu* et *Considérant* constitue un monument juridique ; les premiers sont pleins d'admiration pour les conseils de guerre <sup>1</sup>, les seconds aspirent à imposer l'arbitrage aux grévistes ; conseils de guerre et conseils d'arbitrage ne sont que des caricatures de la justice.

L'observation nous montre que chez beaucoup d'hommes l'idée révolutionnaire est chargée de préoccupations juridiques, qui sont fort étrangères aux inventeurs de méthodes pacificatrices ; pour bien saisir ce fait, que l'on rapproche Le Play et Proudhon : le premier ne se doute même pas qu'il puisse y avoir du droit et le second ne cesse de rechercher les principes de la genèse juridique. Tout dernièrement, Jaurès a publié un livre où il a cherché à résumer ses idées essentielles (*Études socialistes*) ; tout le monde a remarqué que la partie de beaucoup la moins satisfaisante est celle où il cherche à construire une philosophie du droit civil moderne. On ne rencontre guère d'idées juridiques dans les livres consacrés à montrer qu'une nécessité inéluctable n'engendre

---

1. « Le conseil de guerre n'a d'un tribunal que le nom », dit le grand juriste allemand Jehrings (*L'Évolution du droit*, trad. franç., p. 263). Au fond, c'est la même pensée que Zola avait voulu exprimer dans sa lettre au président de la République : à son avis, le conseil de guerre avait acquitté Esterhazy parce que l'administration militaire jugeait cet acquittement utile pour le bien du service ; les nationalistes feignirent de ne pas comprendre ou ne comprirent pas.

pas la lutte révolutionnaire des classes et à proposer des moyens pour réaliser l'accord entre les hommes par la suppression des excès de concurrence. Les *bons sentiments* et le droit ne semblent jamais avoir fait bon ménage.

Mais, dira-t-on, cette impuissance juridique des théoriciens n'a qu'une importance secondaire ; ce qu'il faut voir, c'est le phénomène social auquel leurs théories correspondent plus ou moins mal ; n'est-il pas constaté qu'en Angleterre la législation sociale et le trade-unionisme, en amenant une amélioration dans la vie du travailleur, soit au point de vue de la durée du travail, soit au point de vue des salaires, ont produit une sérieuse élévation intellectuelle et morale des classes ouvrières ? Est-ce que ce résultat ne tient pas à la *sagesse* des trade-unions et par suite n'est-il pas une preuve expérimentale de la valeur des tendances antirévolutionnaires ? Mais le fait dont on part est fort douteux ; la valeur technique de l'ouvrier anglais a été très surfaite et les Américains affirment qu'elle est très médiocre ; des observateurs sérieux disent que la moralité des ouvriers anglais va constamment en décroissant. Je crois que l'on peut souscrire tout au moins aux appréciations de Kautsky : « Les bourgeois eux-mêmes se plaignent de la décadence morale et intellectuelle *de l'élite* des ouvriers anglais. [...] L'émancipation de leur classe leur fait l'effet d'un rêve insensé ; mais, en revanche, le football, la boxe, les courses, les paris, sont des affaires qui les passionnent et qui absorbent tous leurs loisirs, toute leur intelligence, toutes leurs ressources. C'est en vain qu'on cherche, par des sermons moraux, à inspirer à l'ouvrier anglais une conception plus élevée de la vie. [...] L'éthique du prolétaire découle de ses aspirations révolutionnaires <sup>2</sup>. C'est l'idée de révolution qui a

---

2. En 1846, Proudhon signalait déjà que l'élévation des salaires et les loisirs ne suffisent pas pour moraliser les classes ouvrières ; il prenait par exemple les *rigues* lyonnaises (associations de crocheteurs) dont les membres « reçoivent un salaire supérieur à ceux des professeurs de faculté ». Ils étaient « ivrognes, crapuleux, brutaux, inso-

relevé le prolétariat de l'abaissement » (*Le Mouvement socialiste*, 15 octobre 1902, p. 1891).

#### IV

Les deux types précédents exigent chez leurs membres une capacité ou une individualité que l'on ne rencontre point facilement ; on sait que les coopératives de production (qui ressemblent au premier type) n'ont pas pu prendre un grand développement et que le mouvement anarchiste (qui est l'expression la plus forte du syndicalisme révolutionnaire) n'est pas très puissant ; mais tout le monde est bon pour faire de la politique. Il ne faut donc pas s'étonner s'il existe un troisième type syndical, constitué sur le modèle des corps politiques existants : le syndicat devient une chambre industrielle officieuse, exerçant une juridiction locale sur le travail et en partie reconnue par les pouvoirs publics : on pourrait dire qu'elle aspire à devenir une municipalité de métier.

Pour pouvoir fonctionner, un tel syndicat doit imposer le respect et tout faire pour garder son prestige ; il n'existe que grâce à l'idée que l'autorité publique a de sa force. On comprend facilement que, durant les dernières grèves de mineurs, les syndicats du Nord n'aient accepté d'arrangement avec les patrons qu'à la condition expresse qu'on ne tiendrait pas compte des syndicats catholiques (dits syndicats *jaunes*, par opposition aux autres qui s'intitulent *rouges*, encore qu'ils soient très peu révolutionnaires). Il est difficile de savoir quelle était la solidité de ces associations que *Le Pèlerin* signalait comme appelées à un grand avenir (19 octobre 1902) ; il me semble qu'elles sont aujourd'hui bien atteintes dans leur prestige et qu'elles ne pourraient pas d'ici longtemps jouer un rôle sérieux.

Le prestige syndical dépend, pour une bonne part, des

---

lents, égoïstes et lâches. [...] L'émeute des ouvriers en soie a trouvé les crocheteurs, et généralement tous les hommes de rivière, sans nulle sympathie et plutôt hostiles » (*Contradictions économiques*, t. I, p. 131-132).

actes de violence des syndiqués, et je ne comprends guère pourquoi les journaux socialistes s'attachent tant à les dissimuler à leurs lecteurs : c'est de l'hypocrisie. Il passe cependant de temps à autre dans *La Petite République* des dépêches que la rédaction n'a pas corrigées<sup>3</sup>. Il ne faut pas confondre ces violences avec celles qu'exerçaient les anciens compagnonnages et les autres unions purement professionnelles ; la jurisprudence ne les confond pas. Les articles 414 et 415 du Code pénal, qui punissent l'emploi de violences et de menaces pour amener la cessation du travail, ne sont plus appliqués avec la même sévérité qu'autrefois ; les juges ne voient plus dans ces faits un dommage causé, avec des intentions criminelles, non seulement au patron, mais encore à l'ensemble du public ; depuis la construction des chemins de fer, il est d'ailleurs rare que les consommateurs aient fort à souffrir d'une grève. Aujourd'hui on assimile assez volontiers ces délits aux délits politiques ; le gouvernement accorde des grâces très facilement ; le ministre de la Justice a récemment engagé les parquets à ne plus pratiquer le système des répressions d'urgence, qui était jadis regardé comme excellent pour intimider les ouvriers (cf. *La Petite République*, 24 octobre 1902). L'administration cherche à empêcher qu'il n'y ait des conflits entre les grévistes et la troupe ; elle ne donne des ordres pour la répression que s'il y a un intérêt politique évident en jeu : c'est ainsi qu'après l'arbitrage sur les grèves de mineurs du Nord et du Pas-de-Calais la répression semble avoir été assez dure (cf. renseignements concordants dans *La Petite République* et dans *La Libre Parole* du 14 novembre) ; antérieurement, à Dunkerque, quand le gouvernement trouva que les trou-

---

3. « A la forge [de Decazeville], les puddleurs, qui refusaient de se mettre en grève, ont vu leur chantier envahi par plus de six cents grévistes qui ont chassé les renégats de la forge. Sept arrestations ont été opérées et n'ont pas été maintenues » (17 septembre 1902). « Dans l'après-midi, pas un *jaune*. Un loustic disait, en parlant d'eux, que la peur de la trique est le commencement de la sagesse ». (25 septembre). « A Déchy, un train conduisant 90 mineurs à Aniche a été arrêté par les grévistes ». (28 septembre).



bles du port le gênaient, il fit distribuer des cartouches aux soldats pour leur permettre de tirer en cas de résistance <sup>4</sup>.

En 1892, on a voté une loi sur la conciliation et l'arbitrage qui semble avoir été inspirée par l'idée que l'administration ne doit pas intervenir dans les questions économiques : cette loi prévoit que des délégués ouvriers et patronaux se réunissent sous la présidence du juge de paix, qui est là pour diriger les débats et rédiger le procès-verbal. Cette procédure n'a eu qu'un succès médiocre ; dès qu'une affaire a une certaine importance, les syndicats vont à la préfecture et on voit qu'ils considèrent le préfet comme ayant, entre autres fonctions de police politique, la charge de régler les contestations entre ouvriers et patrons. Les préfets ne sont pas de vrais administrateurs ; ce sont des agents électoraux, des organisateurs de candidatures officielles ; en s'adressant à eux, les syndicats leur offrent un marché tout politique : s'il y a des désordres, le gouvernement ne sera pas content et les élections peuvent se ressentir du conflit.

Le caractère politique et électoral de l'intervention des représentants de l'Etat est d'autant mieux affirmé que l'on considère des phénomènes plus vastes. « Les mineurs ont montré assez de dévouement à la République pour que la majorité républicaine *tienne la parole qui leur fut donnée avant les élections* », lisait-on dans *La Petite République* du 6 octobre 1902, et, un mois plus tard, Jaurès écrivait que « le *haut arbitrage* <sup>5</sup> entre le travail et le capital est une fonction gouvernementale par excellence » et que le rôle d'un président du Conseil des ministres est d'imposer son opinion aux parties. « Ainsi marchent les idées justes. Ainsi progresse la conception sociale de l'Etat. Ainsi la démocratie cher-

---

4. Je ne crois pas que les journaux officieux aient mentionné ce détail.

5. Admirons l'esprit de hiérarchie qui se traduit ici dans la phrase : le ministre, étant une excellence, exerce un *haut arbitrage* ; un préfet se contentera d'un arbitrage tout simple.



che les moyens d'action par lesquels elle pourra régler dans un sens d'équité (?) les conflits économiques » (*La Petite République*, 4 novembre). Il me semble que la solution n'est pas très difficile à découvrir et qu'elle est connue depuis la plus haute Antiquité : elle consiste à fixer les prix des choses suivant les intérêts du parti au pouvoir !

Une réflexion s'impose ici : on a longtemps affirmé que le socialisme a pour objet de remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses ; mais marche-t-on dans cette voie quand on soumet les règlements de prix à la décision des gens dont la profession est justement de préparer la cuisine électorale ? Un président du Conseil, dans un pays soumis au régime parlementaire, est un chef de parti et il ne nous donne guère l'idée de ce que pourrait être un « administrateur des choses » ; mais peut-être espère-t-on supprimer la politique en faisant beaucoup de politique, en en mettant partout ! Dans la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, les syndicats demandèrent au ministre des Travaux publics de leur désigner un arbitre et il leur désigna l'inspecteur général des mines de la région : le ministre cherchait, évidemment, à ce que la question fût traitée d'une manière technique. *La Petite République* a copieusement injurié l'arbitre (12 et 15 novembre) ; elle n'a pas pu admettre que celui-ci ait pu se trouver d'accord avec le représentant des compagnies sans raisons profondes et mystérieuses : « L'on sait, disait-elle, où ces fonctionnaires se recrutent et quel esprit les anime » ; sans doute les collègues de jésuites ne sont pas étrangers à ce qui s'est passé.

L'assimilation des syndicats à des corps politiques auxiliaires ou officieux exerce une influence souvent prépondérante sur l'esprit des gens qui proposent une nouvelle législation sociale. On a soutenu, par exemple, que, si un patron gêne la formation d'un syndicat en renvoyant ou menaçant de renvoyer les promoteurs de cette entreprise, il commet un délit analogue à celui qui résulte d'une violation de la liberté de voter. Dans le même esprit et par suite de la même théorie, on a assi-

milé la grève à l'exercice d'un droit politique ; la commission juridique de la Fédération des bourses du travail prétend qu'il est aussi absurde pour un patron de réclamer des dommages-intérêts à des ouvriers qui se mettent en grève sans respecter des délais de prévenance que pour un candidat malheureux d'en demander à un électeur qui n'a pas voté pour lui : « La grève est un droit public ; c'est dans les dispositions du droit public qu'il faut chercher sa réglementation et non dans celle du Code civil » (*La Voix du peuple*, 13 avril 1902). On pourrait multiplier les exemples ; toute une école de jeunes avocats croit qu'il faut renouveler l'économie en imitant les institutions politiques existantes — ou, comme on le dit quelquefois, faire sortir le socialisme des institutions bourgeoises : il faut avouer que de telles découvertes ne demandent pas beaucoup d'imagination.

Si un syndicat est une sorte de municipalité de métier, on est amené à penser qu'il ne peut y avoir qu'un seul syndicat pour une profession dans une localité ; cette conclusion a été facilement tirée et on a décoré du nom de syndicat obligatoire ce retour à la corporation ; là encore, les nouveaux socialistes n'ont pas eu grand effort à faire pour trouver cette solution. Dans l'exposé de son projet de 1899, M. Waldeck-Rousseau considérait, au contraire, la concurrence entre syndicats comme une bonne chose, comme un moyen de les maintenir sur le terrain d'une défense intelligente des intérêts professionnels. Il est facile de voir, en consultant les annuaires, qu'il y a souvent dédoublement de syndicats et plus souvent encore pénétration des uns sur les autres : par exemple, à Paris, les employés de bourse et de banque peuvent appartenir soit à leur syndicat spécial, soit à l'un des groupements d'employés.

Il est très essentiel de noter que dans beaucoup de cas les divisions ont été provoquées par les socialistes, qui ont voulu se séparer d'associations existantes pour créer des centres de propagande. La chambre syndicale des charpentiers de la Seine, fondée en 1876, trouva devant elle, en 1881, une fédération socialiste ; de 1883 à 1893, les typographes de Paris ont été séparés en deux grou-

pes, dont l'un était très nettement socialiste et l'autre plus particulièrement professionnel ; dans le deuxième volume des *Associations professionnelles* publié par le ministère du Commerce, on relève quelques autres exemples : la chambre syndicale ouvrière de la cordonnerie de France, créée en 1896 (p. 38), la chambre syndicale des tisseurs fédérés de Lyon en 1887 (p. 324), le syndicat La Couture en 1886 et le comité socialiste indépendant des ouvriers tailleurs (p. 635 et p. 639), le cercle d'études sociales des ouvriers ébénistes en 1882 (p. 703). En 1900, les guesdistes restés fidèles à leur programme primitif sortirent de l'Union des tullistes calaisiens pour former un nouveau syndicat (DE SEILHAC, *op. cit.*, p. 145). Il ne faudrait pas croire, comme on l'a dit parfois, que ces scissions tiennent à l'action dissolvante des partis politiques sur le mouvement syndical ; souvent ce sont les idées les plus essentielles du socialisme qui sont en jeu. On peut voir dans *La Voix du peuple* du 7 décembre 1902 la formation d'un nouveau syndicat de mineurs dans le Pas-de-Calais ; les promoteurs déclarent qu'ils entendent ne se rattacher à aucune « coterie politique » et vouloir adhérer à la Confédération du travail — à laquelle n'adhèrent pas les syndicats inspirés par les députés Basly et Lamendin <sup>6</sup>.

Si les socialistes parlementaires parviennent, ce qui n'est pas impossible, à introduire la corporation, il n'est pas douteux que les ouvriers socialistes revendiqueront le droit de continuer à pouvoir former des syndicats libres ; il est même probable qu'il résulterait de cette législation dite de paix sociale un notable accroissement de l'esprit révolutionnaire ; le socialisme prolétarien trouverait dans les syndicats libres un moyen de s'organiser sans embarras et un moyen d'affirmer ses principes d'une manière beaucoup plus claire qu'aujourd'hui.

---

6. Le même numéro renferme une vive discussion survenue à la Confédération du travail à propos de la Fédération des employés et de l'Union fédérale des employés ; on a dit que la première « a au moins un patron parmi ses membres ».

Il est probable que le troisième type est appelé à prendre un grand développement tant que le régime protectionniste sera tout-puissant — et cela peut durer longtemps. Le protectionnisme, tel que M. Méline l'a pratiqué, n'est qu'une manière de distribuer, au gré des besoins électoraux, des moyens sûrs de gagner de l'argent ; nous avons à la Chambre un groupe sucrier, un groupe viticole, un groupe de bouilleurs de cru, etc. ; chacun de ces groupes menace le gouvernement de passer à l'opposition quand il refuse de donner des satisfactions matérielles, bien tangibles, à ses clients ; il n'y a pas de raison pour qu'il n'y ait pas un groupe socialiste parlementaire, appuyé sur des syndicats ouvriers et exigeant lui aussi des satisfactions matérielles pour ses clients. Les protectionnistes veillent avec soin à ce que les prix de vente des marchandises ne tombent jamais en dessous de ce qu'ils nomment les prix nécessaires ; les socialistes parlementaires peuvent, de même, chercher à maintenir les salaires au taux qui leur semble nécessaire.

L'idée d'un protectionnisme ouvrier paraît parfaitement naturelle aux parlementaires qui pratiquent le protectionnisme sous les formes patronales ; les plus avisés d'entre eux comprennent qu'en concédant aux socialistes parlementaires des lois sociales ils pourraient s'assurer leur concours contre tout retour offensif des partisans de la liberté commerciale. Les mesures protectionnistes résultent toujours de coalitions, et il n'y a aucune raison pour que les viticulteurs, par exemple, ne s'entendent pas aussi bien avec les socialistes qu'avec les filateurs de coton.

Il est encore un groupe d'hommes très influents qui est disposé à s'entendre avec les partisans des lois sociales, c'est celui des spéculateurs, dont les intérêts ne sont pas aussi solidaires qu'on le croit généralement de ceux des industriels. Les spéculateurs savent, par une très vieille expérience, que leurs opérations peuvent être également fructueuses avec tous les régimes, pourvu que ceux-ci ne soient pas trop économes ; or les socialistes

parlementaires sont disposés à faire grand, tout comme les anciens amis de Gambetta et les anciens conseillers de Napoléon. On pouvait lire dans *La Petite République* du 29 août 1902 ce discours adressé au gouvernement : « Donc il faut de l'argent, toujours plus d'argent. Et nous sommes francs. Nous ne parlerons pas d'économies que nous savons impossibles. [...] Notre formule n'est pas : économisons. Elle est : dépensons pour le bien général, au compte des privilégiés. » Il ne faut donc pas s'étonner (comme le fait chaque jour M. Drumont) de la sympathie que tant de gens de bourse et de banque montrent pour le socialisme parlementaire ; mais, autant que j'ai pu m'en rendre compte, Guesde leur inspire autant d'effroi et de haine que Jaurès leur inspire d'admiration et de confiance.

Je suis étonné que Kautsky, dans une étude sur les syndicats récemment traduite (*Politique et Syndicats*), n'ait pas examiné de près les causes qui tendent à faire disparaître l'idée de luttes de classes pour la remplacer par l'idée d'une compétition entre partis cherchant à faire profiter leurs amis d'avantages matériels. Au fur et à mesure que le socialisme engendrera un parti politique et prendra une place plus grande dans la vie parlementaire, il devra s'adapter aux conditions de la vie des autres partis ; il devra ressembler aux mouvements bourgeois, alors même qu'il conserverait un langage révolutionnaire. Il n'est pas difficile de voir déjà que la terminologie empruntée à Marx est constamment détournée de son vrai sens et que le terme *lutte de classe* devient de plus en plus vague <sup>7</sup>.

---

7. Au congrès de Lyon, les blanquistes ont été déclarés *pseudo-révolutionnaires* par les amis de M. Millerand : il faut renoncer à comprendre le sens des mots employés par les socialistes parlementaires ; qu'ils aient donc le courage de se présenter loyalement avec une doctrine à eux, exprimée en termes intelligibles !

En corrigeant l'épreuve de cet article, je lis dans *La Petite République* du 15 mars une grande lettre-programme où M. Millerand engage ses amis à rompre définitivement avec les révolutionnaires et à abandonner, par suite, les attitudes si drôlement décrites par U. Gohier en tête du deuxième numéro du *Vieux Cordelier*. Je crois qu'à l'heure

Les destinées du socialisme dépendent de celles des syndicats ; j'ai établi la classification précédente de manière à bien faire ressortir cette influence : mais je ne considère pas la question comme étant épuisée par le tableau que j'ai tracé d'une manière sommaire ; je me suis proposé de donner des notions aussi claires et aussi simples que possible, pour permettre de comprendre en gros les phénomènes les plus saillants ; je désire surtout avoir fait comprendre qu'il n'y a pas un type unique et parfait du syndicat, mais qu'il y a un mouvement syndical multiforme et contradictoire, pouvant aboutir à des termes très différents les uns des autres.

---

actuelle la tactique de M. Millerand rencontrera beaucoup d'adversaires parmi ses amis, qui ne se sentent pas assez sûrs de leurs collègues électoraux pour trouver intérêt à dissiper des équivoques réprochées par le chef du parti.



## 8. La démocratie\*

*Au cours d'une séance de la Société française de philosophie, Sorel intervient en réaffirmant sa conception de la « démocratie » en tant que système politique bourgeois se caractérisant par un code formel de droits civils égaux qui sert en fait de façade aux inégalités sociales. Le concept de « volonté générale » est l'élément métaphysique d'un consensus politique, bastion de l'Etat capitaliste.*

M. G. SOREL. — Il me semble que la solution préconisée par M. Basch ne résoudrait pas le problème qu'il s'est posé et ne ferait pas disparaître les mauvais côtés de la démocratie qu'il a mise en lumière d'une manière si vive. Cette égalité de conditions dont il parle a été rêvée par les philosophes grecs, et Aristote, indiquant au deuxième livre de la *Politique* le système de Phaléas de Chalcédoine, faisait observer que les révolutions dérivent aussi de l'impossibilité où sont certains hommes de supporter la médiocrité générale. Lorsqu'on examine l'histoire des cités grecques, il semble bien en effet que très nombreux aient été les gens qui ne pouvaient s'astreindre à la vie commune.

L'observation nous montre tous les jours que les hommes ne tiennent pas autant au bien-être assuré et tranquille qu'à l'espérance de grandes jouissances que

---

\* « La Démocratie » (une intervention), séance du 27 décembre 1906, *Bulletin de la Société française de philosophie*, t. 7, 1907, p. 101-106.

pourra leur procurer un hasard heureux, alors même que ces jouissances doivent être acquises au prix de dangers. La plus redoutable difficulté que rencontre le moralisateur des masses populaires résulte de cette tendance d'esprit ; le criminel verrait qu'il fait une mauvaise affaire s'il calculait les profits, mais il ne compte que sur l'immense satisfaction que pourraient peut-être lui procurer quelques bons coups ; on a fait maintes fois des réflexions analogues pour les jeunes filles égarées ; il est donc tout naturel que des ambitieux, avides de paraître et peu scrupuleux sur les moyens, puissent recruter sans peine des troupes de fidèles au moyen desquelles ils arrivent de s'emparer du pouvoir en employant les moyens les plus criminels au besoin.

Le grand malheur de la démocratie est d'offrir une proie très facile à ces ambitions ; en Amérique, les inconvénients de la démocratie ne sont pas tels que le peuple ne puisse prospérer, parce que l'Etat n'occupe pas une position prépondérante et que la production industrielle offre un aliment aux hommes d'un esprit aventureux. Le problème serait donc de faire disparaître l'objet des convoitises qui troublent la conscience d'un nombre si considérable d'hommes ; il faudrait, dans la mesure du possible, faire disparaître l'Etat. Ce n'est point là un problème tout théorique, car nous le trouvons posé par l'agitation contemporaine du syndicalisme révolutionnaire.

M. Basch a fortement insisté sur la nécessité de former des instincts nouveaux qui permettent à la production de se développer sans le concours des raisons qui ont assuré sa prospérité jusqu'ici. C'est bien, en effet, la question du socialisme moderne : il s'agit de savoir si le travail peut s'organiser sans les désirs qui se rattachent à la propriété privée ; et c'est une question difficile, car l'homme a beaucoup de peine à se résoudre au travail ; il lui faut notamment beaucoup de temps avant qu'il comprenne l'utilité que présente le travail et le préfère à la fainéantise. On peut donc dire qu'en dernière analyse le socialisme est une métaphysique des mœurs : c'est par ce côté que son étude peut être surtout intéressante.

Nous ne trouvons pas grand-chose à glaner dans Kant pour cette étude de la métaphysique des mœurs d'une société productrice ; les anciens auteurs n'ont pas, en général, attaché une grande importance aux questions économiques dans leurs recherches sociales et politiques. Cependant, puisque M. Basch a fort attentivement examiné la thèse de Rousseau, je me permettrai d'appeler l'attention de la Société sur la position très spéciale de cet auteur..

Rousseau raisonne sur une république d'artisans protestants ; il a construit *Le Contrat social* pour les gens de Genève qu'il avait bien observés et qu'il a un peu idéalisés. Il avait vu en Suisse les associations volontaires fonctionner avec beaucoup d'aisance ; les anciens calvinistes croyaient volontiers que le Saint-Esprit inspirait leurs assemblées chrétiennes et, comme l'a dit M. Lachelier, la volonté générale devait être regardée comme identique à la raison dans une telle cité religieuse. Je crois d'ailleurs qu'il faut encore ajouter une autre considération pour expliquer la conception de Rousseau et montrer que la volonté générale n'est pas le résultat d'un miracle : on croyait de son temps que l'assentiment universel était un argument sans réplique en faveur d'une théorie ; il avait assez de connaissances mathématiques pour savoir que l'on obtient une valeur très satisfaisante d'une grandeur physique avec un nombre assez réduit d'observations ; l'opinion moyenne d'une assemblée peut donc être assimilée à l'opinion universelle, pourvu qu'il n'y ait pas de cabales résultant des partis.

Je reviens à la question des rapports qui existent entre l'organisation du travail et l'ensemble des institutions. La démocratie de Rousseau suppose une société d'artisans ayant les mœurs de la vieille Suisse ; elle ne saurait donc nous instruire pour nos sociétés actuelles qui sont tout autrement composées. Nous sommes obligés de faire des hypothèses pour essayer de comprendre le moyen que le monde moderne emploiera pour résoudre le problème qui se pose à lui. M. Basch nous a parlé de la coopération, qui inspire tant de confiance à

M. Gide ; j'ai de grands doutes sur l'efficacité de la coopération ; M. Gide est un homme tout pénétré de l'idée protestante, qui croit beaucoup à la prédication de la bonne volonté ; mais, sans contester la valeur morale d'une telle prédication sur quelques âmes, je ne puis me résoudre à croire que nous trouverons dans le phénomène de conversions individuelles la solution de l'énorme problème que M. Basch propose à la société contemporaine.

Je crois qu'il faut aller chercher ailleurs ; ce qui semble, en effet, fondamental dans l'organisation ouvrière d'aujourd'hui, c'est le syndicalisme : les ouvriers se passionnent seulement pour les institutions qui mènent la lutte sociale. Je poserai donc la question en ces termes : peut-on découvrir dans le syndicalisme des éléments de formation de ces nouvelles mœurs que M. Basch, tout comme moi, regarde comme étant nécessaires pour assurer l'organisation nouvelle du travail ? C'est là une question de fait sur laquelle on peut différer d'avis : pour ma part, j'estime qu'il existe de bonnes raisons pour que l'on puisse espérer voir sortir du syndicalisme une morale des producteurs <sup>1</sup>.

M. BASCH. — M. Sorel commence par affirmer, comme l'avait fait déjà Aristote, que l'amour du risque est un des besoins essentiels de l'âme humaine. J'en demeure d'accord. Une vie absolument monotone, toujours semblable à elle-même, paraîtrait, dût-elle satisfaire tous leurs besoins légitimes, absolument insupportable aux hommes. Mais je ne suis pas de ceux qui pensent que, dans la société socialiste, il n'y aura plus ni hasard ni risques. Ces hasards ne porteront plus sur des pertes ou des gains d'argent, voilà tout. Quant à prétendre que les hommes n'auront plus rien à faire et s'ennuieront, ce reproche me paraît...

M. G. SOREL. — Je me permets de prier M. Basch de

---

1. Je me permets de renvoyer à un article du *Mouvement socialiste* du 15 juin 1906 sur « La Morale des producteurs », qui clôt la série intitulée « Réflexions sur la violence ».

m'autoriser à fournir un supplément d'explication, parce que j'ai peur, en entendant sa réponse, que je ne me sois pas fait bien comprendre. J'ai parlé un peu à bâtons rompus et je crois qu'il serait utile de mieux préciser quelques thèses essentielles.

J'ai insisté sur l'attrait que présente le hasard pour les hommes, et c'est cet attrait qui se manifeste d'une manière si nette dans les grands conflits qui mettent aux prises les partis qui veulent s'emparer de l'Etat. L'histoire des Républiques grecques et italiennes est pleine d'incidents épouvantables, qui la font ressembler, suivant Renan, à l'histoire de notre Terreur ; et cette férocité était la conséquence de l'ardeur avec laquelle chaque parti convoitait les immenses avantages procurés par la possession de l'Etat.

De notre temps, la démocratie apparaît sous un jour beaucoup plus favorable parce que nous voyons l'Amérique prospérer en dépit des vices de ses politiciens que M. Basch a décrits avec force ; c'est qu'il s'est produit dans ce pays un phénomène qui renverse toutes les relations qui existaient autrefois : jadis, on avait cru que dans une société bien organisée l'Etat devait être très riche et les citoyens pauvres, ou du moins placés dans une position moyenne ; maintenant nous voyons aux Etats-Unis un Etat relativement médiocre, tandis que l'économie capitaliste a pris un développement prodigieux. Les appétits se tournent bien plutôt du côté des affaires privées que du côté de la conquête de l'Etat ; les politiciens peuvent faire du mal, mais ce n'est plus un mal irréparable.

Il ne faudrait pas croire que les vices dont M. Basch a parlé soient spéciaux aux démocraties ; les anciens avaient reconnu dans les oligarchies les mêmes compétitions et les mêmes erreurs. Aristote observait que les gouvernements oligarchiques sont très peu stables et que souvent des membres de la classe dominante se mettent à la tête des révolutions par jalousie entre gens de la même classe ; le serment qu'il a rapporté au huitième livre de la *Politique* et que prêtaient les oligarques dans certaines villes, s'engageant à faire au peuple tout le mal



possible, indique un régime politique qui devait être plein de crimes.

Toutes les fois que la puissance de l'Etat est très grande, elle provoque des conspirations : les partis se précipitent les uns contre les autres pour se voler, se massacrer, ou s'opprimer grâce au pouvoir que leur donne l'Etat. Aucune correction n'est possible tant que ce pouvoir n'est pas réduit à ne plus jouer qu'un rôle secondaire dans les relations sociales. La conquête de l'Etat était autrefois la manière la plus simple et la plus rapide d'obtenir la fortune, et il eût été impossible qu'elle ne dominât pas la pensée.

Tous les efforts que tentèrent les philosophes pour moraliser l'Etat furent absolument vains. La conversion du monde ancien au christianisme ne suffit pas elle-même ; et c'est là une expérience vraiment effrayante. Sans doute je ne prétends pas que le christianisme n'ait pas eu des conséquences heureuses sur la moralité de beaucoup d'individus ; mais il n'avait pas touché à la toute-puissance de l'Etat, et de là résulte que son œuvre de régénération de la société échoua. Non seulement la conversion de l'Empire au christianisme n'empêcha pas la décadence de marcher aussi rapidement que par le passé, mais encore l'enquête de M. Boissier montre que le monde chrétien fut aussi mauvais que le monde païen ; les mêmes compétitions s'y produisirent et, bien que l'Empire ressemblât fort peu à une démocratie, tous les vices du politicien y fleurissaient.

La question de l'Etat est donc celle qui domine tous les problèmes posés par M. Basch. C'est pourquoi je crois qu'il faut combattre le vieux préjugé de notre démocratie traditionnelle d'après lequel il convient que l'Etat soit extrêmement puissant. A cette doctrine j'oppose d'une part l'expérience américaine qui nous montre comment un pays peut prospérer malgré les vices de ses politiciens pourvu que l'Etat ne soit pas prépondérant ; d'autre part les tendances nouvelles que nous voyons se produire dans les organisations ouvrières. Je crois que l'on peut espérer dans l'avenir,



parce qu'on peut espérer que le travail s'organisera d'une manière si forte et si indépendante que l'Etat de l'avenir ne ressemblera plus à ce que nous avons connu dans l'histoire et qu'il sera réduit à sa plus simple expression.

## 9. L'avenir socialiste des syndicats\*

*Dans cet article très connu, Sorel explique le rôle historique des syndicats dans la création d'un nouveau système de valeurs et leur action dynamique véhiculant le changement révolutionnaire. Il oppose le rôle des syndicats aux objectifs des partis politiques socialistes ou réformistes bourgeois. Il faut comprendre et démasquer la puissance de l'Etat, prélude nécessaire à la prise de pouvoir et à l'instauration d'un système d'institutions socialistes. Il y a, en fait, un lien entre les idées et les activités politiques des intellectuels et « l'étatisme ». Les tentatives des intellectuels sont souvent en totale contradiction avec celles de la classe ouvrière. C'est pourquoi « tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers ».*

### I

Les écrivains socialistes contemporains sont loin d'être d'accord sur l'avenir des syndicats professionnels : suivant les uns, les syndicats doivent jouer un rôle très secondaire, servir de base à une organisation électorale ; suivant d'autres, ils sont appelés à mener contre la société capitaliste la lutte suprême au moyen de grèves irrésistibles. On a donné à ces deux thèses les dénominations assez impropres de système politique et de système

---

\* « L'Avenir socialiste des syndicats ». *L'Humanité nouvelle*, mars-avril-mai 1898, dans *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Marcel Rivière, Paris, 1919 (ed. 1921), p. 78-92, 96-99, 130-133.

économique. Je ne veux pas entrer dans la discussion engagée ; je voudrais seulement appeler l'attention sur quelques points de vue théoriques et montrer que le matérialisme historique de Marx jette de vives lumières sur ces problèmes ; je compte traiter plus tard d'une manière étendue la théorie du prolétariat révolutionnaire quand le public français aura à sa disposition les œuvres complètes de Marx et d'Engels.

Il faut tout d'abord prendre bien garde de confondre les *théories* de Marx avec les programmes des partis qui se réclament de l'auteur du *Capital*. « Le marxisme est et reste une doctrine, dit le professeur Antonio Labriola. Les partis ne peuvent tirer leur nom ni leur raison d'être d'une doctrine <sup>1</sup>. » En Allemagne même, du congrès de Gotha jusqu'au congrès d'Erfurth, de 1875 à 1892, la social-démocratie inscrivait dans son programme des propositions dont Marx avait signalé l'erreur <sup>2</sup>. Il ne faut pas non plus croire que tous les fruits du labeur de Marx puissent se résumer en quelques lambeaux de phrases ramassées dans ses œuvres, réunies en formulaire dogmatique et commentées comme des textes évangéliques le sont par des théologiens. Les socialistes italiens se sont depuis quelque temps affranchis de toute superstition littérale : les rédacteurs de la *Critica sociale* écrivent couramment que l'œuvre de Marx a besoin d'être complétée, que les lois historiques du *Capital* ne peuvent plus toujours être appliquées actuellement. « Le moment est venu, écrivait dernièrement un des rédacteurs habituels de cet organe du *socialisme scientifique*, de soumettre à un examen les principes fondamentaux du socialisme. A cette œuvre de discussion et de renouvellement, en quelque sorte, de notre mobilier scientifique contribue assez bien *Le Devenir social* de France... N'est-ce pas la mission des

---

1. Antonio LABRIOLA, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, trad. franç., p. 37. Le premier des deux essais dont se compose ce volume a une importance particulière, parce que le texte en avait été soumis à Engels ; il s'étend de la page 21 à la page 117 dans la première édition que je cite ici.

2. Dans une lettre de 1875, publiée seulement en 1891 par Engels.

peuples latins de modifier, développer et éclaircir, sans en altérer la substance, le contenu de la pensée germanique<sup>3</sup> ? » Je crois que, dans la question actuelle, il suffit d'être fidèle à l'esprit de Marx.

Dans la doctrine de Marx, le point le plus caractéristique peut-être, celui qui justifie le mieux le nom de matérialisme historique, est celui-ci : le développement de chacun des systèmes fournit les conditions matérielles pour opérer des changements efficaces et durables dans les rapports sociaux à l'intérieur desquels il semblait stabilisé. On sait avec quelle énergie l'école de Marx a insisté sur l'impossibilité de tenter la révolution sociale tant que le capitalisme n'est pas assez développé ; c'est à cause de cette thèse qu'on a pu accuser l'école de fatalisme, parce qu'elle limite singulièrement le pouvoir de la volonté, même quand la force matérielle est au service d'une volonté intelligente<sup>4</sup>.

Il semble que trop souvent on n'ait pas approfondi d'une manière suffisante la pensée de Marx : tous ses disciples disent que la révolution ne peut être l'œuvre

---

3. *Critica sociale*, 16 juillet 1877, p. 215, col. 1. Cette revue était regardée à cette époque comme un organe très sûr de la doctrine socialiste.

4. Il me paraît fort utile d'ajouter ici quelques explications pour préciser le sens de cette formule. Je les emprunte à la préface que j'ai écrite en juillet 1898 pour un livre de Saverio Merlino, *Formes et Essence du socialisme* : « Ce qu'il y a d'essentiel dans la théorie de Marx est sa conception d'un *mécanisme social formé par les classes*, qui sert à transformer la société moderne de fond en comble, sous l'influence des idées et des passions aujourd'hui dominantes » (p. V). « Par le seul fait de l'introduction d'un mécanisme social, Marx écarte toute la sociologie purement intellectualiste et *se separe des utopistes*. Il ne saurait y avoir de mécanisme utilisable dans la science que s'il y a des formations stables, échappant, dans une large mesure, à l'intelligence, formant les membres solides du système. Il faut qu'il y ait dans la société de l'inconscient, de l'aveugle, de l'instinctif, pour que ces membres résistent un certain temps avec leurs formes et leurs lois de développement observées » (p. VIII-IX). « Nous ne voyons que des hommes groupés en classes, s'agitant sous l'influence de *sentiments observables* ; nous pouvons vérifier journallement la marche des phénomènes, chercher comment les conditions se transforment et corriger nos vues d'avenir au fur et à mesure que les faits deviennent plus nombreux » (p. VII).

que du prolétariat et que le prolétariat est le produit de la grande industrie ; mais ils n'observent pas assez que Marx entendait aussi que les classes ouvrières auraient acquis la capacité juridique et politique avant de pouvoir triompher.

On a souvent rapproché l'histoire du christianisme primitif de l'histoire du socialisme moderne ; il y a beaucoup de vrai dans ce rapprochement, au moins sous certains rapports. Si l'Eglise avait été seulement une école de philosophie prêchant une morale pure, elle aurait sans aucun doute disparu comme tant d'autres groupements ; elle était une société, travaillant à développer entre ses membres des relations juridiques nouvelles et se gouvernant d'après une constitution nouvelle. Le jour où l'édit de Milan proclama la tolérance, l'empereur consacra l'existence d'une hiérarchie plus forte que la hiérarchie impériale et institua un Etat dans l'Etat. L'invasion des barbares n'a pas consisté dans une simple destruction ; aujourd'hui on semble d'accord pour reconnaître que les Germains ont apporté des systèmes juridiques déjà assez développés pour pouvoir exercer une influence sur les institutions, notamment sur l'organisation familiale. Enfin, la Révolution française nous fournit un exemple très clair : ce qui nous frappe le plus est moins sa grande et bruyante tourmente que la conservation d'un système longuement développé dans le sein de la bourgeoisie.

On ne saurait se contenter de répondre aux adversaires du socialisme quand ils demandent ce que sera la révolution prolétarienne : « Est-ce que, à la veille de 1789, quelqu'un aurait pu dire ce que serait la société ? » La prévision scientifique et mécanique n'appartient en aucune façon à aucune science sociale ; mais il ne s'agit pas de calculer ce que deviendront telles ou telles habitudes ; il s'agit de savoir *si la préparation est suffisante* pour que la lutte n'aboutisse pas à une destruction de la civilisation. Paul Deschanel affirmait une vérité incontestable quand, dans son discours à la Chambre des députés, il disait, le 10 juillet 1897, qu'en

1789 la bourgeoisie avait accompli ce travail de préparation. Il nous faut savoir où en est le prolétariat et déterminer les moyens qu'il emploie en ce moment pour se préparer.

Les utopistes cherchaient à constituer une société parfaite ; le problème est transformé ; « les recherches ne portent plus sur ce que la *société doit être*, mais sur ce que *peut le prolétariat* dans la lutte actuelle des classes <sup>5</sup> ». Nous allons chercher quelles sont les conséquences de l'organisation syndicale telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui et les considérer au point de vue de la *préparation*.

## II

Les sociologues opposent aux socialistes l'expérience de toutes les révolutions connues et demandent comment on peut accepter une hypothèse qui n'est appuyée sur aucun exemple historique. Marx savait bien cela ; il a écrit en effet : « Tous les mouvements sociaux jusqu'ici ont été accomplis par des minorités au profit de minorités <sup>6</sup>. »

Cette loi empirique s'explique facilement quand on se rappelle ce qu'a été la *possession de l'Etat* dans l'histoire moderne. De plus, l'Etat a joué un rôle considérable dans la formation de l'industrie actuelle : « la bour-

---

5. Préface à la première édition de la traduction française des *Essais* déjà cités d'Antonio Labriola, p. 4. A la page précédente je disais : « Le problème du devenir moderne, considéré au point de vue matérialiste, repose sur trois questions : 1) Le prolétariat a-t-il acquis une conscience claire de son existence comme classe indivisible ? 2) A-t-il assez de force pour entrer en lutte contre les autres classes ? 3) Est-il en état de renverser, avec l'organisation capitaliste, tout le système de l'idéologie traditionnelle ? » Cette préface n'a pas été reproduite dans l'édition suivante, Antonio Labriola ayant jugé que je n'étais pas un compagnon assez sûr pour un orthodoxe.

6. Ch. ANDLER, *Commentaires sur le Manifeste communiste*, t. I, p. 39. Il y a eu dans toutes les révolutions deux éléments : une *conquête du pouvoir*, qui donne des avantages à une minorité, et une *conquête de droits* ; d'après Marx, le premier élément disparaîtra dans la révolution prolétarienne ; c'est pour cette raison que les marxistes ont dit si souvent que l'Etat n'existera plus.



geoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'Etat <sup>7</sup> ». La pensée des socialistes bourgeois est dominée par les préjugés étatistes de la bourgeoisie.

Dans un livre récent, le sociologue le plus habile que renferme l'Université, E. Durkheim, demande qu'on organise des corporations et des fédérations professionnelles soumises « à l'action générale de l'Etat <sup>8</sup>. » Dans les conclusions de ses discours des 19, 26 juin et 3 juillet 1897, sur l'agriculture, Jaurès se montre moins favorable aux associations que ne l'est le professeur de Bordeaux. Il affirme qu'on peut dès aujourd'hui se faire une idée assez exacte de ce que sera le monde socialiste : « Nous savons que dans la *propriété de demain*, dans la société de demain, concourront, fonctionneront les quatre forces essentielles qui commencent à se dégager et à apparaître aujourd'hui. La première c'est l'individu, c'est le droit de l'individu à se développer dans sa liberté sans autre limite que l'interdiction d'exploiter, sous une forme ou sous une autre, la moindre parcelle du travail d'autrui. [...] Il y a un autre élément [...] ce sont les syndicats naissants, réactionnaires aujourd'hui, socialistes demain, mais en tout cas [...] cellules premières, à certains égards, d'une organisation plus collective du travail. Puis au-dessus de ces syndicats agricoles ou ouvriers, de ces groupements professionnels de métiers, il y a la commune, qui à certains égards, malgré la division du travail qui se produit entre les diverses parties du territoire, est la première unité plus complète, plus riche que les organisations professionnelles, qui ne comprennent qu'un élément exclusif et limité. Et enfin, au-dessus de la commune, il y a la nation, organisme central d'unité et de perpétuité <sup>9</sup>. » On remarquera qu'en

---

7. MARX, *Le Capital*, p. 327, col. 1.

8. E. DURKHEIM, *Le Suicide. Etude de sociologie*, p. 439.

9. Jean JAURÈS, *Socialisme et Paysans*, p. 118-119. Cette brochure de propagande, éditée par *La Petite République*, reproduit les trois discours prononcés par Jaurès sur la crise agricole. On remarquera que l'orateur donne toutes ses affirmations comme appartenant à la doctrine reçue par le parti socialiste. Le collectivisme est jeté par-

remplaçant les fédérations professionnelles par la commune comme moyen terme entre les corporations locales et l'Etat Jaurès accroît notablement la puissance économique de celui-ci.

Je ne m'arrête pas à discuter le détail de cette conception que je comprends mal, tant ce langage me semble dépourvu de toute précision. D'ailleurs, tout cela est-il bien neuf ? Ne sont-ce pas de vieilles théories qu'on a affublées d'un costume beau et brillant ? L'unification des corps de métiers dans la commune, cela semble être un pur souvenir de l'histoire médiévale. Qu'on change *nation* en *royauté*, on retrouvera une notion traditionnelle chez les conservateurs. Je voulais seulement appeler l'attention sur l'embarras où se trouvent les gens les plus intelligents pour indiquer un plan indépendant des formes traditionnelles <sup>10</sup> ; non seulement Jaurès n'exclut pas l'Etat, mais il en fait le régulateur et le maître de la vie industrielle !

On répond que l'Etat futur sera tout autre chose qu'aujourd'hui ; mais on se borne à nous promettre ce beau changement sans nous donner aucune garantie. On reproduit bien souvent une formule du XVIII<sup>e</sup> siècle d'après laquelle le gouvernement deviendrait une simple administration. Nous voilà bien avancés ! Une formule abstraite, comme celle dont il est question ici, est dénuée de tout sens précis tant qu'on ne la complète pas en faisant connaître les principes directeurs de la pensée. Nous savons que les économistes du siècle dernier avaient une grande admiration pour la Chine : « Ce gouvernement imbécile et barbare, dit Tocqueville, leur semble le modèle le plus parfait que puissent copier toutes les nations du monde <sup>11</sup>. » Les saint-simoniens, qui

---

dessus bord dans cette esquisse de la *propriété de demain*. Paul Deschanel, répondant le 10 juillet 1897 à l'orateur socialiste, lui reprocha de nommer socialisation un rétablissement du domaine éminent.

10. Le professeur Espinas disait à Ch. Andler, à la soutenance de sa belle thèse sur le socialisme d'Etat en Allemagne : « Mais ce sont des vieilleries qui se représentent avec des noms nouveaux ! »

11. TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution*, édition des œuvres complètes, p. 241. Une curieuse expérience d'économie philosophique fut exécutée par le roi Ferdinand IV de Naples dans la

ont beaucoup parlé d'*administration des choses*, ont fait souvent l'éloge de l'Autriche<sup>12</sup> ; et il s'agissait de l'Autriche gouvernée par Metternich ! Michel Chevalier, en 1840, mettait la Chine au-dessus de la France<sup>13</sup>. Le véritable sens de cette formule célèbre est ainsi parfaitement clair.

Dans un article plein de science et de perspicacité, Georges Platon écrit : « *Dictature révolutionnaire du prolétariat !* C'est bientôt dit. Mais, comme dit Shakespeare, les paroles sont des femelles et les actes seuls des mâles. [...] En tant que figurant comme sujet passif dans le rapport économique très précis de la production, le prolétariat se dégage comme une notion parfaitement distincte. Dès qu'il est question pour lui de venir à l'action, d'échanger son rôle passif, qu'il avait en économie politique, pour un rôle politique actif, on voit sa notion si claire peu à peu s'obscurcir. Il faut de toute nécessité que, pour exercer sa dictature, le prolétariat s'organise. [...] L'irruption dans le corps du prolétariat des rapports de *dépendance politique* nés de son organisation ne peut-elle pas mettre directement en danger son existence comme corps un et distinct et entraîner, à *la faveur des inégalités surgies*, un certain rétablissement subreptice de l'injustice et de l'exploitation économique à supprimer ? En fait, *toutes les dictatures* démocratiques ou prolétariennes n'ont jamais abouti — directement ou indirectement — qu'à la restauration des iniquités sociales<sup>14</sup>. »

---

manufacture modèle de Santo-Leucio ; les beaux esprits du temps pensèrent qu'on allait enfin pouvoir résoudre le problème de savoir si les hommes sont destinés à être toujours ennemis les uns des autres ou s'il y a moyen de les rendre amis et par suite heureux (Benedetto CROCE, *Studii storici sulla rivoluzione napoletana del 1799*, p. 18).

12. G. WEILL, *L'Ecole saint-simonienne*, p. 191-192.

13. *Ibid.*, p. 199.

14. Georges PLATON, « Le Socialisme en Grèce », *Le Devenir social*, octobre 1895, p. 669. Cf. G. SOREL, *Réflexions sur la violence*, p. 250-256.

Les hommes qui sont à la tête du mouvement syndical en France ne sont pas, sans doute, de très grands philosophes ; mais ce sont des hommes de sens et d'expérience, qui peuvent être inhabiles dans l'art de traduire leurs impressions en formules scientifiques : mais n'est-il pas vraiment curieux de constater que leur défiance des organisations politiques reproduise — sous une forme sentimentale et obscure — les défiances que l'étude approfondie de la philosophie et de l'histoire inspire à G. Platon ? Ce n'est pas, d'ailleurs, un phénomène isolé, et nous aurons l'occasion de voir plusieurs fois encore que les *purs syndicaux* ont plus à nous apprendre qu'ils n'ont à apprendre de nous <sup>15</sup>.

Notre siècle a été fécond en expériences politiques ; presque toujours, les prévisions des réformateurs ont été déçues ; toutes les tentatives faites pour constituer une administration indépendante des intérêts des partis ont été vaines ; en France, les administrations ne cessent de se corrompre au fur et à mesure que la politique devient plus démocratique ; qu'il y ait là une simple coïncidence, cela est possible, mais encore faudrait-il expliquer la raison de cette corruption progressive.

Le spectacle offert par les professionnels de la politique dans tous les pays est tel que bien des gens aspirent à voir s'évanouir toute organisation politique ; c'est là un noble rêve qui a pu enchanter des âmes religieuses et des utopistes, mais il ne suffit pas de reconnaître un mal et de vouloir le faire disparaître pour s'en débarrasser.

C'est ici qu'il faut faire intervenir la conception matérialiste de l'histoire : l'étude de la politique ne nous permet pas de reconnaître les causes fondamentales, ne nous fournit pas l'éclaircissement complet. Cette hiérarchie, que la révolution prolétarienne se flatte de faire disparaître <sup>16</sup>, correspond de quelque manière à une dif-

---

15. Généralement les théoriciens socialistes ont cru que leurs doctrines dépendent bien moins des usages des organisations ouvrières que les sciences physiques ne dépendent de la technique industrielle.

16. Les explications que donne Antonio Labriola sont prodigieusement obscures. « Le socialisme scientifique [...] a compris [l'Etat] parce qu'il ne s'élève pas contre lui d'une façon unilatérale et subjek-

férenciation économique ; et c'est celle-ci qu'il faut mettre en pleine lumière. Cette différenciation n'a pas toujours été la même ; les luttes n'ont pas toujours eu en vue le même objet ; on se trompe gravement quand on imagine l'existence de classes identiques aux classes modernes dans les temps anciens ; le matérialisme historique est rebelle à toute extension (en dehors des limites définies par un mode très conditionné de production) des lois empiriques que la science découvre. C'est donc pour les temps actuels qu'il faut chercher cette différenciation.

La hiérarchie contemporaine a pour base principale la division des travailleurs en intellectuels et en manuels. Il est fort regrettable qu'en 1847 Marx n'ait pas examiné cette question en détail : c'est ce qui explique pourquoi le *Manifeste* reste assez vague sur la constitution du prolétariat ; mais plus tard, quand il eut approfondi, d'une manière originale, les problèmes économiques, il insista avec force sur l'importance de cette séparation <sup>17</sup>. C'est

---

tive, comme le firent plus d'une fois à d'autres époques les cyniques, les stoïciens, les épicuriens de toute sorte, les utopistes, les cénobites visionnaires, et finalement de nos jours les anarchistes de tout genre. [...] Le socialisme scientifique s'est proposé de montrer comment l'Etat se soulève continuellement de lui-même contre lui-même, en créant dans les moyens dont il ne peut se passer, par exemple : un système colossal d'impôts, le militarisme, le suffrage universel, le développement de l'instruction, etc., les conditions de sa propre ruine. [...] Avec la disparition des prolétaires et des conditions qui rendent possible le prolétariat disparaîtra toute dépendance de l'homme à l'égard de l'homme sous quelque forme de hiérarchie que ce soit » (*Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, p. 227-228). Mais ce qui, d'après notre auteur, devrait amener la ruine de l'Etat, en amenant la révolution prolétarienne, ne pourrait-il pas, au contraire, contribuer à faire aboutir l'agitation ouvrière à une démocratie bureaucratique, militariste et favorable aux financiers ?

17. « La grande industrie mécanique achève la séparation entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production, qu'elle transforme en pouvoir du capital sur le travail. L'habileté de l'ouvrier apparaît chétive devant la science prodigieuse, les énormes forces naturelles, la grandeur du travail social, incorporées au système mécanique, qui constitue la puissance du maître » (*Manifeste du parti communiste*, p. 183, col. 1).



ainsi que l'économie industrielle vint en aide à l'histoire et à la philosophie.

La démocratie bourgeoise se raccroche, avec l'énergie du désespoir, à la théorie des capacités<sup>18</sup> et s'efforce d'utiliser le respect superstitieux que le peuple a instinctivement pour la science ; elle emploie les moyens les plus charlatanesques pour rehausser son prestige, multiplie les brevets et s'efforce de transformer le moindre lettré en un mandarin ; les parasites se distinguent par un enthousiasme immodéré pour la science afin de jeter de la poudre aux yeux, se mettent à la remorque de grands pontifes scientifiques, leur servent de hérauts, réclament pour eux de grasses pensions<sup>19</sup> ; ils espèrent obtenir ainsi la considération des gens naïfs et en tirer profit.

Je ne veux pas entrer ici dans l'étude approfondie du travail intellectuel ; il faut appliquer à cette question les réflexions que fait Marx à propos d'autres différenciations entre travaux : « La distinction, dit-il<sup>20</sup>, entre le travail complexe et le travail simple (*skilled and unskilled labour*) repose souvent sur de pures illusions, ou du moins sur des différences qui ne possèdent depuis longtemps aucune réalité et ne vivent plus que par une convention traditionnelle. » Il est inutile de batailler contre les préjugés ; mais il se produit à l'heure actuelle une évolution qui tend à ruiner le prestige des intellectuels. L'observation nous apprend qu'une profession perd bien vite son prestige quand elle se féminise ; les recherches de laboratoire, les travaux d'érudition, la poursuite

---

18. C'est ce qui explique la renaissance du saint-simonisme parmi nos universitaires. Jaurès, dans un discours du 25 janvier 1897 sur les sucres, conviait le gouvernement à utiliser les capacités des jeunes bourgeois dépourvus de capital en les transformant en fonctionnaires industriels. C'est bien un écho saint-simonien.

19. Les grands savants avaient été presque tous jusqu'ici des gens modestes n'ayant besoin ni de gros traitements ni de riches installations. Les intérêts de la science ne sont pas toujours identiques avec les intérêts des savants et des parasites intellectuels qui leur font cortège.

20. MARX, *Manifeste*, p. 84, col. 2.



patiente et laborieuse des solutions de problèmes mathématiques sont des choses particulièrement appropriées au génie féminin : ceux qui pourraient en douter n'ont qu'à se reporter à l'expérience acquise par les collègues américains. Ce n'est pas sans raison que tant d'intellectuels font des efforts pour écarter les femmes des professions libérales ; mais il n'est pas douteux que la vérité triomphera, et alors toute la charlatanerie des *capacités* éclatera au grand jour.

Cela ne veut pas dire que dans les ateliers disparaisse toute différence ; car tout droit est inégalitaire <sup>21</sup> et il y aura, comme aujourd'hui, des gens plus habiles et plus expéditifs que d'autres ; mais les *différences seront appréciées dans l'ordre quantitatif*, tous les travaux étant devenus de même espèce et par suite commensurables entre eux. Le socialisme ne fera pas disparaître « les *fonctions générales* qui tirent leur origine de la différence existant entre le mouvement d'ensemble du corps productif et les mouvements individuels des membres indépendants dont il se compose <sup>22</sup> » ; mais l'expérience montre que les qualités de direction n'ont rien d'exceptionnel et qu'elles se trouvent très communément parmi les travailleurs manuels, peut-être même plus souvent que chez les intellectuels <sup>23</sup> : les grandes

---

21. Dans sa *Lettre sur le programme de Gotha*, Marx définissait ainsi les règles que l'on suivrait après la révolution qui supprimerait le capitalisme : « Le droit des producteurs est proportionnel au travail fourni ; l'égalité consiste ici dans l'emploi d'une commune mesure, le travail. [...] Ce *même droit égal* est droit inégal pour travail inégal. Il ignore les distinctions de classe, parce que tous les hommes sont travailleurs au même titre ; mais il reconnaît tacitement comme des privilèges naturels les inégalités de dons individuels, conséquemment des capacités de production. *Par là, c'est donc, quant à son contenu, un droit inégalitaire, comme tout droit* » (*Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1894, p. 757).

22. MARX, *Le Capital*, p. 143, col. 2.

23. C'est ce qui fait que souvent les industriels préfèrent comme directeur un ancien ouvrier à un technicien sorti des écoles. Les anciens connaissaient déjà très bien cette loi ; ils disaient que l'obéissance était l'école du commandement. J'ai indiqué ailleurs l'influence que le système militaire me semble avoir eue sur leurs idées d'égalité (*Procès de Socrate*, p. 168-170).

unions ouvrières d'Angleterre ont très facilement trouvé dans leur sein des hommes capables de les diriger <sup>24</sup>.

Les chefs des syndicats français se sont bien rendu compte du résultat auquel j'arrive ici : ils ont vu que la domination des pouvoirs publics était fondée sur la prétendue supériorité des intellectuels ; en combattant le dogme des capacités intellectuelles, ils ont dirigé les travailleurs dans la voie indiquée par Marx. [...]

Les intellectuels ont des intérêts professionnels <sup>25</sup> et non des intérêts de classe généraux : ces intérêts professionnels seraient lésés par la révolution prolétarienne. Les hommes de loi ne trouveraient sans doute pas une grande occupation dans la société future. Il n'est pas probable que les maladies augmentent ; les progrès de la science et la meilleure organisation de l'assistance ont eu déjà pour effet de diminuer le nombre des médecins utilisés. Dans la grande industrie, on pourrait supprimer beaucoup d'employés supérieurs si les gros actionnaires n'avaient pas à placer des clients. Une meilleure division des fonctions permettrait de concentrer, comme en Angleterre, dans un petit groupe de techniciens, très savants et très expérimentés, le travail que font mal des ingénieurs beaucoup trop nombreux. A mesure que les qualités morales et intellectuelles des ouvriers s'élèvent, on peut supprimer la plus grande partie des surveillants <sup>26</sup> ; l'expérience anglaise le prouve surabondamment. Enfin, pour les emplois de bureau, les femmes font une active concurrence aux hommes ; et ces emplois leur seront réservés dès que le socialisme les

---

24. Paul DE ROUSIERS, *Le Trade-unionisme en Angleterre*, p. 42.

25. Art. cit., p. 113.

26. Yves Guyot pense que la production fonctionnerait dans des conditions meilleures que ne sont celles d'aujourd'hui si les industriels confiaient l'exécution des travaux à des sociétés anonymes d'ouvriers ; celles-ci entreprendraient toutes les tâches de l'usine à prix convenus ; il estime qu'elles exerceraient sur leurs membres une discipline plus efficace que la discipline patronale. Ce système donne d'excellents résultats pour la composition des journaux parisiens (*Les Conflits du travail et leur solution*, p. 279-282).

aura émancipées. Ainsi donc la socialisation des moyens de production se traduirait par un lock-out prodigieux : il est difficile de croire que les intellectuels ignorent une vérité aussi certaine que celle-ci !

Ces intellectuels, mal payés, mécontents ou peu occupés, ont eu l'idée vraiment géniale d'imposer l'emploi du terme impropre de *prolétariat intellectuel* : ils peuvent ainsi facilement se faufiler dans les rangs du prolétariat industriel. Kautsky fait observer qu'il faudrait les comparer aux compagnons du Moyen Age<sup>27</sup>. Ils ressemblent fort aussi aux ouvriers travaillant en chambre, ayant leur outillage, mais souvent inoccupés faute d'une clientèle suffisante. Ils se rattachent à la petite bourgeoisie et s'efforcent d'entraîner le socialisme dans des voies favorables à leurs intérêts ; leur « socialisme est à la fois réactionnaire et utopique » comme celui des petits-bourgeois<sup>28</sup>. On pourrait encore les rapprocher des Romains de la décadence (si différents de nos prolétaires), vivant aux frais de la société, tandis que la société moderne vit aux frais du prolétariat<sup>29</sup>.

Tandis que la socialisation des moyens de production utilisera *utilement* toutes les forces de travail des producteurs, c'est-à-dire des vrais prolétaires, elle supprimera l'occupation à la très grande majorité des faux prolétaires. On ne peut concevoir d'opposition plus tranchée ; et cette opposition doit apparaître surtout criante aux personnes habituées à manier le matérialisme historique.

La véritable vocation des intellectuels est l'exploitation de la politique ; le rôle de politicien est fort analo-

---

27. Art. cit., p. 114.

28. Ch. ANDLER, *op. cit.*, p. 60. Par « réactionnaire », il faut entendre que ce socialisme cherche à entraver le progrès industriel.

29. Sismondi, cité par Marx, préface du *XVIII Brumaire*. Il faut aussi ajouter que les prolétaires intellectuels sont rebelles à tout esprit de solidarité ; ils ne voient que leur *intérêt personnel et immédiat* et lui sacrifient les intérêts généraux ; ils apportent le désordre partout par leurs brigues et, dès qu'ils le peuvent, ils se déchirent entre eux. Chacun d'eux aspire, comme César, à être le premier dans un petit groupe.

gue à celui de courtisan et il ne demande pas d'aptitude industrielle. Il ne faut pas leur parler de supprimer les formes traditionnelles de l'Etat ; c'est en quoi leur *idéal*, si révolutionnaire qu'il puisse paraître aux bons gens, est réactionnaire<sup>30</sup>. Ils veulent persuader aux ouvriers que leur intérêt est de les porter au pouvoir et d'accepter la hiérarchie des capacités, qui met les travailleurs sous la direction des hommes politiques.

Les *syndicaux* se révoltent ; et ce n'est pas sans raison ; ils sentent bien que, si l'ouvrier accepte le commandement de *gens étrangers à la corporation productive*, il restera toujours incapable de se gouverner, qu'il restera soumis à une *discipline externe*<sup>31</sup>. Le mot qu'on emploiera pourra changer<sup>32</sup>, mais la chose ne changera pas : l'exploitation du travailleur continuera. Marx a décrit en termes excellents cet état de développement insuffisant du prolétariat. « Le lien entre leurs fonctions individuelles et leur unité comme corps productif se trouve *en dehors d'eux*. [...] L'enchaînement de leurs travaux leur apparaît idéalement comme le *plan* du capitaliste<sup>33</sup> et l'unité de leur corps collectif leur apparaît pratiquement comme son autorité, la puissance d'une *volonté étrangère*, qui soumet leurs actes à son but<sup>34</sup>. » [...]

Deux autres problèmes non moins graves sont posés aujourd'hui : la protection de la femme contre son mari, la protection de l'enfant contre son père. Je n'ai

---

30. Les intellectuels assimilent les sentiments qui correspondent à la lutte de classe à ce que l'un d'eux nomme la *haine créatrice*. La féroce jalousie de l'intellectuel pauvre, qui espère pousser à la guillotine le riche spéculateur, est une passion mauvaise qui n'a rien de socialiste.

31. La brochure de 1900 renvoyait à un article publié dans *Le Devenir social* en janvier 1896 ; j'en reproduis un long extrait dans la note D ; j'aurais, aujourd'hui, quelques réserves à faire sur les thèses que je présente dans cet article.

32. Sur le pouvoir des dénominations, consulter Gustave LE BON, *Psychologie des foules*, p. 94-96.

33. Ce qui est dit ici du capitaliste peut s'appliquer à tout autre chef qui n'appartient pas au corps des travailleurs.

34. MARX, *Le Capital*, p. 144, col. 1.

aucune confiance dans la législation, l'inspection et la police : il faut que les ouvriers exercent eux-mêmes leur inspection et leur police : cela est relativement facile, puisque la femme est une travailleuse industrielle et qu'elle peut ainsi s'offrir à des syndicats qui lui donneront aide, quand son mari la traitera comme il ne voudrait pas que son patron le traitât lui-même<sup>35</sup>. Par la femme, l'union ouvre l'œil sur l'enfant, espoir du prolétariat, qu'il faut introduire très jeune dans les groupements socialistes.

C'est ici que nous voyons apparaître encore l'importance des *benefits* des vieilles trade-unions. La femme retirée de l'atelier reste membre d'un groupe ouvrier, prend encore part à ses délibérations, a des intérêts dans les caisses de secours instituées par le syndicat, et, par suite, a toujours derrière elle une force qui peut la soutenir. L'enfant peut être engagé dès son jeune âge si le syndicat a des formes variées pour venir en aide à ses associés, être surveillé à l'école et durant son apprentissage<sup>36</sup>.

Ainsi, le syndicat se révèle, pour peu qu'on le considère avec tout son développement, comme une des plus fortes institutions pédagogiques qui puissent exister<sup>37</sup>.

---

35. Discours de Vandervelde déjà cité.

36. La jeune fille, travaillant presque toujours dans les ateliers, se trouve tout naturellement comprise dans les syndicats, et elle peut y trouver une protection que l'organisation bourgeoise est impuissante à lui donner. Observons ici que l'une des choses qui étonnèrent le plus les Romains de la décadence fut la vie des barbares germains, qui avaient horreur des *institutions de prostitution*. Il y a des municipalités socialistes : ont-elles supprimé la police des mœurs et la traite des blanches ? Je ne le crois pas. Qu'ont fait dans le même ordre d'idées les municipalités dévouées aux intérêts religieux et ayant toujours le mot *morale* à la bouche ?

37. Il est évident que, dans les divers genres d'activité qui viennent d'être passés en revue, les syndicats exercent des fonctions que Le Play imposait aux *autorités sociales*.



## CONCLUSION

Cette étude nous fournit une belle illustration des doctrines de Marx : les chefs du mouvement syndical ne connaissaient pas ses théories et même le plus souvent n'avaient sur le matérialisme historique que des notions confuses. Leur tactique a pu être parfois critiquable parce qu'ils étaient obligés de faire l'apprentissage de la vie et que personne ne pouvait leur donner de conseils. Aujourd'hui, les choses sont assez avancées pour qu'il soit possible de se rendre compte du rôle que les syndicats sont appelés à jouer.

Nous voyons aujourd'hui d'une manière très claire que le prolétariat ne peut s'émanciper de toute exploitation en se constituant sur le modèle des anciennes classes sociales, en se mettant à l'école de la bourgeoisie comme celle-ci s'était mise à l'école de la noblesse, en adaptant à ses besoins nouveaux les vieilles formules politiques, en conquérant les pouvoirs publics pour s'en approprier le profit comme a fait la bourgeoisie en tous les pays.

Si, comme le dit Marx, les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant « les méthodes par lesquelles il leur était fait une part de revenu et par conséquent [...] tout le régime existant de répartition des revenus <sup>38</sup> », comment peut-on admettre qu'ils puissent conserver la quintessence du mode d'appropriation bourgeois, c'est-à-dire les formes du gouvernement traditionnel ? Une pareille conclusion serait la négation de tout le matérialisme historique. Enfin, comment la différenciation des gouvernés et des gouvernants pourrait-elle disparaître s'il n'existe point dans la société des forces, longuement développées, capables d'empêcher le retour du passé ?

Vis-à-vis de l'Etat, l'action du prolétariat est double : il doit entrer en lutte dans les rapports actuels de l'organisation politique pour obtenir une *législation sociale*

---

38. Ch. ANDLER, *Commentaires sur le Manifeste communiste*, t. 1, p. 38.



favorable à son développement ; il doit user de l'influence qu'il acquiert soit dans l'opinion, soit dans les pouvoirs pour détruire les rapports actuels de l'organisation politique, arracher à l'Etat et à la commune une à une toutes leurs attributions pour enrichir les organismes prolétariens en voie de formation, c'est-à-dire surtout ses syndicats.

Le prolétariat doit travailler à s'émanciper dès maintenant de toute direction qui n'est pas interne. C'est par le mouvement et l'action qu'il doit acquérir les capacités juridique et politique. La première règle de sa conduite doit être : *rester exclusivement ouvrier*, c'est-à-dire exclure les intellectuels, dont la direction aurait pour effet de restaurer les hiérarchies et de diviser le corps des travailleurs. Le rôle des intellectuels est un rôle auxiliaire : ils peuvent servir comme employés des syndicats<sup>39</sup> ; ils n'ont aucune qualité pour diriger, aujourd'hui que le prolétariat a commencé à prendre conscience de sa *réalité* et à constituer son organisation propre.

Le développement du prolétariat comporte une puissante discipline morale exercée sur ses membres : il peut l'exercer par ses syndicats, qui sont appelés à faire disparaître toutes les formes de groupements léguées par la bourgeoisie.

Pour résumer toute ma pensée en une formule, je dirai que *tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers.*

---

39. Depuis 1900, l'expérience m'a appris que les intellectuels n'acceptent presque jamais un tel rôle, à moins qu'ils n'aient l'idée d'utiliser les organisations ouvrières pour rendre plus facile leur carrière politique. Plus d'un avocat syndicaliste est devenu député et aspire à devenir ministre.

## 10. La grève générale\*

*Dans ce commentaire rétrospectif de ses propres écrits, Sorel souligne l'importance de l'idée et de la pratique de la grève générale. Il était convaincu que cette tactique « issue de la pratique » serait reconnue comme la plus efficace pour défendre et faire progresser les intérêts du prolétariat.*

Je me suis souvent demandé si je ne ferais pas bien de reprendre les questions que j'avais traitées, d'une manière trop brève ou trop superficielle, dans *L'Avenir socialiste des syndicats* en profitant des expériences qui se sont produites depuis 1897 et des connaissances plus étendues que j'ai acquises sur les principes du socialisme, de manière à donner un exposé plus clair, plus méthodique, plus approfondi du mouvement syndical. J'ai toujours été arrêté par l'extraordinaire ampleur des problèmes qui se posaient devant moi dès que je me mettais à réfléchir sur ces sujets ; d'un autre côté, ces dernières années ont été singulièrement riches en faits imprévus, qui sont venus rendre vaines les synthèses qui semblaient être les mieux établies. Quand on croit avoir trouvé un système qui embrasse convenablement les constatations jugées les plus importantes, une étude plus détaillée ou un incident forcent à tout abandonner.

Nous ne sommes pas en présence de phénomènes appartenant à des genres classiques, de phénomènes que

---

\* « Preface de 1905 », *Le Mouvement socialiste*, novembre 1905, dans *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, p. 57-61.

tout travailleur sérieux peut se flatter de pouvoir observer correctement, définir avec exactitude, expliquer d'une manière satisfaisante, en utilisant des principes acceptés dans la science. Les principes manquent ici d'une manière complète ; il est, par suite, impossible d'arriver à décrire avec précision et clarté ; parfois même, il faut redouter d'apporter une trop grande rigueur dans le langage, parce qu'elle serait en contradiction avec le caractère fluent de la réalité et qu'ainsi le langage serait trompeur. On doit procéder par tâtonnements, essayer des hypothèses vraisemblables et partielles, se contenter d'approximations provisoires, de manière à laisser toujours la porte ouverte à des corrections progressives.

Cette impuissance relative doit paraître bien méprisable aux grands seigneurs de la sociologie, qui fabriquent, sans la moindre fatigue, de vastes synthèses embrassant une pseudo-histoire du passé et un futur chimérique ; mais le socialisme est plus modeste que la sociologie.

Ma brochure est un de ces tâtonnements. Lorsque je l'écrivais, en 1897, j'étais bien loin de savoir tout ce que je sais aujourd'hui ; je me proposais, d'ailleurs, un but assez restreint : appeler l'attention des socialistes sur le grand rôle que les syndicats pouvaient être appelés à jouer dans le monde moderne. Je voyais qu'il y avait beaucoup de préjugés contre le mouvement syndical et je croyais que cette étude contribuerait à en dissiper quelques-uns ; je devais, pour atteindre mon but, effleurer beaucoup de questions plutôt qu'en approfondir aucune.

A cette époque, l'idée de la grève générale était odieuse au plus grand nombre des chefs socialistes français ; je crus prudent de supprimer un chapitre que j'avais consacré à montrer l'importance de cette conception. Depuis ce temps, de grands changements se sont produits : en 1900, quand je donnai une réédition de mon article, la grève générale n'était déjà plus considérée comme une simple insanité anarchiste ; aujourd'hui,

elle est soutenue par le groupe du *Mouvement socialiste*. Plus d'une fois, Jaurès a laissé entendre qu'il était favorable à cette manière de concevoir la révolution<sup>1</sup> ; cela s'est produit quand il a eu besoin de l'appui des syndicalistes ; mais il a ensuite répudié cette *utopie*, qui ne convient guère aux riches commanditaires de son journal, aux dreyfusards de la Bourse et aux comtesses socialistes. Ce qui doit attirer notre attention, c'est que Lagardelle et Berth, qui ne le cèdent à personne dans le monde socialiste pour le talent, le savoir et le dévouement, sont arrivés, par l'observation et la réflexion, à défendre la grève générale ; par là ils sont devenus en France les représentants les plus autorisés du syndicalisme révolutionnaire.

Le moment n'est peut-être pas éloigné où l'on ne trouvera pas de meilleur moyen de définir le socialisme que par la grève générale ; alors il apparaîtra clairement que toute étude socialiste doit porter sur les directions et les qualités du mouvement syndical.

Trois propriétés importantes sont à relever dans la thèse de la grève générale :

1. Tout d'abord, elle exprime, d'une manière infiniment claire, que *le temps des révolutions de politiciens est fini* et qu'ainsi le prolétariat refuse de laisser se constituer de nouvelles hiérarchies. Cette formule ne sait rien des droits de l'homme, de la justice absolue, des constitutions politiques et des parlements ; elle ne nie pas seulement le gouvernement de la bourgeoisie capitaliste, mais encore toute hiérarchie plus ou moins analogue à la hiérarchie bourgeoise. Les partisans de la grève générale entendent faire disparaître tout ce qui avait préoccupé les anciens libéraux : l'éloquence des tribuns, le maniement de l'opinion publique, les combinaisons de partis politiques. Ce serait le monde renversé, mais le socialisme n'a-t-il pas affirmé qu'il entendait créer une société toute nouvelle ? Plus d'un écrivain socialiste,

---

1. Au congrès de Paris, en 1900, il avait voté en faveur de la motion favorable à la grève générale, d'après le compte rendu analytique officiel ; d'après la sténographie, il se serait abstenu.

trop nourri des traditions de la bourgeoisie, ne parvient cependant point à comprendre une telle *folie anarchiste* ; il se demande ce qui pourrait succéder à une grève générale : il n'y aurait de possible qu'une société organisée suivant le plan même de la production, c'est-à-dire la véritable société socialiste.

2. Kautsky affirme que le capitalisme ne peut être aboli fragmentairement et que le socialisme ne peut se réaliser par étapes. Cette thèse est inintelligible quand on pratique le socialisme parlementaire : en effet, quand un parti entre dans une assemblée délibérante, c'est avec l'espoir d'obtenir des concessions de ses adversaires ; et l'expérience montre qu'en effet il en obtient. Toute politique électorale est évolutionniste, en admettant même que très souvent elle n'oblige pas à anathématiser le principe de la lutte de classe. La grève générale est une manière d'exprimer la thèse de Kautsky d'une manière concrète ; jusqu'ici on n'a donné aucune formule qui puisse remplir le même office.

3. La grève générale n'est point née de réflexions profondes sur la philosophie de l'histoire ; elle est issue de la pratique. Les grèves ne seraient que des incidents économiques d'une assez faible portée sociale si les révolutionnaires n'intervenaient pour en changer le caractère et en faire des épisodes de la lutte sociale. Chaque grève, si locale qu'elle soit, est une escarmouche dans la grande bataille qu'on nomme la grève générale. Les associations d'idées sont ici tellement simples qu'il suffit de les indiquer aux ouvriers en grève pour faire d'eux des socialistes. Maintenir l'idée de guerre paraît aujourd'hui plus nécessaire que jamais, alors que tant d'efforts sont tentés pour opposer au socialisme la paix sociale.

## 11. La décadence bourgeoise et la violence\*

*Il est à noter que Réflexions sur la violence souleva un tollé de critiques dues souvent à une incompréhension des idées de Sorel ou à un survol très simpliste de son texte. Sorel soutient que la bourgeoisie, dans ses efforts pour pacifier la classe ouvrière, perd elle-même conscience de sa propre identité et, en conséquence, menace la lutte de classe. Sorel a certainement sous-estimé la férocité de la classe dirigeante. Cependant, il fait preuve d'une grande perspicacité en alertant les révolutionnaires et en dénonçant le danger du pacifisme social de la bourgeoisie, qui écarte et rend caduc le concept marxiste de la lutte de classe.*

### I

On éprouve beaucoup de peine à comprendre la violence prolétarienne quand on essaie de raisonner au moyen des idées que la philosophie bourgeoise a répandues dans le monde ; suivant cette philosophie, la violence serait un reste de la barbarie et elle serait appelée à disparaître sous l'influence du progrès des lumières. Il est donc tout naturel que Jaurès, nourri d'idéologie bourgeoise, ait un profond mépris pour les gens qui vantent la violence prolétarienne ; il s'étonne de voir des socialistes instruits marcher d'accord avec les syndicalistes ; il se demande par quel prodige de mauvaise foi des

---

\* « La Décadence bourgeoise et la Violence », dans *Réflexions sur la violence*, Marcel Rivière, Paris, 1908 (éd. de 1971), p. 83-102.



hommes qui ont fait leurs preuves comme penseurs peuvent accumuler des *sophismes* en vue de donner une apparence raisonnable aux *rêveries de personnages grossiers qui ne pensent pas* <sup>1</sup>. Cette question tourmente fort les amis de Jaurès, qui traitent volontiers de démagogues les représentants de la *nouvelle école* et les accusent de chercher les applaudissements de masses impulsives.

Les socialistes parlementaires ne peuvent comprendre les fins que poursuit la *nouvelle école* ; ils se figurent que tout le socialisme se ramène à la recherche des moyens d'arriver au pouvoir. Les gens de la *nouvelle école* voudraient-ils, par hasard, faire de la surenchère pour capter la confiance de naïfs électeurs et subtiliser les sièges aux socialistes nantis ? L'apologie de la violence pourrait encore avoir un très fâcheux résultat, en dégoûtant les ouvriers de la politique électorale, ce qui tendrait à faire perdre leurs chances aux candidats socialistes en multipliant les abstentions ! Voudrait-on faire revivre les guerres civiles ? Cela paraît insensé à nos grands hommes d'Etat.

La guerre civile est devenue bien difficile depuis la découverte des nouvelles armes à feu et depuis le percement des voies rectilignes dans les métropoles <sup>2</sup>. Les récentes affaires de Russie semblent même avoir montré que les gouvernements peuvent compter, beaucoup plus qu'on ne le supposait, sur l'énergie des officiers : presque tous les hommes politiques français avaient prophétisé la chute imminente du tsarisme au moment des défaites de Mandchourie ; mais l'armée russe n'a point manifesté, en présence des émeutes, la mollesse qu'avait eue l'armée française durant nos révolutions ; la répression a été presque partout rapide, efficace ou même

---

1. Il paraît que c'est en ces termes que l'on parle du mouvement prolétarien dans le beau monde du socialisme raffiné.

2. Cf. les réflexions d'Engels dans la préface à la réédition qu'il fit en 1895 d'articles de Marx sous le titre *La Lutte des classes en France de 1848 à 1850*. Cette préface manque dans la traduction française. Dans l'édition allemande, il y a une coupure, les chefs de la social-démocratie n'ayant pas trouvé certaines phrases d'Engels suffisamment politiques.

impitoyable. Les discussions qui ont eu lieu au congrès des sociaux-démocrates, réunis à Iéna, montrent que les socialistes parlementaires ne comptent plus du tout sur une lutte armée pour s'emparer de l'Etat.

Est-ce à dire qu'ils soient complètement ennemis de la violence ? Il ne serait pas dans leur intérêt que le peuple fût tout à fait calme ; il leur convient qu'il y ait une certaine agitation ; mais il faut qu'elle soit contenue en de justes limites et contrôlée par les politiciens. Jaurès fait, quand il juge cela utile pour ses intérêts, des avances à la Confédération générale du travail<sup>3</sup> ; il recommande parfois à ses pacifiques commis de remplir son journal de phrases révolutionnaires ; il est passé maître dans l'art d'utiliser les colères populaires. Une agitation, savamment canalisée, est extrêmement utile aux socialistes parlementaires, qui se vantent auprès du gouvernement et de la riche bourgeoisie de savoir modérer la révolution ; ils peuvent ainsi faire réussir les affaires financières auxquelles ils s'intéressent, faire obtenir de menues faveurs à beaucoup d'électeurs influents et faire voter des lois sociales pour se donner de l'importance dans l'opinion des nigauds qui s'imaginent que ces socialistes sont de grands réformateurs du droit. Il faut, pour que cela réussisse, qu'il y ait toujours un peu de mouvement et qu'on puisse faire peur aux bourgeois.

On conçoit qu'il pourrait s'établir une diplomatie régulière entre le parti socialiste et l'Etat chaque fois qu'un conflit économique s'élèverait entre ouvriers et patrons : *deux pouvoirs* régleraient le différend particulier. En Allemagne, le gouvernement entre en négociation avec l'Eglise chaque fois que les cléricaux gênent l'administration. On a souvent engagé les socialistes à imiter Parnell qui avait su imposer si souvent sa volonté en Angleterre. La ressemblance avec Parnell est d'autant plus grande que l'autorité de celui-ci ne reposait pas seulement sur le nombre de voix dont il dispo-

---

3. Suivant les besoins, il est pour ou contre la grève générale. D'après quelques-uns, il vota pour la grève générale au congrès international de 1900 ; d'après d'autres il s'abstint.

sait, mais aussi et principalement sur la terreur que tous les Anglais éprouvaient à la seule annonce de mouvements agraires en Irlande. Un peu de violences, contrôlées par un groupe parlementaire, servaient fort la politique parnellienne, comme elles servent aussi la politique de Jaurès. Dans un cas comme dans l'autre, un groupe parlementaire *vend la tranquillité aux conservateurs*, qui n'osent faire régner leur force.

Cette diplomatie est difficile à conduire et on ne voit pas que les Irlandais, après la mort de Parnell, aient réussi à la continuer avec le même succès que de son temps. En France, elle présente une difficulté toute particulière parce que, nulle part peut-être, le monde ouvrier n'est plus difficile à diriger : il est assez aisé de soulever des colères populaires, mais il est malaisé de les faire cesser. Tant qu'il n'y aura point de très riches syndicats, fortement centralisés, dont les chefs seront en relations suivies avec les hommes politiques<sup>4</sup>, il ne sera point possible de savoir jusqu'où peut aller la violence. Jaurès voudrait bien qu'il existât de telles sociétés ouvrières, car le jour où le grand public s'apercevrait qu'il n'est pas en mesure de modérer la révolution son prestige disparaîtrait en un instant.

Tout devient question d'appréciation, de mesure, d'opportunité ; il faut beaucoup de finesse, de tact et d'audace calme pour conduire une pareille diplomatie : faire croire aux ouvriers que l'on porte le drapeau de la révolution, à la bourgeoisie qu'on arrête le danger qui la menace, au pays que l'on représente un courant d'opinion irrésistible. La grande masse des électeurs ne comprend rien à ce qui se passe en politique et n'a aucune intelligence de l'histoire économique ; elle est du côté qui lui semble renfermer la force et on obtient d'elle tout ce qu'on veut lorsqu'on peut lui prouver qu'on est

---

4. Gambetta se plaignait de ce que le clergé français fût « acéphale » ; il aurait voulu qu'il se formât dans son sein une élite avec laquelle le gouvernement pût discuter (GARILHE, *Le Clergé séculier français au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 88-89). Le syndicalisme n'a pas de tête avec laquelle on puisse faire utilement de la diplomatie.

assez fort pour faire capituler le gouvernement. Mais il ne faut pas cependant aller trop loin, parce que la bourgeoisie pourrait se réveiller et le pays pourrait se donner à un homme d'Etat résolument conservateur. Une violence prolétarienne qui échappe à toute appréciation, à toute mesure, à toute opportunité, peut tout mettre en question et ruiner la diplomatie socialiste.

Cette diplomatie se joue à tous les degrés : avec le gouvernement, avec les chefs de groupes dans le parlement, avec les électeurs influents. Les politiciens cherchent à tirer le meilleur parti possible des forces discordantes qui se présentent sur le terrain politique.

Le socialisme parlementaire éprouve un certain embarras du fait que le socialisme s'est affirmé à l'origine par des principes absolus, et a fait appel pendant longtemps aux mêmes sentiments de révolte que le parti républicain le plus avancé. Ces deux circonstances empêchent de suivre une politique particulariste, comme celle que Charles Bonnier a recommandée souvent : cet écrivain, qui a été longtemps le principal théoricien du parti guesdiste, voudrait que les socialistes suivissent exactement l'exemple de Parnell, qui négociait avec les partis anglais sans jamais s'inféoder à l'un d'eux ; on pourrait, de même, s'entendre avec les conservateurs si ceux-ci s'engageaient à accorder aux prolétaires des conditions meilleures que les radicaux (*Le Socialiste*, 27 août 1905). Cette politique a paru scandaleuse à beaucoup de personnes. Bonnier a dû atténuer sa thèse : il s'est contenté de demander que l'on agît au mieux des intérêts du prolétariat (17 septembre 1905) ; mais comment savoir où sont ces intérêts, quand on ne prend plus pour règle unique et absolue le principe de la lutte de classe ?

Les socialistes parlementaires croient posséder des lumières spéciales qui leur permettent de tenir compte non seulement des avantages matériels et immédiats recueillis par la classe ouvrière, mais encore des raisons morales qui obligent le socialisme à faire partie de la grande famille républicaine. Leurs congrès s'épuisent à combiner des formules destinées à régler la diplomatie

socialiste, à dire quelles alliances sont permises et quelles sont défendues, à concilier le principe abstrait de la lutte de classe (que l'on tient à garder verbalement) avec la réalité de l'accord des politiciens. Une pareille entreprise est une insanité ; aussi aboutit-elle à des équivoques, quand elle n'oblige pas les députés à des attitudes d'une déplorable hypocrisie. Il faut chaque année remettre les problèmes en discussion, parce que toute diplomatie comporte une souplesse d'allures incompatible avec l'existence de statuts parfaitement clairs.

La casuistique dont Pascal s'est tant moqué n'était pas plus subtile et plus absurde que celle que l'on retrouve dans les polémiques entre ce qu'on nomme les *écoles socialistes* : Escobar aurait eu quelque peine à se reconnaître au milieu des distinctions de Jaurès ; la théologie morale des *socialistes sérieux* n'est pas une des moindres bouffonneries de notre temps.

Toute théologie morale se divise nécessairement en deux tendances : il y a des casuistes pour dire qu'il faut se contenter des opinions ayant une légère probabilité ; d'autres veulent qu'on adopte toujours l'avis le plus sévère et le plus sûr. Cette distinction ne pouvait manquer de se rencontrer chez nos socialistes parlementaires. Jaurès tient pour la méthode douce et conciliante, pourvu qu'on trouve moyen de l'accorder, tant bien que mal, avec les principes et qu'elle ait pour elle quelques autorités respectables ; c'est un *probabiliste* dans toute la force du terme — ou même un *laxiste*. Vaillant recommande la méthode forte et batailleuse qui, à son avis, s'accorde seule avec la lutte de classe et qui a pour elle l'opinion unanime de tous les anciens maîtres ; c'est un *tutoriste* et une sorte de janséniste.

Jaurès croit sans doute agir pour le plus grand bien du socialisme, comme les casuistes relâchés croyaient être les meilleurs et les plus utiles défenseurs de l'Eglise ; ils empêchaient en effet les chrétiens faibles de tomber dans l'irrégion et les amenaient à pratiquer les sacrements — exactement comme Jaurès empêche les riches intellectuels venus au socialisme par le dreyfussisme de reculer d'horreur devant la lutte de classe et les



amène à commanditer les journaux du parti. A ses yeux, Vaillant est un rêveur, qui ne voit pas la réalité du monde, qui se grise avec les chimères d'une insurrection devenue impossible et qui ne comprend point les beaux avantages que peut tirer du suffrage universel un politicien roublard.

Entre ces deux méthodes, il n'y a qu'une différence de degré et non une différence de nature, comme le croient ceux des socialistes parlementaires qui s'intitulent révolutionnaires. Jaurès a sur ce point une grande supériorité intellectuelle sur ses adversaires, car il n'a jamais mis en doute l'identité fondamentale des deux méthodes.

Les deux méthodes supposent toutes les deux une société bourgeoise entièrement disloquée, des classes riches ayant perdu tout sentiment de leur intérêt de classe, des hommes disposés à suivre en aveugles les impulsions de gens qui ont pris à l'entreprise la direction de l'opinion. L'affaire Dreyfus a montré que la bourgeoisie éclairée était dans un étrange état mental : des personnages qui avaient longtemps et bruyamment servi le parti conservateur se sont mis à faire campagne à côté d'anarchistes, ont pris part à de violentes attaques contre l'armée ou se sont même enrôlés définitivement dans le parti socialiste ; d'autre part, des journaux qui font profession de défendre les institutions traditionnelles traînaient dans la boue les magistrats de la Cour de cassation. Cet épisode étrange de notre histoire contemporaine a mis en évidence l'état de dislocation des classes.

Jaurès, qui avait été si fort mêlé à toutes les péripéties du dreyfusisme, avait rapidement jugé l'âme de la haute bourgeoisie, dans laquelle il n'avait pu encore pénétrer. Il a vu que cette haute bourgeoisie est d'une ignorance affreuse, d'une niaiserie béate et d'une impuissance politique absolue ; il a reconnu qu'avec des gens qui n'entendent rien aux principes de l'économie capitaliste il est facile de pratiquer une politique d'entente sur la base d'un socialisme extrêmement large ; il a apprécié dans quelle mesure il fallait, pour devenir le maître de



gens dépourvus d'idées, mêler les flatteries à l'intelligence supérieure des imbéciles qu'il s'agit de séduire, les appels aux sentiments désintéressés des spéculateurs qui se piquent d'avoir inventé l'idéal, les menaces de révolution. L'expérience a montré qu'il avait une très remarquable intuition des forces qui existent, à l'heure actuelle, dans le monde bourgeois. Vaillant, au contraire, connaît très médiocrement ce monde ; il croit que la seule arme à employer pour faire marcher la bourgeoisie est la peur ; sans doute, la peur est une arme excellente, mais elle pourrait provoquer une résistance obstinée si l'on dépassait une certaine mesure. Vaillant n'a pas dans l'esprit les remarquables qualités de souplesse et peut-être même de duplicité paysanne qui brillent chez Jaurès et qui l'ont fait souvent comparer à un merveilleux marchand de bestiaux.

Plus on examine de près l'histoire de ces dernières années, plus on reconnaît que les discussions sur les deux méthodes sont puérides : les partisans des deux méthodes sont également opposés à la violence prolétarienne, parce que celle-ci échappe au contrôle de gens dont la profession est de faire de la politique parlementaire. Le syndicalisme révolutionnaire n'a pas à recevoir l'impulsion des socialistes dits révolutionnaires du parlement.

## II

Les deux méthodes du socialisme officiel supposent une même donnée historique. Sur la dégénérescence de l'économie capitaliste se greffe l'idéologie d'une classe bourgeoise timorée, humanitaire et prétendant affranchir sa pensée des conditions de son existence ; la race des chefs audacieux qui avaient fait la grandeur de l'industrie moderne disparaît pour faire place à une aristocratie ultra-policée, qui demande à vivre en paix. Cette dégénérescence comble de joie nos socialistes parlementaires. Leur rôle serait nul s'ils avaient devant eux une bourgeoisie qui serait lancée avec énergie dans les voies du progrès capitaliste, qui regarderait comme une

honte la timidité et qui se flatterait de penser à ses intérêts de classe. Leur puissance est énorme en présence d'une bourgeoisie devenue à peu près aussi bête que la noblesse du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si l'abrutissement de la haute bourgeoisie continue à progresser d'une manière régulière, à l'allure qu'il a prise depuis quelques années, nos socialistes officiels peuvent raisonnablement espérer atteindre le but de leurs rêves et coucher dans des hôtels somptueux.

Deux accidents sont seuls capables, semble-t-il, d'arrêter ce mouvement : une grande guerre étrangère qui pourrait retremper les énergies et qui, en tout cas, amènerait sans doute au pouvoir des hommes ayant la volonté de gouverner<sup>5</sup> ; ou une grande extension de la violence prolétarienne qui ferait voir aux bourgeois la réalité révolutionnaire et les dégoûterait des platitudes humanitaires avec lesquelles Jaurès les endort. C'est en vue de ces deux grands dangers que celui-ci déploie toutes ses ressources d'orateur populaire : il faut maintenir la paix européenne à tout prix ; il faut mettre une limite aux violences prolétariennes.

Jaurès est persuadé que la France serait parfaitement heureuse le jour où les rédacteurs de son journal et ses commanditaires pourraient puiser librement dans la caisse du Trésor public ; c'est le cas de répéter un proverbe célèbre : « Quand Auguste avait bu, la Pologne était ivre. » Un tel gouvernement socialiste ruinerait sans doute le pays qui serait administré avec le même souci de l'ordre financier qu'a été administrée *L'Humanité* ; mais qu'importe l'avenir du pays pourvu que le nouveau régime procure du bon temps à quelques professeurs qui s'imaginent avoir inventé le socialisme et à quelques financiers dreyfusards !

Pour que la classe ouvrière pût accepter aussi cette *dictature de l'incapacité*, il faudrait qu'elle fût devenue aussi bête que la bourgeoisie et qu'elle eût perdu

---

5. Cf. G. SORU, *Insegnamenti sociali*, p. 388. L'hypothèse d'une grande guerre européenne semble peu vraisemblable à l'heure présente.

toute énergie révolutionnaire, en même temps que ses maîtres auraient perdu toute énergie capitaliste. Un tel avenir n'est pas impossible et l'on travaille avec ardeur à abrutir les ouvriers dans ce but. La Direction du travail et le Musée social s'appliquent de leur mieux à cette merveilleuse besogne d'éducation idéaliste, que l'on décore des noms les plus pompeux et que l'on présente comme une œuvre de civilisation du prolétariat. Les syndicalistes gênent beaucoup nos idéalistes professionnels et l'expérience montre qu'une grève suffit parfois à ruiner tout le *travail d'éducation* que les fabricants de paix sociale ont patiemment conduit durant plusieurs années.

Pour bien comprendre les conséquences du régime si singulier au milieu duquel nous vivons, il faut se reporter aux conceptions que se faisait Marx sur le passage du capitalisme au socialisme. Ces conceptions sont bien connues, mais il faut cependant y revenir continuellement, parce qu'elles sont souvent oubliées, ou tout au moins mal appréciées par les écrivains officiels du socialisme ; il est nécessaire d'y insister avec force chaque fois que l'on a à raisonner sur la transformation antimarxiste que subit le socialisme contemporain.

Suivant Marx, le capitaliste est entraîné, en raison des lois intimes de sa nature, dans une voie qui conduit le monde actuel aux portes du monde futur, avec l'extrême rigueur que comporte une évolution de la vie organique. Ce mouvement comprend une longue construction capitaliste et il se termine par une rapide destruction qui est l'œuvre du prolétariat. Le capitalisme crée l'héritage que recevra le socialisme, les hommes qui supprimeront le régime actuel et les moyens de produire cette destruction ; en même temps que cette destruction s'opère la conservation des résultats acquis dans la production <sup>6</sup>. Le capitalisme engendre les nouvelles

---

6. Cette notion de la *conservation révolutionnaire* est très importante ; j'ai signalé quelque chose d'analogue dans le passage du judaïsme au christianisme (*Le Système historique de Renan*, p. 72-73, 171-172, 467).

manières de travailler ; il jette la classe ouvrière dans des organisations de révolte par la compression qu'il exerce sur le salaire ; il restreint sa propre base politique par la concurrence qui élimine constamment des chefs d'industrie. Ainsi, après avoir résolu le grand problème de l'organisation du travail, en vue duquel les utopistes avaient présenté tant d'hypothèses naïves ou stupides, le capitalisme provoque la naissance de la cause qui le renversera — ce qui rend inutile tout ce que les utopistes avaient écrit pour amener les gens éclairés à faire des réformes — et il ruine progressivement l'ordre traditionnel, contre lequel les critiques des idéologues s'étaient montrées d'une si déplorable insuffisance. On pourrait donc dire que le capitalisme joue un rôle analogue à celui que Hartmann attribue à l'*inconscient* dans la nature, puisqu'il prépare l'avènement de formes sociales qu'il ne cherche pas à produire. Sans plan d'ensemble, sans aucune idée directrice, sans idéal d'un monde futur, il détermine une évolution parfaitement sûre ; il tire du présent tout ce qu'il peut donner pour le développement historique ; il fait tout ce qu'il faut pour qu'une ère nouvelle puisse apparaître, d'une manière presque mécanique, et qu'elle puisse rompre tout lien avec l'idéologie des temps actuels, malgré la conservation des acquisitions de l'économie capitaliste <sup>7</sup>.

Les socialistes doivent donc cesser de chercher (à la suite des utopistes) les moyens d'amener la bourgeoisie éclairée à préparer le *passage à un droit supérieur* ; leur seule fonction consiste à s'occuper du prolétariat pour lui expliquer la grandeur du rôle révolutionnaire qui lui incombe. Il faut, par une critique incessante, l'amener à perfectionner ses organisations ; il faut lui indiquer comment il peut développer des formations embryonnaires qui apparaissent dans ses sociétés de résistance, en vue d'arriver à construire des institutions qui n'ont point de modèle dans l'histoire de la bourgeoisie, en vue de se former des idées qui dépendent uniquement de sa

---

7. Cf. ce que j'ai dit sur la transformation que Marx a apportée dans le socialisme (*Insegnamenti sociali*, p. 179-186).

situation de producteur de grande industrie et qui n'empruntent rien à la pensée bourgeoise, et en vue d'acquérir des *mœurs* de liberté que la bourgeoisie ne connaît plus aujourd'hui.

Cette doctrine est évidemment en défaut si la bourgeoisie et le prolétariat ne dressent pas l'une contre l'autre, avec toute la rigueur dont ils sont susceptibles, les puissances dont ils disposent ; plus la bourgeoisie sera ardemment capitaliste, plus le prolétariat sera plein d'un esprit de guerre et confiant dans la force révolutionnaire, plus le mouvement sera assuré.

La bourgeoisie que Marx avait connue en Angleterre était encore, pour l'immense majorité, animée de cet esprit conquérant, insatiable et impitoyable, qui avait caractérisé, au début des temps modernes, les créateurs de nouvelle industrie et les aventuriers lancés à la découverte de terres inconnues. Il faut toujours, quand on étudie l'économie moderne, avoir présent à l'esprit ce rapprochement du type capitaliste et du type guerrier ; c'est avec une grande raison que l'on a nommé *capitaines d'industrie* les hommes qui ont dirigé de gigantesques entreprises. On trouve encore aujourd'hui ce type dans toute sa pureté aux Etats-Unis : là se rencontrent l'énergie indomptable, l'audace fondée sur une juste appréciation de sa force, le froid calcul des intérêts, qui sont les qualités des grands généraux et des grands capitalistes<sup>8</sup>. D'après Paul de Rousiers, tout Américain se sentirait capable d'« essayer sa chance » (*to try his luck*) sur le champ de bataille des affaires<sup>9</sup>, en sorte que l'esprit général du pays serait en pleine harmonie avec celui des milliardaires ; nos hommes de lettres sont fort surpris de voir ceux-ci se condamner à mener jusqu'à la fin de leurs jours une existence de galériens sans songer

---

8. Je reviendrai sur cette assimilation au chapitre VII, III.

9. P. DE ROUSIERS, *La Vie américaine. L'éducation et la société*, p. 19. « Les pères de famille donnent peu de conseils à leurs enfants et les laissent apprendre leur leçon eux-mêmes, comme on dit là-bas » (p. 14). « Non seulement [l'Américain] veut être indépendant, mais il veut être puissant » (*La Vie américaine. Ranches, fermes et usines*, p. 6).



à se donner une vie de gentilshommes, comme le font les Rothschild.

Dans une société aussi enfiévrée par la passion du succès à obtenir dans la concurrence, tous les acteurs marchent droit devant eux comme de véritables automates, sans se préoccuper des grandes idées des sociologues ; ils sont soumis à des forces très simples, et nul d'entre eux ne songe à se soustraire aux conditions de son état. C'est alors seulement que le développement du capitalisme se poursuit avec cette rigueur qui avait tant frappé Marx et qui lui semblait comparable à celle d'une loi naturelle. Si, au contraire, les bourgeois, égarés par les *blagues* des prédicateurs de morale ou de sociologie, reviennent à un *idéal de médiocrité conservatrice*, cherchent à corriger les *abus* de l'économie et veulent rompre avec la barbarie de leurs anciens, alors une partie des forces qui devaient produire la tendance du capitalisme est employée à l'enrayer, du hasard s'introduit et l'avenir du monde est complètement indéterminé.

Cette indétermination augmente encore si le prolétariat se convertit à la paix socialiste en même temps que ses maîtres — ou même simplement s'il considère toutes choses sous un aspect corporatif —, tandis que le socialisme donne à toutes les contestations économiques une couleur générale et révolutionnaire.

Les conservateurs ne se trompent point lorsqu'ils voient dans les compromis donnant lieu à des contrats collectifs et dans le particularisme corporatif des moyens propres à éviter la révolution marxiste<sup>10</sup> ; mais d'un danger ils tombent dans un autre et ils s'exposent à être dévorés par le socialisme parlementaire<sup>11</sup>. Jaurès

---

10. On parle constamment aujourd'hui d'organiser le travail ; cela veut dire utiliser l'esprit corporatif en le soumettant à la direction des *gens très sérieux* et affranchissant les ouvriers du joug des *sophistes*. Les gens très sérieux sont de Mun, Charles Benoist (l'amusant spécialiste des lois constitutionnelles), Arthur Fontaine et la bande des abbés démocrates... et enfin Gabriel Hanotaux !

11. Vilfredo Pareto raille les naïfs bourgeois qui sont heureux de ne plus être menacés par les marxistes intransigeants et de tomber sous la coupe des marxistes transigeants (*Les Systèmes socialistes*, t. II, p. 453).



est aussi enthousiaste que les cléricaux des mesures qui éloignent les classes ouvrières de la révolution marxiste ; je crois qu'il comprend mieux qu'eux ce que peut produire la paix sociale ; il fonde ses propres espérances sur la ruine simultanée de l'esprit capitaliste et de l'esprit révolutionnaire.

On objecte aux gens qui défendent la conception marxiste qu'il leur est impossible d'empêcher le double mouvement de dégénérescence qui entraîne bourgeoisie et prolétariat loin des routes que la théorie de Marx leur avait assignées. Sans doute ils peuvent agir sur les classes ouvrières, et on ne conteste guère que les violences des grèves ne soient de nature à entretenir l'esprit révolutionnaire ; mais comment peuvent-ils espérer rendre à la bourgeoisie une ardeur qui s'éteint ?

C'est ici que le rôle de la violence nous apparaît comme singulièrement grand dans l'histoire ; car elle peut opérer d'une manière indirecte sur les bourgeois, pour les rappeler au sentiment de leur classe. Bien des fois on a signalé le danger de certaines violences qui avaient compromis d'*admirables œuvres sociales*, écœurés les patrons disposés à faire le bonheur de leurs ouvriers et développé l'égoïsme là où régnaient autrefois les plus nobles sentiments.

Payer d'une *noire ingratitude* la *bienveillance* de ceux qui veulent protéger les travailleurs <sup>12</sup>, opposer l'injure aux homélies des défenseurs de la fraternité humaine et répondre par des coups aux avances des propagateurs de paix sociale, cela n'est pas assurément conforme aux règles du socialisme mondain de monsieur et de madame Georges Renard <sup>13</sup>, mais c'est un procédé très pratique pour signifier aux bourgeois qu'ils doivent s'occuper de leurs affaires et seulement de cela.

---

12. Cf. G. SOREL, *Insegnamenti sociali*, p. 53.

13. Mme G. Renard a publié dans *La Suisse* du 26 juillet 1900 un article plein de hautes considérations sociologiques sur une fête ouvrière donnée par Millerand (LÉON DE SEILHAC, *Le Monde socialiste*, p. 307-309). Son mari a résolu la grave question de savoir qui boira le clos-vougeot dans la société future (G. RENARD, *Le Régime socialiste*, p. 175).

Je crois très utile aussi de rosser les orateurs de la démocratie et les représentants du gouvernement, afin que nul ne conserve d'illusions sur le caractère des violences. Celles-ci ne peuvent avoir de valeur historique que si elles sont l'*expression brutale et claire de la lutte de classe* : il ne faut pas que la bourgeoisie puisse s'imaginer qu'avec de l'habileté, de la science sociale ou de grands sentiments elle pourrait trouver meilleur accueil auprès du prolétariat.

Le jour où les patrons s'apercevront qu'ils n'ont rien à gagner par les œuvres de paix sociale ou par la démocratie, ils comprendront qu'ils ont été mal conseillés par les gens qui les ont persuadés d'abandonner leur métier de créateurs de forces productives pour la noble profession d'éducateurs du prolétariat. Alors il y a quelque chance pour qu'ils retrouvent une partie de leur énergie et que l'économie modérée ou conservatrice leur apparaisse aussi absurde qu'elle apparaissait à Marx. En tout cas, la séparation des classes étant mieux accusée, le mouvement aura des chances de se produire avec plus de régularité qu'aujourd'hui.

Les deux classes antagonistes agissent donc l'une sur l'autre, d'une manière en partie indirecte, mais décisive. Le capitalisme pousse le prolétariat à la révolte parce que, dans la vie journalière, les patrons usent de leur force dans un sens contraire au désir de leurs ouvriers ; mais cette révolte ne détermine pas entièrement l'avenir du prolétariat ; celui-ci s'organise sous l'influence d'autres causes et le socialisme, lui inculquant l'idée révolutionnaire, le prépare à supprimer la classe ennemie. La force capitaliste est à la base de tout ce processus, et elle agit d'une manière impérieuse<sup>14</sup>. Marx sup-

---

14. Dans un article écrit en septembre 1851 (le premier de la série publiée sous le titre : « Révolution et Contre-révolution »), Marx établit le parallélisme suivant entre les développements de la bourgeoisie et du prolétariat : à une bourgeoisie nombreuse, riche, concentrée et puissante, correspond un prolétariat nombreux, fort, concentré et intelligent. Il semble ainsi penser que l'intelligence du prolétariat dépend des conditions historiques qui assurent la puissance à la bour-

posait que la bourgeoisie n'avait pas besoin d'être excitée à employer la force ; nous sommes en présence d'un fait nouveau et fort imprévu : une bourgeoisie qui cherche à atténuer sa force. Faut-il croire que la conception marxiste est morte ? Nullement, car la violence prolétarienne entre en scène en même temps que la paix sociale prétend apaiser les conflits ; la violence prolétarienne enferme les patrons dans leur rôle de producteurs et tend à restaurer la structure des classes au fur et à mesure que celles-ci semblaient se mêler dans un marais démocratique.

Non seulement la violence prolétarienne peut assurer la révolution future, mais encore elle semble être le seul moyen dont disposent les nations européennes, abruties par l'humanitarisme, pour retrouver leur ancienne énergie. Cette violence force le capitalisme à se préoccuper uniquement de son rôle matériel et tend à lui rendre les qualités belliqueuses qu'il possédait autrefois. Une classe ouvrière grandissante et solidement organisée peut forcer la classe capitaliste à demeurer ardente dans la lutte industrielle ; en face d'une bourgeoisie affamée de conquêtes et riche, si un prolétariat uni et révolutionnaire se dresse, la société capitaliste atteindra sa perfection historique.

Ainsi la violence prolétarienne est devenue un facteur essentiel du marxisme. Ajoutons, encore une fois, qu'elle aura pour effet, si elle est conduite convenablement, de supprimer le socialisme parlementaire, qui ne pourra plus passer pour le maître des classes ouvrières et le gardien de l'ordre.

---

geoisie dans la société. Il dit encore que les vrais caractères de la lutte de classe n'existent que dans les pays où la bourgeoisie a refondu le gouvernement conformément à ses besoins.

## 12. Apologie de la violence\*

*Sorel explique les idées développées dans Réflexions sur la violence et pourquoi il a choisi d'analyser le rôle de la violence dans les luttes sociales. Pendant les grèves, le prolétariat doit établir et prouver sa volonté de combattre le patronat et l'Etat.*

Les hommes qui adressent au peuple des paroles révolutionnaires sont tenus de se soumettre à de sévères obligations de sincérité, parce que les ouvriers entendent ces paroles dans le sens exact que leur donne la langue et ne se livrent point à une interprétation symbolique. Lorsqu'en 1905 je me suis hasardé à écrire, d'une manière un peu approfondie, sur la violence prolétarienne, je me rendais parfaitement compte de la grave responsabilité que j'assumais en tentant de montrer le rôle historique d'actes que nos socialistes parlementaires cherchent à dissimuler avec tant d'art. Aujourd'hui, je n'hésite pas à déclarer que le socialisme ne saurait subsister sans une apologie de la violence.

C'est dans les grèves que le prolétariat affirme son existence. Je ne puis me résoudre à voir dans les grèves quelque chose d'analogue à une rupture temporaire de relations commerciales qui se produirait entre un épicier et son fournisseur de pruneaux parce qu'ils ne pourraient s'entendre sur les prix. La grève est un phénomène de guerre ; c'est donc commettre un gros men-

---

\* « Apologie de la violence », *Le Matin*, 18 mai 1908 dans *Réflexions sur la violence*, p. 371-374.

songe de dire que la violence est un accident appelé à disparaître des grèves.

La révolution sociale est une extension de cette guerre dont chaque grande grève constitue un épisode ; c'est pourquoi les syndicalistes parlent de cette révolution en langage de grèves ; le socialisme se réduit pour eux à l'idée, à l'attente, à la préparation de la grève générale, qui, semblable à la bataille napoléonienne, supprimerait tout un régime condamné.

Une telle conception ne comporte aucune de ces exégèses subtiles dans lesquelles excelle Jaurès. Il s'agit d'un bouleversement au cours duquel patrons et Etat seraient mis dehors par les producteurs organisés. Nos intellectuels, qui espèrent obtenir de la démocratie les premières places, seraient renvoyés à leur littérature ; les socialistes parlementaires, qui trouvent dans l'organisation créée par la bourgeoisie les moyens d'exercer une certaine part de pouvoir, deviendraient inutiles.

Le rapprochement qui s'établit entre les grèves violentes et la guerre est fécond en conséquences. Nul ne doute (sauf d'Estournelles de Constant) que la guerre n'ait fourni aux républiques antiques les idées qui forment l'ornement de notre culture moderne. La guerre sociale, à laquelle le prolétariat ne cesse de se préparer dans les syndicats, peut engendrer les éléments d'une civilisation nouvelle, propre à un peuple de producteurs. Je ne cesse d'appeler l'attention de mes jeunes amis sur les problèmes que présente le socialisme considéré au point de vue d'une civilisation de producteurs ; je constate qu'il s'élabore aujourd'hui une philosophie suivant ce plan qu'on soupçonnait à peine il y a quelques années ; cette philosophie est étroitement liée à l'apologie de la violence.

Je n'ai jamais eu pour la *haine créatrice* l'admiration que lui a vouée Jaurès ; je ne ressens point pour les guillotineurs les mêmes indulgences que lui ; j'ai horreur de toute mesure qui frappe le vaincu sous un déguisement judiciaire. La guerre faite au grand jour, sans aucune atténuation hypocrite, en vue de la ruine d'un ennemi irréconciliable, exclut toutes les abominations qui ont

déshonoré la révolution bourgeoise du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'apologie de la violence est ici particulièrement facile.

Il ne servirait pas à grand-chose d'expliquer aux pauvres qu'ils ont tort de ressentir contre leurs maîtres des sentiments de jalousie et de vengeance ; ces sentiments sont trop dominateurs pour qu'ils puissent être comprimés par des exhortations ; c'est sur leur généralité que la démocratie fonde surtout sa force. La guerre sociale, en faisant appel à l'honneur qui se développe si naturellement dans toute armée organisée, peut éliminer les vilains sentiments contre lesquels la morale serait demeurée impuissante. Quand il n'y aurait que cette raison pour attribuer au syndicalisme révolutionnaire une haute valeur civilisatrice, cette raison me paraîtrait bien décisive en faveur des apologistes de la violence.

L'idée de la grève générale, engendrée par la pratique des grèves violentes, comporte la conception d'un bouleversement irréformable. Il y a là quelque chose d'effrayant — qui apparaîtra d'autant plus effrayant que la violence aura pris une plus grande place dans l'esprit des prolétaires. Mais, en entreprenant une œuvre grave, redoutable et sublime, les socialistes s'élèvent au-dessus de notre société légère et se rendent dignes d'enseigner au monde les voies nouvelles.

On pourrait comparer les socialistes parlementaires aux fonctionnaires dont Napoléon avait formé une noblesse et qui travaillaient à renforcer l'Etat légué par l'Ancien Régime. Le syndicalisme révolutionnaire correspondrait assez bien aux armées napoléoniennes, dont les soldats accomplirent tant de prouesses, tout en sachant qu'ils demeureraient pauvres. Qu'est-il demeuré de l'Empire ? Rien que l'épopée de la Grande Armée ; ce qui demeurera du mouvement socialiste actuel, ce sera l'épopée des grèves.



## 13. La grève prolétarienne\*

*Sorel démontre que le principe de grève générale est essentiel dans le marxisme et que celle-ci est le point culminant logique de la lutte de classe. Par contre, les idées des socialistes réformistes, comme Jaurès, représentent une contradiction par rapport aux principes de base du marxisme.*

A. Tout d'abord, je vais parler de la lutte de classe, qui est le point de départ de toute réflexion socialiste et qui a tant besoin d'être élucidée depuis que des sophistes s'efforcent d'en donner une idée fausse.

1. Marx parle de la société comme si elle était coupée en deux groupes foncièrement antagonistes ; cette thèse dichotomique a été souvent combattue au nom de l'observation, et il est certain qu'il faut un certain effort de l'esprit pour la trouver vérifiée dans les phénomènes de la vie commune.

La marche de l'atelier capitaliste fournit une première approximation, et le travail aux pièces joue un rôle essentiel dans la formation de l'idée de classe ; il met en effet en lumière une opposition très nette d'intérêts se manifestant sur le prix des objets<sup>1</sup> : les travailleurs se

---

\* « La Grève prolétarienne », dans *Réflexions sur la violence*, p. 160-172.

1. Je ne sais pas si les *savants* ont toujours bien compris le rôle du travail aux pièces : il est évident que la fameuse formule « le producteur devrait pouvoir racheter son produit » provient de réflexions faites sur le travail aux pièces.

sentent dominés par les patrons d'une manière analogue à celle dont se sentent dominés les paysans par les marchands et les prêteurs d'argents urbains ; l'histoire montre qu'il n'y a guère d'opposition économique plus clairement sentie que celle-ci ; campagnes et villes forment deux pays ennemis depuis qu'il y a une civilisation<sup>2</sup>. Le travail aux pièces montre aussi que dans le monde des salariés il y a un groupe d'hommes un peu analogue à des marchands de détail, ayant la confiance du patron et qui n'appartiennent pas au monde du prolétariat.

La grève apporte une clarté nouvelle ; elle sépare, mieux que les circonstances journalières de la vie, les intérêts et les manières de penser des deux groupes de salariés ; il devient alors clair que le groupe administratif aurait une tendance naturelle à constituer une petite aristocratie ; c'est pour ces gens que le socialisme d'Etat serait avantageux, parce qu'ils s'élèveraient d'un cran dans la hiérarchie sociale.

Mais toutes les oppositions prennent un caractère de netteté extraordinaire quand on suppose les conflits grossis jusqu'au point de la grève générale ; alors toutes les parties de la structure économique-juridique, en tant que celle-ci est regardée du point de vue de la lutte de classe, sont portées à leur perfection ; la société est bien divisée en deux camps, et seulement en deux, sur un champ de bataille. Aucune explication philosophique des faits observés dans la pratique ne pourrait fournir d'aussi vives lumières que le tableau si simple que l'évocation de la grève générale met devant les yeux.

2. On ne saurait concevoir la disparition du commandement capitaliste si l'on ne supposait l'existence d'un ardent sentiment de révolte qui ne cesse de dominer l'âme ouvrière ; mais l'expérience montre que, très souvent, les révoltes d'un jour sont bien loin d'avoir le ton qui est véritablement spécifique du socialisme ; les colè-

---

2. « On peut dire que l'histoire économique de la société roule sur cette antithèse » de la ville et de la campagne (*Le Capital*, t. I, p. 152, col. 1).

res les plus violentes ont dépendu plus d'une fois de passions qui pouvaient trouver satisfaction dans le monde bourgeois ; on voit beaucoup de révolutionnaires abandonner leur ancienne intransigeance lorsqu'ils rencontrent une voie favorable<sup>3</sup>. Ce ne sont pas seulement les satisfactions d'ordre matériel qui produisent ces fréquentes et scandaleuses conversions ; l'amour-propre est, encore plus que l'argent, le grand moteur du passage de la révolte à la bourgeoisie. Cela serait peu de chose s'il ne s'agissait que de personnages exceptionnels ; mais on a souvent soutenu que la psychologie des masses ouvrières est si facilement adaptable à l'ordre capitaliste que la paix sociale serait rapidement obtenue pour peu que les patrons voulussent bien y mettre un peu du leur.

G. Le Bon prétend qu'on se trompe beaucoup lorsqu'on croit aux instincts révolutionnaires des foules, que leurs tendances sont conservatrices, que toute la puissance du socialisme provient de l'état mental, passablement détraqué, de la bourgeoisie ; il est persuadé que les masses iront toujours à un César<sup>4</sup>. Il y a beaucoup de vrai dans ces jugements qui sont fondés sur une connaissance très étendue des civilisations ; mais il faut ajouter un correctif aux thèses de G. Le Bon : ces thèses ne valent que pour des sociétés dans lesquelles manque la notion de lutte de classe.

L'observation montre que cette notion se maintient avec une force indestructible dans tous les milieux qui sont atteints par l'idée de grève générale : plus de paix sociale possible, plus de routine résignée, plus d'enthousiasme.

---

3. On se rappelle que l'éruption de la Martinique a fait périr un gouverneur qui, en 1879, avait été un des protagonistes du congrès socialiste de Marseille. La Commune elle-même n'a pas été funeste à tous ses partisans ; plusieurs ont eu d'assez belles carrières ; l'ambassadeur de la France à Rome s'était distingué en 1871 parmi ceux qui avaient demandé la mort des otages.

4. G. LE BON, *Psychologie du socialisme*, 3<sup>e</sup> éd., p. 111 et 457-459. L'auteur, traité il y a quelques années d'imbécile par les petits matamores du socialisme universitaire, est l'un des physiciens les plus originaux de notre temps.

siasme pour des maîtres bienfaisants ou glorieux, le jour où les plus minimes incidents de la vie journalière deviennent des symptômes de l'état de lutte entre les classes, où tout conflit est un incident de guerre sociale, où toute grève engendre la perspective d'une catastrophe totale. L'idée de grève générale est à ce point motrice qu'elle entraîne dans le sillage révolutionnaire tout ce qu'elle touche. Grâce à elle, le socialisme reste toujours jeune, les tentatives faites pour réaliser la paix sociale semblent enfantines, les désertions de camarades qui s'embourgeoisent, loin de décourager les masses, les excitent davantage à la révolte, en un mot, la scission n'est jamais en danger de disparaître.

3. Les succès qu'obtiennent les politiciens dans leurs tentatives destinées à faire sentir ce qu'ils nomment l'influence prolétarienne dans les institutions bourgeoises constituent un très grand obstacle au maintien de la notion de lutte de classe. Le monde a toujours vécu de transactions entre les partis et l'ordre a toujours été provisoire ; il n'y a pas de changement, si considérable qu'il soit, qui puisse être regardé comme impossible dans un temps comme le nôtre, qui a vu tant de nouveautés s'introduire d'une manière imprévue. C'est par des compromis successifs que s'est réalisé le progrès moderne ; pourquoi ne pas poursuivre les fins du socialisme par des procédés qui ont si bien réussi ? On peut imaginer beaucoup de moyens propres à donner satisfaction aux désirs les plus pressants des classes malheureuses. Pendant longtemps ces projets d'amélioration furent inspirés par un esprit conservateur, féodal ou catholique ; on voulait, disaient les inventeurs, arracher les masses à l'influence des radicaux. Ceux-ci, menacés dans leurs situations, moins par leurs anciens ennemis que par les politiciens socialistes, imaginent aujourd'hui des projets pourvus de couleurs progressives, démocratiques, libres-penseuses. On commence enfin à nous menacer de compromis socialistes !

On ne prend pas toujours garde à ce que beaucoup d'organisations politiques, de systèmes d'administration

et de régimes financiers peuvent se concilier avec la domination d'une bourgeoisie. Il ne faut pas toujours attacher grande valeur à des attaques violentes formulées contre la bourgeoisie ; elles peuvent être motivées par le désir de réformer le capitalisme et de le perfectionner <sup>5</sup>. Il semble qu'il y ait aujourd'hui pas mal de gens qui sacrifieraient volontiers l'héritage, comme les saint-simoniens, tout en étant fort loin de désirer la disparition du régime capitaliste <sup>6</sup>.

La grève générale supprime toutes les conséquences idéologiques de toute politique sociale possible ; ses partisans regardent les réformes, même les plus populaires, comme ayant un caractère bourgeois ; rien ne peut atténuer pour eux l'opposition fondamentale de la lutte de classe. Plus la politique des réformes sociales deviendra prépondérante, plus le socialisme éprouvera le besoin d'opposer au tableau du progrès qu'elle s'efforce de réaliser le tableau de la catastrophe totale que la grève générale fournit d'une manière vraiment parfaite.

B. Examinons maintenant divers aspects très essentiels de la révolution marxiste en les rapprochant de la grève générale.

1. Marx dit que le prolétariat se présentera, au jour de la révolution, discipliné, uni, organisé par le mécanisme même de la production. Cette formule si concentrée ne serait pas bien claire si nous ne la rapprochions du contexte ; d'après Marx, la classe ouvrière sent peser

---

5. Je connais par exemple un catholique fort éclairé qui manifeste avec une singulière acrimonie son mépris pour la bourgeoisie française ; mais son idéal est l'américanisme, c'est-à-dire un capitalisme très jeune et très actif.

6. P. de Rousiers a été très frappé de voir aux Etats-Unis comment des pères riches forcent leurs fils à gagner leur vie ; il a rencontré souvent « des Français profondément choqués de ce qu'ils appellent l'égoïsme des pères américains. Il leur semble révoltant qu'un homme riche laisse son fils gagner sa vie, qu'il ne l'établisse pas » (*La Vie américaine. L'éducation et la société*, p. 9).



sur elle un régime dans lequel « s'accroît la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation » et contre lequel elle organise une résistance toujours croissante, jusqu'au jour où toute la structure sociale s'effondre <sup>7</sup>. Maintes fois on a contesté l'exactitude de cette description fameuse qui semble beaucoup mieux convenir aux temps du *Manifeste* (1847) qu'aux temps du *Capital* (1867) ; mais cette objection ne doit pas nous arrêter et elle doit être écartée au moyen de la théorie des mythes. Les divers termes que Marx emploie pour dépeindre la préparation au combat décisif ne doivent pas être pris pour des constatations matérielles, directes et déterminées dans le temps ; c'est l'ensemble seul qui doit nous frapper, et cet ensemble est parfaitement clair : Marx entend nous faire comprendre que toute la préparation du prolétariat dépend uniquement de l'organisation d'une résistance obstinée, croissante et passionnée contre l'ordre de choses existant.

Cette thèse est d'une importance suprême pour la saine intelligence du marxisme ; mais elle a été souvent contestée, sinon en théorie, du moins en pratique ; on a soutenu que le prolétariat devait se préparer à son rôle futur par d'autres voies que celles du syndicalisme révolutionnaire. C'est ainsi que les docteurs de la coopération soutiennent qu'il faut accorder à leur recette une place notable dans l'œuvre d'affranchissement ; les démocrates disent qu'il est essentiel de supprimer tous les préjugés qui proviennent de l'ancienne influence catholique, etc. Beaucoup de révolutionnaires croient que, si utile que puisse être le syndicalisme, il ne saurait suffire à organiser une société qui a besoin d'une philosophie, d'un droit nouveau, etc. ; comme la division du travail est une loi fondamentale du monde, le socialisme ne doit pas rougir de s'adresser aux spécialistes qui ne manquent point en matière de philosophie et de droit. Jaurès ne cesse de répéter ces balivernes. Cet *élargissement* du socialisme est contraire à la théorie marxiste

---

<sup>7</sup>. *Le Capital*, t. I, p. 342, col. 1.



aussi bien qu'à la conception de la grève générale ; mais il est évident que la grève générale commande la pensée d'une manière infiniment plus claire que toutes les formules.

2. J'ai appelé l'attention sur le danger que présentent pour l'avenir d'une civilisation les révolutions qui se produisent dans une ère de déchéance économique ; tous les marxistes ne semblent pas s'être bien rendu compte de la pensée de Marx sur ce point. Celui-ci croyait que la grande catastrophe serait précédée d'une crise économique énorme ; mais il ne faut pas confondre les crises dont Marx s'occupe avec une déchéance ; les crises lui apparaissaient comme le résultat d'une aventure trop hasardeuse de la production qui a créé des forces productives hors de proportion avec les moyens régulateurs dont dispose automatiquement le capitalisme de l'époque. Une telle aventure suppose que l'on a vu l'avenir ouvert aux plus puissantes entreprises et que la notion du progrès économique a été tout à fait prépondérante à une telle époque. Pour que les classes moyennes, qui peuvent trouver encore des conditions d'existence passables dans le régime capitaliste, puissent se joindre au prolétariat, il faut que la production future soit capable de leur apparaître aussi brillante qu'apparut autrefois la conquête de l'Amérique aux paysans anglais qui quittèrent la vieille Europe pour se lancer dans une vie d'aventures.

La grève générale conduit aux mêmes considérations. Les ouvriers sont habitués à voir réussir leurs révoltes contre les nécessités imposées par le capitalisme durant les époques de prospérité ; en sorte qu'on peut dire que le seul fait d'identifier révolution et grève générale éloigne toute pensée de concevoir qu'une transformation essentielle du monde puisse résulter de la décadence économique. Les ouvriers se rendent également bien compte que les paysans et les artisans ne marcheront avec eux que si l'avenir paraît tellement beau que l'industrie soit en état d'améliorer non seulement le sort

de ses producteurs, mais encore celui de tout le monde <sup>8</sup>.

Il est très important de mettre toujours en relief ce caractère de haute prospérité que doit posséder l'industrie pour permettre la réalisation du socialisme ; car l'expérience nous montre que c'est en cherchant à combattre le progrès du capitalisme et à sauver les moyens d'existence des classes en voie de décadence que les prophètes de la paix sociale cherchent surtout à capter la faveur populaire. Il faut présenter d'une manière saisissante les liens qui rattachent la révolution au progrès constant et rapide de l'industrie <sup>9</sup>.

3. On ne saurait trop insister sur ce fait que le marxisme condamne toute hypothèse construite par les utopistes sur l'avenir. Le professeur Brentano, de Munich, a raconté qu'en 1869 Marx écrivait à son ami Beesly (qui avait publié un article sur l'avenir de la classe ouvrière) qu'il l'avait tenu jusque-là pour le seul Anglais réactionnaire et qu'il le tenait désormais pour un révolutionnaire — car, disait-il, « qui compose un programme pour l'avenir est un réactionnaire <sup>10</sup> ». Il estimait que le prolétariat n'avait point à suivre les

---

8. Il n'est pas difficile de reconnaître que les propagandistes sont amenés à revenir fréquemment sur cet aspect de la révolution sociale : celle-ci se produira quand les classes intermédiaires seront encore en vie, mais quand elles auront été écorchées par les farces de la paix sociale et quand il se trouvera des conditions de si grand progrès économique que l'avenir se colorera d'une manière favorable pour tout le monde.

9. Kautsky est souvent revenu sur cette idée qui était particulièrement chère à Engels.

10. Bernstein dit, à ce propos, que Brentano a pu exagérer un peu, mais que « le mot cité par lui ne s'éloigne pas beaucoup de la pensée de Marx » (*Le Mouvement socialiste*, 1<sup>er</sup> septembre 1899, p. 270). Avec quoi peuvent se faire les utopies ? Avec du passé et souvent avec du passé fort reculé ; c'est probablement pour cela que Marx traitait Beesly de *réactionnaire* alors que tout le monde s'étonnait de sa hardiesse révolutionnaire. Les catholiques ne sont pas les seuls à être hypnotisés par le Moyen Age, et Yves Guyot s'amuse du « troubadourisme collectiviste » de Lafargue (LAFARGUE et Y. GUYOT, *La Propriété*, p. 121-122).

leçons de doctes inventeurs de solutions sociales, mais à prendre tout simplement la suite du capitalisme. Pas besoin de programmes d'avenir ; les programmes sont réalisés déjà dans l'atelier. L'idée de la continuité technologique domine toute la pensée marxiste.

La pratique des grèves nous conduit à une conception identique à celle de Marx. Les ouvriers qui cessent de travailler ne viennent pas présenter aux patrons des projets de meilleure organisation du travail et ne leur offrent pas leur concours pour mieux diriger ses affaires ; en un mot, l'utopie n'a aucune place dans les conflits économiques. Jaurès et ses amis sentent fort bien qu'il y a là une terrible présomption contre leurs conceptions relatives à la manière de réaliser le socialisme : ils voudraient que dans la pratique des grèves s'introduisissent déjà des fragments de programmes industriels fabriqués par les doctes sociologues et acceptés par les ouvriers ; ils voudraient voir se produire ce qu'ils appellent le *parlementarisme industriel*, qui comporterait, tout comme le parlementarisme politique, des masses conduites et des rhéteurs qui leur imposent une direction. Ce serait l'apprentissage de leur socialisme menteur qui devrait commencer dès maintenant.

Avec la grève générale, toutes ces belles choses disparaissent ; la révolution apparaît comme une pure et simple révolte, et nulle place n'est réservée aux sociologues, aux gens du monde amis des réformes sociales, aux intellectuels qui ont embrassé la *profession de penser pour le prolétariat*.

C. Le socialisme a toujours effrayé, en raison de l'inconnu énorme qu'il renferme ; on sent qu'une transformation de ce genre ne permettrait pas un retour en arrière. Les utopistes ont employé tout leur art littéraire à essayer d'endormir les âmes par des tableaux si enchanteurs que toute crainte fût bannie ; mais plus ils accumulaient de belles promesses, plus les gens sérieux soupçonnaient des pièges — en quoi ils n'avaient pas complètement tort, car les utopistes eussent mené le

monde à des désastres, à la tyrannie et à la bêtise, si on les avait écoutés.

Marx avait au plus haut degré l'idée que la révolution sociale dont il parlait constituerait une *transformation irréformable* et qu'elle marquerait une séparation absolue entre deux ères de l'histoire ; il est revenu souvent sur ces points et Engels a essayé de faire comprendre, sous des images parfois grandioses, comment l'affranchissement économique serait le point de départ d'une ère n'ayant aucun rapport avec les temps antérieurs. Rejetant toute utopie, ces deux fondateurs renonçaient aux ressources que leurs prédécesseurs avaient possédées pour rendre moins redoutable la perspective d'une grande révolution ; mais, si fortes fussent les expressions qu'ils employaient, les effets qu'elles produisent sont encore bien inférieurs à ceux qui résultent de l'évocation de la grève générale. Avec cette construction, il devient impossible de ne pas voir qu'une sorte de flot irrésistible passera sur l'ancienne civilisation.

Il y a là quelque chose de vraiment effrayant ; mais je crois qu'il est très essentiel de maintenir très apparent ce caractère du socialisme, si l'on veut que celui-ci possède toute sa valeur éducative. Il faut que les socialistes soient persuadés que l'œuvre à laquelle ils se consacrent est une *œuvre grave, redoutable et sublime* ; c'est à cette condition seulement qu'ils pourront accepter les innombrables sacrifices que leur demande une propagande qui ne peut procurer ni honneurs, ni profits, ni même satisfactions intellectuelles immédiates. Quand l'idée de la grève générale n'aurait pour résultat que de rendre plus héroïque la notion socialiste, elle devrait, déjà par cela seul, être regardée comme ayant une valeur inappréciable.

Les rapprochements que je viens de faire entre le marxisme et la grève générale pourraient être encore étendus et approfondis ; si on les a négligés jusqu'ici, c'est que nous sommes beaucoup plus frappés par la forme des choses que par le fond ; il semblait difficile à nombre de personnes de bien saisir le parallélisme qui existe entre une philosophie issue de l'hégélianisme et

des constructions faites par des hommes qui ne possèdent point de culture supérieure. Marx avait pris en Allemagne le goût des formules très concentrées, et ces formules convenaient trop bien aux conditions au milieu desquelles il travaillait pour qu'il n'en fît pas un grand usage. Il n'avait pas sous les yeux de grandes et nombreuses expériences lui permettant de connaître dans le détail les moyens que le prolétariat peut employer pour se préparer à la révolution. Cette absence de connaissances expérimentales a beaucoup pesé sur la pensée de Marx ; il évitait d'employer des formules trop concrètes qui auraient eu l'inconvénient de donner une consécration à des institutions existantes qui lui semblaient médiocres ; il était donc heureux de pouvoir trouver dans les usages des écoles allemandes une habitude de langage abstrait qui lui permît d'éviter toute discussion sur le détail <sup>11</sup>.

Il n'y a peut-être pas de meilleure preuve à donner pour démontrer le génie de Marx que la remarquable concordance qui se trouve exister entre ses vues et la doctrine que le syndicalisme révolutionnaire construit aujourd'hui lentement, avec peine, en se tenant toujours sur le terrain de la pratique des grèves.

---

11. J'ai émis ailleurs l'hypothèse que peut-être Marx, dans l'avant-dernier chapitre du tome premier du *Capital*, a voulu établir une différence entre le processus du prolétariat et celui de la force bourgeoise. Il dit que la classe ouvrière est disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Il y a peut-être une indication d'une marche vers la liberté qui s'oppose à la marche vers l'automatisme qui sera signalée plus loin à propos de la force bourgeoise (*Saggi di critica*, p. 46-47).

## 14. Le progrès réel ou progrès technique\*

Les Illusions du progrès est une tentative pour expliquer le rationalisme du XVIII<sup>e</sup> siècle en tant que fondement de l'idéologie bourgeoise. L'idée du progrès lui-même est conditionnée par l'idéologie. Sorel emploie sa connaissance due à son expérience du métier d'ingénieur pour prouver combien le progrès technologique de l'industrie entraîne une croissance de « routine » dans le travail qui va à l'encontre d'un « réel progrès ». Les idéologues bourgeois dissimulent la réalité du travail dans l'industrie moderne en prétendant que les relations des différentes classes sociales sont de plus en plus harmonieuses.

On ne saurait abandonner ces questions sans signaler un caractère très remarquable que présente la société moderne et qui a semblé à beaucoup de personnes être en contradiction avec les principes de la lutte de classe.

Il y a dans le monde capitaliste un *progrès réel*, qui permet aux dirigeants de se donner du bon temps, mais qui, en même temps, est la condition nécessaire de la révolution socialiste. Ce progrès réel, qui porte sur la technique de la production, est également applaudi par les bourgeois, qui bénissent des occurrences de vie plus large, et par les socialistes qui le regardent comme une garantie d'une révolution pouvant supprimer les maîtres. C'est ainsi que les marxistes ont toujours dénoncé

---

\* « Le Progrès réel ou Progrès technique de la production », dans *Les Illusions du progrès*, Marcel Rivière, Paris, 1908 (éd. de 1911), p. 276-286.



comme des réactionnaires très dangereux les philanthropes qui, en vue d'éviter au peuple les souffrances provoquées par toute grande transformation économique, voudraient entraver par des règlements le progrès réel.

Les intellectuels ont beaucoup de peine à comprendre comment des possédants et des révolutionnaires peuvent s'entendre à ce point sur la valeur du progrès réel. Il leur semble que ce qui est avantageux aux premiers devrait être odieux aux seconds ; ils assimilent en effet tous les conflits historiques aux luttes des partis se disputant les avantages du pouvoir ; ce que l'un gagne est perdu par l'autre. Beaucoup pensent que l'admiration que manifestent nos contemporains pour le progrès réel pourrait bien témoigner en faveur d'une harmonie des intérêts ; toute la philosophie sociale se ramènerait à savoir si chaque groupe a profité autant qu'il le méritait. La véritable question, pour les révolutionnaires, est de juger les faits du présent par rapport à l'avenir qu'ils préparent ; c'est cette manière de penser que ne comprennent guère nos professionnels d'idéalisme.

Je ne crois pas que l'on ait encore approfondi d'une manière suffisante les conditions du progrès de la production pour qu'il soit possible de formuler des lois générales ; je vais me borner à indiquer des points de vue qui me semblent devoir être pris en considération.

A. Il faut d'abord s'occuper des formes des machines pour déterminer quelles sont les propriétés nouvelles que les praticiens leur demandent ; ce serait certainement la partie la plus aisée du travail à entreprendre. Voici quelques observations générales dont toute personne ayant quelque goût pour la mécanique pourra vérifier l'importance. Les constructeurs emploient des combinaisons de plus en plus géométriques<sup>1</sup> ; ils cherchent à obtenir des rotations très rapides et très voisines

---

1. La loi que donne Reuleaux (*Cinématique*, trad. franç., p. 243) est plus précise ; mais son énoncé ne peut être bien compris que de lecteurs familiers avec les idées de ce grand mécanicien.

du mouvement uniforme ; ils réduisent par de multiples artifices le rôle des résistances passives, non seulement pour économiser de la force, mais encore pour diminuer l'indétermination du mouvement<sup>2</sup>. Partout, on voudrait régler l'alimentation (soit en matières à travailler, soit en matières à consommer) d'une manière automatique, de façon à réaliser une marche très régulière. Lorsque des forces extérieures accidentelles viennent troubler le mouvement, on s'efforce d'obtenir des oscillations à longue période sur lesquelles de courtes perturbations n'ont qu'une influence réduite<sup>3</sup>.

B. On peut comparer les machines aux êtres vivants tels que les conçoit Bergson. La vie fabrique, suivant lui, des explosifs qui sont dépensés par le système sensori-moteur. « Que représentent ces explosifs, sinon un emmagasinage de l'énergie solaire, énergie dont la dégradation se trouve provisoirement suspendue en quelques-uns des points où elle se déverserait ? L'énergie utilisable que l'explosif recèle se dépensera au moment de l'explosion ; mais elle se fût dépensée plus tôt si un organisme ne s'était trouvé là pour en arrêter la dissipation, pour la retenir et l'additionner avec elle-même<sup>4</sup>. » Les moteurs hydrauliques sont mus par de l'eau qui eût gaspillé son énergie le long des parois du fleuve ; on accumule les économies de frottement sur la chute. De même, dans les moteurs à vapeur, la chaudière recueille une partie de la chaleur produite par la combustion de la houille, chaleur qui se fût perdue par rayonnement ou par mélange des gaz chauds avec

---

2. La réduction des forces passives rentre dans les phénomènes énumérés plus loin (B) ; mais, quand on réduit les frottements, on atténue aussi leurs variations.

3. Les chaudières des locomotives modernes sont perchées très haut, ce qui leur donne les mêmes qualités qu'aux grands navires ; les oscillations sont plus longues et les machines sont aussi plus stables, contrairement à ce qu'on a cru longtemps. Les savants semblent avoir eu beaucoup de peine à comprendre cela et avoir entravé le progrès en France.

4. BERGSON, *op. cit.*, p. 267-268.

l'atmosphère. Les machines sont donc des appareils placés sur des courants naturels ou artificiels de dissipation d'énergie<sup>5</sup> destinés à en retenir quelque chose et capables de dépenser pour le profit de l'homme ce qu'ils ont retenu.

Les ingénieurs modernes sont très attentifs aux dissipations d'énergie ; c'est pourquoi ils font de si grands efforts pour obtenir des moteurs très puissants et à marche très rapide, dans lesquels les pertes de refroidissement sont fort atténuées. D'une manière générale, on peut encore dire que dans toutes les industries qui emploient la chaleur il convient d'avoir des appareils de grande dimension, à débit très intensifié.

On peut rattacher au même ordre d'idées le captage des gaz que laissaient perdre autrefois les fours métallurgiques et leur utilisation pour le chauffage des chaudières.

Les questions relatives à la dissipation de l'énergie offrent un intérêt de premier ordre pour l'économiste. Les immenses installations actuelles ont en effet à ce point de vue une énorme supériorité sur les anciens établissements ; l'avantage de la machine à vapeur puissante frappa les esprits dès l'apparition de la grande industrie, et tous les progrès accomplis dans les arts chimiques ont encore mieux mis en évidence cette valeur de la quantité. Les auteurs (et surtout les auteurs socialistes) ont souvent oublié l'origine technique de cette valeur de la quantité ; ils ont ainsi attribué à toute entreprise étendue une supériorité qu'ils auraient bien de la peine à justifier scientifiquement. Il est très singulier que tant de prétendus marxistes aient raisonné sur les statistiques établissant la concentration industrielle sans remonter aux bases techniques de cette concentration.

C. Enfin il faudrait examiner quelle relation s'établit entre la machine et le travailleur ; cette partie de la

---

5. Le foyer de la machine à vapeur est un courant artificiel de dissipation d'énergie.

science industrielle est celle qui a été traitée toujours de la manière la plus superficielle. On a été surtout frappé de voir comment la dépense de force musculaire diminue au fur et à mesure que la mécanique se perfectionne : les uns s'applaudissent de la disparition d'une main-d'œuvre trop qualifiée et par suite trop chère ; d'autres célèbrent le triomphe de l'intelligence sur la matière et rêvent d'ateliers où le travail ressemblera à un jeu d'adresse. Ce sont là des pensées bourgeoises et, par suite, dénuées d'intérêt pour notre sujet. Je crois qu'il faudrait plutôt diriger les recherches sur les points suivants.

Tout d'abord, on doit signaler les sentiments d'affection qu'inspirent à tout travailleur vraiment qualifié les forces productives qui lui sont confiées. Ces sentiments ont été surtout observés dans la vie champêtre ; on a célébré l'amour du paysan pour son champ, sa vigne, sa grange, ses bœufs, ses abeilles ; on a généralement rattaché cet état d'esprit à la propriété ; mais il n'est pas difficile de reconnaître qu'il y a quelque chose de plus fondamental. Toutes les vertus que l'on attribue à la propriété seraient inintelligibles sans les vertus qui sont engendrées par une certaine manière de travailler.

Les phénomènes ruraux ont été très généralement mal compris parce que les philosophes sont presque tous des citadins qui ne se rendent pas compte de la place qui appartient à l'agriculture sur l'échelle des travaux. Il y a une agriculture grossière dans laquelle on chercherait vainement les vertus attribuées à la propriété ; mais il y en a une autre qui, pendant de longs siècles, a été fort supérieure au plus grand nombre des métiers urbains comme travail qualifié ; c'est celle-là que les poètes ont célébrée, parce qu'ils en apercevaient le caractère esthétique. La propriété semble avoir pour principal avantage de mettre le paysan à même de devenir artiste. L'importance de cette considération est très grande pour le socialisme.

L'atelier moderne est un champ d'expériences qui sollicite continuellement le travailleur à la recherche scien-

tifique. Un même but peut être atteint par diverses combinaisons et celles-ci sont toujours regardées comme provisoires ; il faut donc avoir continuellement l'œil ouvert sur les difficultés que présente la manière actuelle de produire. Ici encore nous devons faire appel à des constatations faites depuis longtemps sur l'agriculture : on a souvent signalé combien est observateur, raisonneur et curieux de nouveauté le vigneron, qui ressemble bien plutôt à l'ouvrier des ateliers progressifs qu'au laboureur ; il lui serait impossible de se contenter de la routine, car chaque année apporte un tribut de difficultés nouvelles ; dans les pays de grands crûs, le vigneron suit avec une attention minutieuse tous les épisodes de la vie de chaque plant.

L'éducation technique moderne devrait avoir pour but de donner à l'ouvrier industriel quelque chose de cet esprit : il s'agit bien moins de lui apprendre les services que rendent les machines que de le dresser à reconnaître les imperfections qu'elles présentent. Ce point de vue est entièrement opposé à celui que nous rencontrons chez les littérateurs qui vantent les merveilles du progrès réalisé sans comprendre les conditions sous lesquelles celui-ci s'est produit. La manière de voir des littérateurs a eu, tout naturellement, une grande influence sur les gens qui sont chargés de diriger l'enseignement ; et il semble que les écoles techniques soient beaucoup plus occupées d'enseigner la routine que d'éveiller un véritable esprit scientifique.

Nous sommes ainsi amenés à l'invention, qui est le grand ressort de toute l'industrie moderne. J'ai signalé, à la fin des *Réflexions sur la violence*, que l'art me paraît devoir être regardé comme étant une anticipation de la haute production, telle qu'elle tend à se manifester de plus en plus dans notre société. Je crois qu'il y aurait beaucoup de belles conséquences à tirer de cette thèse, qui concentre probablement à peu près tout ce qu'on



peut dire de vraiment intéressant sur l'esprit d'invention <sup>6</sup>.

La science s'est à peu près complètement émancipée de la direction que prétendaient lui imposer les gens de lettres ; ceux-ci peuvent encore s'imaginer qu'ils servent la cause de la science parce qu'ils se livrent à de bruyantes parades en l'honneur des découvertes modernes, mais leur boniment n'a presque plus d'auditeurs parmi les hommes qui sont au courant des travaux scientifiques. Il devient tous les jours plus clair que la science a pour objet de superposer à la nature un atelier idéal formé de mécanismes fonctionnant avec une rigueur mathématique, en vue d'imiter, avec une grande approximation, les changements qui se produisent dans les corps naturels ; de même que la physique expérimentale progresse seulement grâce au concours des constructeurs d'appareils, la physique mathématique semble appelée à demander de plus en plus à la cinématique des combinaisons pour les hypothèses dont elle a besoin. La science et les arts usuels se trouveront ainsi beaucoup plus rapprochés que ne le soupçonnaient les grands géomètres des derniers siècles <sup>7</sup>.

J'ai dit qu'on s'était fort peu occupé des relations qui existent entre le travailleur et la machine ; mais on a écrit prodigieusement sur les relations des bourgeois avec leurs affaires, leurs plaisirs et les organes sociaux qui protègent leurs intérêts. Les livres de psychologie collective, qui surabondent aujourd'hui, ne parlent pas d'autre chose. Cette littérature est très goûtée par nos contemporains, parce qu'ils la regardent comme une excellente préparation à l'élaboration d'une morale officielle, qui serait enseignée dans les écoles en vue d'assu-

---

6. L'art dont je parle est celui qui est fondé sur la pratique des artisans et non l'art enseigné dans nos écoles en vue de la satisfaction de la bourgeoisie moderne.

7. Cf. G. SOREL, *Préoccupations métaphysiques des physiciens modernes*, p. 48-54. La géométrie grecque a été sous l'influence de l'art des tailleurs de pierre, et sans ce rapprochement on ne comprendrait pas facilement ses principes.



rer le gouvernement du peuple par les intellectuels de toute catégorie.

On ne saurait manquer d'être extrêmement frappé de voir quelle place menue la philosophie actuelle accorde aux questions qui paraissent les plus graves à nos pères : la religion est traitée de la manière la plus superficielle et la morale se réduit à une éducation de la docilité, destinée à assurer l'ordre. Le dernier terme auquel soit parvenue la pensée bourgeoise est le *pragmatisme*<sup>8</sup> ; cette philosophie convient admirablement à tout parvenu qui veut se faire accepter dans un monde fort indulgent, grâce à sa souplesse, à son bavardage et au cynisme de son succès.

Plus je réfléchis à ces questions, plus je me persuade que le travail peut servir de base à une culture qui ne ferait pas regretter la civilisation bourgeoise. La guerre que le prolétariat doit conduire contre ses maîtres est propre, on le sait, à développer en lui des sentiments de sublime qui font aujourd'hui complètement défaut à la bourgeoisie. Celle-ci a emprunté beaucoup à une des aristocraties les plus corrompues qui aient existé ; les guides de sa conscience ne sont pas moins cyniques que les gens de lettres qui formaient ce que Rousseau nommait la *coterie holbachique*. Tous nos efforts devront tendre à empêcher que les idées bourgeoises ne viennent empoisonner la classe qui monte ; c'est pourquoi on ne saura jamais assez faire pour briser tout lien entre le peuple et la littérature du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>.

8. Aux Etats-Unis, le pragmatisme a dû se donner des allures plus décentes que celles qu'il a prises en Italie ; on a appelé *Manuel des menteurs* un des livres des pragmatistes italiens ; mais il semble que ceux-ci ont tiré à bon droit de la nouvelle philosophie ce qu'elle comportait de conséquences machiavéliques. Un professeur d'Université américaine a en effet écrit récemment que le pragmatisme est « un individualisme exagéré, autorisant toutes les lubies. Au nom de quoi, dit-il, limiterait-on les prétentions de n'importe quel désir ou besoin individuel ? ». Il compare ses destinées à celles de l'épicurisme qui, entre les mains d'Epicure, n'avait eu, à l'origine, rien d'offensant (SCHINZ, *L'Antipragmatisme*, p. 69-71).

9. Je ne saurais trop engager à lire les excellentes observations que mon livre a suggérées à Jean Bourdeau (*Entre deux servitudes*, p. 95-104) ; elles complètent heureusement les conclusions précédentes ; elles mettent en lumière la valeur que j'attache (comme Proudhon) à la pureté des mœurs et à la culture classique.

## 15. Péguy et le nationalisme d'avant-guerre\*

*Ce texte a permis aux détracteurs de Sorel de l'accuser, à tort, d'un virage à droite du fait de la publication de cet article dans L'Action française. En fait, ce n'est pas Sorel qui a donné son accord pour la publication de cet article dans le journal L'Action française, mais l'éditeur du journal italien La Voce. D'ailleurs, Sorel ne dit rien dans sa critique du Mystère de la charité de Jeanne d'Arc qui soutienne l'idée du changement de son orientation politique. Il voit en Péguy un « signe » d'une nouvelle forme de nationalisme en France, jugement confirmé par divers critiques après 1910.*

*Sorel fut en relation avec Péguy pendant plusieurs années, mais une rupture intervint causée par le mysticisme et le nationalisme exacerbés de Péguy. L'analyse de Sorel du texte de Péguy, dreyfusard qui s'était rallié au patriotisme par la voie du mysticisme religieux, n'est pas sans ironie.*

Les critiques littéraires ont pu être déconcertés par l'apparition de l'œuvre originale et puissante de Charles Péguy, *Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*.

Rien en effet ne pouvait leur apparaître plus étranger à ce qu'ils appellent le mouvement littéraire que cette résurrection d'un des premiers genres de la littérature française, ces paroles évangéliques venues de la Sorbonne, ces longues prières inspirées par l'amour de la

---

\* « Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc », *L'Action française*, 14 avril 1910, p. 1.

patrie. Mais les écrivains qui connaissent les mouvements de l'âme française ont immédiatement placé le livre de Charles Péguy parmi les œuvres durables de la littérature nationale, et Barrès, et notre maître Edouard Drumont, et Lasserre, ici même, n'ont pas hésité à reconnaître dans ce *Mystère* une nouvelle et profonde manifestation du patriotisme français. Leur jugement est aujourd'hui confirmé, avec une force singulière, dans une page puissante des sociologues français : M. Georges Sorel.

Cette page de M. Georges Sorel paraît, ce jour même, en Italie, dans le journal *La Voce* que dirige à Florence M. Giuseppe Prezzolini. Notre confrère italien, que nous avons eu le plaisir de voir à Paris le mois dernier, a bien voulu nous communiquer l'original français de l'article de M. Georges Sorel dont il publie la traduction, et c'est avec son autorisation, dont nous le remercions très sincèrement, que nous reproduisons cette page française de l'éminent philosophe avec le titre significatif que son auteur lui a donné.

#### LE RÉVEIL DE L'ÂME FRANÇAISE

On se ferait une idée très imparfaite de la valeur que la postérité attribuera au *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* si on se bornait à examiner ce livre suivant les procédés de la critique littéraire ; il n'est pas douteux, en effet, que cette œuvre magnifique est destinée à occuper une place éminente dans l'histoire générale de notre pays ; dans vingt ans le nom de Péguy sera inséparable de la renaissance du patriotisme français. Péguy n'a point certes la prétention outrecuidante de changer l'orientation de la pensée contemporaine ; mais nous savons que les lettrés ignorent les mouvements profonds de la société jusqu'au jour où un écrivain d'un tempérament fort leur révèle la réalité ; celui-ci ne crée pas une ère nouvelle, mais il crée le signe que les historiens placeront à l'origine de cette ère ; *Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* est de ces signes historiques.

La révolution dreyfusienne avait mis tout sens dessus dessous en France : les amis des traditions se croyaient tenus de s'excuser très humblement de ne pas être au niveau de leurs adversaires lorsqu'ils se permettaient quelques timides esquisses de défense ; l'armée semblait résignée à recevoir sans protester toutes les immondices dont l'accablait la démocratie ; l'Université pataugeait dans la sentine fétide de l'humanitarisme et quelques-uns de ses maîtres raisonnaient comme des déments de Bicêtre.

Après la guerre de 1871, Flaubert expliquait nos désastres par les mensonges et *les blagues* qui nous avaient abrutis ; pendant près de trente ans nous avons souffert des mensonges et des *blagues* gambettistes ; la révolution dreyfusienne aurait été impossible si le patriotisme n'eût été rendu ridicule par les saltimbanques de *l'opportunisme*. Aujourd'hui la farce est terminée ; au grand étonnement de l'étranger, on voit reparaître le patriotisme raisonnable de la véritable France. Et voici qu'un ancien dreyfusard revendique pour les idées patriotiques le droit de diriger la pensée contemporaine ; il ne se perd point en vains discours ; il prouve sa thèse en produisant un livre qui, au jugement de bons esprits, comptera peut-être parmi les chefs-d'œuvre de notre littérature. C'est assurément un grand événement.

Si Péguy a entrepris de faire parler Jeanne d'Arc, ce n'est point que l'expérience lui eût appris que la légende de la vierge lorraine fût propre à faciliter le succès auprès du grand public ; Barrès a fait observer que les tentatives faites jusqu'ici par la littérature d'imagination sur ce thème avaient été malheureuses. Il semble même que les sujets patriotiques soient généralement dangereux pour les écrivains modernes : sitôt que l'on s'occupe des guerres de la Révolution, l'esprit est assailli par les inepties de *La Marseillaise*, et nos malheurs de 1871 ont surtout suscité des poésies de mirliton : cependant les Allemands ont ajouté en 1813 des pages immortelles au patrimoine lyrique de l'Occident.

L'expérience fournie par les guerres de l'indépendance des nations est fort instructive ; à cette époque

régnaient en Allemagne une extraordinaire renaissance chrétienne ; Koerner ne sépare point la patrie de la religion : « Père, je t'invoque, dit le soldat dans le dernier chant composé la veille de Leipzig. Père, guide-moi à la victoire ou à la mort. Seigneur, je me sou mets à tes ordres. Seigneur, conduis-moi suivant ta volonté. [...] Père, je t'honore. Ça n'est point ici un combat pour les biens de la terre ; ce qu'il a de plus saint, nous le défendons avec le glaive. Mort ou triomphe ! Je t'honore, Dieu. Je m'abandonne à toi. » Nos romantiques ont dû une bonne partie de leurs succès aux idées religieuses qui furent à la mode après la Restauration ; Victor Hugo est demeuré toute sa vie fanatiquement attaché à une théologie que les philosophes trouvent, non sans raison, fort rudimentaire, mais dont ils reconnaissent la très grande utilité poétique.

On ne peut pas dire qu'une loi impérieuse exige que le surnaturel accompagne les thèmes patriotiques, mais il est incontestable qu'il leur fournit un appui si important que tout écrivain sérieux doit chercher à s'assurer son concours quand il veut parler dignement de la patrie. Mais le surnaturel chrétien ne se prête point aux formes de la littérature profane, et c'est pourquoi le thème de Jeanne d'Arc a été fatal à tous ceux qui ont voulu le traiter. Le surnaturel chrétien a ses lois propres que nous pouvons découvrir en examinant les liturgies catholiques. Nous sommes ainsi amenés à conclure que, pour écrire une grande œuvre patriotique, il convient de s'inspirer de la littérature ecclésiastique. C'est ce que Péguy a fait avec un rare bonheur. Que nous voilà loin de l'idéal de ces bons républicains qui cherchent des poètes capables de *laïciser Jeanne d'Arc* !

Le patriotisme nous est ainsi présenté sous un aspect qui ne conviendra nullement aux rationalistes : les convenances de l'art ont conduit Péguy à mettre en pleine lumière le rôle que remplit la croyance au surnaturel dans l'histoire ; or, c'est un fait que les savantasses actuels mettent toute leur habileté à dissimuler ; l'art triomphe ici de la fausse science qui se contente des apparences et il atteint la réalité.



Le genre si heureusement choisi par Péguy comporte surtout des louanges enthousiastes, des lamentations et des supplications ; il se rattache évidemment au genre pré-dramatique duquel procède le drame eschylien. Les liturgies catholiques procèdent aussi de la littérature pré-dramatique ; mais elles ont été, en quelque sorte, resserrées par les théologiens ; il s'agit de les desserrer et de mêler aux formules orthodoxes des représentations populaires. L'oscillation que subit l'esprit en passant de ces formules à ces représentations blesse quelques lecteurs superficiels, mais c'est une condition de puissante beauté ; il est même remarquable que, dans les instants où l'âme est pleinement bouleversée, le discours doit se remplir de souvenirs empruntés à la vie la plus commune. Péguy a manié cette littérature avec beaucoup de hardiesse et d'habileté. Que les critiques veuillent bien aller regarder les peintures antérieures à Raphaël.

Tout le monde sait que l'éloquence ecclésiastique n'est pas conduite suivant les mêmes lois que l'éloquence profane : les homélies justement admirées du cardinal Pié ne pourraient servir de modèles pour des discours politiques ou pour des plaidoyers ; de telles imitations paraîtraient manquer de toute mesure. Dès que le lyrisme touche au surnaturel, il multiplie les doublets, les progressions d'images, les retours vers des idées exprimées ; il semble s'inspirer plutôt des procédés musicaux que des règles suivies par nos bons écrivains ; il résulte de là qu'il aboutit à des résultats très mauvais quand il n'est pas manié par des hommes dont le talent a été nourri d'une forte culture classique.

Dans les liturgies, il y a souvent plusieurs voix qui se répondent ; mais il n'y a qu'une seule âme, celle du peuple chrétien. Péguy a volontairement sacrifié les ressources que fournissent l'histoire et la psychologie, ressources dont usent parfois avec excès nos auteurs modernes ; il a voulu se conformer strictement aux lois du genre qu'il adoptait : les personnages sont à peine différenciés. Nous avons là un magnifique exemple de probité littéraire ; mais il faut ajouter que ce procédé a une singulière force éducative, car le lecteur ne cesse de se



trouver aux prises avec l'âme éternelle de la France ; et notre *Mystère* est une œuvre éducative, comme l'a si bien reconnu Barrès.

Il sera fort intéressant de noter tous les incidents auxquels donnera lieu la lutte engagée autour du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* ; tous les mufles sentent que le pouvoir politique dont ils jouissent aujourd'hui est menacé par une affirmation si âprement catholique de la tradition française ; ils cherchent à étouffer la voix de l'adversaire imprévu qui se dresse devant eux ; beaucoup de braves gens n'osent les contredire parce qu'ils sont désorientés en présence d'une œuvre si originale. Péguy est un pauvre qui ne cherche pas à devenir riche par l'exploitation de son talent ; il a foi dans son œuvre ; il sait attendre ; parmi les gens de cette espèce, combien n'a-t-on pas compté de vainqueurs du monde ?

## 16. Le bolchevisme en Egypte\*

*Pendant la Première Guerre mondiale, le manque de papier et la censure de « l'union sacrée » empêchent Sorel de publier tout texte d'analyse politique et frappe tout écrit à tendance révolutionnaire. De plus, durant cette guerre de 1914-1918, il est souvent malade et perd la plupart de ses moyens financiers. Il se trouve obligé de vendre son pavillon de Boulogne-sur-Seine, de même que ses livres. Néanmoins, en 1921, on le retrouve dans l'équipe de La Revue communiste à l'âge de soixante-treize ans. Ses articles sont publiés à côté de ceux de Clara Zetkin, Trotsky, Lénine, Zinoviev, Boukharine et Karl Radek.*

Les bons bourgeois français qui prennent au sérieux *Le Temps*, *Le Gaulois*, *L'Echo de Paris* s'étonnent souvent de voir les hommes d'Etat britanniques tellement redouter les perturbations que le *bolchevisme* pourrait apporter dans l'ordre établi par les conquérants européens en Asie. Gonflés de vanité et d'ignorance, ces absurdes intellectuels sont persuadés que, si l'Angleterre rencontre aujourd'hui tant d'oppositions dans les pays qu'elle a soumis par les armes, c'est que son aristocratie ne peut se résoudre à accepter notre politique démocratique. A l'ombre du drapeau français et sous l'œil bienveillant de nos Sénégalais civilisateurs, les populations arriérées trouvent, à ce qu'assure l'*incurable imbécile*,

---

\* « Le Bolchevisme en Egypte », *La Revue communiste*, vol. 1, septembre 1920, p. 27-32.

tant de liberté, de justice et de prospérité qu'elles haïssent les féroces disciples de Lénine comme Millerand les déteste. Le *bolchevisme* n'aurait donc pas de plus redoutable adversaire que la culture française chère à Maurice Barrès.

L'histoire contemporaine de l'Égypte peut être invoquée à l'appui de cette thèse. J'ai sous les yeux une brochure<sup>1</sup> dans laquelle un Égyptien nous décrit la révolution qui s'est accomplie depuis 1805 dans la vallée du Nil. Ismaïl, qui fut le type le plus complet du musulman parisianisé, disait : « Mon pays n'est plus en Afrique ; nous faisons partie de l'Europe. » Son idéal était de transporter au Caire des merveilles imitées de celles que Napoléon III réalisait chez nous. Grâce à lui, on fit disparaître les pittoresques quartiers où se trouvaient quantité de belles maisons arabes, pour construire des quartiers ridicules, conçus suivant les idées baroques du préfet Haussmann ; on créa un instar du parc Monceau avec café, mare pour les cygnes et ruisseaux tortueux. La barbarie des *nouveaux riches* produisit les extravagances les plus comiques.

L'Égypte se modèle sur les mœurs d'une bande d'aventuriers venus de tous les rivages méditerranéens. La société arabe est en train de disparaître ; les artisans qui ont conservé les belles traditions décoratives ne trouvent plus qu'une clientèle parsemée. Quelques voix éloquents et passionnés se sont fait entendre durant les années qui ont précédé la guerre ; mais presque tous les apôtres de cette renaissance ont écrit leurs ouvrages en français ; malgré leur mérite, leurs paroles ne pénètrent pas dans les milieux populaires, qu'il faudrait atteindre.

Je crois que le discours prononcé par Gambetta le 18 juillet 1882 permet de se rendre compte des résultats de la culture française. Au moment de la révolte d'Arabie, quelques députés crurent que l'on assistait à l'aurore d'un 89 égyptien ; Gambetta les rudoya de belle

---

1. L. AURIANT, *L'Égypte, la proie de ses métèques*, Paul Delesalle, éditeur à Paris.

façon ; il apprit à des collègues qu'on ne pouvait pas traiter de la même façon des colons européens et des « peuples qui toujours, depuis des siècles, ont vécu sous le bâton ». Cette scène est vieille de quarante ans ; mais le récit qu'en donne Paul Deschanel, dans un livre tout récent, démontre que notre président de la République juge l'Égypte comme la jugeait Gambetta. Il nous dit que celui-ci « ne cherchait pas à dissimuler son dédain pour l'infatuation naïve de l'ignorance et de la frivolité qui viennent prendre à la gorge l'expérience et la sagesse » (*Gambetta*, p. 283). Je crois comprendre que ce galimatias signifie que les Égyptiens ont beau vouloir s'européaniser, ils demeurent toujours des êtres inférieurs ; ils avaient cru avoir acquis le droit d'être traités en citoyens ; qu'ils s'estiment heureux si on veut bien les traiter en bons domestiques.

Les Égyptiens qui ont obtenu des diplômes dans les écoles fondées à l'instar de Paris voudraient bien pouvoir tirer un bon parti de l'instruction qu'ils ont si péniblement acquise en vue des fins les plus platement utilitaires. Ceci explique, en bonne partie, le nationalisme de nombreux jeunes gens ; le 26 mai 1859, Proudhon demandait s'il était bien nécessaire de faire la guerre à l'Autriche pour que « deux ou trois centaines d'Italiens deviennent fonctionnaires en Lombardie à la place de pareil nombre d'Allemands qu'on aura évincés » ; et Gambetta, parlant de l'expédition de Tunisie, disait à Mme Adam que la démocratie avait besoin de faire des conquêtes coloniales pour caser ses clients, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Les Français consentent assez facilement à accorder des faveurs administratives à la prétendue élite qui sort des collèges de jésuites. Les Anglais se montrent moins accueillants ; l'auteur dont je lis la brochure nous apprend que ceux-ci se distinguent fort en Égypte des aventuriers qui dominent depuis longtemps la vie économique du pays ; il doit exister en conséquence une grande hostilité entre eux. Si l'Égypte était sous le protectorat de la France, les renégats de la civilisation arabe seraient les meilleurs défen-

seurs de l'ordre établi au lieu d'en être les adversaires parfois bruyants.

De nombreuses expériences ont montré que les disciplines auxquelles on donne le nom de culture française sont merveilleusement propres à engendrer des sentiments de *larbins* ; les khédives n'avaient donc pas été mal inspirés en cherchant à les imposer à leurs sujets ; dans toute l'Asie, les collèges ecclésiastiques sont protégés avec raison par notre gouvernement parce qu'ils travaillent à maintenir dans l'esprit des indigènes une tendance à la servilité très favorable à l'influence des aventuriers européens. On sait, par contre, que les établissements universitaires créés par les Anglais dans l'Inde ont beaucoup contribué à faire naître des désirs puissants d'indépendance ; il est impossible que la littérature anglaise ne donne pas aux jeunes Egyptiens l'idée qu'ils ont droit au *self-government*, au même titre que tous les hommes civilisés ; en tout cas, elle est très favorable au respect de la tradition que voudraient faire revivre tous les propagandistes de la liberté du pays.

Les premiers apôtres de la renaissance égyptienne avaient peu confiance dans leur œuvre ; ainsi Kassem Amin, grand patriote, conseiller à la cour d'appel du Caire, écrivait en 1894 : « L'Egypte s'eupéanise d'une façon étonnante ; l'Egypte est trop avancée dans cette voie pour reculer. » L'auteur de la brochure à laquelle je me réfère ici espère cependant que son pays, dont la situation économique s'est considérablement améliorée au cours de la dernière guerre, pourrait bien reprendre, avec plus de chances de succès qu'autrefois, les travaux de sa régénération. Il ne faut pas oublier que sur une population de 14 millions d'Egyptiens il y a tout au plus 200 000 métèques, formant une classe qui a longtemps eu une grande supériorité sur les indigènes grâce à la force de l'argent et qui a donné le ton à tout le monde. Il s'agirait d'enlever l'hégémonie à une oligarchie qui par sa frivolité, ses vices et son inutilité ne peut trouver aucun défenseur de bonne foi. Malheureusement l'histoire a montré qu'une telle réforme sociale est le plus

souvent très difficile à réaliser, parce qu'elle devrait commencer par vaincre des forces d'inertie capables de décourager les plus braves.

En réfléchissant à cette situation, je ne puis m'empêcher de penser à quelques lettres de Proudhon qui semblent avoir été rédigées pour l'heure présente. Un auteur russe proposant en 1863 que la Russie abandonnât la Pologne à condition que la neutralité de ce pays fût garantie par les grandes puissances, Proudhon écrivait le 17 avril : « Je ne crois pas que la Russie puisse se délivrer par là de la Pologne, bien que je sois le premier à adhérer au plan de M. Fircks. Il faut que le monde sache que contre une aristocratie il n'y a d'autre remède que l'extermination. Le patriciat romain a dû être tué par la plèbe ; nous en avons fait autant en France de notre noblesse ; il faut qu'il en soit de même des Polonais, des Magyars et de l'aristocratie britannique. » Ces paroles n'étaient point l'expression passagère d'une mauvaise humeur suscitée par la polémique ; car le 22 juin 1860 il avait déjà dit : « Je vous avoue que je ne serais pas fâché de voir exterminer cette aristocratie britannique » ; et le 22 août : « Il est possible que le prolétariat français, remonté au pouvoir, veuille et doive en finir avec l'aristocratie britannique. » On peut ajouter que toute la politique de pacification, si souvent vantée comme le chef-d'œuvre de la sagesse de Rome, était fondée sur la suppression des aristocraties.

L'oligarchie des métèques d'Egypte qu'il s'agirait de supprimer ne diffère guère de la noblesse tsariste ; l'une et l'autre ont sacrifié l'avenir de leur pays à la passion du parisianisme ; il est donc tout naturel que beaucoup de jeunes Egyptiens suivent avec un intérêt passionné les événements de la Russie. La République des soviets leur montre comment une révolution de paysans et d'ouvriers, guidés par quelques socialistes d'esprit puissant, peut se débarrasser de tout l'équipement social créé par une civilisation calquée sur celle des grandes nations occidentales. Un tel renversement des valeurs ne s'était pas vu en 1793 ; les résultats de 1848 n'avaient pas été encourageants ; Clemenceau pouvait se croire



fondé à défier les socialistes d'affronter les forces républicaines de France. Quelque chose de tout à fait nouveau s'est produit en Russie depuis que Lénine a pris la direction des affaires. Les Egyptiens commencent à penser qu'il existe dans leurs rangs des éléments capables de créer sur les bords du Nil un gouvernement plus ou moins analogue au gouvernement de Moscou ; une fois que cette idée et le sentiment de leur force se seront suffisamment répandus, il y a bien des chances pour que les Egyptiens marchent dans une voie bolcheviste.

Il est évident que cet avenir ne pourra se réaliser à moins qu'il n'existe en Egypte de puissantes organisations de producteurs. Le fellah, habitué à supporter si patiemment les brutalités de l'autorité, commence, d'après notre auteur, à prendre « conscience de sa dignité, de sa valeur sociale, de ses droits et à émettre des opinions sur les actes du gouvernement » ; les ouvriers ont « appris à employer utilement la violence pour forcer, par la menace des grèves, leurs patrons à ne plus les traiter en ilotes ». On peut donc espérer que, d'ici peu d'années, puissent se constituer des conseils d'ouvriers et de paysans capables de prendre en main la direction des intérêts égyptiens. Cette marche au soviétisme ne sera pas troublée trop gravement par les magistrats anglais, parce que ceux-ci ont été habitués, dans leur pays, à respecter l'existence des trade-unions.

On peut penser que l'éducation donnée au peuple anglais n'est pas sans avoir contribué à permettre aux groupements ouvriers de trouver dans leur sein des chefs remarquables par leur intelligence et par leur moralité ; les travailleurs égyptiens ont, nous assure notre auteur, une soif de l'instruction aussi ardente que la soif que leur terre a de l'eau du Nil ; il est permis d'espérer que la domination britannique aura pour conséquence de fournir aux prolétaires d'Egypte une préparation intellectuelle et morale appropriée aux besoins de la dictature du prolétariat.

Je crois que les hommes d'Etat anglais qui parlent avec effroi d'une immense conspiration bolcheviste se trompent ; le bolchevisme agit sur les peuples opprimés

par les Européens par l'exemple qu'il donne de la plus grande révolution qui se soit produite dans le monde depuis deux mille ans ; il se trouve que les pays gouvernés par les Anglais sont particulièrement bien préparés à recevoir de tels enseignements. Tout au contraire, la France transporte dans les régions soumises à son action une merveilleuse organisation de la bêtise, de la sophistique bourgeoise et de la servitude qui donne une complète garantie aux maîtres.

## Index



- action directe, 18, 52, 74, 75, 80, 82.  
 Affaire Dreyfus (Alfred), 15, 50, 53-56, 67, 68, 72, 82, 104, 115, 166, 274.  
 Afrique, 145.  
 « agit' prop », 24.  
 aide mutuelle, 85, 90, 221.  
 Albi, 9.  
 Algérie, 9, 10.  
 aliénation, 34.  
 aliénation sociale, 25.  
 Allemagne, 58, 120, 156, 181, 186, 201, 204, 209, 247, 270, 297.  
 Allemand (Jean), 191.  
 analogie, 29, 30.  
 anarchisme, 71, 75, 82, 230.  
 anarcho-syndicalisme, 52.  
 Andler (Charles), 252, 259, 262.  
     *Commentaire sur le Manifeste communiste*, 194, 203, 204, 250.  
     *Origine du socialisme d'Etat en Allemagne*, 204.  
 Andreu (Pierre), 130, 131.  
 Angel (Pierre), 81.  
 Angleterre, 19, 61, 91, 106, 112, 154, 155, 174, 175, 189, 216, 224, 229, 258, 270, 279, 312.  
 Aniche, 231.  
 anti-sémitisme, 56.  
 Arabie, 313.  
 aristocratie ouvrière, 110, 112.  
 Aristote, 122, 139, 184, 242, 243.  
     *La Politique*, 136, 239, 243.  
 Auriant (L.), 313.  
 auto-gestion, 89.  
 autonomie de la classe ouvrière, 8, 19, 76, 81, 97.  
 autonomie syndicale, 89.  
 Autriche, 253, 314.  
 Bakounine (Mikhail), 213.  
 Barrès (Maurice), 307, 308, 311, 313.  
 Barth (Hans), 131.  
 Basch, 239-244.  
 Basly, 235.  
 Bastiat, 136.  
 Bauer (Bruno), 198.  
 Bebel (August), 135.  
 Beesly, 294.  
 Belgique, 185.  
 Belot, 193.  
 Benoist (Charles), 280.  
 Bentham (Jeremy), 129.  
 Berding (Helmut), 131.  
 Bergson (Henri), 16, 35, 67, 126, 193, 300.

- Bernstein (Edouard), 46, 58-60, 81, 103, 113, 120, 125, 186, 212, 294.
- Berth (Edouard), 129, 266.
- Bicêtre, 308.
- Blanqui (Louis-Auguste), 64.
- Boissier, 244.
- bolchevisme, 312-317.
- Bonaparte (Louis-Napoléon), 7, 22, 237.
- Bonnet (Alfred), 13.
- Bonnier (Charles), 272.
- Boukharine (Nicolas), 312.
- Bourdeau (H.), 123, 135.
- Bourdeau (Jean), 305.
- bourgeoisie, 15, 38, 56, 85, 101, 107, 115, 118, 121, 183, 209, 267, 272, 268-283.
- bourses du travail, 8, 77, 234.
- Brentano, 294.
- Brunetière (Ferdinand), 51, 124, 127, 228.
- Brunschvicg (Léon), 193.
- Bureau (Paul).  
*Le contrat de travail*, 216, 223.
- capitalisme, 40, 70, 96, 108, 156, 277, 278, 283.
- Castex (Georges), 129.
- Cavallari (Giovanni), 131.
- centralisme démocratique, 8.
- Charzat (Michel), 131.
- Chevalier (Michel), 253.
- Chine, 252, 253.
- christianisme, 244.
- cinématique, 34.
- classe ouvrière, 19, 22, 25, 26, 31, 38, 39, 49, 51, 56, 70, 75, 76, 90, 114, 278, 283, 291.
- classe ouvrière britannique, 112.
- classes moyennes, 49, 53, 57, 67, 121, 293.
- Claudiel (Paul), 128.
- Clemenceau (Georges), 127, 316.
- Colajanni (N.), 129.
- communards, 7, 8.
- Commune (Paris, 1871), 7, 9, 11, 74, 289.
- Comte (Auguste), 138, 152.
- Confédération générale du travail (C.G.T.), 8, 73, 77, 270.
- Congrès de Erfurth, 247.
- Congrès de Gotha, 247.
- Congrès des syndicats ouvriers (1887) et (1888), 75.
- Congrès international socialiste (1889), 75.
- Congrès socialiste de Troyes (1888), 75.
- conscience, 88.
- conscience de prolétariat, 37, 39, 44, 52, 55, 58, 65-67, 73, 81, 94, 102, 107, 119.
- conscience révolutionnaire, 35, 44, 58, 83, 85, 98, 102, 107.
- contre-révolution, 24, 32, 48, 88, 109, 118.
- coopératives, 85, 86, 155, 165, 185.
- Corbon (A.).  
*Le secret du peuple de Paris*, 223, 224.
- corporatisme, 110, 112.
- Corse 9-11.
- Coste (Jean), 127.
- Cournot (Antoine-Augustin), 128.
- Couturat, 193.



- Critica sociale*, 247.  
 Croce (Benedetto), 39, 41, 65, 106, 117, 130, 171, 193, 194, 203, 213, 214, 253.  
*Matérialisme historique et économie marxiste*, 200.  
 culture bourgeoise, 19, 38, 67, 113.  
 culture du prolétariat, 86, 91, 101, 102.  
 Cunow (H.), 171.  
 Curtis (Michael), 131.  
  
 Darlu (Alphonse), 193.  
 David (Marie), 11.  
 décadence bourgeoise, 268-283.  
 Decazeville, 231.  
 De Chambrun, 217.  
 Déchy, 231.  
 De Lavergne (L.)  
*Essai sur l'économie rurale de l'Angleterre*, 207.  
 Delbos, 193.  
 Delesalle (Paul), 115, 122, 130, 225, 226, 313.  
*L'Action syndicale et les anarchistes*, 225.  
 démocratie, 17, 19, 239-245, 256.  
 De Mun (Alfred), 280.  
 Dereux, 193.  
 De Rosa (Gabriele), 130.  
 De Rousiers (Paul), 279, 291.  
*Le Trade-unionisme en Angleterre*, 222, 258.  
 Descartes (René), 123.  
 Deschanel (Paul), 249, 314.  
 De Seilhac (Léon), 235.  
*Le monde socialiste*, 281.  
*Syndicats, Fédérations, Bourses du travail*, 217, 223.  
  
 Desjardins, 193.  
 D'Estournelles De Constant, 285.  
 Destrée, 182.  
 déterminisme, 42, 43, 46, 47.  
 déterminisme économique, 43.  
 De Tocqueville (Alexis), 252.  
 Deville (Georges), 13, 159.  
 dialectique (méthode), 17, 32, 111.  
 « diremption », 17.  
 Dolléans (Edouard), 130.  
 Dreyfus (Robert), 69.  
 Drumont (Edouard), 237, 307.  
 Dunan, 193.  
 Durkheim (Emile), 12, 14, 24-32, 123, 124, 140-153, 193, 251.  
*La Division du travail*, 140.  
*Les règles de la méthode sociologique*, 28, 140.  
  
 Ecole polytechnique, 9.  
 Ecosse, 207.  
 Edit de Milan, 249.  
 église catholique, 16, 70, 185, 189, 211, 217, 273.  
 Eglise et Etat, 50, 53, 58, 67, 68, 69, 72, 107.  
 Egypte, 312-318.  
 embourgeoisement, 102-104, 110, 111, 114, 116, 117, 121.  
 émeutes d'étudiants, 23.  
 empirisme, 33, 34.  
 Engels (Frederick), 13, 41, 55, 59, 64, 65, 75, 79, 169-172, 193-197, 204-208, 212, 213, 269, 296.  
*Anti-Dühring*, 197, 206, 211.

- Socialisme utopique et scientifique* (1892), 63.
- Epicure, 305.
- Escobar, 273.
- Espinas, 252.
- Esterhazy, 228.
- Etat, 25, 59, 60, 68, 70, 83, 95, 141, 143, 154-158, 171, 180, 189, 232, 240, 243, 244, 245, 249-252, 260, 262, 263.
- étatisme, 15, 117, 154.
- « Etat providence », 117.
- Etats-Unis, 102, 157, 243, 279, 305.
- Europe, 65, 119, 137, 214, 293.
- Evellin, 193.
- Faguet, 188.
- Fanon (Frantz), 119.  
*Les Damnés de la terre*, 119.
- fascisme, 119.
- fatalisme, 62.
- fédération des syndicats, 77.
- Ferrero (Guglielmo), 130.
- Ferry (Jules), 128.
- Feuerbach (Ludwig), 206, 213.
- Fircks, 216.
- Flach, 171.
- Flaubert (Gustave), 308.
- Florence, 307.
- Fontaine (Arthur), 280.
- Fourmies, 23.
- France, 10, 19, 58, 91, 104, 107, 116, 120, 145, 156, 314.
- Freud (Sigmund), 35.
- Gap, 9.
- Garilhe, 271.
- Garofalo, 155.
- Gatti (G.), 129.
- Gdansk, 19.
- Gide (Charles), 242.
- Gohier (Urbain), 128, 237.
- Goriély (Georges), 130.
- Gorki (Maxime), 129.
- Gramsci (Antonio), 17, 102.  
*Gramsci dans le texte*, 17.
- Grande-Bretagne, 61, 62, 74, 114.
- Grèce, 179.
- grèves, 15, 52, 64, 73, 82, 93-98, 118, 287-297.
- grève générale, 18-20, 62, 66, 67, 91-93, 264-267, 287-297.
- guerre franco-prussienne, 7, 74.
- Guesdes (Jules), 47, 53-55, 58, 75, 113, 120, 237.
- Guyot (Yves), 221, 294.  
*Les Conflits du travail et leur solution*, 258.
- Halévy (Daniel), 120, 130.
- Halévy (Elie), 193, 197, 199.
- Hanotaux (Gabriel), 280.
- Hartmann, 278.
- Hausmann, 313.
- Hegel (G.W.F.), 39, 41, 42, 136, 169, 174, 181, 186, 195, 204, 205, 208, 213.
- hégémonie, 47, 70, 102.
- Henry (Emile), 23.
- Horowitz (Irving Louis), 131.
- Hubert-Valleroux, 220.
- Hugo (Victor), 309.
- Humphrey (Richard), 131.

- idéalisme philosophique, 10, 33.  
 idéologie, 51.  
 idéologie bourgeoise, 21.  
 idéologie capitaliste, 43.  
 Inde, 315.  
 intégration sociale et culturelle, 102.  
 intellectuels, 246, 256-263.  
 Internationale socialiste, 165, 175, 183, 189, 191, 213.  
 Irlande, 271.  
 Israël, 179, 180.  
 Italie, 307.
- Jacob, 193.  
 Jacobins, 136.  
 Jaurès (Jean), 47, 53, 54, 56, 58, 116, 120, 166, 192, 220, 228, 237, 251, 256, 266, 268-271, 273-275, 280, 285, 287, 295.  
 Jeanne d'Arc, 306-311.  
 Jehring, 228.  
 Julliard (Jacques), 56.
- Kant (Emmanuel), 181, 241.  
 kantisme, 39.  
 Kassem (Amin), 315.  
 Kautsky (Karl), 13, 58, 60, 103, 105, 106, 120, 155, 229, 237, 259, 267, 294.  
*La Lutte des classes en France en 1789*, 209.  
 Kœner, 309.  
 Kriegel (Annie), 76.
- Labriola (Antonio), 17, 40, 129, 247, 250, 254.  
*Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, 40, 247, 255.
- La Croix*, 220.  
 Lachelier (H.), 193.  
 Lachelier (J.), 193, 241.  
*L'Action française*, 306.  
 Lafargue (Laura), 75.  
 Lafargue (Paul), 13, 59, 75, 106, 159, 294.  
 Lagardelle (Hubert), 130, 159, 266.  
 laisser-faire, 24, 53, 96.  
 Lalande, 193.  
*La Libre Parole*, 231.  
 La Marseillaise, 308.  
 Lamendin, 235.  
 Lancashire, 216.  
*La Petite République*, 220, 231-233, 237, 251.  
*La Réforme sociale*, 220.  
*La Revue communiste*, 312.  
 Lassalle (Ferdinand), 157.  
 Lasserre, 307.  
*L'Atelier*, 223.  
*La Voce*, 306, 307.  
*La Voix du Peuple*, 225, 226, 234, 235.  
 Le Bon (Gustave), 12, 24, 27, 67, 289.  
*Psychologie des foules*, 260.  
*Psychologie du socialisme*, 289.  
 Le Caire, 313, 315.  
*L'Echo de Paris*, 312.  
*Le Devenir social*, 13, 28, 59, 105, 154, 159, 204, 213, 247.  
*L'Ere nouvelle*, 13, 213.  
*Le Gaulois*, 312.  
 Leipzig, 309.  
*Le Mouvement socialiste*, 15, 62, 159, 230, 266.  
 Lénine (V.I.), 36, 103, 313, 317.  
*Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 104.

- Matérialisme et Empirio-criticisme*, 36.
- Léon XIII, 71.
- Léon (X.), 193.
- Le Parti ouvrier*, 191.
- Le Pèlerin*, 230.
- Le Play (Frédéric), 21-24, 27, 29, 181, 216, 228, 261.
- Les Ouvriers européens*, 217.
- Le Roy, 193.
- Les Cahiers de la quinzaine*, 106.
- Le Socialiste*, 272.
- Le Temps*, 312.
- Le Vieux Cordelier*, 237.
- Lévy-Bruhl, 193.
- L'Humanité*, 276.
- libéralisme, 53.
- libéralisme social, 50, 56, 72.
- Lindenberg (Daniel), 131.
- List, 202, 203.
- « lois scélérates », 24.
- Lombardie, 314.
- Lombroso (César), 12, 25-27, 123.
- Loria (Achille), 173.
- Louzon (Robert), 130.
- lutte de classe, 44, 52, 61, 62, 66, 71, 73, 75, 77, 93, 99, 103, 105, 114, 154, 159, 162, 175, 176, 180, 183, 225, 227, 229, 237, 273.
- Luxemburg (Rosa), 56.
- Lyon, 11, 23, 235, 237.
- Machiavel (Niccolo), 194, 203.
- Mac-Mahon (général), 8.
- Madame Adam, 128, 314.
- Malthus (Thomas), 30.
- Mandchourie, 269.
- Marcuse (Herbert), 116.
- Marseille, 23.
- Martinique, 289.
- Marx (Karl), 13, 16, 18, 34, 37, 39-45, 50, 55, 59, 61, 62, 64, 65, 78-80, 87, 88, 99, 109, 111, 113, 122, 123, 135, 136, 138, 139, 155, 157, 160-163, 167-170, 173-175, 182, 183, 186, 189, 191, 193-215, 237, 247-251, 255-260, 269, 277, 279-282, 287, 291-297.
- Le Capital*, 13, 136, 141, 170, 174, 195, 198, 200, 202, 205, 207, 209, 247, 251, 257, 260, 288, 292, 297.
- Critique de l'économie politique*, 197, 200.
- Adresse inaugurale de l'Internationale*, 162, 165, 174, 189.
- Le 18 Brumaire de L.-N. Bonaparte*, 156, 210, 259.
- Lettre sur le programme de Gotha* 155, 157, 257.
- La Lutte des classes en France*, 177, 210, 269.
- L'Idéologie allemande*, 42, 120.
- Le Manifeste du Parti communiste*, 64, 189, 191, 208, 212, 255, 256, 292.
- Misère de la Philosophie*, 37, 201, 208.
- marxisme, 13, 14, 21, 42, 43, 50, 57, 58, 78, 80, 113, 118, 119, 193.
- marxisme classique (orthodoxe), 46, 59, 61, 159.
- matérialisme historique, 37, 43, 193-215, 247, 248, 254, 255, 262.
- Meisel (James), 131.

- Méline, 236.  
 Merlino, 129, 166, 248.  
*Formes et Essence du socialisme*, 167, 248.  
 Metternich, 253.  
 Michels (Robert), 130.  
 milieu, 30, 31.  
 Millerand (Alexandre), 54, 228, 237, 238, 313.  
 Missiroli (Mario), 129.  
 Morgan (Louis), 171.  
 Morus (Th.), 137.  
 mythe, 62, 66, 67.
- nationalisation, 157.  
*Die Neue Zeit*, 105.  
 Nicolas-On.  
*Histoire du développement économique de la Russie depuis l'affranchissement des serfs*, 212.  
 Nord-Pas-de-Calais, 233, 235.
- ouvriérisme, 52.  
 Owen (Robert), 127.
- Pacaut, 193.  
*Pages libres*, 216, 280.  
 Pareto (Vilfredo), 130.  
 Parnell, 270-272.  
 Parti ouvrier français, 53-55, 75, 76.  
 Parti républicain radical et radical-socialiste, 53, 67-69, 107, 108.  
 Parti social démocrate allemand (S.P.D.), 58, 74.  
 Parti socialiste, 19.  
 Pascal, 273.  
 Pécout, 193.
- Péguy (Charles), 106, 128, 306-311.  
 Pelloutier (Fernand), 56, 84, 224.  
*Histoire des bourses du travail*, 217.  
*Le Congrès général du parti socialiste*, 227.  
 Perpignan, 9.  
 Perrot (Michelle), 76.  
 Phaléas de Chalcédoine, 239.  
 philosophie bourgeoise, 39.  
 Platon, 137.  
 Platon (Georges), 253, 254.  
 Plekhanov (Georges), 13, 17, 213.  
 Pologne, 19, 91, 316.  
 Ponts et Chaussées, 9.  
 Portis (Larry), 131.  
 positivisme, 36, 39.  
 Poulot (Denis).  
*Le Sublime*, 223.  
 pragmatisme, 305.  
 Praxis, 48, 55, 60, 77, 114.  
 Première guerre mondiale, 12, 46, 47, 77, 84, 107, 117, 119.  
 Premier Mai, 22, 75, 76.  
 Prezzolini (Guiseppe), 307.  
 progrès, 298-305.  
 prolétariat, 25, 262, 263, 277, 279-282, 293, 295, 305.  
 propagande, 45, 71, 104, 115.  
 « propagande par le fait », 82.  
 Proudhon (Pierre-Joseph), 37-39, 123, 126-128, 172, 201, 228, 229, 305, 314, 316.  
*Contradictions économiques*, 230.  
*De la capacité politique des classes ouvrières*, 37, 38.  
 Prusse, 9.

- Radek (Karl), 312.  
radicalisme, 53, 55, 58, 290.  
Raphaël, 310.  
rationalisme, 35, 109.  
Rauh, 193.  
Ravachol, 23.  
Renan (Ernest), 125, 179, 188, 196, 243.  
Renard (Georges), 281.  
Renard (Madame Georges), 281.  
Reuleaux (Franz), 34-36, 39, 299.  
révisionnisme, 46, 50, 58, 60, 61, 71.  
Révolution bolchevique, 46.  
Révolution de 1848, 7, 22.  
Révolution française (1789), 22, 37, 110, 136, 167, 249.  
révolution du prolétariat, 18.  
Révolution russe de 1905, 115.  
révolution socialiste, 45, 63, 93.  
Ricardo (David), 205.  
Rome, 179.  
Rossignol (Fernand), 130.  
Roth (Jack), 131.  
Rotschild, 280.  
Rousseau (Jean-Jacques), 88, 125, 241, 305.  
*Le Contrat social*, 241.  
Russie, 19, 91, 269, 316, 317.
- sabotage, 63, 82.  
Say (Jean-Baptiste), 136, 141.  
science sociale, 21, 47, 221.  
Schinz, 305.  
Second Empire, 11, 38.  
Seligman (E.R.A.), 129.  
Shakespeare (William), 253.  
Singer, 135.  
Sismondi, 259.
- socialisme parlementaire, 24, 76, 81, 105, 118, 267, 269, 270, 272, 274.  
socialisme scientifique, 63, 247.  
socialisme utopique, 61, 63.  
Société française de philosophie, 41, 116, 193, 239.  
sociologie, 12, 14, 23-25, 27, 29-32, 47, 57, 140-153, 265.  
Socrate, 122.  
Solidarité (Solidarnösc), 19, 20.  
Sorbonne, 12.  
Sorel (Georges), vie et formation, 7-12.  
le marxisme, 13-18, 19, 32-35, 47-48, 64-66, 78-80, 87, 118, 193 ;  
la sociologie, 12-13, 24-32, 102, 140 ;  
l'épistémologie, 33 ;  
Proudhon, 37-39 ;  
le syndicalisme révolutionnaire, 52, 73-100, 216, 246 ;  
L'affaire Dreyfus, 54-57, 72, 166 ;  
le révisionnisme, 58-62, 71 ;  
le mythe, 66-67 ;  
la grève générale, 91-93, 264, 287 ;  
la culture prolétarienne et l'embourgeoisement, 101-104, 106-118, 120-121, 298 ;  
la violence, 118-119, 268, 284.  
*Contribution de l'étude profane de la Bible*, 18.  
*La Décomposition du marxisme*, 65.



- Les Illusions du progrès*, 109, 298.
- Introduction à l'économie moderne*, 114.
- Matériaux d'une théorie du prolétariat*, 73.
- Le Procès de Socrate*, 18.
- Réflexions sur la violence*, 16, 107, 118, 119, 268, 284, 303.
- La Révolution dreyfusienne*, 56.
- La Ruine du monde antique*, 18.
- Le Système historique de Renan*, 18.
- Spencer (Herbert), 141, 150.
- Stammler, 169, 170.
- Stanley (John L.), 131.
- suicide, 147, 150.
- Suisse, 241.
- syndicalisme révolutionnaire, 18, 19, 64, 73, 74, 77, 78, 81, 83, 84, 86, 87, 99, 230, 266, 275, 286.
- Tarde (Gabriel), 12, 24, 27, 67, 123, 136.
- terrorisme, 8, 15, 82, 118.
- théorie et pratique, 32, 36, 43, 45, 55, 103.
- trade-unionisme, 74, 204, 221, 229.
- Les traités de Vienne, 137.
- Troisième République, 7, 11, 74.
- Trotsky (Léon), 312.
- Tunisie, 314.
- Union sacrée, 312.
- Union socialiste de la Chambre, 54.
- universités populaires, 69, 70.
- Vaillant (Auguste), 23.
- Vaillant (Edouard), 273-275.
- Vandervelde (Emile), 182, 261.
- Van Kol, 190.
- Vernon (Richard), 131.
- Vico (G.B.), 124.
- violence, 35, 118, 178, 227, 268-286.
- Vivarelli (Roberto), 131.
- volonté générale, 239.
- Vorwärts*, 212.
- Waldeck-Rousseau (René), 51, 122, 217-219, 234.
- Walesa (Lech), 19.
- Weill (G.), 253.
- Willard (Claude), 76.
- workingmen's clubs, 69, 73.
- Yvetot (Georges), 225.
- Zetkin (Clara), 312.
- Zinoviev, 312.
- Zola (Emile), 26, 54, 56, 228.



Table



## I. Présentation

1. La situation de Georges Sorel .....	7
2. Marxisme et sociologie .....	21
3. Contre la reproduction de la politique capitaliste .....	49
4. Les syndicats révolutionnaires et la grève générale .....	73
5. Embourgeoisement : la politique culturelle .	101
Bibliographie .....	122

## II. Textes

1. Science et socialisme .....	135
2. La sociologie bourgeoise .....	140
3. Le socialisme et l'Etat .....	154
4. Morale et socialisme .....	159
5. L'éthique du socialisme .....	166
6. Le matérialisme historique .....	193
7. Qu'est-ce qu'un syndicat ? .....	216
8. La démocratie .....	239
9. L'avenir socialiste des syndicats .....	246
10. La grève générale .....	264
11. La décadence bourgeoise et la violence ...	268
12. Apologie de la violence .....	284
13. La grève prolétarienne .....	287
14. Le progrès réel ou progrès technique .....	298
15. Péguy et le nationalisme d'avant-guerre ..	306
16. Le bolchevisme en Egypte .....	312
Index .....	321





ACHEVÉ D'IMPRIMER EN SEPTEMBRE 1982  
SUR PRESSE CAMERON  
DANS LES ATELIERS DE LA S.E.P.C., SAINT-AMAND (CHER)  
COMPOSITION FACOMPO, LISIEUX  
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 1982  
NUMÉRO D'IMPRIMEUR : 1304.  
PREMIER TIRAGE : 7 000 EXEMPLAIRES  
ISBN 2-7071-1330-1







\*\*\*\*\* volume quintuple

# Georges Sorel

## Présentation et textes choisis

L'œuvre de Georges Sorel (1847-1922), ingénieur, théoricien social, marxiste et révolutionnaire, est longtemps restée ignorée de larges courants de la gauche française — révolutionnaires comme réformistes — qui l'avaient accusé de flirter avec la droite, et qui avaient surtout fort mal accepté ses critiques de l'avant-gardisme.

La sélection de textes présentés dans ce volume, dont la plupart n'étaient plus disponibles, permet une nouvelle approche de l'homme et de l'œuvre. Champion du syndicalisme révolutionnaire et d'un socialisme autogestionnaire, critique sévère de l'élitisme de parti, Sorel avait proposé une tentative originale d'adaptation de la pensée marxiste aux conditions concrètes du mouvement ouvrier français, qui reste aujourd'hui d'une étonnante actualité.

C'est ce que dans son introduction analyse Larry Portis, qui brosse également un portrait très vivant de Sorel. Larry Portis montre comment celui qui est sans doute le marxiste français le plus important du début du siècle, a été le premier à proposer une critique radicale de la sociologie bourgeoise qui s'affirmait alors (Durkheim, Gabriel Tarde, Gustave Lebon).

Larry Portis est un historien américain. Il vit actuellement en France.

Illustration : Georges Sorel (document Bibliothèque nationale).

---

FRANÇOIS MASPERO, 1, PLACE PAUL-PAINLEVÉ, 75005 PARIS